

Les cérémonies du Bicentenaire de la Révolution et le sommet des sept pays industrialisés

M. Mitterrand veut exalter le « message » de la France

Cory Aquino, la démocratie, la dette

Trois femmes se trouvent à Paris à l'occasion du Bicentenaire et du « sommet » de l'Arche. Si M^{me} Thatcher voit avec mépris dans la Révolution française le « langage des communistes », la présidente des Philippines, M^{me} Corason Aquino, ou le premier ministre pakistanais, M^{me} Benazir Bhutto, qui ont contribué à leur manière à rétablir la démocratie dans leurs pays, accordent une importance particulière à 1789 et à la Déclaration des droits de l'homme.

M^{me} Bhutto avait vu son père pendu par un dictateur militaire. M^{me} Aquino a perdu son mari, assassiné sur l'ordre d'un dictateur civil aujourd'hui à l'agonie. Toutes deux savent que si les grands principes restent souvent lettre morte et sont difficilement applicables — surtout dans des pays qui souffrent de la faim et du poids de la dette —, ils demeurent un idéal inscriptible. Sans cet espoir, n'en déplaise à la « Dame de fer », ces deux femmes courageuses ne seraient l'une qu'une orpheline, l'autre qu'une veuve.

Le sort de sa vie à Paris. M^{me} Aquino avait, dans une allocution d'usage très haute tenue, rappelé la fiction de sa révolution pacifique avec les grandes idées de 1789. Elle avait aussi, en réponse à M. Mitterrand, abordé cette question de la dette qui écrase tant de pays du tiers-monde. Un sujet au programme des Sept. Le président de la République veut en réduire le poids. Le Japon arrive à Paris entouré de son entourage de premier fournisseur d'aide et soucieux de faire oublier les frusques de son premier ministre.

M^{me} Aquino quittera Paris vendredi avec 350 millions de francs d'aide accompagnée de la promesse que celle-ci sera augmentée « de façon sensible ».

Malheureusement, si les efforts de « Cory » ont redonné aux Philippines une meilleure image que celle d'une caverne d'Alibaba dans laquelle la famille Marcos accumulait des trésors arrachés à une population dont plus de la moitié vit dans la misère, les problèmes n'en sont pas réglés pour autant. Bon élève du FMI, Manilla bénéficie de facilités des organisations internationales. Mais la pauvreté continue de gagner du terrain, avec son cortège d'inégalité, de corruption et d'horreurs, comme cette prostitution enfantine qui sévit dans les quartiers chauds de Manille.

La question des droits de l'homme continue elle aussi de ternir l'image du régime. Certes, personne ne peut douter de la profonde sincérité de M^{me} Aquino. Mais l'armée et surtout les groupes paramilitaires, souvent incontrôlables, ont commis de multiples exactions et massacres dans la lutte menée contre l'insurrection communiste — elle aussi sangninaire — et les bavures abiment la mort et le désespoir dans de nombreux villages. Au point que les évêques philippins, renvoyant les tortionnaires des à dos, viennent de réclamer des pourparlers pour mettre fin à la violence qui déchire l'archipel.

M 0147-07140-4,50 F
3790147004500 07140

M. Mitterrand entend mettre à profit le Bicentenaire de la Révolution et le sommet des sept pays les plus industrialisés pour exalter « l'histoire » et « le message » de la France. C'est ce qui ressort de ses déclarations faites à « l'Express » (lire page 34). Tous les chefs d'Etat et de gouvernement étaient à Paris jeudi 13 juillet, et ont assisté au Trocadéro, à midi, à une cérémonie sur les droits de l'homme. Le chef de l'Etat a eu plusieurs entretiens bilatéraux, notamment avec le premier ministre de l'Inde.

La soirée de jeudi devrait être consacrée à l'inauguration de l'Opéra-Bastille suivie d'un dîner au Musée d'Orsay. Vendredi, les chefs d'Etat et de gouvernement assistent, le matin, au défilé militaire sur les Champs-Élysées et, le soir, à la parade de Jean-Paul Goude.

Les séances de travail des Sept auront lieu à partir de samedi à l'Arche de la Défense. Les principaux sujets à l'ordre du jour seront l'environnement, la dette, l'aide aux pays de l'Est engagés dans des réformes, la Chine et la lutte contre le terrorisme.

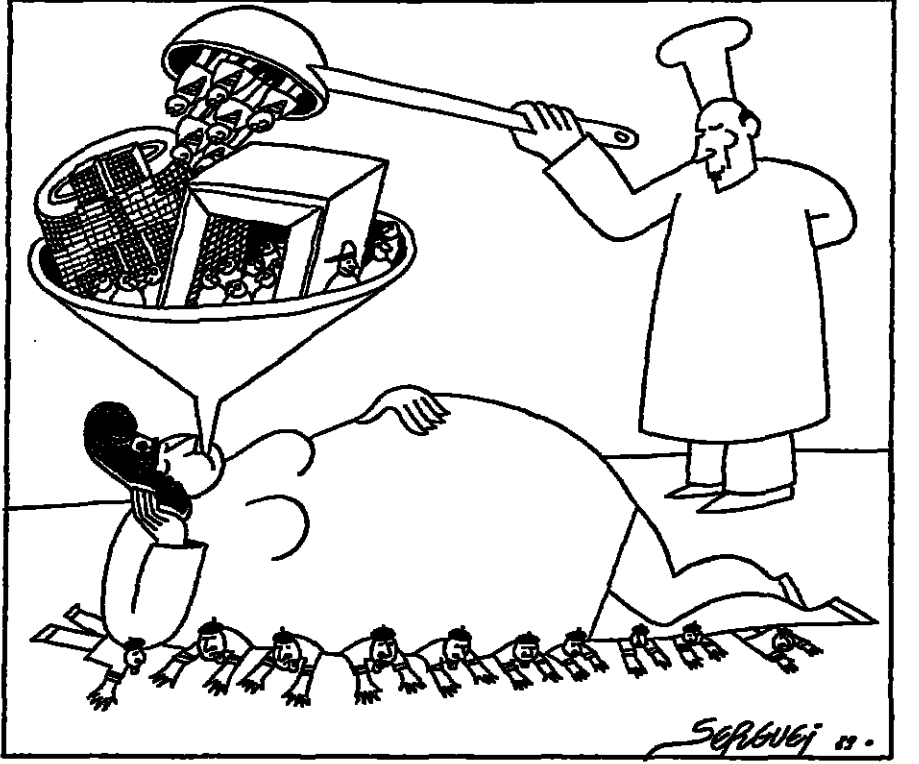
De la perestroïka à l'environnement

Exception faite des grands dossiers économiques (dette, concertation monétaire, résorption des grands déséquilibres financiers internationaux et poussées inflationnistes, en particulier en Grande-Bretagne), les Sept devraient, à partir du vendredi 14 juillet, se concentrer sur trois grandes questions politiques : l'évolution des pays de l'Est ; la situation en Chine, et l'environnement.

Parmi les pays de l'Est, ce sont la Pologne et la Hongrie qui tiendront la vedette. Le président Bush en revient, et M. Mitterrand a fait récemment une tournée Varsovie-Gdansk. Les deux présidents entendent plaider auprès de leurs collègues en faveur d'une coordination du soutien économique à apporter à ces deux pays, qui connaissent des difficultés considérables. On parlera, notamment, du réajustement de la dette polonaise au sein du Club de Paris et des négociations qui se déroulent entre les autorités de Varsovie et celles du FMI pour la mise au point d'un plan de redressement. Les autorités polonaises — et certains responsables de Solidarité — voudraient que les Sept aillent plus loin. C'est ainsi que Varsovie a fait parvenir à Paris un message dans lequel le général Jaruzelski demande une aide de plusieurs milliards de dollars aux grandes puissances occidentales. M. Lech Walesa, lors de ses entretiens avec le président Bush, a parlé, lui, de 10 milliards de dollars.

Si ce langage est bien entendu par Paris, il est reçu avec plus de réserves par les Etats-Unis, comme l'indique la modicité des aides américaines annoncées par M. Bush à Varsovie et à Budapest.

JACQUES AMALRIC.
(Lire la suite page 3.)



- La « ruche » élyséenne, page 3.
- Le sommet de Bercy : dette et politique monétaire, par Françoise Lazare, page 29.
- L'ambade au président, par Anne Chemin.
- Jean-Paul Goude, lutin planétaire, par Corine Lesnes.
- De cinq cents millions à sept cents millions de téléspectateurs potentiels, page 24.
- Fastes et dépenses : la réplique de Matignon, page 34.
- Un entretien avec Max Gallo, page 23.

Exécutions à Cuba

Le général Ochoa et trois de ses co-accusés ont été fusillés

PAGE 34

Un entretien avec M. Chevènement

Le ministre de la défense veut améliorer les relations interarmées

PAGE 12

Amélioration de l'emploi

Trois cent mille salariés de plus, en France, l'an dernier

PAGE 30

Le sommaire complet se trouve page 34

La fin de la visite du président américain

Les attentions hongroises de M. Bush

Le président des Etats-Unis, M. George Bush, a achevé, jeudi 13 juillet, une visite officielle de deux jours à Budapest. Il est arrivé en fin de matinée à Paris, où il participera aux cérémonies du Bicentenaire et au sommet des sept pays les plus industrialisés. A cette occasion, M. Bush entend proposer à ses partenaires d'engager une « action concertée » pour soutenir les réformes économiques en cours en Hongrie et en Pologne.

BUDAPEST de notre envoyé spécial

Un bout de fil de fer barbelé découpé dans le « rideau de fer » tout fraîchement démantelé à la frontière austro-hongroise : quel homme d'Etat occidental, depuis Churchill, n'aurait rêvé d'un tel trophée ?

Mais ce n'était pas un trophée, simplement un cadeau offert par les dirigeants communistes hongrois au premier président américain qui ait jamais rendu visite à leur pays, agrémenté d'une plaque pour que les choses soient encore plus claires : ce morceau de fil barbelé « représentait, de manière palpable, la division du continent européen en deux moitié. Son démantèlement a été rendu possible par la volonté du peuple hongrois en reconnaissance de la coexistence pacifique et de l'interdépendance mutuelle ».

C'est donc bien « la volonté du peuple hongrois » et non celle de l'un des deux grands qui a mis à bas cette barrière, même si le contexte international favorable est bien sûr pris en compte.

JAN KRAUZE.
(Lire la suite page 4.)

Dans le Doubs, un forcené tue quatorze personnes

Terreur au village

A Luxiol (Doubs), Christian Dornier, un agriculteur de trente et un ans, a tué, sans motif apparent, au fusil de chasse, quatorze personnes, dont trois enfants, et en a blessé huit autres, au cours d'une équipée meurtrière qui a duré une demi-heure. Il a été maîtrisé, après une fusillade, par les gendarmes.

LUXIOL (Doubs) de notre envoyé spécial

Il n'aura fallu qu'une demi-heure, mercredi 12 juillet, pour que Luxiol, un petit village du Doubs situé à trente-cinq kilomètres au nord-est de Besançon, bascule dans la terreur. Entre 14 h 30 et 15 heures, Christian Dornier, un agriculteur de trente et un ans, brusquement saisi d'une folie meurtrière, a tué sa mère, sa sœur et blessé son père, puis, au volant de sa voiture, il s'est mis à tirer au fusil de chasse sur toutes les personnes qu'il rencontrait.

« En entendant les détonations, je suis sorti et j'ai aperçu un gamin avec un trou énorme au côté. J'ai couru jusqu'au jardin pour prévenir ma mère et puis je suis revenu prendre un vieux fusil. Mon père était accroupi dans la maison dont la porte avait volé en éclat et il téléphonait à la gendarmerie. J'ai vu la petite voiture de ma mère revenir et Dornier tirer encore. Par la fenêtre, je lui ai foutu une pètte dans le cou. Il s'est mis à saigner et il est reparti. Sans ça, il tuait maman. Mais Pauline, ma petite cousine de cinq ans assise à côté d'elle, était déjà morte, criblée de plomb... »

Ce récit de Joël Clausse, le fils aîné du maire de Luxiol, donne une juste idée de la confusion et de l'effarement qui régnèrent dans le village lorsque Christian Dornier y accomplit sa ronde infernale.

ROBERT BELLERET.
(Lire la suite page 14.)

LE MONDE diplomatique

Juillet 1989

LIBERTÉ ET IMPÉRATIF DÉMOCRATIQUE

La liberté ? Soudain les projecteurs se sont braqués sur Pékin, mais le combat — si long, souvent sanglant — pour la liberté concerne tous les peuples. Claude Julien montre comment les dirigeants, à l'Ouest et à l'Est, au Nord et au Sud, évoluent sur des volants économiques, sociaux, politiques, ignorant que la véritable sécurité repose sur la justice. L'impératif démocratique s'impose à tous les Etats. Les idéaux sont universels, et chaque peuple de les inscrire dans sa culture originale. Ces questions font l'objet d'analyses de Michel Morineau et Guy Cauchier sur « République et laïcité », de Nguyen Khac Vien — à partir de l'exemple vietnamien — de Yann Richard — au sujet de l'Iran — de Jean-Marie Chauvier qui s'interroge sur l'avenir de la perestroïka soviétique. Partout, l'espérance demeure en chantier.

Également au sommaire :

- SAHEL : le Sénégal, la Mauritanie et leurs bords émiriens, par Sophie Bessis.
- MAGHREB : La désuétude des esprits au Maghreb, par Wolfgang Freund.
- IMMIGRATION : Menaces sur le droit d'asile, par Gérard Soulier.
- AMAZONIE : Lutte pour la survie, par Suzanne Hecht.

En vente chez votre marchand de journaux

CHINE

De la « révolution culturelle » aux massacres de Pékin

par SIMON LEYS (*)

L'HISTORIEN de la Chine contemporaine qui considère rétrospectivement les événements d'il y a trois ans, d'il y a dix ans, d'il y a vingt ans, est pris de vertige : c'est chaque fois la même histoire — le scénario est identique, il suffit seulement de changer les noms de quelques acteurs. Le sinistre carrousel ne mène nulle part, il tourne en rond, de plus en plus gringant et délirant ; sa machine sanglante se contente de broyer toujours plus brutalement une population de plus en plus assoiffée de liberté.

En juin 1989, les massacres de Pékin ont révolté l'opinion mondiale. Notre époque, qu'on aurait pu croire blâmée en fait d'atrocités, a découvert une nouvelle dimension dans l'horreur en assistant à ce spectacle apparemment inédit (1) : un gouvernement qui déclare la guerre à son peuple et qui lance une armée de meurtriers contre les foules désarmées et pacifiques de sa capitale.

Logique légaliste

Ces massacres ont sidéré le monde entier, et pourtant ils n'auraient dû surprendre personne. Les bouchers de Pékin seraient parfaitement en droit d'éprouver de la perplexité devant l'indignation de l'opinion internationale. Pourquoi ce soudain revirement des étrangers à leur égard ? Qu'y a-t-il donc de nouveau dans ces atrocités de juin — dont les proportions sont d'ailleurs demeurées bien modestes si on les compare à tant d'autres opérations similaires effectuées précédemment par ce même régime ?

En fait, ce n'est pas la nature du régime communiste chinois qui a soudain empiré en juin ; c'est seulement l'Occident qui a commencé enfin à voir un peu plus clair.

Bien avant de s'être emparés du pouvoir, les communistes considéraient déjà le meurtre comme une élémentaire technique politique — et je parle du meurtre dans ses modalités les plus diverses : à chaud, à froid, en masse, au détail, en secret, en public, avec mise en scène ou à la sauvette, visant des contestataires pour déraciner l'opposition ou visant des innocents pour terroriser la population entière. La méthode était déjà vigoureusement appliquée vingt ans avant l'établissement de la République dite « populaire » (les fameux massacres de Fuzhou, par exemple, datent de 1930).

A ses débuts, le mouvement communiste chinois a été animé d'un authentique idéal révolutionnaire ; il avait soif de justice et il réussit à mobiliser la générosité et le courage d'une élite morale et spirituelle du pays entier. Mais dès le départ il portait aussi en lui un germe de perversion : les communistes ont toujours pensé que l'humanité importait plus que les hommes (...).

On peut formuler bien des accusations à l'endroit des dirigeants chinois. La seule chose qu'on ne saurait leur reprocher, c'est de ne pas s'être comportés en communistes. Le fond du problème, précisément, c'est qu'ils ont agi purement et exclusivement en communistes. Les comparer à des « fascistes », c'est recourir à un bien chétif luminisme pour éclairer le tableau. On pourrait aussi bien comparer la férocité d'un tigre du Bengale à celle d'un chat de gouttière.

D'un point de vue communiste, on ne saurait même pas condamner la sotte des massacres. Non seulement ils étaient nécessaires, mais leur logique apparaît impeccablement légaliste.

La flexibilité tactique du communisme est considérable, mais elle est entièrement subordonnée

à un impératif stratégique, unique et invariable : en toute circonstance et à tout prix, il s'agit de conserver la totalité du pouvoir politique. Ce principe est absolu, il ne tolère aucune dérogation et prime toute autre considération. La banqueroute économique du pays, la ruine de son crédit à l'étranger, la destruction du prestige national, l'effacement des efforts d'ouverture et de modernisation, rien de tout cela ne saurait entrer en ligne de compte, du moment que l'autorité du parti est en jeu (...).

Comme l'a remarqué Bernanos, « on ne massacre jamais que par peur ». La grande peur des maoïstes qui gouvernent la Chine a tourné à la panique quand ils ont vu le peuple entier qui se ralliait autour des manifestants de Tiananmen, et du jour où ceux-ci ont réussi à mettre la loi martiale en échec et à faire vaciller la résolution de l'armée, leur sort fut scellé. Il fallait, par une violence sans retour, creuser un fleuve de sang entre les soldats et le peuple.

Il restera à étudier ce que fut le rôle joué en coulisses par la Sécurité, pour qui on a tiré les marrons du feu ; il se pourrait bien que, en organisant les massacres, Deng Xiaoping dans sa légalité ait lui-même été manipulé par les policiers qui apparaissent maintenant comme les vrais bénéficiaires de toute l'opération.

Une nation déceuvée

Aux violences à chaud succède maintenant la terreur à froid, bien plus redoutable encore — méthodique, impitoyable. Dans ce second stade, l'ordre se trouve apparemment rétabli, on a récuré les dernières traces de sang sur les boulevards à nouveaux nets et pimpants, et déjà on voit réapparaître les premiers visiteurs étrangers, hommes d'affaires et politiciens, qui reviennent s'asseoir au banquet des assassins ; pendant ce temps, dans les caves de la Sécurité, d'une salle dans la morgue, on liquide l'intelligence, la jeunesse et l'espoir de la Chine. Vingt ans après les coupes sévères de la « révolution culturelle », une fragile élite de critiques intellectuels et politiques avait réussi à se reconstituer ; elle vient maintenant de s'engloutir d'un seul coup, car la police, qui, depuis longtemps, tenait toutes les têtes pensantes en observation, n'avait attendu que cette occasion pour les décapiter.

La Chine est aujourd'hui une nation déceuvée. Quel peut encore être l'avenir d'un grand pays en voie de modernisation après une pareille lobotomie ? La

question ne semble pas autrement préoccupante pour les policiers qui contrôlent maintenant ses destinées. Leur seul souci est d'appliquer la recette de Lénine : « Un régime qui est prêt à exercer une terreur illimitée ne saurait être renversé ». Et il ne s'agit de plus rien d'autre, en effet : la répression brute et nue ne souge même plus à se couvrir du moindre haillon d'idéologie. Ce despotisme stérile est incapable de sécréter une seule idée neuve ; les éditeurs du *Quotidien du peuple* en sont réduits à recycler un jargon qui date de la « révolution culturelle », et pour dénoncer l'ennemi du jour ils emploient les accusations mêmes dont Mao avait jadis accablé Deng Xiaoping.

Dans leur principe, les massacres de Pékin furent donc entièrement conformes à ce que l'on devait attendre du communisme chinois. En fait, l'événement eût été qu'ils ne se fussent pas produits : cela aurait équivalu pour le gouvernement à prononcer sa propre déchéance. Ils n'innoveront que sous un seul rapport, mais cette innovation devait avoir des répercussions énormes : de bout en bout, les atrocités se dérouleront devant les caméras de la télévision étrangère et sous les yeux de la presse internationale. Précédemment, pour toutes les opérations de ce type, les dirigeants communistes avaient toujours en soin d'observer à l'égard des témoins extérieurs le principe traditionnel qui préconise de « battre le chien derrière une porte close » (*guan men de gou*) (...).

Ce prodigieux impact de la télévision a du reste quelque chose qui effraie. Pour des millions de téléspectateurs, les événements qui apparaissent sur l'écran prennent chair et réalité, ils bouleversent l'opinion mondiale, ils infléchissent la politique des gouvernements démocratiques, mais inversement aussi tout ce qui échappe à l'œil des caméras paraît oublié du réel, on veut à végétar dans les limbes de la conscience, sans pouvoir mobiliser effectivement l'intelligence et les émotions du public. On dirait que rien de ce qui arrive hors du champ des caméras n'est vraiment arrivé. Ainsi, par exemple, au fil des années, le communisme chinois a pu liquider un bon million de Tibétains ; cela n'a jamais sérieusement affecté son prestige moral ni son crédit international.

Pourquoi ? La télévision n'était pas là. La télévision n'était pas là.

(*) Auteur des *Habits neufs du président Mao*. Ce texte, dont nous publions de longs extraits, constitue la préface à la réédition dans le *Livre de poche*, en septembre.

non plus pour nous montrer les massacres de la « révolution culturelle », qui firent plus de cinq cent mille victimes : en 1968, lorsque l'armée réprima le mouvement des gardes rouges, des boucheries du type de celles qu'on vient de voir à Pékin se produisirent dans des dizaines de villes. Après une de ces vagues d'exécutions, les rivières de Chine méridionale étaient encombrées de tant de corps de suppliciés que, sur les plages de Hongkong, à quelque 80 milles de là, chaque matin le flot venait nous apporter de nouvelles troupes de cadavres. Pour l'essentiel, tous ces faits étaient bien connus ; les informations que j'ai rapportées dans les *Habits neufs du président Mao* étaient toutes dans le domaine public, aisément accessibles pour quiconque lit la presse chinoise. Dix ans après ces événements, leur réalité n'avait toujours pas vraiment pénétré dans la conscience collective — tant et si bien qu'à la mort de Mao la plupart des personnalités dirigeantes du monde démocratique occidental pouvaient encore rendre un respectueux hommage au despote défunt, en qui elles croyaient voir un « phare de la pensée humaine » (2).

Processus de désintégration

Peu avant de mourir dans un tragique accident, le contestataire soviétique Andreï Amalrik avait commencé à s'interroger particulièrement sur la politique chinoise. Lors d'une rencontre, il y a une douzaine d'années, je l'entendis formuler une observation frappante. Il estimait que la Chine était beaucoup plus avancée politiquement que l'Union soviétique. Entendez ce mot dans le sens particulier où l'on dit d'un fromage, ou d'un cadavre, qu'il est « avancé ». Selon lui, le malheur de l'Union soviétique était d'avoir perdu la « révolution culturelle ». Sa victoire sur l'Allemagne nazie avait conféré à l'URSS de Staline une confiance en soi et une assurance morale qui devaient longtemps entraver toute prise de conscience plus nette des vices du système ; le régime se trouva confirmé dans ses pires erreurs, et les nécessaires réformes furent indéfiniment différées.

En Chine, au contraire, l'effroyable catastrophe de la « révolution culturelle » a prodigieusement accéléré le processus de désintégration du communisme. Le parti a été détruit, on l'a reconstruit tant bien que mal, mais son prestige et son autorité ont été irrémédiablement discrédités. La crise de la « révolution culturelle » n'a pas seulement exposé la faillite morale et politi-

que du régime, elle a aussi eu des effets positifs : elle a créé un nouveau type de citoyens, audacieux et agressifs ; des gens de cette trempe peuvent devenir des héros ou des bandits, mais certainement le régime ne saura plus jamais les réduire à l'état de docilité passive des générations précédentes.

Les manifestations de mai 1989 ont représenté le point culminant d'une longue évolution, qui, à l'origine, fut issue de la « révolution culturelle », puis s'est exprimée dans une série de mouvements spontanés, de plus en plus vastes et de plus en plus significatifs (...).

Mais, par un cruel paradoxe, alors que l'élite de la jeunesse chinoise parvenait à dépouiller et dépasser cette « révolution culturelle » qui lui avait donné le jour, Deng Xiaoping et ses collègues, eux, après en avoir été les victimes, en sont restés définitivement prisonniers. Ils redoutent et haïssent la « révolution culturelle », mais en même temps ils en ont conservé le langage et les mœurs, comme le montre le massacre de Pékin avec ses séquences de délation, de mensonge et de terreur.

La férocité avec laquelle ils ont écrasé les jeunes manifestants de Pékin ne s'explique pas seulement par le souvenir des humiliations qu'ils avaient subies aux mains des gardes rouges. Comment aurait-on pu confondre les foules pacifiques et souriantes de mai 1989 avec les hordes fanatisées de 1967 ? Qu'y a-t-il de commun entre la jeunesse rebelle qui avait réussi à les désarmer et y a vingt ans et les démocrates non violents d'aujourd'hui ? Au-delà de cette métamorphose d'une génération à l'autre, ce que Deng et ses acolytes ont confusément pressenti — et que leur aveugle obstination n'a fait que précipiter, — c'est l'irrésistible surgissement du grand ras de marée qui va demain les balayer, eux et les derniers débris du communisme chinois.

(1) En fait, il n'est hélas pas nouveau — ni en Chine, comme je m'efforce de le montrer ici, ni ailleurs dans le monde. Mais qui se souvient encore des massacres de Hama, en Syrie, où le président Assad tua 25 000 de ses citoyens en 1982 ? Peut-être n'a-t-on pas vraiment oublié la façon dont, l'an passé, le gouvernement irakien entreprit d'anéantir des villages de sa minorité kurde au moyen de gaz et d'armes chimiques — pourtant, la seule réaction de Washington fut de doubler les crédits d'exportation accordés à l'Irak, cependant que la France, l'Allemagne de l'Ouest et la Grande-Bretagne maintenaient leurs relations amicales avec Bagdad.

(2) L'expression, on s'en souvient, était de M. Valéry Giscard d'Estaing. Notez que ce n'est même pas ce qu'on a dit de plus bête à l'époque.

FRANCE

Les vertèbres molles

par MAURICE DUVERGER

Palais-Bourbon où les députés se répartissent suivant les suffrages obtenus le 18 juin dernier ?

Certes, le gouvernement ne peut négliger le succès remporté ce jour-là par les écologistes et les néofascistes. Il correspond à des inquiétudes dont la proportionnelle a permis l'expression. On ne saurait se borner à les étouffer par le mécanisme majoritaire. Elles obligent à répondre en éduquant les citoyens sur les dangers du racisme et en imposant le respect de la nature et de l'environnement. L'alliance que Pierre Manry propose aux Verts leur ouvre la seule voie d'accès au Parlement et au gouvernement. Cela pourrait compenser la désagrégation du Parti communiste, qui devient le principal facteur d'affaiblissement de la gauche.

Quand la liste du Parti socialiste atteignait en 1979 à peu près le même niveau qu'aujourd'hui (23,5 %), le PC réunissait de son côté 20,5 % des suffrages, dont il a perdu les deux tiers. Le PS pourrait les récupérer s'il ne traversait pas une crise grave depuis que l'artisan de sa renaissance a déclaré : « Il n'est pas bien qu'un seul parti gouverne » (le 22 mai 1988), ce qui a fait perdre sept points en quinze jours, entre les intentions de vote exprimées juste auparavant et les suffrages obtenus au premier tour des légis-

latives. Elle est aggravée par la compétition des « courants », qui ressemblent à ces tribus africaines acharnées à se déchirer mutuellement plutôt que développer une œuvre commune. A cet égard, les socialistes sont aussi mal en point que la droite.

Giscard présidentiable

Par comparaison, elle sort plutôt renforcée des européennes. L'effacement de Jacques Chirac, la pusillanimité des rénovateurs, l'effondrement du centre, ont remis en selle Valéry Giscard d'Estaing. Il a seul maintenant l'image d'un présidentiable de l'opposition. Les autres font figure d'amateurs en face de ce grand professionnel. Mais on peut douter que cela suffise à l'imposer au RPR et à l'UDF comme candidat unique au premier tour de la future bataille pour l'Elysée. Beaucoup pensent d'ailleurs que deux réuniraient ensemble plus de voix entre le Front national et les écologistes.

Pour vaincre dans une élection bipolaire, il ne faut pas seulement réunir tous les suffrages de son propre camp, mais attirer aussi une partie des citoyens situés au centre, qui font le succès final en se portant d'un côté ou de l'autre lors du scrutin décisif. Si Ray-

mond Barre avait été en tête du premier tour en 1988, il aurait pu gagner le second. Mais la puissance et l'unité du RPR en face de la faiblesse et des divisions de l'UDF ont assuré en demi-finale la victoire d'un Jacques Chirac qui n'a pas le profil paternel permettant de remporter la dernière manche. Le même scénario risque de se reproduire en 1995, même si Valéry Giscard d'Estaing, en pleine forme, prend la place de Raymond Barre. A côté de ces chefs sans armée, le parti chiracien aligne une armée dynamique dont le chef reste mal adapté au combat fondamental.

Dans le camp socialiste, s'affrontent une pléiade de brillants colonels dont aucun ne semble capable de s'imposer comme général obéi. La crise des grands partis ne vient pas des rivaux épiphémères que la proportionnelle fait éclore comme des champignons après la pluie. Elle vient d'un mal intérieur dont chacun peut se guérir.

Moins forts que leurs homologues européens, même au temps de la bande des quatre, ils sont devenus aujourd'hui les plus faibles de la Communauté, qu'on appelle la Ve République, et non dans des institutions dont le corset de fer maintient la nation debout, malgré ses vertèbres molles qui mériteraient un Dali pour les peindre.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09Tél. : (1) 42-47-87-27
Téléx MONDPAR 650672 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :

André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Larroque (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-32 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 206 136 FLe Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 38-15 - Types LEMOND
ou 38-15 - Types LMReproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Représentations sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-88-61.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS valeur normale
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 340 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de

votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكمان النحل

Le sommet des Sept et les rencontres entre chefs d'Etat à l'occasion des cérémonies du Bicentenaire

La ruche élyséenne

La République reçoit. Le président ouvre sa table : dix-neuf chefs d'Etat et de gouvernement étrangers, les premiers arrivés à Paris, y étaient conviés à dîner dès mercredi soir. Le palais présidentiel ouvre ses portes aux quatre vents et met ses salons à la disposition de ces visiteurs ; vingt-quatre entrées en tête-à-tête y auront lieu dans la journée de jeudi. Ainsi prend corps, dans la ruche élyséenne, par ces concubinales multiples et croisées, la grande rencontre informelle entre le Nord et le Sud qui avait soulevé les autorités françaises.

M. Mitterrand avait donné le coup d'envoi mercredi en recevant successivement les présidents du Mexique, M. Carlos Salinas de Gortari, et du Bangladesh, le général Mohammad Ershad. Les sujets de ces deux entretiens seront aussi vraisemblablement ceux qui domineront les conversations qu'auront entre eux, pendant ces deux jours, les invités aux cérémonies du Bicentenaire, et ils figureront en bonne place dans l'ordre du jour de la réunion des sept pays les plus industrialisés qui commence vendredi après-midi.

Avec M. Salinas ont été évoquées en effet, dans une conversation « très détaillée », selon le porte-parole de l'Elysée, les problèmes de la drogue, de l'environnement et surtout de la dette. A ce propos, le président du Mexique (pays dont la dette s'élève

à 630 milliards de francs) a souligné l'importance à ses yeux des propositions faites par M. Mitterrand en septembre 1988 pour les pays à revenu intermédiaire.

L'entretien avec le général Ershad a porté notamment sur le projet de grande travaux visant à contenir les inondations au Bangladesh (le Monde du 13 juillet), dont les Sept devraient être saisis.

Vers 21 heures, dix-sept chefs d'Etat dont douze africains, un chef de gouvernement, M. Rajiv Gandhi, et le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, prennent place autour de la table du conseil des ministres, dans le salon Murat de l'Elysée, où était servi le premier grand dîner du Bicentenaire : le président de la République, entre le Malien Moussa Traoré et le secrétaire général de l'ONU, faisant face au doyen des chefs d'Etat africains, l'ivoirien Félix Houphouët-Boigny, lui-même entouré du Brésilien José Sarney et du président du Bangladesh. Dans la cour de l'Elysée pendant ce temps, mille sept cent quatre-vingt-neuf jeunes gens français et étrangers répètent avec Bernard Lavilliers la chanson *Blanc et noir*.

Le président de la République devait s'entretenir jeudi avec M. Rajiv Gandhi, M. Benazir Bhutto, M. George Bush et avec le président du Zimbabwe,

M. Robert Mugabe. M. Mubarak occupera tout l'après-midi la bibliothèque de l'Elysée pour des entretiens avec cinq de ses homologues ; M. Thatcher, dans le salon l'oratoire recevra le président du Mexique et le premier ministre indien ; M. Rocard, dans le salon des Portraits verra notamment M. Mugabe et M. Bhutto, tandis que M. Aquino recevra dans le salon rouge de l'hôtel Marigny. Vingt-quatre entretiens au total sont prévus.

Les représentants des pays en développement invités de la France aux cérémonies du Bicentenaire apprécieront sans nul doute ces possibilités de rencontres qui leur sont offertes, notamment avec les dirigeants des pays industrialisés, même si elles restent bilatérales et informelles et même si ce ne sont pas les assises Nord-Sud que réclamait M. Gandhi mercredi sur Antenne 2. « Si l'on ne peut réunir tous les pays sur des questions économiques, il sera toujours difficile de dégager des réponses », a dit notamment le premier ministre indien.

Ce rassemblement parisien suscite en outre une multitude de réactions. Il y a bien sûr les mécontents, comme la presse turque, qui regrette que les dirigeants d'Ankara aient été oubliés, alors que le chef du gouvernement chypriote grec se trouve à Paris. Mais il y a aussi les appels qui arrivent à

Paris : celui de M. Julius Nyerere, ancien président tanzanien, qui demande aux dirigeants des Sept de convoquer une réunion commune avec les dirigeants des pays endettés ; celui du Fonds mondial pour la nature (WWF) qui leur lance un appel pour la sauvegarde des forêts tropicales ; celui des épiscopats américain et mexicain qui s'adressent au président Bush pour qu'il s'attaque au problème de la dette... M. Bush devrait être lui aussi passablement sollicité pendant ces deux jours, mais aucun programme de rencontre n'avait été rendu public avant l'arrivée du président américain, jeudi à la mi-journée, hormis son entretien avec M. Mitterrand.

D'autres messages arrivent enfin de Paris même, comme celui du « sommet des sept peuples les plus pauvres », organisé par la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples et qui se réunira samedi à la Mutualité. M. Jacques Attali, conseiller du président de la République et organisateur des cérémonies de cette semaine, a annoncé qu'il recevrait samedi en fin d'après-midi une délégation qui lui remettra les conclusions de cet autre sommet. Sont attendus à la Mutualité des représentants non officiels du Bangladesh, du Brésil, du Burkina-Faso, d'Haïti, du Mozambique et du Zaïre.

De la perestroïka à l'environnement

(Suite de la première page.)

Tout en accueillant avec enthousiasme les évolutions démocratiques de la Pologne et de la Hongrie, le président Bush, qui va participer à son premier sommet, tient à maintenir un lien étroit entre l'aide et la poursuite de ces évolutions. M. Thatcher n'est pas loin de partager cet avis, et prêche aussi la prudence tant qu'une étape irréversible n'aura été franchie, rappelant l'expérience économique désastreuse de la période Giersek et le gaspillage des aides et des investissements.

La situation en URSS et les difficultés auxquelles fait face M. Gorbatchev seront également abordées par les Sept. Le numéro un soviétique ne s'est-il pas rendu récemment en Grande-Bretagne, en RFA et en France ? L'occasion est donc idéale, pour que les Sept (ils sont huit, en fait, car M. Jacques Delors participe aux sommets depuis plusieurs années déjà) confrontent leurs idées. Le même clivage à propos de l'aide aux pays d'Europe centrale se retrouve entre les participants, le chancelier Kohl ne rangeant nettement, pour ne rien dire de son ministre des affaires étrangères, M. Genscher, du côté de M. Mitterrand.

Pour l'instant, il s'agit davantage de nuances que de divergences profondes. Mais quelques tensions ne sont pas exclues, car certains des Sept estiment qu'ils ont été peu ou prou « piégés » par M. Mitterrand et par l'invitation lancée aux chefs d'Etat et de gouvernement du tiers-monde à l'occasion du Bicentenaire de la Révolution. « Un sommet des Sept ne peut pas se dérouler sous la pression du tiers-monde et c'est ce qui risque de se passer, faisait remarquer un diplomate occidental, surtout si M. Mitterrand, le seul socialiste à partici-

per au sommet, fait du forcing pour faire avaliser sa position sur la dette. Il faut ajouter un autre agacement ressenti par certains pays à propos de la volonté française de faire adopter par les Sept une déclaration sur les droits de l'homme en liaison avec le Bicentenaire. On peut faire confiance à M. Thatcher pour tenter de faire supprimer la référence à 1789.

Autre sujet délicat : la situation en Chine. Si tout le monde estime bien difficile de n'en pas parler, personne n'est vraiment favorable à des sanctions. Le Japon y est même ouvertement hostile, comme l'a déclaré mercredi à M. Roland Dumas le ministre des affaires étrangères de Tokyo M. Mitsuoka. C'est également l'avis des Canadiens, des Britanniques et des Américains.

Unité sur l'environnement ?

On s'en tiendra donc, sans doute, à une condamnation de principe de la répression et on tentera aussi de ne pas répondre à M. Thatcher qui cherchera à obtenir des promesses de la part de ses partenaires occidentaux, en ce qui concerne l'accueil éventuel de réfugiés en provenance de Hongkong lorsque cette enclave sous contrôle britannique passera en 1997 sous souveraineté chinoise. Plus de trois millions d'habitants de Hongkong sont détenteurs de passeports britanniques mais cela ne leur donne pas le droit de s'installer au Royaume-Uni et M. Thatcher est bien décidée à ne consentir qu'un nombre minimal d'exceptions. Sa demande, dans ces conditions, risque de paraître passablement abusive aux autres participants du sommet.

Le dernier grand dossier — auquel la déclaration finale sera

en grande partie consacrée — devrait théoriquement faire l'unité puisqu'il s'agit de l'environnement. Mais là encore, des frictions et des susceptibilités sont apparentes, les Américains — convertis de fraîche date à ces préoccupations qui étaient étrangères à M. Reagan — voulant mener le jeu.

Les Français, les Italiens et les Canadiens soupçonnent leur tout nouvel enthousiasme d'être destiné à enterrer l'idée de création d'une autorité internationale en matière de protection de l'environnement. Le projet avait été lancé en mars dernier, au cours de la conférence de La Haye, fort mal préparée au demeurant et à laquelle n'avaient pas été conviés bien des pays intéressés. Pour Washington comme pour Londres, les organismes nécessaires existent déjà dans le cadre des Nations unies et il n'est nul besoin de créer une nouvelle « bureaucratie » internationale.

La déclaration finale devrait contenir un appel à des pays comme le Brésil, la Chine et l'Inde dont l'effort d'industrialisation pourrait engendrer des catastrophes écologiques et qui considèrent souvent les préoccupations en la matière des pays occidentaux comme des soucis de « riches » désireux d'augmenter les coûts de production des « pauvres ». Elle devrait aussi mentionner le problème de la destruction de la couche d'ozone, de la protection des forêts tropicales et du réchauffement du climat. Elle demandera aussi au Programme sur l'environnement des Nations unies de préparer une étude sur l'état des océans et sur les effets des marées noires. On s'attend, enfin, à ce que le Japon propose de consacrer 2 milliards de dollars à un vaste plan de protection des forêts, ce qui ne suffira sans doute pas à faire oublier les malheurs du récent ministre en sursis qu'est M. Uno.

En marge de ces préoccupations, la France présentera son plan de lutte contre les inondations au Bangladesh et son projet de création d'un observatoire au Sahara pour étudier le phénomène de la désertification. Dernier sujet, qui tient beaucoup au cœur de M. Thatcher, après l'attentat aérien qui a détruit tout un quartier de Lockerbie, en décembre 1988, et qui a fait deux cent soixante-dix morts : la lutte contre le terrorisme aérien, à laquelle le premier ministre britannique ajoutera la drogue.

JACQUES AMALRIC.

M. Daniel Contenay ambassadeur à Damas

M. Daniel Contenay a été nommé ambassadeur en Syrie, en remplacement de M. Alain Grémier, nommé ambassadeur à Tunis.

[Né en 1937, ancien élève de l'ENA, M. Contenay a été aux postes aux ministères de l'Agriculture (1965), de l'Équipement (1966-1967), des Transports (1967-1969), à Louvain (1973-1977), au ministère de la Défense (1977-1978) puis à l'administration centrale du Quai d'Orsay où, de 1980 à 1981, il a été directeur-adjoint du cabinet du ministre. Consul général à Managua de 1982 à 1986, il était, depuis, ministre conseiller à Bonn.]

Le désarmement conventionnel en Europe

Les détails du plan Bush sur la table des négociations

L'OTAN devait soumettre dès jeudi 13 juillet ses propositions détaillées pour une réduction des armements conventionnels en Europe, a affirmé, mercredi, à Budapest, le secrétaire d'Etat américain M. James Baker.

Les experts occidentaux ont donc concentré, deux mois avant la date prévue, le plan de désarmement soumis par le président Bush lors du sommet de l'OTAN à Bruxelles des 29 et 30 mai et entériné par les chefs d'Etat et de gouvernement des seize pays alliés : les détails de ce plan vont être sur la table des négociations sur les armes conventionnelles en Europe (CFE), à Vienne, lors du dernier jour de la deuxième session de négociations, et non pas le 7 septembre, date de la reprise des discussions.

Conformément à l'accord conclu à Bruxelles, l'alliance atlantique doit proposer au pacte de Varsovie de plafonner les forces aériennes et terrestres des Etats-Unis et de l'URSS à 275 000 hommes de chaque côté, soit une diminution de 10 % pour les Américains et de plus de 50 % pour les Soviétiques. Chaque partie devrait également réduire son nombre de chars (à 20 000 chacun), et de transports de troupes (à 28 000), et

de pièces d'artillerie (entre 16 500 et 24 000), a précisé M. Baker.

L'OTAN proposera aussi la réduction du nombre d'avions de combat (à un maximum de 3 700 pour chaque partie) et d'hélicoptères de combat (1 800) soit 15 % au-dessous du total actuel des forces atlantiques.

M. Baker a ajouté que, comme prévu à Bruxelles, ce plan ne prenait pas en compte les avions à double capacité conventionnelle et nucléaire de la France et de la Grande-Bretagne.

« En mettant maintenant les détails de la proposition occidentale sur la table des négociations, les alliés démontrent leur engagement à donner un rythme plus rapide aux négociations CFE », indique un communiqué de la Maison-Blanche. M. Baker a d'ailleurs rejeté l'argument de responsables soviétiques, qui, selon des informations publiées mercredi par le *Washington Post*, considèrent le calendrier de six mois à un an pour la conclusion d'un accord comme peu probable. Ces mêmes responsables auraient qualifié la date de 1993, prévue par les Américains pour l'achèvement des réductions, d'« irréalisable ou irréaliste ». — (AFP.)

Le programme des festivités

- JEUDI 13 JUILLET
 - 12 heures : célébration des droits de l'homme sur le parvis du Trocadéro ; cérémonie réservée aux chefs d'Etat et de gouvernement et aux deux cents invités du président de la République qui ont « fait progresser les droits de l'homme dans le monde ».
 - 13 heures : déjeuner offert par le président Mitterrand aux chefs d'Etat et de gouvernement participant aux cérémonies du Bicentenaire. Parallèlement, M. Mitterrand offre un déjeuner au Louvre aux conjoints des chefs d'Etat et de gouvernement. 13 h 15, un troisième déjeuner est offert. Palais-Royal par M. Jack Lang, ministre de la culture, aux ministres et membres des délégations officielles.
 - 19 heures : inauguration de l'Opéra Bastille ; soirée de prestige, spectacle de Bob Wilson, sous la direction de Georges Prêtre, avec Jane Anderson, Teresa Berganza, Plácido Domingo, Barbara Hendricks, Ruggero Raimondi.
 - Soirée : dîner de gala au Musée d'Orsay. Parallèlement, dîner au Quai d'Orsay offert par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, aux ministres membres des délégations.
- VENDREDI 14 JUILLET
 - 10 h 30 à 11 h 45 : défilé militaire sur les Champs-Élysées ; thème : l'armée et la nation.
 - Fin de la matinée : garden-party à l'Elysée, réception au palais des affaires étrangères et déjeuner à l'hôtel de La Haye.
 - 17 heures : réception des chefs d'Etat des Sept à la Pyramide du Louvre et concert gratuit à l'Opéra Bastille (*Te Deum*, de Berlioz).
 - 21 h 40 à minuit : de l'Étoile à la Concorde, grand opéra-ballet *la Marseillaise*, conçu par Jean-Paul Gonde, avec six mille participants français, américains, britanniques, sénégalais. L'hymne national sera chanté par Jessye Norman et plusieurs centaines de choristes.
- SAMEDI 15 JUILLET
 - 9 h 30 : le sommet des Sept débute par une séance restreinte à l'Arche de la Défense, suivie d'une séance plénière de 10 heures à 12 h 30.
 - 13 heures : M. Mitterrand offre un déjeuner à l'Arche.
 - 15 heures : nouvelle séance plénière.
 - 18 h 15 : séance informelle à la Pyramide du Louvre, suivie d'un dîner.
 - 22 h 30 : jardins du Trocadéro, gigantesque feu d'artifice de la Ville de Paris sur le thème de la naissance du drapeau français (40 minutes).
- DIMANCHE 16 JUILLET
 - 10 heures : reprise des travaux du sommet des Sept.
 - 17 heures : M. Mitterrand lit la déclaration conjointe clôturant les travaux.
 - 20 heures : dîner de gala à l'Elysée.

ÉCHOS

● Vertige au sommet. — M. Mulcahey frémir, paraît-il, rien qu'à entendre le mot « sommet ». Le premier ministre canadien, qui souffre du vertige, risque de passer trois journées difficiles, au trente-cinquième étage de l'Arche de la Défense, même si on lui offre l'ascenseur extérieur dit « panoramique », s'est-à-dire intégralement transparent, qui procure aux plus robustes d'assez fortes sensations.

● Une statue de la Liberté à La Villette. — Une réplique de la statue de la Liberté détruite le 4 juin par l'armée chinoise sur la place Tiananmen, à Pékin, a été inaugurée, mercredi 12 juillet, sur le parvis de la Grande Halle de La Villette, à Paris, en présence de M. Jack Lang, ministre de la culture, et des deux dirigeants étudiants chinois jusqu'alors dans la clandestinité, MM. Wu'er Kabi et Li Lu. Les deux dissidents ont demandé à la trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Paris de prendre des sanctions économiques contre la Chine.

● Le prince Silhanouk acquiesce Louis XVI. — Le prince Silhanouk du Cambodge a déclaré à Paris le 11 juillet : « La Révolution française m'évoque la France que j'aime. Mais pour un monarchiste comme moi, Robespierre, le Terreur, ce n'est pas tellement réjouissant (...). J'espère qu'à l'occasion de cette grande fête du Bicentenaire on va penser à acquiescer Louis XVI tout en fêtant Robespierre. »

● M. Gandhi, le Bangladesh et les inondations. — Le premier ministre indien a déclaré, dans une interview diffusée mercredi 12 juillet par Antenne 2, qu'il souhaitait une plus grande coopération entre son pays et le Bangladesh à propos du projet d'origine française — de régulation des eaux du Gange et du Brahmapoutre, qui causent régulièrement des inondations catastrophiques. « Nous ne sommes nullement opposés au travail qui est effectué au Bangladesh », a dit M. Rajiv Gandhi (*le Monde* du 13 juillet). Il faut d'autre part, a-t-il ajouté, « tirer certaines leçons » de la Révolution française : « L'exploitation existait encore. Les pays riches continuaient à bénéficier d'un flux de richesses en provenance des pays pauvres. »

● M. Mitterrand contre l'apartheid. — Présidents de la Fondation France-Liberté, M. Danielle Mitterrand a participé mercredi 12 juillet à une soirée contre l'apartheid au siège de l'UNESCO, en compagnie de plusieurs épouses de présidents invités aux fêtes du Bicentenaire (de Côte-d'Ivoire, de Madagascar, du Congo, de Chypre, du Bangladesh et d'Uruguay).

● Message de dissidents bulgares. — L'organisation indépendante pour la défense des droits de l'homme en Bulgarie a adressé ses salutations au peuple et au gouvernement français. Dans un appel téléphonique parvenu à Vienne, deux dirigeants de l'organisation ont déclaré que la devise « Liberté, égalité, fraternité » est toujours valable pour les peuples opprimés, en particulier pour la Bulgarie.

● Onze écrivains roumains invités. — M. Jack Lang, ministre de la culture, a invité « personnellement » onze écrivains roumains « qui combattent pour la défense des droits de l'homme » au grand défilé-spectacle du 14 juillet. Parmi ces invités dont on ne sait s'ils seront autorisés à venir le poète Mircea Danescu, écarté en mars dernier de la rédaction de *Romania Literara*, pour avoir critiqué Nicolas Ceausescu.

Asie

CHINE

Deux nouvelles exécutions

Deux manifestants accusés d'avoir participé au récent mouvement pour la démocratie ont été exécutés le 8 juillet à Chengdu (Sichuan), a annoncé le quotidien *le Peuple* le 11 juillet à Pékin. Wang Guizhen et Zhou Xiangcheng, dont le journal n'a indiqué ni l'âge ni la profession, avaient été condamnés à mort le 1^{er} juillet par un tribunal de première instance pour avoir « allumé des incendies ».

La sentence a été confirmée par un tribunal de grande instance une semaine plus tard et ils ont été exécutés sur-le-champ. Une troisième personne avait été condamnée à mort, mais son exécution n'a pas été annoncée. Au moins trois autres personnes avaient été tuées et plus d'un millier blessées par l'armée lors de la répression de manifestants à Chengdu le 6 juin.

D'autre part, M. Jiang Zemin, nouveau secrétaire général du PCC, a exhorté mercredi les ambassadeurs et représentants chinois à l'étranger — réunis à Pékin pendant une semaine — à faire preuve de « vigilance » en raison d'une « lutte internationale très complexe » et de mieux « expliquer » la « vérité » à l'étranger. « Nous devons renforcer la propagande afin de balayer les rumeurs répandues par certains médias étrangers et effacer les malentendus parmi nos amis étrangers », a-t-il ajouté. De son côté, le premier ministre, M. Li Peng, a affirmé que les étudiants chinois qui avaient manifesté à l'étranger contre le régime ne seraient pas « punis » car ils étaient « loin de la mère patrie et influencés par les médias occidentaux ».

La répression, la loi martiale et les manifestations ont fait subir de lourdes pertes à l'industrie touristique chinoise. En juin, le nombre de visiteurs étrangers à Pékin a baissé de 81,6 %. — (AFP, Reuters, UPI.)

● Nouvelle protestation chinoise contre l'accueil de dissidents en France. — Le gouvernement chinois a demandé jeudi 13 juillet à la France d'interdire « immédiatement » aux dissidents Wu'er Kabi et Yan Jiaqi toute activité politique hostile au régime de Pékin. « Le fait que la France ait autorisé [ces] criminels » à séjourner sur son sol et à y « mener des activités subversives » constitue une « violation flagrante des lois internationales ».

MM. Wu'er et Yan avaient accordé un entretien au *Monde* du 11 juillet.

Europe

URSS : battu aux élections

Le chef du parti de Leningrad a donné sa démission

Trois mois après sa défaite aux élections parlementaires d'avril dernier, M. Iouri Soloviov, membre suppléant du bureau politique, a démissionné, mercredi 12 juillet, de ses fonctions de premier secrétaire du parti pour la région de Leningrad. Il est remplacé à ce poste par M. Boris Guidaspov.

MOSCOU
de notre correspondant

Cette décision était prévisible dans la mesure où M. Gorbatchev considère — c'est là l'un des points-clés de ses réformes politiques — que l'on ne peut être responsable du parti sans être capable de se gagner la confiance des électeurs. Cette entreprise de limogeage des bureaucrates par le biais de la libéralisation des élections se heurte parfois à une résistance active de l'appareil. Non seulement les bureaucrates d'élite ne s'empêchent pas de démissionner mais beaucoup d'entre eux tentent plus ou moins ouvertement d'empêcher leur défaite à la péroratoire et au secretariat général.

C'était notamment le cas de M. Soloviov, qui était d'autant plus traumatisé par son humiliation nationale que c'est en fait tout l'appareil de Leningrad — ses hommes et sa politique — qui

avait été désavoué par les électeurs, puisque pratiquement aucun des candidats officiels n'avait été élu dans sa région. Au fil des semaines, M. Soloviov était ainsi devenu un symbole. S'il réussissait à se maintenir, cela signifierait que M. Gorbatchev ne parvenait pas à imposer l'application de ses réformes politiques.

S'il finissait au contraire par céder, cela impliquait que même un personnage aussi puissant, membre de la direction et patron de la deuxième ville du pays, devait s'incliner devant le secrétaire général et le suffrage universel. C'est finalement ce qui s'est passé. Mais il a non seulement fallu pour cela un délai de trois mois et le début de déplacement du pouvoir vers le Parlement, mais aussi que M. Gorbatchev se rende en personne à Leningrad.

Mis à part quelques rencontres avec des ouvriers qui lui ont donné l'occasion de demander aux Soviétiques de garder la tête froide dans les réformes du changement et les difficultés économiques, le secrétaire général a en effet consacré l'essentiel de son bref séjour dans l'ancienne capitale au plénum de l'organisation régionale du parti. Car, formellement parlant, c'est devant cette instance que M. Soloviov devait présenter sa démission en faisant valoir un ardent désir de prendre sa retraite.

Formellement aussi, c'est le plénum du comité régional qui a accepté cette demande, mais M. Gorbatchev ne s'est guère étonné à cacher la réalité des choses, puisqu'on l'a vu déclarer, mercredi soir à la télévision, que le bureau politique avait « compris et accepté » les raisons de M. Soloviov. Les pressions ont été vives, et maintenant qu'un siège de suppléant a été virtuellement libéré à la direction, il faut s'attendre à un prochain remaniement du bureau politique.

Ce remaniement pourrait se limiter à l'entrée de M. Boris Guidaspov (cinquante-six ans), le nouveau premier secrétaire de la région, généralement considéré comme réformateur et auquel avait été confiée la présidence de la commission des mandats lors de la réunion du Congrès des députés. Il n'est toutefois pas exclu que le départ de M. Soloviov soit l'occasion de modifications plus profondes de la composition du bureau politique.

Outre que M. Gorbatchev souhaite promouvoir plusieurs des suppléants au statut de membre plein, certains conservateurs sont notamment sur la sellette. A l'heure où l'on affirme officiellement vouloir donner un coup de fouet aux réformes économiques, et notamment agricoles, leur départ ne serait que logique — ce qui ne signifie pas qu'il soit acquis.

BERNARD GUETTA.

[M. Boris Guidaspov, nouveau chef régional du parti à Leningrad, est né en 1933 dans la région de la Volga et a fait ses études dans un institut de Koubyshev, puis à Leningrad. Docteur en sciences (chimie) en 1964 et lauréat du prix Lénine, collaborateur de l'Institut de chimie appliquée de Leningrad, il est depuis décembre 1981 membre correspondant de l'Académie des sciences. C'est à ce titre qu'il a participé en 1986 aux travaux pour la liquidation du désastre de Tchernobyl. Membre du parti depuis les années 60, il faisait partie depuis deux ans du bureau de l'organisation de Leningrad, non comme membre de l'appareil, dans lequel il n'a jamais travaillé, mais au titre de directeur d'un groupe d'entreprises chimiques, Tekhnokhim, créé dans le cadre d'un plan d'urgence industriel. Les autorités dont il s'était fait le champion.]

M. Guidaspov avait été élu au premier tour, le 26 mars dernier, député d'une circonscription territoriale de Leningrad dans laquelle vingt candidats s'étaient présentés, mais où tous les autres avaient été éliminés avant d'en venir devant les électeurs.]

RFA

Le chancelier Kohl tente de mettre fin à la polémique sur les frontières avec la Pologne

BONN
de notre correspondant

Dans une déclaration publiée mardi 11 juillet à Bonn, le chancelier Helmut Kohl s'est efforcé de mettre un point final à la polémique déclenchée par les déclarations du ministre des finances et chef de la CSU bavaroise, M. Theo Waigel. Celui-ci avait affirmé le 2 juillet, devant une assemblée de réfugiés de Silésie, que « les territoires allemands à l'est de l'Oder et de la Neisse font partie intégrante de la question allemande ». Sans désigner nommément M. Waigel, le chancelier met en garde devant une attitude consistant à « confondre la présentation d'un point de droit international avec la mise en œuvre d'une pratique politique ». M. Kohl a d'autre part souligné que si « la question allemande reste juridiquement et politiquement ouverte », cela ne devait pas être mis « artificiellement en opposition avec la Pologne ».

Le chancelier ne désavoue cependant pas entièrement M. Waigel, à qui il donne acte d'une présentation correcte du point de vue ouest-allemand sur la situation juridique de l'Allemagne d'après guerre : l'absence de traités de paix laisse subsister, en termes de droit international, le Reich allemand dans ses frontières de 1937. Mais il tient également à rassurer son ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, qui avait menacé de

faire éclater la coalition dans le cas d'une remise en cause de sa politique de rapprochement avec la Pologne.

En rappelant d'autre part que le fondement de la politique de la RFA sur cette question s'appuyait sur tous les accords signés depuis les années 70, le chancelier s'efforce également de désamorcer le conflit avec le gouvernement polonais, qui pourrait mettre en péril sa visite à Varsovie, déjà reportée au mois de septembre (le Monde du 11 juillet).

Toute cette affaire, qui survient avant la pause politique estivale propice à ce que l'on nomme à Bonn le « théâtre d'été », est un signe de la déstabilisation provoquée par la percée de l'extrême droite lors des élections européennes. Les surenchères nationalistes de M. Theo Waigel visent à l'évidence à ramener au bercail chrétien-démocrate les électeurs qui l'ont abandonné pour donner leurs suffrages aux républicains de M. Schönhuber.

Coalition des « feux tricolores »

Cette attitude n'est pas du goût des libéraux, soucieux de préserver la politique d'entente avec l'Est menée avec opiniâtreté depuis plus de quinze ans par M. Genscher, ni de celle de l'aile gauche de la CDU qui accuse le chef de la CSU bavaroise de cultiver la « Deutschtlümelei », cette affirmation exagérée du chauvinisme allemand.

A cela s'ajoutent diverses prises de position de dirigeants provinciaux de la CDU, qui n'excluent pas a priori des ententes sur le plan local avec l'extrême droite en dépit de la position officielle du parti qui exclut toute collaboration avec les amis de M. Schönhuber.

La gauche profite naturellement de cette situation pour lancer des appels à la désertion aux élections au Bundestag de décembre 1990, déjà donné comme « feux tricolores » : rouge comme le SPD, vert comme les écologistes et jaune comme la couleur du FDP.

Ainsi est planté le décor d'une rentrée politique qui promet d'être chaude : le chancelier, s'il veut aborder en bonne position les élections au Bundestag de décembre 1990, devra donner toute sa mesure pour contrecarrer les forces centrifuges qui menacent la stabilité de sa coalition.

LUC ROSENZWEIG.

Douze mille mineurs en grève en Sibirie

MOSCOU
de notre correspondant

En Sibirie occidentale, c'est la Pravda qui le dit jeudi 13 juillet, une ville minière de plus de cent mille habitants, Makhouchensk, est depuis trois jours aux mains d'un comité de grève. Les grévistes — douze mille mineurs dont « des centaines de communistes » — ont exigé la démission du conseil municipal et refusent désormais le contact avec le premier secrétaire de l'organisation locale du parti. Ils ont aussi formé des « milices armées » qui assurent l'ordre aux côtés de la milice tout court.

C'est la première fois que la presse soviétique (pratiquement tous quotidiens confondus) rend compte d'un conflit social de cette ampleur, et c'est la première fois, surtout, qu'un mouvement de grève est présenté avec autant de sympathie. Conscientes depuis plusieurs mois de l'insuffisance de la multiplication des tensions sociales, les autorités s'essayaient visiblement là encore à une nouveauté — la banalisation des grèves et de la négociation sociale.

Car, outre l'arrivée sur place, mardi soir, du ministre de l'Industrie charbonnière, M. Tchichadov, et l'ouverture de négociations qui n'ont, jusqu'à présent, rien donné, la presse décrit les rassemblements de mineurs en tenue de travail, l'extension du mouvement aux autres entreprises de la ville et le déroulement des négociations diffusés dans toutes les rues par haut-parleurs. L'organe des syndicats *Troïda* raconte ainsi comment le ministre « pâle » mais « avec l'énergie qu'on lui connaît » a tenté toute la nuit dernière, de « trouver une issue par des demi-mesures, cédant un peu ici, donnant un peu là et promettant ailleurs ».

Pas de savon

Quand il a eu fini, le comité de grève a rejeté ses propositions et, dans la nuit qui précéderait les lampes des mineurs, M. Tchichadov est alors parti appeler Moscou. Ses consultations ont duré une heure et demie. Il est revenu expliquer qu'il était vraiment difficile de satisfaire les revendications avancées. « On en a marre », répondaient les mineurs à chacune de ses phrases, et l'on s'est séparé sur un constat de désaccord, tandis que la grève gagnait la ville voisine d'Ossinniki et que des déléguations commençaient d'affluer de toute la région.

L'affaire est sérieuse car, si ces revendications sont cédées, elles sont aussi, écrit la *Pravda*, « indécrottables ». Ce qu'on demande : des cantines d'entreprise ouvertes le week-end car les magasins de la ville sont « vides », de la viande dans les repas servis sous tente, une varcuse de coton pour l'hiver ou encore... 800 grammes de savon et une serviette propre par mois.

Ça n'a l'air de rien, de rien d'autre que la sinistrose d'un incroyable niveau de misère, mais le savon est introuvable en ce moment et quant à la viande et aux étalages pleins, personne n'a encore la solution.

B. G.

HONGRIE : la fin de la visite du président américain

Les attentions de M. Bush

(Suite de la première page.)

M. Bush, qui, tout au long de la visite en Pologne et en Hongrie, n'a cessé de plaider pour une Europe « entière et libre », ne pouvait qu'être « ravi » de ce cadeau, où il s'a vu « un merveilleux symbole » de sa visite.

Son incursion de quatre jours sur des terres en voie de démocratisation a été une incontestable réussite, que les dirigeants locaux ont été les premiers à célébrer : « La visite du président Bush est un événement d'une importance considérable dans l'histoire des réformes dans les pays socialistes européens », a déclaré l'un de ses interlocuteurs officiels hongrois, M. Istvan Pozsgay, membre du présidium du parti et figure éminente du camp des réformateurs, qui a pris le dessus au sein de la direction hongroise.

Les opposants que M. Bush a rencontrés en grand nombre, aussi bien à Varsovie et à Gdansk qu'à Budapest, ont abondé dans le même sens, et des dizaines de milliers de Polonais et de Hongrois lui ont fait un accueil chaleureux et amical. Si M. Bush, qui qu'il en dise, avait mal vécu la visite de M. Gorbatchev en Allemagne de l'Ouest, il est en droit de penser qu'il a très largement rétabli l'équilibre. Et, sur le plan intérieur américain, cette visite sera incontestablement portée à l'actif d'un président dont la presse américaine ne donnait pas cher au lendemain de son élection, mais qui se tire étonnamment bien de son début de mandat.

Au-delà des paroles d'encouragement, ce qu'il a apporté dans son voyage n'était peut-être pas à la hauteur de l'enjeu historique que lui-même avait souligné. La mesure d'aide économique annoncée par M. Bush à Budapest sont calquées sur celles que les Polonais s'étaient vu offrir, c'est-à-dire qu'elles sont plutôt modestes, sans être insignifiantes. Un don de 25 millions de dollars destinés à favoriser le développement du secteur privé (la Pologne avait reçu quatre fois plus, mais sa population est presque quatre fois plus importante), un engagement à intervenir auprès des six autres grands pays industrialisés pour les inciter à suivre l'exemple américain d'une part, et, d'autre part, à engager une « action concertée » d'assistance aux réformes économiques hongroises.

Par ailleurs, M. Bush a annoncé que la Hongrie serait le

premier pays socialiste à bénéficier de plein droit de la clause de la nation la plus favorisée en matière d'échanges commerciaux avec les Etats-Unis. Comme en Pologne, les Américains vont faire un effort symbolique en faveur de l'environnement (5 millions de dollars), puis soixante instructeurs du Peace Corps seront envoyés en Hongrie pour contribuer à l'enseignement de l'anglais et favoriser par là l'insertion de la Hongrie dans le monde des affaires internationales : c'est la première fois que des membres de cette organisation de volontaires financée par le gouvernement américain et axée sur l'aide au tiers-monde sont envoyés en Europe.

Une Maison de l'Amérique sera ainsi édiflée à Budapest, et des bourses diverses offertes : au total, pas de quoi changer la face de l'économie hongroise, mais personne, ici, ne s'est déclaré déçu. Les Hongrois, comme d'ailleurs nombre de Polonais, semblent convenir que le volet économique de cette visite n'était pas le plus important.

Rencontre avec les jeunes

La dernière journée du séjour de M. Bush s'est déroulée dans une atmosphère de parfaite harmonie et apparemment à la satisfaction générale. Le président américain s'est adressé aux étudiants de l'université Karl-Marx en un discours peut-être un peu moins inspiré, moins « historique », que celui qu'il avait prononcé l'an dernier M. Reagan à l'université de Moscou, mais où M. Bush a clairement résumé l'esprit de sa visite en Europe de l'Est. D'abord, rendre hommage à ce qui a été accompli : « Je vous félicite d'être allés si loin ». Ensuite, encourager le mouvement : « Favoriser les réformes et non conforter le statu quo » — c'est une assurance aux Européens de l'Est qui, à l'époque de la détente, ont souvent songé à l'Occident de chercher avant tout la tranquillité de l'ordre établi. Enfin : « Je suis ici pour offrir à la Hongrie le partenariat des Etats-Unis d'Amérique ». Cette offre a été accueillie avec enthousiasme par l'assistance, même si après les discours un étudiant se montrait beaucoup moins optimiste que M. Bush : « Rien ici ne changera dans les dix ans à venir ».

C'est là un autre trait de cette visite. M. Bush a été accueilli avec plaisir et sympathie mais, tout particulièrement en Pologne, par des gens souvent sceptiques sur leur avenir, échaudés par un passé récent et l'expérience d'un brutal retour en arrière.

Le président américain est naturellement une série d'entretiens avec les dirigeants du pays : le nouveau président du parti, M. Nyers, grand réformateur, le secrétaire général du parti, M. Grosz, qui l'est un peu moins et se trouve donc en perte de vitesse, le premier ministre, M. Nemeth, et aussi M. Pozsgay qui, lui, se situe à l'avant-garde de la marche.

Mais, cependant que M. Barabars Bush visitait un camp de Hongrois réfugiés de Roumanie, M. Bush rencontrait aussi, assez longuement, une douzaine de représentants de l'opposition et une députation de jeunes où les « jeunes Démocrates », eux aussi opposants, étaient présents en force. Après quoi, tous eurent pour la première fois les honneurs du centre de presse officiel, les opposants succédant à la tribune à M. Pozsgay pour répondre aux questions de journalistes.

M. Pozsgay, homme placide mais visiblement très volontaire, se montra confiant dans l'avenir et déterminé à jouer le jeu des élections libres dont l'organisation et la date sont actuellement négociées entre le pouvoir et l'opposition. Etes-vous disposé à abandonner le pouvoir en cas de défaite ? « Oui », répondit-il fermement. Et quelle serait la réaction des autres membres du Fichte de Varsovie ? « Il n'y a rien à ce sujet dans le texte du traité et nous n'avons pas à leur demander leur accord ».

Le dirigeant hongrois estime qu'après le prochain congrès du parti est autonome les « dogmatiques » n'auront plus leur place au sein du parti, mais en même temps il préconise le compromis pour éviter une scission qui, selon lui, risquerait d'aboutir à un « vide du pouvoir » particulièrement dangereux dans une période de transition vers la démocratie. En tout cas les réformes sont « irréversibles ». Le général Jaruzelski, deux jours plus tôt, n'avait pas dit autre chose.

Les opposants ne sont pas tout à fait aussi confiants : « Les chances d'une transition (vers la démocratie) sont bonnes », ont-ils

déclaré à M. Bush, « mais cela ne se fera pas automatiquement ». L'attention que leur a réservée le président américain apporte au moins une sorte de consécration bien utile à de petits groupes politiques où, à la grande différence de la Pologne et de la République tchèque, seul un nombre très limité de Hongrois se reconnaissent. Et elle constitue aussi une protection au cas où, malgré tout, le vent se remettrait à tourner dans l'autre sens.

Gabardine

Quant à M. Bush, il s'est taillé à Budapest un franc succès personnel. Si le prestige de l'Amérique n'avait pas suffi (des foules de Hongrois ont passé la journée de mercredi à guetter la cohorte présidentielle), la simplicité et la spontanéité de l'homme politique américain ont fait merveille, même si cet aspect de la visite n'a guère été mis en évidence par une télévision hongroise encore un peu rigide. Il achète une douzaine de peches au marché, serre une abondance de mains ou emmène deux étudiants dans sa grosse limousine blindée, M. Bush a « la mainière ». Et mardi, avant de quitter la place Kossuth sous une pluie battante, il avait fait cadeau de sa gabardine à une vieille dame trempée qui l'avait attendu pendant des heures avec le reste de la foule. C'est peut-être cela l'assistance américaine à l'Europe de l'Est : un petit geste gentil, un impératif pour se protéger, ne serait-ce qu'un peu, des intempéries présentes et à venir.

JAN KRAUZE.

Vers une réhabilitation du cardinal Mindszenty

Après la réhabilitation d'Imre Nagy, ancien numéro un hongrois, la presse a publié mardi 11 juillet une lettre de M. Miklos Nemeth, président du conseil, annonçant son intervention officielle pour la révision du procès du cardinal Jozsef Mindszenty. L'ancien primate de l'Eglise de Hongrie, condamné à la réclusion à perpétuité en 1949, avait été libéré à la faveur de l'insurrection de 1956. Lors de l'intervention des chars soviétiques à Budapest, il s'était réfugié à l'ambassade des Etats-Unis où il vécut pendant quinze ans avant de pouvoir quitter la Hongrie pour Rome en 1971. Il est décédé en 1975 à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Selon un politologue

Konrad Adenauer aurait reconnu secrètement la ligne Oder-Neisse en 1952

BONN
de notre correspondant.

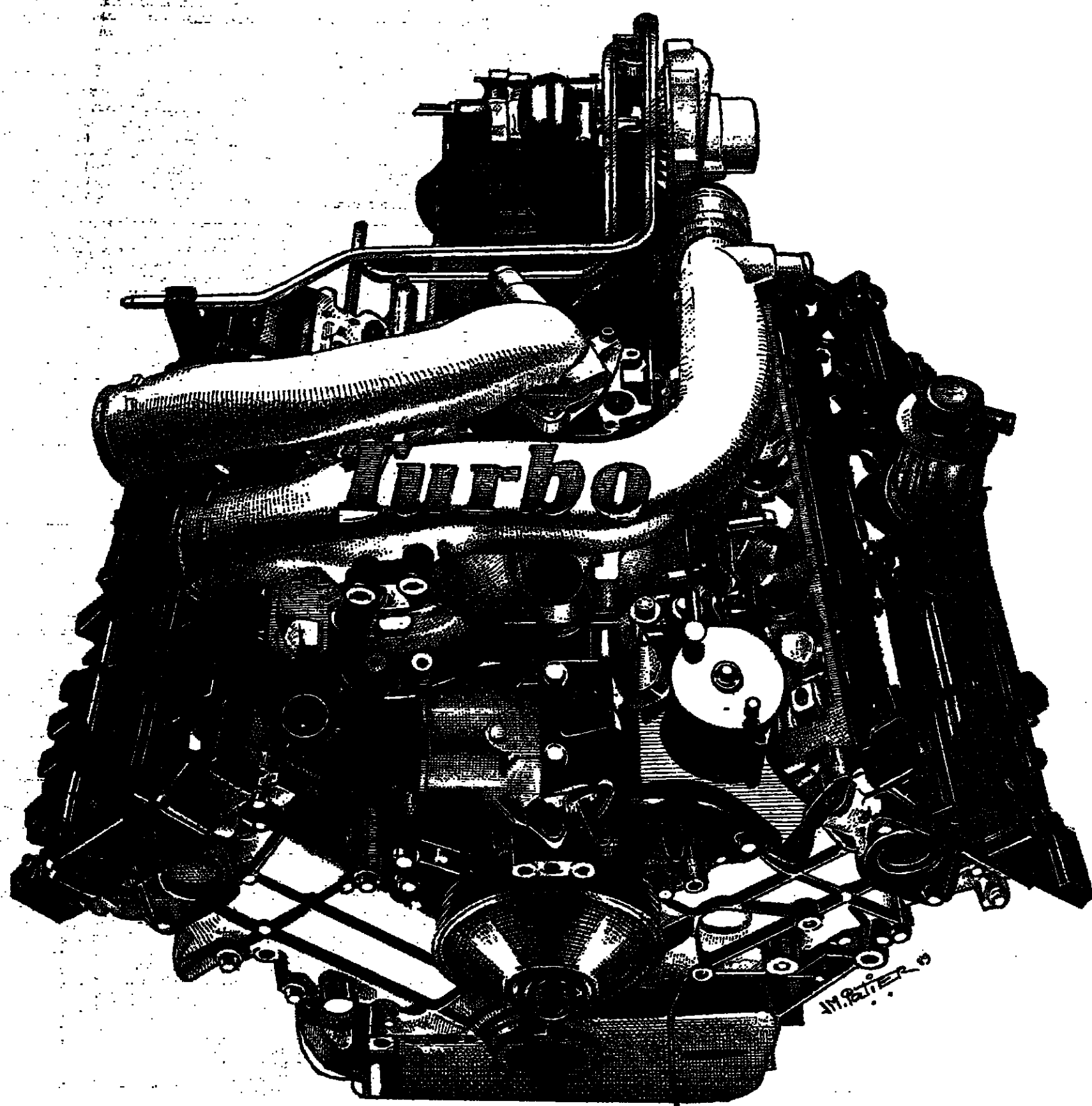
Le professeur Karl Kaiser, directeur de la prestigieuse Société allemande de politique étrangère (DGAP), a provoqué une certaine confusion dans les milieux gouvernementaux de Bonn en affirmant, lors d'une conférence aux Etats-Unis, que l'ancien chancelier Adenauer aurait secrètement accepté la ligne Oder-Neisse comme frontière orientale d'une Allemagne réunifiée.

Selon le professeur Kaiser, cette position aurait été formulée, dans une lettre adressée par Adenauer aux puissances occidentales lors de la signature du traité sur l'Allemagne du 26 mai 1952. Ce traité rétablissait la République fédérale dans la plus grande partie de ses droits souverains et mettait fin au strict statut d'occupation. Cette acceptation de l'annexion des territoires cédés à la Pologne aurait été la condition mise par les Alliés à leur soutien à la politique adénauerienne de recherche de la réunification allemande. Son caractère secret aurait été lié au souci de Konrad Adenauer de ne pas heurter les associations de réfugiés, fort puissantes à l'époque. Le professeur Kaiser fonde ses affirmations sur des témoignages d'acteurs de la vie politique de l'époque dont il se refuse pour l'instant à révéler les noms.

Au ministère des affaires étrangères à Bonn, on a, dans la journée du 12 juillet, fourni féliblement dans les vingt et un volumes d'archives relatives au traité sur l'Allemagne sans trouver la moindre trace d'un document de cette nature. Le porte-parole du gouvernement, M. Hans Klein, a exprimé son scepticisme sur son existence, faisant remarquer que « les sociaux-démocrates au pouvoir n'auraient pas manqué d'en faire usage pour contrer les attaques de la CDU sur leur politique à l'Est dans les années 70 ».

Cette petite bombe lancée par le professeur Kaiser, qui est membre du SPD et qui a toujours défendu une politique d'ouverture vers l'Est, est de nature à alimenter la polémique lancée par M. Theo Waigel sur la question allemande. S'il se révélait en effet qu'un document existait, selon l'expression de M. Klein, un « caractère quasi juridique » ait été écrit par Konrad Adenauer, cela affaiblirait singulièrement la position de la droite allemande qui s'accroche à l'idée de la persistance de l'existence juridique du Reich allemand dans les frontières de 1937.

L. R.



RENAULT ET ELF PASSENT AU VERT!

Europe

IRLANDE : nouveau gouvernement

M. Haughey se résigne à former une coalition avec les démocrates progressistes

En accédant pour la quatrième fois au poste de premier ministre d'Irlande, M. Charles Haughey a confirmé sa légendaire capacité de survie politique. Mercredi 12 juillet au Parlement de Dublin, il a obtenu, difficilement, la confiance des députés par 84 voix contre 79 et deux abstentions. Ce vote a mis fin à près d'un mois de crise politique que M. Haughey avait lui-même provoquée en décidant d'organiser des élections législatives anticipées le 15 juin dernier.

Le premier ministre était alors, selon les sondages, au zénith de sa popularité, et il pensait que ces élections allaient permettre à son parti, le Fianna Fail (nationaliste), de décrocher enfin la majorité absolue, des sièges à la Chambre et de gouverner sans avoir à demander l'avis de l'opposition. Le résultat du scrutin fut une forte surprise pour M. Haughey : le Fianna Fail n'obtient que 77 sièges (-3) sur les 166 que compte le Dail. Les élec-

teurs n'avaient apparemment pas voulu donner les pleins pouvoirs à ce parti. D'une façon générale, ils estimaient que ces législatives étaient inutiles, vu qu'un consensus existait entre le gouvernement et l'opposition sur les grandes lignes de la politique économique.

M. Haughey n'aime pas gouverner en coalition. Il l'a dit à maintes reprises. Mais s'il se maintient au pouvoir, c'est bien au prix d'un humilium compromis avec l'opposition. L'échec du Fianna Fail aux dernières élections l'a finalement contraint à former une coalition avec ses anciens jurés : les démocrates progressistes, une formation de centre droit fondée en 1986 par des transfuges du Fianna Fail hostiles à M. Haughey et à sa façon de diriger le parti. Ceux-ci, qui ont six députés au Dail, obtiennent deux portefeuilles (industrie et commerce, énergie) dans le nouveau cabinet.

« Charlie », comme on l'appelle à Dublin, reste donc premier ministre, mais cette « victoire » pourrait bien, selon certains observateurs, sonner le glas d'une carrière politique tumultueuse et annoncer une retraite anticipée. Ce petit homme de soixante-quatre ans qui domine la vie politique irlandaise depuis dix ans s'est déjà tiré plusieurs fois de situations difficiles, mais, à présent, sa marge de manœuvre n'a sans doute jamais été aussi étroite.

Adulté par les uns et franchement détesté par les autres, il a été dans le passé le champion des dépenses publiques excessives qui ont mené l'Irlande au bord du gouffre financier. Ses compatriotes ont apprécié toutefois sa conversion, depuis deux ans, à la rigueur économique, qui a permis au pays d'entamer un redressement spectaculaire. Reconnu dans ses fonctions, M. Haughey a pour mandat de poursuivre cette politique.

En visite à Ankara

M. Chevènement a voulu améliorer les relations franco-turques

ANKARA de notre correspondant

Le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a achevé, mardi 11 juillet, une visite officielle de deux jours en Turquie, dont il a souhaité qu'elle concrétise le rapprochement franco-turc et marque un progrès de la collaboration en matière de défense. En dépit de l'optimisme de la diplomatie française, la reprise des relations entre les deux pays à partir de 1985 n'a toujours pas totalement effacé, dans la presse et dans certains cercles gouvernementaux, un malaise et une susceptibilité prêts à se réveiller au moindre incident, comme la visite privée de M. Mitterrand aux réfugiés turcs, ou, à la « une » des journaux depuis quelques jours, l'absence d'invitation aux célébrations du Bicentenaire des représentants d'Ankara.

A en juger par la couverture des médias, la visite de M. Chevènement a été très bien accueillie, en particulier parce que le ministre a manifesté une attention sincère et documentée aux préoccupations de ses hôtes : il a exprimé la condamnation du gouvernement français des atteintes aux droits de l'homme dont est victime la minorité turque de Bulgarie et remis un message verbal en ce sens du président Mitterrand au président Evren, qui l'a reçu dans sa résidence privée à Istanbul.

M. Chevènement s'est félicité de la convergence de vues sur les grandes questions régionales dégagées au cours de ses entretiens avec son homologue turc, M. Saka Ceviz, tout en relevant que « les bonnes relations que la France entretient également avec la Grèce lui permettent de contribuer à la recherche d'une solution à Chypre ». A propos

de la demande d'adhésion de la Turquie à la CEE, M. Chevènement n'a pas craint de faire parler une sensibilité personnelle en déclarant que la Turquie faisait « partie d'un paysage européen depuis six siècles ». Saluant « comme ancien ministre de l'éducation » le principe de laïcité, fondement de la République turque, il a déclaré que « l'Europe sera laïque ou ne sera pas » et qu'« elle ne doit pas se réduire aux seuls pays de tradition chrétienne ».

Aucun contrat n'a été signé au cours de cette visite, mais M. Chevènement a présenté des propositions françaises pour un projet de couverture aérienne radar d'une valeur de 2 milliards de francs pour lequel Thomson est en bonne position. Ces propositions prennent en compte le désir turc qu'une partie de la production soit réalisée en Turquie même.

MICHEL FARRÈRE.

CORRESPONDANCE

Une lettre de l'ambassadeur de Turquie en France

A la suite de nos articles sur l'afflux en Turquie de plus de cent mille réfugiés bulgares de souche turque et de la mise au point de l'ambassadeur de Bulgarie en France, M. Gueorgui Yovkov (le Monde du 6 juillet), M. Ilker Turhan, ambassadeur de Turquie à Paris, nous a adressé une lettre dans laquelle il écrit :

L'ambassadeur Yovkov prétend que les quelque cent mille membres de la minorité turque de Bulgarie qui ont été expulsés de Bulgarie au cours des dernières semaines ne sont que des citoyens bulgares en visite en Turquie. Autrement dit, il s'agit simplement de touristes. (...) A-t-on vu des touristes arriver avec des lits, des couvertures et des polices, et pratiquement sans argent ?

M. Yovkov se contredit lui-même en alléguant que l'afflux de réfugiés était « le résultat de la propagande

de la Turquie » dans le but de « faire implanter la conscience turque chez la population bulgare confondant l'islam ». On revient à l'argument classique qu'il n'y a pas de minorité turque en Bulgarie et que le million et demi de Turcs qui vivent dans ce pays sont des bulgaris islamisés par l'empire ottoman. Mais ces dizaines de milliers de personnes, d'après les témoignages recueillis par la presse internationale, parlent le turc, se réclament de la culture turque et ne pensent nullement aller dans un autre pays que la Turquie. La propagande turque a-t-elle été efficace au point d'inculquer soudainement cette culture turque à un peu plus d'un million de personnes ? (...)

Il est vrai que les Turcs de Bulgarie ont réagi vigoureusement contre la politique de slavisation et qu'ils ne

sont pas enclins à vivre en Bulgarie tant que leurs droits minoritaires ne seront pas restaurés. Ceux qui veulent émigrer en Turquie doivent pouvoir le faire dans le cadre d'un accord qui sauvegarderait leurs droits acquis et leur assurerait des compensations adéquates pour les biens abandonnés en Bulgarie. Le gouvernement turc demande donc avec persistance la conclusion d'un accord d'émigration qui traiterait de ces deux volets de la question, et on sait que le gouvernement bulgare se refuse catégoriquement à de telles négociations.

M. Turhan ajoute que le gouvernement de Sofia rejette aussi la participation du Haut-Commissariat de l'ONU à ces événements postérieurs et qu'une action efficace et cohérente de la communauté internationale s'avère plus urgente que jamais.

La Commission impose des droits anti-dumping sur les lecteurs de disques compacts japonais

La Commission européenne a décidé d'appliquer des droits anti-dumping sur les importations de lecteurs de disques compacts originaires du Japon et de Corée du Sud. Les droits frappant les livraisons japonaises seront d'environ 30 % pour Matsushita, 16 % pour Sony, 28 % pour Pioneer, et pour le fabricant coréen Goldstar de 32 %.

Ces décisions qui interviennent de façon opportune à la veille du sommet des sept principaux pays industrialisés révéleront, si besoin en était, les difficultés que rencontre l'Europe pour entretenir des relations industrielles et commerciales harmonieuses avec ses concurrents de la zone Pacifique. Philips, qui le premier au monde a inventé et com-

mercialisé le disque compact, au début des années 80, voyait progressivement se réduire sa part du marché communautaire en raison du dumping des firmes japonaises et sud-coréennes et, plus grave, pour rester quand même dans la course, perdait de l'argent.

Sur un marché certes en progression rapide, les importations dans la Communauté de lecteurs de disques compacts sont passées de 97 924 unités en 1984 à 2 289 912 unités en 1987. En 1984, la part de marché détenue par les producteurs japonais et coréens se situait juste en dessous de 50 % et à plus des deux tiers en 1987. En revanche, la part de l'industrie communautaire est tom-

bée de plus de 50 % à moins d'un tiers entre 1984 et 1987. Les pertes subies par l'industrie communautaire se sont accrues, selon les experts de la Commission dont l'enquête a duré plus de deux ans, autour de 30 % du chiffre d'affaires.

L'enquête des services de la Commission, engagée à la suite d'une plainte des industries de la CEE, a duré plus de deux ans. Elle a rassemblé, expliquent-ils à Bruxelles, à une véritable partie de cache-cache, tant les firmes japonaises employaient d'artifices pour essayer de dissimuler leurs pratiques commerciales contraires au GATT (accord qui régit le commerce international). La Commission fait valoir que les droits qui sont maintenant décidés sont le plus souvent inférieurs à la marge de dumping effectivement constatée.

La Commission est convaincue qu'en l'absence de la mesure de protection maintenant décidée, c'est l'existence même de la production européenne dans le secteur des disques compacts qui était en péril. Les avantages d'une telle protection dépassent largement, selon elle, les inconvénients qu'elle peut représenter à court terme en matière de prix pour les consommateurs européens.

PHILIPPE LEMAITRE.

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Afrique

AFRIQUE DU SUD : dans un communiqué rendu public par Pretoria

M. Nelson Mandela appelle à un « dialogue » entre le gouvernement et les mouvements antiapartheid

Le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), principale confédération syndicale, opposée à l'apartheid, a donné six mois au gouvernement pour ouvrir des négociations avec le Congrès national africain (ANC), l'un des mouvements anti-apartheid les plus influents, a déclaré, mercredi 12 juillet, M. Elziah Baray, président du COSATU, qui s'exprimait à l'ouverture du congrès annuel de la confédération.

D'autre part, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, sera le 21 juillet en Afrique du Sud, où il rencontrera le ministre des affaires étrangères, M. « Piki » Botha. Cette visite de vingt-quatre heures aura lieu après celle

qu'il doit effectuer à partir du 18 juillet en Namibie, pour examiner sur place le rôle de l'ONU dans le processus d'indépendance entamé le 1^{er} avril dans ce territoire sous administration sud-africaine.

De son côté, le pape devrait se rendre en Afrique du Sud l'année prochaine, a déclaré, mercredi, l'archevêque catholique du Cap, Mgr Owen McCann. Celui-ci, qui a rencontré Jean-Paul II à Rome, vendredi dernier, a précisé qu'aucune date définitive n'avait été fixée mais qu'il espérait cette visite pour le premier semestre de 1990. Selon le cardinal, le souverain pontife devrait visiter les sept grands centres urbains d'Afrique du Sud.

JOHANNESBURG de notre correspondant

Quatre jours après l'annonce par le gouvernement sud-africain de sa rencontre avec le président M. Botha, Nelson Mandela, le chef historique du Congrès national africain (ANC), a pu faire connaître sa version de cet événement capital.

Cette version, en apparence, ne diffère pas beaucoup de celle présentée samedi par le ministre de la justice, M. Kobie Coetsee, puisque cette dernière constitue « un reflet exact de ce qui s'est passé » le mercredi 5 juillet au Cap, à la résidence officielle de M. Botha, selon la brève déclaration de Nelson Mandela, rendue publique mercredi 12 juillet par l'administration pénitentiaire. Celui-ci avait remis le texte de son communiqué, dimanche ou lundi, à ses gardiens, afin qu'il soit rendu public.

De toute évidence, le feu vert n'a pu être donné qu'un plus haut niveau. L'événement est en tout cas resté, puisque c'est seulement le troisième fois que le pouvoir autorise la diffusion des propos de M. Mandela.

Le chef historique de l'ANC confirme l'élément le plus important du communiqué de M. Coetsee, à savoir qu'il se prononce pour une

« évolution pacifique » de l'Afrique du Sud. Le point est capital, car c'est là la seule condition mise désormais par Pretoria à la libération de M. Mandela, à qui on ne demande plus désormais de condamner le recours à la violence.

Dans un paradoxe qui n'est qu'apparent, il s'empresse aussitôt d'ajouter que sa remise en liberté « n'est pas d'actualité à ce stade ». Plus qu'une sortie de prison, son objectif est de « contribuer à la création d'une atmosphère qui favoriserait la paix ». Ce paragraphe sibyllin semble bien vouloir dire que Nelson Mandela n'est pas disposé à sortir de prison si certaines conditions ne sont pas remplies.

Ce qu'il veut, plus que jamais — il le dit dès le début de son communiqué — c'est l'établissement d'un « dialogue » entre le gouvernement et le mouvement antiapartheid, au premier rang duquel l'ANC, ce qui suppose donc la légalisation de ce dernier. Sa rencontre avec M. Botha « ne représente aucune déviation par rapport à la position que j'ai adoptée au cours des vingt-huit dernières années », dit-il. Cette phrase est visiblement destinée à rassurer la population noire et à lui faire comprendre qu'il n'a pas fait de concession sur ce point.

Dans son communiqué, le ministre de la justice indiquait que M. Botha et M. Mandela n'avaient pas discuté « la possibilité d'étapes supplémentaires ou de négociations ». Nelson Mandela, pour sa part, mentionne « de possibles discussions dans l'avenir ».

D'autre part, Winnie Mandela a révélé quelques détails sur l'entrevue du 5 juillet. A en croire M. Mandela, qui parlait à la BBC, son mari aurait pratiquement été mis devant un fait accompli le 4 juillet au soir par le ministre de la justice. Mais elle ne désapprouve pas cette rencontre pour autant. Au contraire. « Pour que nous arrivions à la table des négociations », a-t-elle dit, il faut bien commencer quelque part. » (Interim.)

● SWAZILAND : le premier ministre sanctionné pour « déobéissance ». — Le roi du royaume du Swaziland, Mswati III, a démis de ses fonctions, mercredi 12 juillet, pour cause de « déobéissance », son premier ministre Sotsha Dlamini, qui était depuis trois ans à la tête du gouvernement swazi. Le futur premier ministre de ce petit royaume montagneux d'Afrique australe sera M. Obert Dlamini, un ancien professeur, ex-comptable et agriculteur. (AFP.)

La mise en œuvre du plan de paix au Sahara occidental

La commission technique de l'ONU a remis son rapport au Maroc et au Front Polisario

La commission technique de l'ONU, chargée de la mise en œuvre du plan de paix au Sahara occidental, a eu ses premiers entretiens, mercredi 12 juillet à New-York, avec des délégations du Maroc et du Front Polisario. La commission instituée après le voyage du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, en juin dernier, au Maroc et en Algérie, a d'abord reçu le secrétaire d'Etat marocain pour les affaires étrangères, Moulay Ahmed Cherkaoui. Elle s'est, ensuite, entretenue avec une délégation du Front Polisario conduite par

M. Ahmed Boukhari, membre du bureau politique de ce Front.

La commission a remis à l'une et à l'autre partie un document dont le teneur n'a pas été révélée. Ce texte est censé préciser les termes de l'accord conclu le 30 août 1988 à Genève entre le Maroc et le Front Polisario. Cet accord, élaboré conjointement par l'ONU et l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), prévoit notamment l'organisation d'un référendum d'autodétermination après l'instauration d'un cessez-le-feu, sous la surveillance des Nations unies.

Mais l'accord achoppe essentiellement sur le rôle dévolu à l'armée et à l'administration marocaines dans ce territoire pendant la période précédant le référendum. Or le numéro deux du Front Polisario, M. Bachir Mustapha Sayed, a déclaré, mercredi à Alger, que son mouvement ne s'opposerait plus à la présence de l'armée marocaine au Sahara occidental pendant un référendum dans ce territoire si le Maroc et le Polisario parvenaient à « un accord politique » à l'issue de « négociations directes ». — (AFP.)

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (valeur normale)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	160 F	281 F
2 mois	280 F	482 F
3 mois	385 F	700 F

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-98-72.

« LE MONDE » ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____ du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES : NOM _____ PRÉNOM _____ N° _____ RUE _____ CODE POSTAL _____ VILLE _____ PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

SOUDAN

Visite du général Béchir en Egypte

Le chef de la junte au pouvoir à Khartoum et auteur du coup d'Etat du 30 juin, le général Omar Hassan El Béchir, a effectué, mercredi 12 juillet, une brève visite en Egypte, premier pays à avoir reconnu le nouveau régime soudanais. Après des entretiens avec le président Hosni Mubarak, qui lui a réservé un accueil solennel, le général Béchir a admis, lors d'une conférence de presse, que le soutien du Caire dès le début du putsch lui avait « facilité la tâche ».

Tout en niant avoir joué un rôle dans le coup d'Etat du général Béchir, l'Egypte a apporté à ce dernier un soutien politique et matériel (pétrole, armes, médicaments), plaidant sa cause auprès des autres pays arabes deux jours à peine après le renversement de M. Sadek El Mahdi. M. Mubarak, a précisé le général Béchir, se fera l'avocat du Soudan auprès des dirigeants des pays industrialisés qu'il rencontrera à Paris à l'occasion des fêtes du Bicentenaire de la Révolution. (Corresp.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

sans visa

هكزامن النحل

ESSENCE SANS PLOMB:

Véhicules essence millésime 90* acceptant l'Eurosuper sans plomb 85-95 notamment **elf OPTANE** ➡

Modèles	Versions
Renault 19 et Renault 19 Chamade	Toutes versions sauf Renault 19 Société TR
Renault 21 et Renault 21 Nevada	Toutes versions
Renault 25	Toutes versions sauf Renault 25 V6 Turbo
Renault Espace	Renault Espace 2000 TXE et 2000-1
Renault Master	Toutes versions
Renault Trafic	Toutes versions
Jeep Wrangler et Cherokee	Toutes versions

Véhicules essence millésime 90* acceptant le super sans plomb 88-98 notamment **elf OPTANE** ➡

Modèles	Versions
Renault Supercin	TR, Société TR, GTR, GTS, Automatic, GTX, Baccara
Renault Express	GTL
Renault 19 et Renault 19 Chamade	Toutes versions
Renault 21 et Renault 21 Nevada	Toutes versions
Renault 25	Toutes versions
Renault Espace	Toutes versions
Renault Master	Toutes versions
Renault Trafic	Toutes versions
Jeep Wrangler et Cherokee	Toutes versions

* Commercialisés à partir du 1^{er} Juillet 89. Pour les modèles commercialisés avant le 1^{er} Juillet 89, une très large partie d'entre eux accepte l'essence sans plomb: les concessionnaires Renault se tiennent à votre disposition pour tous renseignements.

LES MOTEURS RENAULT SONT DEJA PRETS.



RENAULT préconise **elf**



Amériques

CHILI : coup de théâtre dans la campagne présidentielle

L'ancien « grand argentier » du général Pinochet entre en lice

Après avoir été l'enfant chéri de la droite chilienne, M. Hernan Buchi en est maintenant l'enfant terrible. En rendant public, mercredi 12 juillet, sa décision d'être finalement candidat à l'élection présidentielle du 14 décembre, l'ancien ministre des finances du général Pinochet a déclenché les hostilités contre la principale formation du camp conservateur, Rénovation nationale, qui soutient la candidature de son président, M. Sergio Onofre Jarpa.

Pour quelqu'un qui prétendait ne pas avoir la vocation, quelle évolution rapide. Il devrait donner la recette, ironisait-on mercredi au siège de Rénovation nationale. M. Buchi avait en effet annoncé au mois de mai, à la stupéfaction générale, qu'une « contradiction vitale » l'empêchait de se lancer dans la course à la magistrature suprême et que sa nature réservée était incompatible avec un rôle politique de premier plan. Quelques jours après la défaite du général Pinochet au plébiscite du 5 octobre dernier, un « comité d'indépendants pour la candidature d'Hernan Buchi » commença à recueillir des signatures de soutien. Fort de moyens financiers considérables, il a mené campagne tambour battant pour convaincre son champion d'entrer en lice, et fut bientôt relayé par la plupart des partis de droite — y compris, alors avec des nuances, Rénovation nationale. Il put crier victoire lorsque le ministre remit sa démission au président de la République. Pendant quarante jours, le « père du miracle économique chilien » donna la sensation d'être le plus sûr présidentiable des partisans du régime avant de créer un premier choc en déclarant forfait.

C'est alors que M. Jarpa est entré en lice. Cet ancien ministre de l'intérieur du général Pinochet s'efforçant de construire un parti qui se veut de centre droit n'hésite pas pour cela à prendre publiquement ses distances vis-à-vis des « dans » du régime. « La tâche est ingrate, commente son second, M. Andres Allamand. Pinochet a fait le vide autour de lui et a toujours mis des bâtons dans les roues à ceux qui veulent réorganiser la droite pour qu'elle joue un rôle dans la future démocratie ».

Est-ce la crainte des militaires et de certains hommes d'affaires de voir Rénovation nationale voler de ses propres ailes et s'entendre avec l'opposition pour assurer le succès

de la transition vers la démocratie qui explique les pressions exercées sur M. Buchi pour le faire revenir sur sa première décision ? Toujours est-il que la candidature de M. Jarpa a été laissée sans soutien financier alors que la campagne en faveur de l'ancien ministre des finances représentait de plus belle.

Le soutien des forces armées

Il est vrai que les sondages donnent à cet homme jeune (il a tout juste quarante ans), au style on ne peut plus opposé à celui des hommes politiques traditionnels, de plus grandes possibilités de victoire qu'à M. Jarpa pour rivaliser avec M. Patricio Aylwin, leader de la Démocratie chrétienne, et aujourd'hui candidat unique de toutes les forces d'opposition. Mais peut-être M. Hernan Buchi a-t-il sérieusement entamé le capital de sympathie dont il jouissait auprès d'une partie de l'opinion publique en donnant la fâcheuse impression d'être un homme peu constant.

« L'indécision serait-elle une qualité requise pour être chef de l'Etat ? », demande le dirigeant socialiste M. Ricardo Lagos.

Par ailleurs, le soutien déclaré des commandants en chef des forces armées, l'appui financier que lui accorde, entre autres, le général Pinochet, homme d'affaires prospère, ternissent l'image d'« indépendant » dont M. Buchi voudrait se parer. Et comment résistera cet introverti, jamais à son aise devant un micro, au feu roulant des questions des journalistes de l'opposition, qui ont désormais accès — ouverture oblige — aux émissions politiques télévisées ? Le retour de l'ancien grand argentier pose, pour le moment, plus de problèmes à la droite qu'il n'en résout. A commencer par la confection d'une liste unique aux élections parlementaires, à laquelle se sont attelées des différentes composantes. Il reste surtout à savoir ce que décidera M. Jarpa. Des élections de décembre, il attend moins une victoire de son camp qu'une réinsertion des conservateurs dans le jeu démocratique. La réapparition de M. Buchi, poussé par le ban et l'arrière-ban du pinochéisme, pourrait bien, à cet égard, mettre son projet en difficulté.

GILLES BAUDIN.

HAÏTI : aucune date n'est fixée pour les élections

Les dossiers chauds du général Avril

PORT-AU-PRINCE de notre envoyé spécial

« La hiérarchie militaire a gagné. Nous avons pu rétablir la discipline et nous avons désormais le contrôle des forces armées d'Haïti. » Seul dans son bureau, au premier étage du palais présidentiel, le général Prosper Avril apparaît beaucoup plus sûr de son pouvoir qu'il y a un mois. En dépit d'un long entretien avec les neuf membres du Conseil électoral permanent (CEP), juste avant de nous recevoir, le chef de l'Etat n'est cependant toujours pas en mesure de préciser la date des élections.

L'époque où il ne s'exprimait qu'en présence du sergent Joseph Hebraux, leader du Mouvement des soldats qui l'avait porté à la présidence lors du coup d'Etat du 17 septembre 1988, semble révolue.

« On a dit que j'avais été porté au pouvoir par des éléments de basse. Je n'en disconviens pas. La garde présidentielle entendait rigoler contre les incendies d'églises, les violations des droits de l'homme, la corruption qui battait son plein. Dès mon entrée au pouvoir, j'ai entrepris un profond nettoyage des forces armées. C'est d'ailleurs ce qui a provoqué la tentative, presque réussie, de coup d'Etat du 2 avril dernier », ajoute le président.

Le renouveau de l'air conditionné ne parvient pas à couvrir les vociférations d'environ deux cents jeunes recrues qui s'entraînent, en tenue de combat, autour du palais.

« Il y a encore un mois, je ne pouvais m'assurer de l'assiduité des ordres. Après les affrontements du début avril, il y a eu naturellement beaucoup de départs, de démissions ; certains enrôlés ont dû être renvoyés. Au total, il y a plus de mille cinq cents places vacantes, que nous sommes en train de combler. »

Depuis trois mois, l'insécurité est redevenue l'une des préoccupations majeures des Haïtiens. Nombre d'agressions sont le fait d'hommes en tenue militaire, portant des armes de guerre. « Il est vrai que des enrôlés ont été surpris dans des actes malhonnêtes », reconnaît le général Avril. « Ils sont arrêtés et seront traduits devant leurs juges naturels », affirme-t-il. Ces assurances n'empêchent pas les attaques de se poursuivre. La semaine dernière, le frère d'un dirigeant politique, M. Turnap Delap, a été assassiné par des inconnus. La police ne s'est manifestée que tardivement, après l'intervention d'un ministre.

Scandales financiers

La détérioration de l'économie haïtienne, qui se traduit par une rapide dépréciation de la gourde, la monnaie nationale, est un autre défi que doit affronter le gouvernement du général Avril. « Après trente années de dictature, le pays vient de connaître trois ans de convulsions, de grèves, de manifestations et de violences qui ont conduit beaucoup d'usines à fer-

mer leurs portes. Nous avons perdu plus de dix mille emplois. L'aide externe qui représentait 150 millions de dollars par an a été coupée après les élections du 29 novembre 1987 [NDLR : qui ont tourné au bû de sang] », déplore-t-il.

Outre la lenteur du processus de démocratisation, la révélation récente de plusieurs scandales financiers — dont l'un portant sur des achats spéculatifs de sucre à côté son poste au gouverneur de la Banque centrale — n'est guère de nature à rassurer les bailleurs de fonds. La réponse du général Avril n'est guère convaincante : « C'est un prétexte, car nous avons toujours été prêts à créer les conditions de transparence nécessaires pour la gestion des fonds que nous recevons », affirme-t-il, après avoir soutenu que le « scandale du sucre se situait au niveau du secteur privé ».

Le général Avril se félicite cependant de l'attitude de la France : « Nous avons des contrats comme appoint au budget, ou pour l'irrigation de terres agricoles. Beaucoup de choses sont en cours avec Paris », révèle le président haïtien. Côté américain, le général Avril se réjouit de l'attitude du Congrès qui a reconnu les efforts du gouvernement pour établir la démocratie, en levant, en principe, la sanction qui était imposée au pays depuis le 29 novembre 1987. Mais il regrette que la « paperasserie administrative » retarde l'arrivée de l'aide alimentaire de 12 millions de dollars

« votée à l'unanimité par le Sénat ».

Autre dossier « chaud » pour le gouvernement haïtien, celui des relations avec la République Dominicaine voisine. « Nous allons planifier une rencontre avec le président Balaguer pour éclaircir certains points, notamment la situation des braccos [coupeurs de canne à sucre] et la présence de certaines personnes en République Dominicaine qui nous causent des problèmes. Si M. Lafontant [ancien ministre de l'intérieur de Jean-Claude Duvalier, réfugié à Saint-Domingue] était beaucoup plus loin, cela aiderait à la stabilité d'Haïti. Mais je n'entends pas mélanger les termes d'un accord sur les braccos avec cette question », confie le général Avril.

Retour à la situation politique intérieure et au calendrier électoral : le président nous incite à rendre visite aux membres du Conseil électoral permanent (CEP), une institution, selon lui, « complètement indépendante du pouvoir exécutif et qui travaille d'arrache-pied pour établir son règlement intérieur ». Les neuf membres du CEP, depuis leur prestation de serment, en avril dernier, ont réglé le premier point, ont rédigé le loi organique du CEP, et engagé des consultations avec les partis politiques et les organisations socio-professionnelles. Le moins qu'on puisse dire est qu'ils se hâtent avec lenteur. Serait-elle inspirée par le palais ? Certains diplomates en poste à Port-au-Prince le pensent.

JEAN-MICHEL CAROIT.

PÉROU

L'armée a pris l'offensive contre le Sentier lumineux

LIMA de notre correspondant

Une quarantaine de guérilleros du Sentier lumineux et un sous-officier de l'armée de terre ont été tués, mercredi 12 juillet, au cours d'un affrontement survenu dans le département de Huancayo, ont annoncé des sources militaires à Lima. La semaine précédente, une vingtaine de guérilleros avaient déjà été abattus dans cette même région amazonienne. Ce théâtre d'opération recouvre le haut Huallaga, une vallée produisant l'essentiel de la coca péruvienne. Deux autres importantes offensives des forces armées ont eu lieu depuis la fin juin. Jusque-là, les mili-

taires avaient plutôt donné l'impression de réserver leurs efforts pour la période suivant la fin du mandat du président Alan Garcia, au printemps prochain.

Le bulletin d'information de la « commission audite de juristes » souligne que la violence politique a provoqué, en juin, la mort de 470 personnes. Le chiffre de 1595 tués pour le premier semestre de cette année, auquel on parvient ainsi, est deux fois plus élevé que celui de la même époque de 1988. La commission interprète ces hécatombes comme une conséquence d'une grande offensive lancée par l'armée : ces dernières semaines, celle-ci a annoncé presque chaque jour des affrontements

dans les Andes ou la forêt amazonienne.

« Le fait que, dans de nombreux cas, il n'y ait pas d'information sur l'identité des morts, ou, pour le moins, sur leur nombre exact, est une source de préoccupations », ajoute le bulletin des juristes auditeurs. Cela pourrait indiquer que des civils innocents sont assassinés ; puis présentés comme « morts au combat ».

Néanmoins, l'offensive du Sentier se poursuit dans tout le pays, avec de continuelles assassinats « sélectifs », des embuscades contre des convois de l'armée ou de la police, et le sabotage des installations électriques desservant la capitale.

N.B.

● CUBA : M. Castro prêt à coopérer avec Washington... — Cuba et les Etats-Unis devraient trouver « une forme de communication » dans leur lutte commune contre le trafic de drogue, a déclaré le 9 juillet M. Fidel Castro dans son discours devant le Conseil d'Etat, qui a rejeté la grâce du général Amadeo Ochoa et de trois autres officiers cubains condamnés à mort pour avoir favorisé des transferts de cocaïne entre Amérique du Sud et Amérique du Nord. Le chef de l'Etat a, par ailleurs, indiqué que, les jours derniers, les forces aériennes de l'île avaient, par trois fois, reçu l'ordre d'abattre des avions soupçonnés de transporter de la drogue. Lors d'une de ces opérations, deux hélicoptères ont été saisis. M. Castro a souligné que ces opérations ont une attitude menaçante envers des appareils de la garde côtière des Etats-Unis qui poursuivaient l'un des suspects. — (AFP.)

SYRIE

Si vous ne savez pas pourquoi vous devez écrire au président Hafez el Assad, Abd Manjounah détenu arbitrairement le sait.



Scriez des barreaux avec des stylos. Amnesty International

Human rights, oppression, injustice. Au sein de l'Union européenne de la péninsule arabique, Amnesty International fait pression sur les gouvernements arabes pour qu'ils libèrent les prisonniers politiques. Ceux qui sont emprisonnés à tort, sans procès, et qui sont torturés, doivent être libérés. Tous ceux qui sont emprisonnés à tort, sans procès, et qui sont torturés, doivent être libérés.

amnesty international

4 RUE DE LA PIERRE-LEVÉE 75011 PARIS MINTEL (S) CODE AMNESTY

ISRAËL

Prochaine réouverture des écoles en Cisjordanie

Le ministre israélien de la défense, M. Itzhak Rabin, a ordonné, mercredi 12 juillet, de préparer la réouverture des écoles en Cisjordanie, fermées depuis pratiquement le début du soulèvement palestinien, il y a dix-neuf mois. Cette réouverture devrait se faire « progressivement dans un proche avenir », sans toutefois qu'une date ait été fixée pour le retour à l'école des quelque trois cent vingt mille élèves arabes de Cisjordanie.

La fermeture ininterrompue des écoles de Cisjordanie a soulevé de très vives critiques, tant de la part des Palestiniens qu'en Israël et même à l'étranger. Les Etats-Unis, notamment, ont demandé aux dirigeants israéliens de mettre fin à cette mesure. Une mission du département d'Etat doit se rendre la semaine prochaine en Israël pour mesurer la détermination des responsables israéliens à donner suite à leur plan de paix comportant des élections dans les territoires occupés.

Cependant, les troubles se poursuivent en Cisjordanie, où un Palestinien a été tué à Hébron, alors qu'un groupe d'autres manifestants il lançait des pierres sur une patrouille de l'armée. A Naplouse, une femme de quarante-deux ans, soupçonnée de « collaborer » avec les autorités israéliennes, a été tuée d'une balle dans la tête tirée par un inconnu. — (AFP, Reuters.)

● ÉGYPTÉ : M. Moubarak « ne comprend plus rien » à Israël. — Le président Moubarak désespère de la politique israélienne. « Franchement, dit-il dans un entretien publié jeudi 13 juillet par la Figaro, je ne comprends plus rien à ce qui se passe en Israël. » « Si on remonte à la première guerre israélo-arabe de 1948, je me rappelle que c'était Israël qui faisait des propositions et les Arabes qui répondaient toujours non », poursuit-il, pour conclure : « Me crainte, c'est que, pendant les quarante prochaines années, les Arabes disent oui et les Israéliens disent non. »

Le Congrès américain critique vivement la diplomatie des Etats-Unis dans la région

Washington (AFP). — La diplomatie américaine au Proche-Orient a essuyé, mercredi 12 juillet, une volée de critiques au Congrès, où des représentants lui ont reproché, elle-même, de poursuivre le dialogue avec l'OLP, de faire pression sur Israël et de tarder à dénoncer le terrorisme.

Le président de la sous-commission de la Chambre des représentants, M. Lee Hamilton (démocrate, Indiana), a reproché au gouvernement d'avoir autorisé des contacts avec le numéro deux de l'OLP, M. Salah Khalaf, alias Abou Iyad, qu'il a qualifié de « terroriste déclaré ». M. John Kelly, secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, lui a répondu que Washington tentait de persuader les dirigeants de l'OLP que « le terrorisme, la lutte armée, n'offrent pas de solution ». « Persuader suppose des contacts », a souligné M. Kelly, tout en reconnaissant que « le comité exécutif de l'OLP comptait un certain nombre d'individus qui pourraient bien avoir trépassé dans le terrorisme dans le passé ».

M. Gary Ackerman (démocrate, Etat de New-York) s'est à son tour étonné que les Etats-Unis maintiennent leur dialogue avec l'OLP alors que celle-ci ne dénonçait pas les actes terroristes comme celui d'un Palestinien qui a fait verser un autobus dans un ravin le 6 juillet, tuant 14 personnes.

« Il me semble que vous avez abandonné les principes mêmes sur lesquels les discussions étaient basées, et que vous avez donné le feu vert et encouragé la perpétuation d'actes terroristes », a déclaré M. Ackerman.

Pressé de questions, M. Kelly a reconnu que le dialogue avec l'OLP n'avait donné aucun résultat concret depuis six mois. « Ce n'est pas un

dialogue indéfini », a-t-il souligné. Mais pour le moment, a-t-il dit, le gouvernement n'a trouvé aucune trace de participation de l'OLP dans des actes terroristes en Israël depuis le début du dialogue.

Le secrétaire d'Etat adjoint a par ailleurs démenti que la délégation américaine qui doit se rendre la semaine prochaine en Israël ait l'intention de dissuader le Parti travailliste de quitter la coalition gouvernementale. La presse lui a prêté cette intention et M. Hamilton a trouvé « plutôt extraordinaire que les Etats-Unis interfèrent dans la politique intérieure d'Israël ». « Ce n'est pas à nous d'essayer de manipuler la politique intérieure en Israël », a répondu M. Kelly, nous ne prendrons pas de position publique sur une question pareille ».

Publicité

AU NOM DE DIEU

A l'occasion du quarantième jour du décès de l'imam Khomeyni, guide et fondateur de la révolution islamique d'Iran, une cérémonie de deuil et de prière aura lieu le :

dimanche 16 juillet 1989 de 18 h à 21 h

dans la Salle de l'Espace Austerlitz 30, quai d'Austerlitz 75013 PARIS

Ambassade de la République Islamique d'Iran à Paris.

محضان الأسفل

Les sept pays les plus industrialisés s'engageront-ils à ne plus être complices de crimes de guerre ?



DROIT INTERNATIONAL 1990
45, boulevard Saint-Germain
B.P. 136 - 75223 PARIS Cedex 05
CCP Paris 9522.96 K

DROIT INTERNATIONAL 1990

DÉCLARATION DE PARIS du 14 juillet 1989

proposée par Droit international 1990 à la signature des sept chefs d'État ou de gouvernement des pays les plus industrialisés réunis à Paris le 14 juillet 1989 :

NOUS soussignés, George Bush, Helmut Kohl, Ciriaco de Mita, François Mitterrand, Brian Mulroney, Margaret Thatcher, Sosuke Uno, chefs d'État ou de gouvernement des États-Unis d'Amérique, de République fédérale d'Allemagne, d'Italie, de France, du Canada, de Grande-Bretagne, du Japon, réunis à Paris le 14 juillet 1989,

ATTENDU QUE nos États respectifs sont tous membres des Nations unies et ont tous signé et ratifié la Charte de l'ONU du 26 juin 1945 ;

ATTENDU QUE, par cette Charte, nos États sont engagés :

- à « créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international » (préambule) ;
- à « accepter et appliquer les décisions du Conseil de sécurité de l'ONU conformément à la présente Charte » (art.25) ;
- à faire « prévaloir leurs obligations en vertu de la Charte de l'ONU sur leurs obligations en vertu de tout autre accord international » (art.103) ;

ATTENDU QUE nos États ont tous signé et ratifié les conventions de Genève du 12 août 1949 ;

ATTENDU QUE, par ces conventions, nos États sont engagés :

- à « respecter et faire respecter en toutes circonstances » le droit international humanitaire (art.1^{er}) ;
- à faire appliquer ces conventions avec le concours et sous le contrôle, notamment, du Comité international de la Croix-Rouge - CICR (art.8-11) ;

RECONNAISSONS DÈS LORS

1. que, lorsque le Conseil de sécurité de l'ONU ou le CICR dénoncent ou condamnent un État pour violations du droit international, infractions aux « lois et coutumes de la guerre » ou au droit humanitaire, ces dénonciations et condamnations sont formulées en vertu du droit international et ont une valeur et une force juridique obligatoires ;
2. que les livraisons de matériel de guerre aux États dénoncés ou condamnés par le Conseil de sécurité de l'ONU ou le CICR sont dès lors illicites au regard du droit international public et humanitaire ;
3. que les obligations contractées par nos États respectifs dans la Charte de l'ONU et les conventions de Genève prévalent en droit sur les obligations éventuellement contractées dans des accords d'assistance militaire et de livraisons de matériel de guerre ;

ET NOUS ENGAGEONS

1. à respecter nos obligations de droit international et à suspendre toute livraison de matériel de guerre à tout État qui serait dénoncé ou condamné par le Conseil de sécurité de l'ONU ou le CICR pour violations du droit international, cela dès la condamnation et jusqu'à ce que la preuve du respect du droit international par l'État en cause soit apportée par une enquête internationale ;
2. à faire respecter, par tous les États, leurs obligations de droit international et à veiller à ce que les États exportateurs de matériel de guerre, qu'ils signent ou non la présente Déclaration, respectent les obligations internationales qu'ils ont contractées en signant la Charte de l'ONU et les conventions de Genève ;
3. à saisir la Cour internationale de justice de La Haye dans tous les cas où un État poursuivrait, au mépris de ses obligations de droit international, ses livraisons de matériel de guerre aux États dénoncés ou condamnés par le Conseil de sécurité de l'ONU ou le CICR.

Paris, le 14 juillet 1989.

George Bush
(États-Unis)

Helmut Kohl
(RFA)

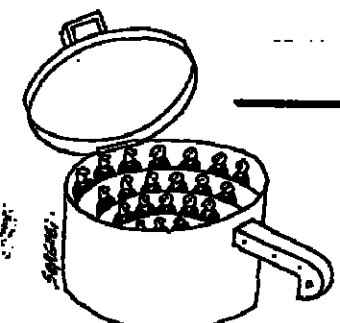
Ciriaco de Mita
(Italie)

François Mitterrand
(France)

Brian Mulroney
(Canada)

Margaret Thatcher
(Grande-Bretagne)

Sosuke Uno
(Japon)



Politique

Radioscopie de l'Assemblée nationale

IV. - La maison Fabius

L'homme est jeune, dynamique, intelligent, ambitieux. Son arrivée à la tête de la maison assemblée, distancée dans la course au pouvoir, mal placée dans la compétition médiatique, avait fait naître bien des espoirs. Son nouveau président disparaît de nombreux stouts pour aider l'Assemblée nationale à retrouver un lustre indispensable au bon fonctionnement d'une démocratie parlementaire.

Mais, aujourd'hui, si Laurent Fabius n'a pas (encore ?) dépassé son état de grâce, c'est en raison de l'ambition d'être élu président. Lors de son discours de remerciement après son élection au « perchoir », il avait émis le vœu que « l'essentiel du débat politique » ait lieu au Palais-Bourbon et que l'Assemblée offre « à l'opinion, qui [la] juge, un visage autre que l'alternance des joutes (...) et des troupes souvent trop vides ». Il voulait aussi « chaque député d'exercer vraiment sa fonction de législateur et de contrôler le gouvernement ». Vaste programme ! D'autant qu'une telle réévaluation du rôle du Parlement va, à l'évidence, à contre-courant de la tendance lourde de l'évolution de la vie politique française. L'enjeu pour son promoteur est d'importance : l'amélioration de l'image de l'Assemblée nationale ne peut qu'avoir des retombées positives sur celle de son président. Mais sa volonté d'obtenir le consensus autour de toutes les réformes, dans une maison où le poids de la tradition fait régner le conservatisme, ne lui a permis de progresser qu'à petits pas, au point que les « réformateurs » ont parfois ressemblé à des gadjets.

La stratégie personnelle de Laurent Fabius, surtout, était trop claire. L'hôtel de Lassay n'était pour lui qu'un succédané, et il n'a guère cherché à en faire qu'un moyen de préparer son avenir. L'Assemblée peut bénéficier de la présence, à la présidence, d'un homme qui joue un rôle important dans le débat politique. Encore faut-il que ses membres n'aient pas la désagréable impression qu'il se sert plus de sa fonction qu'il ne la sert. Or, aujourd'hui, la question est ouvertement posée.

L'intelligence, la réflexion ne remplacent pas la connaissance pratique. Le nouveau président et son équipe en ont fait le cruel apprentissage. Laurent Fabius n'a jamais été un « vrai » député. De 1978 à 1981, il était plus le collaborateur de François Mitterrand que le représentant de la Seine-Maritime. De 1981 à 1986, il a compris l'intérêt pour un membre du gouvernement d'être soutenu par des élus dociles. De 1986 à 1988, son statut d'ancien premier ministre l'a empêché de connaître les joies et les difficultés d'un député de base. Devenu président de l'Assemblée nationale, il a, et ses collaborateurs avec lui, tendance à confondre l'hôtel de Lassay et l'hôtel Matignon.

Des attentions pour l'opposition

La tradition et le règlement ne font pas du président de l'Assemblée l'équivalent d'un premier ministre qui disposerait souverainement de l'administration et qui aurait des relations hiérarchiques avec les ministres, sortes de ministres des finances. L'organisation et la direction des services dépendent du bureau de l'Assemblée, composé à la proportionnelle des groupes ; ce sont les questeurs qui ont la responsabilité des services financiers et administratifs, aucune dépense nouvelle ne pouvant être engagée sans leur avis. Et, s'ils doivent des comptes, ce n'est pas au président mais au bureau. L'administration elle-même dispose d'une autonomie certaine à l'égard des maîtres politiques du moment, puisqu'elle n'est pas au service d'une majorité, par définition de passage, mais de tous les députés.

Pour des hommes habitués à « l'exécutif », le changement était trop brutal. D'autant qu'ils ont trouvé face à eux des questeurs (les socialistes Philippe Bassinet et Gilbert Bonnemaison, le RPR Michel Cointat) investis eux aussi de cette fonction pour la première fois, et qui redoutaient, donc, que la présidence ne profitât de l'occasion pour réduire leurs prérogatives. L'administration, qui fait profession d'un apolitisme parfois plus apparent que réel, n'a pas apprécié non plus de voir trois fonctionnaires de l'Assemblée détachés au cabinet du président. Elle a craint que cela ne courtoisie ses structures normales de commandement. Là encore, il a fallu, après quelques atermoiements, que les territoires des uns et des autres soient clairement déterminés.

La courtoisie naturelle de M. Laurent Fabius, même si elle

paraît parfois affectée, a permis d'arrondir bien des angles. Son souci permanent d'être effectivement le président de TOUS les députés, les attentions particulières qu'il a su avoir pour nombre de responsables de l'opposition, lui ont créé des sympathies à droite. Même si parfois il en fait un peu trop.

Ainsi, dernièrement, les socialistes tenaient absolument à nommer au secrétariat général de la questure Michel Bisaul, un fonctionnaire auquel certains reprochaient d'avoir été un « compagnon de route » des communistes. Front par les socialistes de 1981 à 1986, il avait été mis dans un « placard » en 1986. Le président s'est rangé à l'avis de ses amis mais, comme la droite ne voulait pas entendre parler d'une telle nomination, il risquait de devoir user de sa voix prépondérante lors du vote en bureau. Un bienheureux voyage à l'étranger d'un vice-président centriste (Loïc Bouvard) permit de faciliter les choses, d'autant que deux autres membres du bureau, un UDF (Jean-Marie Caro) et un UDC (Michel Jacquemin) furent eux aussi absents lors du vote. M. Laurent Fabius put rester, formellement, au-dessus des clans, en s'abstenant.

Quatrième personnage de l'Etat

Un homme a beaucoup œuvré pour que les crispations se calment, pour que les rapports entre les différents pouvoirs du Palais-Bourbon reprennent leur place naturelle : Jean-Claude Collard, directeur de cabinet de Laurent Fabius. Très vite, il a oublié les habitudes prises lorsqu'il exerçait les mêmes fonctions à l'Elysée, pour se souvenir qu'une de ses spécialités de professeur de droit était, justement, le droit parlementaire. Seulement, ces contraintes juridiques, ces pesanteurs liées à la force des habitudes, ont empêché Laurent Fabius d'apparaître, très vite, comme le symbole du renouveau du Parlement, tant il est vrai que la seule manière de plaire à tous dans un milieu conservateur est de ne pas faire grand-chose.

Etre le quatrième personnage de l'Etat permet de disposer de formidables moyens. Le protocole, bien sûr, qui permet des déplacements à

Il y a un an, Laurent Fabius faisait son entrée à l'hôtel de Lassay, prestigieuse résidence des présidents de l'Assemblée nationale. Avant lui, six chefs de gouvernement avaient occupé ces fonctions que l'ancien jeune premier ministre « donna à la France » n'avait pas vraiment désirées : Charles Dupuy, Jean Bourgeois, Paul Painlevé, Edouard Herriot, Jacques Chaban-Delmas et Edgar Faure. Cinq de ses prédécesseurs (Jules Grévy, Casimir Perier, Paul Deschanel, Paul Doumer et Vincent Auriol) ont franchi la Seine quittant l'hôtel de Lassay pour le palais de l'Elysée. Faut-il y voir un signe ? Quatrième personnage de l'Etat, Laurent Fabius occupe une place importante dans le dispositif du pouvoir d'Etat. Comment tourne la maison Fabius ? Qui l'occupe ? Sur quel a-t-elle prise ? Quelle a été la portée des réformes introduites pour réveiller le Palais-Bourbon ? Autant de questions auxquelles ce quatrième volet de notre enquête tente de répondre. Les trois premiers volets portaient sur le bilan de santé du Parlement (*le Monde* du 11 juillet), les thérapies possibles (*le Monde* du 12 juillet) et les grandes heures qu'il a connues dans le passé (*le Monde* du 13 juillet).

L'étranger pour renforcer l'image d'un homme apte aux relations internationales et qui amène, aussi, tous les hôtes d'importance de la France à venir saluer le président de l'Assemblée nationale. Laurent Fabius a volontairement développé cet aspect de sa tâche en accueillant des hommes comme Lech Walesa ou André Sakharov. Il manifestait là un des grands axes de sa politique : l'ouverture. Pour améliorer l'image de l'Assemblée, il souhaite qu'elle ne soit pas qu'une simple machine à faire — plutôt bien — les lois, à contrôler — plutôt mal — l'action du gouvernement. Il veut donc que se multiplient dans ses murs les rencontres, les colloques, les réceptions.

Les salons de la République

Le Bicentenaire a été, pour lui, une merveilleuse occasion de mettre cette théorie en pratique. Si la décision de principe avait été prise sous la présidence de Jacques Chaban-Delmas, c'est Laurent Fabius qui s'est battu pour que les cérémonies organisées au palais aient tout le lustre nécessaire. Un crédit de 20 millions de francs a été débouqué pour 1989. Un membre du cabinet de la présidence, Bernard Faivre d'Arrier, suit exclusivement ce dossier. Les retombées médiatiques bénéficient certes à l'Assemblée nationale, mais aussi au président.

L'hôtel de Lassay est, surtout, un merveilleux lieu de réception. Tous ses locataires en ont usé ; l'actuel donne parfois l'impression d'en abuser. Comme ses prédécesseurs, il invite les électeurs de sa circonscription à visiter le palais, avant de leur offrir un goûter. Comme eux, il reçoit régulièrement ses amis politiques pour débattre de sa stratégie. Ainsi, tous les jeudis matin, se retrouvent pour un petit déjeuner les « quinze » : Laurent Fabius, Claude Bartolone, Jean-Pierre Bayle (sénateur des Français de l'étranger), Joseph Daniel (responsable de la communication), Jean-Claude Collard, Thierry Mandon (jeune député de l'Eure), Michel François (député de l'Oise), Henri Weber (membre du cabinet), André Billardon (premier vice-président de l'Assemblée), Laurent Cathala (député du Val-de-Marne), Georges Fillioud, Jean Auroux, Marcel Debarge, Jean-Marcel Bichat (son éternel conseiller parlementaire, qui assure les liens avec le parti), Jacques Mellick (le ministre de la mer). Ce sont les vrais responsables du courant « fabusien ».

La salle à manger permet, aussi, d'accueillir à déjeuner, par petits groupes, les députés socialistes. Les propos échangés doivent être intéressants, car les proches du président expliquent, aujourd'hui, qu'il a pu ainsi se bâtir un réseau important parmi les élus, laissant à ses rivaux le contrôle de l'appareil du PS, qui lui avait été refusé.

La politique de la réception est allée bien au-delà. Laurent Fabius a insisté à l'hôtel de Lassay une pratique qui a cours dans quelques ministères : une avant-première cinématographique, suivie d'un souper. Les liens conviviaux y ont la priorité. Amis personnels, relations mondaines et culturelles, députés de tous bords, s'y mêlent.

Le plus spectaculaire n'est pas encore là. Les grands salons de la présidence sont fréquemment envahis par des cocktails en des dizaines de toutes sortes. Il n'est pas rare de voir un traiteur enlever les restes d'un repas pendant qu'un autre installe ses plats et ses bouteilles. Ces réceptions se sont multipliées de telle façon qu'il a fallu affecter du personnel supplémentaire, et, comme ces salons servent au protocole qui conduit le président à l'hémicycle, embaucher des dévoués pour enlever et remettre les campés roses qui en font l'ornement.

L'hôtel de Lassay est, ainsi, devenu un des hauts lieux festifs de la République. Laurent Fabius l'a voulu pour symboliser « l'ouverture » de la maison qu'il préside. Il pense que la réputation de celle-ci a tout à gagner à ce que des colloques se terminent par des buffets chez elle, que des associations dignes d'intérêt viennent s'y réunir. Il prête donc facilement ses salons, qu'il a ce que la note soit payée par ceux qui s'y réunissent, comme les anciens élèves de l'ENA, ou cette publication américaine qui y a achevé une rencontre avec des chefs d'entreprise européens. Les demandeurs doivent cependant répondre à certains critères. Parfois, quelques accommodements sont indispensables. Pour recevoir le prince Charles et Lady Di sur un bateau-mouche, il a fallu dédommager l'entreprise qui avait retenu le même bateau longtemps à l'avance, pour la réception annuelle de ses cadres. On lui offrait les salons de l'hôtel de Lassay.

Tout cela coûte cher. Le budget de réception de Laurent Fabius a été fixé, en 1989, à 2,4 millions de francs (une partie étant prise sur les crédits du Bicentenaire), alors que pour Jacques Chaban-Delmas il n'était que 1,9 million. Les questeurs se consolent en constatant que le nouveau président est moins dépensier en voyage que son prédécesseur, même si ce qui est gagné ici

ne compense pas ce qui est perdu là. De même, ils s'étaient inquiétés de l'importance du cabinet, le plus nombreux depuis 1958. Mais la plupart de ses membres sont en « détachement », donc payés par leur administration d'origine, et ce qui est versé aux autres a été jugé si mince par Michel Cointat qu'il a estimé qu'il n'y avait rien à dire.

Le cabinet est imposant parce que Laurent Fabius ne veut pas se contenter de surveiller la bonne marche de l'Assemblée et de suivre les dossiers de sa circonscription. Il veut pouvoir disposer, très vite, de « notes » sur tous les sujets qu'il aborde, ou qui seront abordés devant lui. Rien de ce qui touche à l'actualité internationale, économique, sociale et politique ne doit échapper à ses collaborateurs. Et comme — il intervient partout où on le lui demande, il faut lui préparer de nombreux discours.

Son équipe ressemble ainsi plus à celle d'un ministre, et surtout à celle d'un « présidentiable », qu'à celle d'un traditionnel président d'Assemblée. Il a, d'ailleurs, demandé aux membres de son cabinet de ne pas trop se montrer dans l'hémicycle, estimant que ce n'est pas à eux de contrôler le bon déroulement des débats, mais à leur collègues des groupes ou des cabinets ministériels. L'homme en charge du dossier, de permanence, se contente de suivre la discussion depuis son bureau, n'intervenant que si cela est vraiment nécessaire. La présence à ses côtés de quatre anciens députés (René Souchon, Christian Lauris-Sergues, Noël Ravassard et Christian Nucci) avait aussi fait beaucoup jaser. Il est vite apparu que pour plusieurs d'entre eux, il s'agissait essentiellement d'améliorer leur carte de visite, et de leur permettre de rester présent dans les compétitions électorales locales.

L'outil est au point. Il a déjà fait ses preuves dans la promotion de son patron. Il lui reste à montrer qu'il peut mener à bien la réforme indispensable du fonctionnement de l'Assemblée nationale. Laurent Fabius et Jean-Claude Collard sont persuadés que c'est la fonction de contrôle du Parlement qu'il faut développer plus que son rôle de législateur, qui ne peut être que réduit dans une société aux mécanismes lourds et techniques.

Durée et prudence

Les tentatives faites depuis un an, à l'initiative de Laurent Fabius, pour modifier progressivement l'état d'esprit ne sont qu'expérimentales. Elles n'ont pas — encore — été couronnées de succès.

L'opposition n'a pas eu du nouvel outil qui lui avait été fourni. Mais seule fois elle n'a proposé, comme elle en a maintenu le droit, l'inscription à l'ordre du jour d'une demande de création de commissions d'enquête parlementaires. C'est pourtant le vrai instrument qui permettrait aux élus de surveiller l'action de l'exécutif. Seulement, pour qu'il puisse être vraiment efficace, il faudrait faire sauter tous les verrous mis en place en 1958. C'est indispensable pour que les parlementaires français, comme ceux de toutes les autres grandes démocraties occidentales, se penchent réellement sur tous les scandales qui fleurissent ici ou là.

Elu au « perchoir » pour cinq ans, M. Fabius bénéficie de la durée. Mais son souci de rechercher le consensus, sa crainte de braver l'exécutif en développant les prérogatives du législatif, la prise de conscience qu'il ne peut bousculer seul une maison conservatrice, ses préoccupations politiques, qui, durant de nombreux mois, étaient fort éloignées du petit monde clos du Palais-Bourbon, l'ont poussé à la prudence. Il est prudent, très prudent, trop prudent. S'il veut marquer son passage à la présidence de l'Assemblée nationale, il devra pousser les feux, prendre quelques risques, accepter de heurter quelques situations acquies, admettre que ses initiatives ne soient pas mesurées à l'aune de retombées médiatiques immédiates, forger pour ses successeurs des armes dont pourrait pâtir l'hôte de l'Elysée.

THÉRIER BRÉMER.

Demain
LES FRANÇAIS
ET LE PARLEMENT :
un sondage
de la SOFRES

Des chiffres et des hommes

L'Assemblée, a-t-on coutume de dire, est « une ville dans la ville » : elle possède son armée, ses artisans, son salon de coiffure, ses restaurants, sa propre centrale électrique... Son budget est, en 1989, de 2 milliards de francs. Plus de mille cent fonctionnaires sont au service de cinq cent soixante-dix sept députés. Voici la fiche signalétique du temple de la démocratie.

● Superficie : 82 000 mètres carrés, dont 46 500 pour le seul Palais-Bourbon, 24 000 au 101, rue de l'Université (acquis en 1974), 11 500 au 233, boulevard Saint-Germain (depuis 1983). A l'échéance 1990, l'Assemblée nationale devrait s'enrichir de quelques milliers de mètres carrés supplémentaires, dont la localisation exacte est soigneusement gardée secrète. En surface totale (jardins et hôtel de Lassay compris), le seul Palais-Bourbon représente 3,5 hectares.

● Population : aux côtés des 577 députés travaillent 1 165 fonctionnaires, dont 160 de catégorie A (administrateurs, conseillers, directeurs, secrétaires généraux) recrutés par concours (niveau ENA) ; 74 administrateurs adjoints ; 42 secrétaires administratifs ; 170 secrétaires ; 563 agents et huissiers ; 17 secrétaires des débats ; 25 sténos ; 47 chauffeurs ; 50 gardiens-surveillants ; une cinquantaine d'ouvriers professionnels (chauffagistes, fleuristes, ébénistes, plombiers, démonteurs, jardiniers, électriciens, lingères, cuisiniers...), 2 architectes, 2 médecins, 3 infirmières.

Au sommet de la pyramide se trouvent les deux secrétaires généraux : celui de l'Assemblée et de la présidence, M. Michel Ameller, depuis 1985, qui joue le rôle de premier conseiller du président en matière constitutionnelle et réglementaire, et assume la responsabilité

de fonctionnement des différents services de l'Assemblée ; et le secrétaire général de la questure, M. Jean-Louis Thomas (qui part en retraite cette année), chargé de la gestion financière et matérielle de l'Assemblée.

Leurs particularités : ils doivent assurer jour et nuit le bon fonctionnement de l'Assemblée. Conséquences : des salaires élevés et un système de prime pour les séances de nuit (versées à partir de 19 heures, minuit et 4 heures du matin à l'ensemble du personnel, y compris ceux qui ne sont pas de permanence ce jour ou cette nuit).

Aux fonctionnaires de l'Assemblée s'ajoutent un général de gendarmerie, M. Claude Ducoudry, qui assure sous l'autorité du président de l'Assemblée le commandement militaire avec un détachement permanent de gardes républicains, et qui a le pouvoir de réquisitionner les forces armées ; trente-cinq employés des postes, rémunérés par leur administration d'origine et indemnisés, pour les dépassements d'horaires, par l'Assemblée ; deux coiffeurs, qui disposent gratuitement des locaux (situés dans l'enceinte du Palais-Bourbon) et du matériel ; une buvette, qui assure la vente de la presse.

● Budget : 2 008 537 000 francs en 1989. Depuis 1958, « chaque Assemblée parlementaire jouit de l'autonomie financière » (article 7 de l'ordonnance du 17 novembre 1958). Le budget de l'Assemblée est voté chaque année en séance publique, au cours de la session budgétaire, à l'automne. Une commission, composée de quinze membres désignés à la proportionnelle des groupes, est chargée « de vérifier et d'apurer les comptes ». En augmentation de 5,3% par rapport à 1988, le budget 1989 de l'Assemblée est réparti en trois postes principaux : dépenses parlementaires (35,8%), dépenses de personnel (19,4%),

charges sociales (31,4%). En 1989, le chapitre des dépenses diverses a crû de plus de 71,3% en raison, notamment, d'une dépense exceptionnelle de 20 millions de francs pour la célébration du Bicentenaire.

● Equipements et services : deux restaurants, deux services, deux buvettes (une réservée aux parlementaires, l'autre à la presse et aux employés de l'Assemblée) ; à titre de comparaison, la Chambre des communes abrite à elle seule dix-sept bars et cafés ; un salon de coiffure, un kiosque à journaux-bureau de tabac-souvenirs (le plus gros point de vente de la capitale pour le Monde), un bureau de poste ouvert en permanence pendant les séances. Le trafic de ce bureau de poste (cinq cent mille plus à l'arrivée et au départ chaque mois) correspond à celui d'une ville de cinquante mille habitants. Un autre kiosque, réservé cette fois au public, a été inauguré en juin 1989 par M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale. Situé à l'extérieur du Palais-Bourbon, il propose à la vente de multiples documents parlementaires, des revues, des photocopies.

Une centrale électrique est située dans les sous-sols du Palais-Bourbon pour pallier toute défaillance d'EDF et assurer l'alimentation en permanence de l'Assemblée. Sa puissance de 6 000 kWh, est celle prévue pour l'éclairage d'une cité de quinze mille habitants.

L'Assemblée possède également : deux ateliers d'imprimerie en offre qui publient 10 millions de feuilles et consomment 50 tonnes de papier par an ; un parc automobile de soixante véhicules ; un gymnase ; un practice de golf ; une salle audiovisuelle.

La bibliothèque (42 mètres de long et 10 mètres de large) abrite environ 700 000 livres, dont le compte-rendu du procès de Jeanne

d'Arc par l'évêque et procureur Cauchon, le *Codex Borbonicus*, un calendrier divinatoire azèque précolombien, une Bible du neuvième siècle, le manuscrit des *Confessions* de Jean-Jacques Rousseau, les *Décades* de Tit-Live dans une édition du XV^e siècle. De très nombreux livres, saisis dans les monastères à la Révolution, ont été sauvés de la destruction par le bibliothécaire de l'Assemblée de l'époque, un certain Carnus. L'Assemblée vient d'acquies une Constitution de 1791 annotée par Robespierre.

● Production : 100 à 110 lois par an ; 25 000 pages imprimées.

● Curiosités : La queue-de-jus des huissiers ; le cliquetis des lustres de l'hôtel de Lassay ; le piquet d'honneur de la garde républicaine, sabre au clair ; la climatisation datant de 1830 (un courant d'air arrive dans l'hémicycle après avoir traversé un rideau d'eau rafraîchissant) ; l'éclairage de la verrière de l'hémicycle, datant de la fin du dix-neuvième siècle : afin de maintenir en permanence la même qualité d'éclairage, un système de compensation a été mis au point entre lumière naturelle du jour et lumière électrique, la seconde augmentant au fur et à mesure que la première diminue. Les députés ont ainsi le sentiment, à 2 heures du matin, de travailler en plein jour.

Et bien sûr, les plafonds de Delacroix, les tapisseries des Gobelins et de Beauvais, le bas-relief de Lamot...

● Accès : par le métro, à la station Chambre-des-Députés, rebaptisée le 20 juin dernier Assemblée-Nationale.

● Bibliographie : La séance est ouverte, de Philippe Bailly et Danielle Messager, éditions Bailly, 1987 ; Palais-Bourbon, d'Elisabeth Guignon, éditions du Seuil.

P. R. D.

مكتبة الأنجلو

Politique

et du Sénat

M. Lorient (socialiste) : à l'aise

Il lui aura fallu trois ans pour « se sentir à l'aise dans ses baskets » de sénateur. Sans expérience antérieure de parlementaire, jeune de surcroît (il est né le 22 avril 1948), Paul Lorient a fait ses armes au palais du Luxembourg avec application et détermination pour constater aujourd'hui : « Je commence à faire mon trou ». La meilleure preuve lui en a été fournie par ses collègues de la commission des finances qui lui ont confié le rapport du projet de loi relatif aux assurances. Un texte important laissé ainsi à un sénateur non seulement de fraîche date mais socialiste de surcroît est suffisamment rare pour être relevé et mériter quelques explications.

A sa façon, Paul Lorient incarne — même s'il n'est pas le seul — cette génération de sénateurs, et plus généralement d'élus, soucieux de « faire leur boulot » en privilégiant leurs compétences techniques plutôt que des activités plus partisans.

Ses premiers souvenirs politiques remontent à son enfance quand son père, commerçant en fruits et légumes, s'est présenté, sans succès et à deux reprises, aux législatives de 1956 et de 1958 comme candidat poujadiste dans les Pyrénées Orientales. Son père avait fait faillite, la famille quitta l'île-rose-Ti pour s'installer à Orléans. 1968 : Paul Lorient, étudiant à Sciences-Po et en sciences économiques, adhère au PSU et n'y reste que six mois, puis entre au nouveau Parti socialiste d'Alain Savary en 1969. Il repart aussitôt, choqué par « les magouilles » de Gaston Defferre, même s'il retire la satisfaction d'avoir, pendant cette période, subi « son dépeçage politique ». Il n'en reste pas moins, dit-il, « un bobé » : au congrès d'Epiney en 1971, il vote la motion Popescu, « plus à gauche », plutôt que celle du CERES.

En 1972, il prépare l'ENA, échoue à l'oral, réussit au concours d'entrée du Crédit foncier et de la Banque de France. C'est cette dernière institution qu'il choisit et dont il quitte l'école interne, sorte de petit ENA monétaire. De conjugué, il devient interventionniste sur le marché monétaire, puis reste deux ans à la cellule monétaire, chargé de l'encadrement du crédit des petites banques avant de prendre la direction de la communication. Parcours professionnel qui se conjugue avec un investissement politique dans l'Essonne : secrétaire de la section socialiste d'Orsay, fait son entrée au bureau fédéral, premier secrétaire de 1979 à 1981, année où il laisse la place à Jean-Luc Mélenchon qui conduira la liste aux sénatoriales en 1986 sur laquelle il sera

du quasi « miraculeusement » du seul fait d'inévitables divisions au sein de la droite.

Entre-temps, Paul Lorient, désigné comme tête de liste pour les municipales à Orsay, avait accepté, après la création par arrêté de la commune des Ulis, d'être candidat dans cette toute nouvelle ville. A vingt-huit ans, il était devenu maire, il sera conseiller général en 1985.

Paradoxe ou façon de s'accommoder des situations, Paul Lorient considère plus intéressant d'assurer une carrière



Paul Lorient

parlementaire au palais du Luxembourg plutôt qu'au Palais Bourbon. Bien coté dans le moule sénatorial, — « On peut tout dire à condition de respecter les formes », dit-il — Paul Lorient s'avoue « fasciné » par la procédure. Du coup, il aime bien l'atmosphère de l'hémicycle avec ce mélange de courtoisie et cette exigence de compétences, nécessaire pour défendre un amendement, exposer une position, défendre une conviction. Apprécié de ses collègues — pas seulement des socialistes —, il en a écopé plus d'un pour sa maîtrise des techniques bascoises dans la discussion, l'hiver dernier, d'un projet de loi relatif à la titration des créances. Le domaine financier et monétaire est sa spécialité. Il rêve de faire adopter une législation réprimant les délits à la carte bancaire, mais il élargit aussi son champ de réflexion, par exemple en déposant une proposition de loi donnant le droit de vote aux étrangers pour les élections locales, ou encore en se faisant comme challenge, le dépôt d'une question écrite par jour au gouvernement pendant la période 86-88.

ANNE CHAUSSEBOURG.

L'annulation des municipales à Clichy-sous-Bois

Le PCF proteste de sa bonne foi

« Le dossier ayant motivé la décision unique qui vient d'être rendue est totalement vide », a affirmé mercredi 12 juillet, M. Jean-Louis Mons, premier secrétaire de la fédération de Seine-Saint-Denis du Parti communiste, à la suite de la décision du tribunal administratif de Paris d'annuler, le 21 juin dernier, les élections municipales à Clichy-sous-Bois. Dans cette municipalité, la liste d'union de la gauche conduite par M. André Déchamps, maire sortant communiste, avait emporté, au second tour d'une quadrangulaire opposant à celles de l'union de l'opposition et du Front national ainsi qu'à une liste se réclamant de la majorité présidentielle.

Saisi d'un recours déposé par M. Christian Irtari (UDF-PR), conseiller municipal de Clichy-sous-Bois, le tribunal administratif a décidé que « la divulgation préventive de des tiers de renseignements recueillis en cours de scrutin par les délégués d'une liste dans les bureaux de vote (...) constitue une manœuvre qui (...) a altéré la sincérité du scrutin ».

« L'octroi de facilités particulières au profit de cette liste, ont précisé les juges du fond, est de nature à porter atteinte à l'égalité des moyens dans l'ensemble des listes pouvant légitimement user qu'à permettre, le jour même du vote, l'exercice de pressions de dernière heure ».

L'argumentation des juges du tribunal administratif se fonde essentiellement sur les observations portées aux procès-verbaux de tous les bureaux de vote (à l'exception du 7) par le tribunal administratif. M. Déchamps a déclaré le premier secrétaire fédéral. De surcroît, « l'accusation d'avoir utilisé ce pointage pour exercer des pressions sur des électeurs ne lui paraît pas étayée par la moindre preuve » compte tenu de « l'incapacité totale » de l'opposition à « produire ne serait-ce qu'un témoin ».

M. Mons fait également remarquer qu'entre les deux tours, la liste UDF-RPR a progressé de 369 voix, alors que la liste conduite par M. Déchamps n'a obtenu que 85 voix supplémentaires. Le premier

secrétaire fédéral s'appuie, enfin, sur un autre arrêt du tribunal administratif de Paris, rendu le 14 juin et tendant à rejeter le recours déposé contre les résultats des élections municipales de Pantin. A propos du grief d'irrégularités commises par la liste PC-PS, qui l'a emporté dans cette commune, les juges ont décidé que « ces pointages ne peuvent être regardés comme ayant exercé une influence (...) dès lors qu'il n'est pas établi que (...) ont été réalisées à l'aide d'informations transmises par les membres du bureau de vote aux seuls délégués de cette liste ».

En vertu de tous ces arguments, M. Déchamps a, d'ores et déjà, fait appel de la décision du tribunal administratif devant le Conseil d'Etat. Par ailleurs, il a assigné en citation directe devant la douzième chambre correctionnelle de Bobigny les deux chefs de file des listes de la majorité présidentielle et du Front national, MM. Léon Testé et Laurent Daffos. Le maire de Clichy-sous-Bois s'estime, en effet, diffamé par la diffusion de deux tracts dans la semaine qui a suivi la publication de la décision du tribunal administratif. Celui du FN dénonçait « les fraudes commises par les représentants de la liste socialiste-communiste », tandis que le tract de la liste de la majorité présidentielle constatait que, « grâce » au recours déposé par celle-ci, les juges avaient « sanctionné les irrégularités, les manœuvres, les faux et usages de faux ».

Si M. Testé a bel et bien déposé un recours en annulation en ce sens, sa requête n'a toutefois pas été jugée au fond, le tribunal administratif ayant considéré « sans objet », dès lors que l'annulation du scrutin était, par ailleurs, décidée.

V. D.

Le débat au sein de l'extrême droite

Le congrès du FN aura lieu début 1990

Le huitième congrès du Front national se déroulera au printemps prochain, entre les mois de mars et mai 1990, dans un lieu qui n'est pas encore déterminé.

Le dernier congrès du mouvement d'extrême droite s'était déroulé du 1^{er} au 3 novembre 1985 au Palais des congrès de Versailles et une convention nationale avait été organisée, avant l'élection présidentielle, du 8 au 10 janvier 1988 au Palais des congrès de l'Acropolis de Nice. Cette convention à l'américaine centrée autour de la personne de M. Jean-Marie Le Pen, président du FN, avait été entièrement ouverte à la presse contrairement au septième congrès dont les travaux s'étaient déroulés à huis clos, sauf lors des discours de M. Le Pen. A cette occasion, le dirigeant d'extrême droite s'était dit victime d'un « complot des cloportes » qui réunissait « la presse de gauche aux ordres du pouvoir » et les partis de droite refusant de faire alliance avec le Front national.

Les dirigeants du FN expliquent l'absence de congrès pendant plus de quatre ans par la succession de consultations électorales qui ont vu successivement le Front national entrer à l'Assemblée nationale avec trente-cinq députés en 1986, puis en sortir en 1988, et M. Le Pen obtenir près de 15 % au premier tour de la dernière élection présidentielle avant de revenir à 11,7 % à l'occasion de l'élection européenne de 1989 (au lieu de 11 % en 1984). Dans ce laps de temps, plus d'un

millier d'élus ont fait irruption dans les conseils municipaux aux élections de mars 1989, mais le Front n'a pas réussi la percée qu'il pouvait espérer aux élections cantonales de septembre 1988.

Absent de l'Assemblée nationale où il a perdu son unique « rescapée » des législatives de 1988 — M^{me} Yann Piat, exclue du FN, en même temps que M. François Bachelot qui s'était élevé contre le calembour « Durafour-crématoire » de M. Le Pen — le Front national dispose essentiellement de la scène européenne où il compte dix députés (comme en 1984) pour manifester son existence. C'est sans doute pourquoi M. Le Pen s'est rappelé, récemment, qu'on débat s'engage sur l'« image » du mouvement et sur la répartition des responsabilités au sein de la direction (Le Monde du 4 juillet).

La balle a été saisie au bond par le journal National-Hebdo, proche du Front, qui, dans sa dernière livraison, annonçait qu'il apporterait, si nécessaire, la contradiction à l'ancien chef de FOAS-métropole et ouvrirait ses colonnes aux dirigeants du mouvement pour qu'ils répondent aux questions soulevées par le « capitaine » Sergent.

OLIVIER BIFFAUD.

M. Martinez ne veut plus faire l'âne

Dans un entretien publié par l'événement du jeudi du 13 juillet, M. Jean-Claude Martinez, premier « non-élu » européen du Front national, a déclaré à la onzième place — confirmée avoir versé 500 000 F pour figurer sur la liste de M. Jean-Marie Le Pen. « C'est exact, dit-il. Mais on ne pourra pas me mener longtemps par le bout du nez comme ça, parce que le système qui est pratiqué pour les listes. Et les listes n'ont pas le nombre de neurones que je possède. L'ancien député d'extrême droite de l'Hérault relève « une avancée des technocrates » au FN en précisant qu'il y a de sérieux risques de dérive qu'il faut combattre. Contrairement à certains du

« club de la pendule » ou « de la montre », poursuit-il en évoquant le Club de l'Horloge, je ne suis au FN ni pour rénover le système et l'instaurer, ni pour créer une boucle de surmenage à l'ENA et amener une caste parisienne et aristocratique au pouvoir ». M. Martinez vise particulièrement M. Yvan Blot, énarque, ancien député RPR du Pas-de-Calais, président d'honneur du Club de l'Horloge, qui se baptise lui-même « laboratoire de pensée parmi les plus actifs et les plus productifs de la droite française », choisi par M. Le Pen pour être en quatrième position sur sa liste. M. Blot est un proche de M. Bruno Mégret, député général du Front national, lui aussi ancien du RPR.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 12 juillet, sous la présidence de M. Mitterrand. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits.

● DÉCRET INDICIAIRE (PERSONNELS ENSEIGNANTS)

Le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, a présenté un projet de décret relatif à la fixation et à la révision du classement indiciaire de certains grades et emplois des personnels civils de l'Etat.

Ces mesures, intéressant les corps suivants : instituteurs, conseillers d'éducation, professeurs d'enseignement général de collège, chargés d'enseignement, adjoints d'enseignement

ment et chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive.

Elles ont notamment pour objet d'améliorer la rémunération des instituteurs, ainsi que celle des directeurs d'école nommés avant 1968 et d'aligner sur l'indice terminal des grades des autres personnels sur celui des professeurs de lycée professionnel du premier grade.

● LES ORIENTATIONS SOCIALES DE LA POLITIQUE MENÉE DANS LE DOMAINE DU TOURISME

Le ministre délégué au tourisme a présenté une communication sur les nouvelles orientations sociales de la politique du tourisme (...). Les orientations et les mesures envisagées ont été résumées.

Le ministre délégué au tourisme a présenté une communication sur les nouvelles orientations sociales de la politique du tourisme (...). Les orientations et les mesures envisagées ont été résumées.

1) Développer le chèque-vacances L'organisation et le fonctionnement de l'Agence nationale des chèques-vacances seront simplifiés. L'Agence disposera de nouvelles possibilités de placement des fonds collectés (...).

2) Favoriser la contribution du tourisme à l'insertion sociale des personnes défavorisées (...).

3) Encourager l'accès des jeunes aux métiers du tourisme. Un programme interministériel « Jeunes-emploi-tourisme » sera lancé. En 1989, 30 000 créations d'emplois dans le domaine du tourisme sont attendues.

4) Moderniser le patrimoine du tourisme touristique L'Etat aide les organismes qui gèrent des villages de vacances et des maisons de vacances à moderniser leurs équipements. Un plan élaboré en

liaison avec la Caisse nationale d'allocation familiale permettra de rénover cent trente mille lits de vacances en dix ans. Pour ce faire, l'Etat apportera une contribution de 25 millions de francs par an à partir de 1989.

● LA SÉCURITÉ EN MER - CAMPAGNE ÉTÉ 1989

Le ministre délégué chargé de la mer a présenté une communication sur la sécurité en mer (...). Le contrôle technique au cours de la construction des embarcations a été renforcé et la réglementation a été modifiée pour que la sécurité des petits engins, tels que les « scooters de mer », soit mieux assurée.

Une action d'information des pratiquants de loisirs nautiques a été engagée, en relation avec les collectivités locales et les associations. Outre l'expérience organisée dans le Var associant le département, les services de l'Etat et de nombreuses communes, les préfets maritimes organisent des campagnes d'information en insistant particulièrement sur :

- la sécurité des baigneurs, notamment dans la zone des 300 mètres le long de la côte.
- les précautions à prendre par les véliplanchistes ;
- les dangers liés à la plongée sous-marine.

Les préfets maritimes appliqueront fermement la réglementation.

● LA POLITIQUE EN FAVEUR DES HANDICAPÉS (Le Monde du 13 juillet).

● CATASTROPHE NATURELLE

Le ministre de l'Agriculture et de la forêt a rendu compte de son voyage dans les départements de la Vendée, de la Gironde et de Lot-et-Garonne, à la suite de la tempête survenue dans ces départements, le 6 juillet dernier.

Pour faire face aux situations individuelles les plus critiques, les préfets sont invités à accorder des maintiens des secours d'urgence nécessaires. Le ministre sera reconnu comme catastrophe naturelle.

Les maires des communes les plus sinistrées sont invités à faire remplir, dès la semaine prochaine, les documents nécessaires à l'indemnisation des dégâts agricoles.

Enfin, avant même de disposer d'une évaluation précise des dommages, le gouvernement a décidé de mettre à la disposition des départements sinistrés une aide exceptionnelle de 10 millions de francs dont les modalités d'affectation seront rapidement précisées par le ministre de l'Agriculture et de la forêt.

● Mesures d'ordre individuel. — Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes : une proposition du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, M. Jean-François Cuby, est nommée sous-directeur de l'administration et des services extérieurs à l'administration centrale du secrétariat d'Etat chargé de la jeunesse et des sports. Sur proposition du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, M. Bernard Lathière a été renouvelé comme président du conseil d'administration d'Aéroports de Paris.

L'amiral Michel Merveilleux du Vignaux, inspecteur général de la marine

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 12 juillet a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● Marine. — Est élevé au rang et à l'appellation d'amiral, le vice-amiral d'escadre Michel Merveilleux du Vignaux, nommé inspecteur général de la marine. [Né le 25 avril 1932 à Alençon (Orne) et ancien élève de Navale, Michel Merveilleux du Vignaux a notamment commandé les sous-marins Dauphin (1963-1964), puis Regain (1966-1968). Il a commandé la base opérationnelle des sous-marins nucléaires stratégiques de L'Île-Longue (1979-1981), avant d'être chef de la division « matériel » à l'état-major de la marine et, ensuite, commandant le centre d'entraînement de la flotte. Depuis 1987, il commande la Force océanique stratégique (FOS), qui réunit l'ensemble des sous-marins nucléaires lance-missiles et les forces sous-marines d'attaque à Houilles (Yvelines).]

Sont promus : vice-amiral, les contre-amiraux Francis Orsini, nommé commandant la FOST et les

forces sous-marines, et Guy Labouerie, nommé inspecteur des réserves et de la mobilisation de la marine. Sont promus contre-amiral, les capitaines de vaisseau Henri Lacaille, Joseph Ferri, Robert Meysonnat, René Le Vourch et Michel de Bonet d'Oleon-Parthenay (nommé chef de la division « emploi » à l'état-major des armées).

Sont nommés : commandant la zone maritime de l'océan Indien, le contre-amiral Pierre Bonnot ; commandant l'escadre de l'Atlantique, le contre-amiral Philippe Evette ; président de la Commission permanente des essais des bâtiments de la flotte, le contre-amiral Jean-Noël Turcat.

● Luc Reinette est sorti de prison. — Le seizième chambre du tribunal correctionnel de Paris a ordonné, mercredi 12 juillet, la remise en liberté de cinq Antillais militants présumés de l'ex-ARC (Alliance révolutionnaire Caraïbe), après la promulgation de la loi d'amnistie votée par le Parlement.

● Terre. — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division Jean Cot.

Sont nommés : attaché de défense près l'ambassade de France à Rome, le général de brigade Bernard Mesens ; commandant la 42^e division militaire territoriale, le général de division Pierre Tardy ; commandant la 2^e division blindée, le général de brigade Pierre Bourdeau ; commandant l'artillerie sol-air de la 1^{re} armée, le général de brigade Jacques Fiallat ; chef de la délégation française auprès du groupe Live Oak, le général de brigade Daniel Gazeau.

Luc Reinette, chef de file présumé de l'ex-ARC, a affirmé qu'il est décidé à poursuivre « le combat pour l'indépendance de la Guadeloupe ». C'est l'année du Bicentenaire de la Révolution, a-t-il dit, est une bonne date pour amorcer un processus de décolonisation concrète.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : 48 00 20 20
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17

MARDI 18 JUILLET
S. 13. - Meubles, bibelots, tableaux. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. (Expo. le 17 juillet).

MERCREDI 19 JUILLET
S. 10. - Objets d'art et d'ameublement. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.
S. 13. - Suite de la vente du 18 juillet. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

JEUDI 20 JUILLET
S. 4. - Bibelots, meubles. - M^{me} BONDUR.

VENDREDI 21 JUILLET
S. 16. - Tab. bib. mob. - M^{me} BOISGIRARD.

LUNDI 24 JUILLET
S. 9. - Objets d'art et d'ameublement. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
D. BONDUR, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement REHENS-
LAURIN), 7, rue Drouot (75009), 43-46-61-16.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue Grange-Battillore (75009),
47-70-85-38.

DÉFENSE

Un entretien avec M. Jean-Pierre Chevènement

Renforcer la capacité opérationnelle et l'esprit interarmées

« Quels principes ont guidé votre réflexion pour arriver à proposer un plan « Armées 2000 » qui ramène de trois à deux le nombre des corps d'armée du corps de manœuvre, c'est-à-dire un plan qui supprime un « pion » et donc une possibilité de souplesse accrue au sein du dispositif militaire français pour le Centre-Europe ?

— Le plan « Armées 2000 » est à coup sûr une réforme ambitieuse. Elle vise à donner à notre dispositif militaire simplicité, cohérence, efficacité. Elle heurtera nombre d'habitudes. Mais l'esprit de défense y trouvera son compte : je veux dire le souci d'utiliser au mieux pour la sécurité du pays les moyens forcément limités dont nous disposons pour relever les défis de l'avenir.

— N'est-ce pas le bon sens, par exemple, que de mettre toute notre défense en cohérence avec le concept de dissuasion qui la fonde, en veillant à la permanence des structures de commandement ? C'est ainsi que la 1^{re} armée aura, dès le temps normal, les responsabilités qui seraient les siennes « en temps de guerre », puisque la finalité même de notre défense vise, comme l'a rappelé le président de la République, à dominer les crises et à éviter la guerre.

— Prenons un second exemple : n'est-il pas raisonnable d'harmoniser le découpage et de réduire le nombre des grandes régions et circonscriptions de défense, correspondant chacune à une problématique militaire inscrite dans notre géographie et notre histoire : l'une tournée vers l'Europe centrale, l'autre vers la Méditerranée, la troisième vers l'Atlantique, favorisant une utile coopération interarmées.

— Vous vous inquiétez de savoir si la suppression de l'état-major du corps d'armée de Metz ne va pas nuire à la souplesse de notre dispositif militaire orienté vers le Centre-Europe. C'est le contraire qui est vrai.

— Pour assurer la souplesse, il est toujours tentant de démultiplier les organismes et donc, selon votre expression, d'augmenter le nombre de « pions ». Or, dans toutes les organisations, il faut préserver une taille critique. Nos trois corps d'armée actuels ont une dimension trop petite, nettement inférieure à celle des corps d'armée britanniques, allemands ou américains.

— La suppression de l'état-major de corps d'armée de Metz permettra de renforcer les deux corps d'armée maintenus ainsi que la force d'action rapide. Chaque corps d'armée disposera de quatre divisions au lieu de trois actuellement. Leurs éléments

organiques seront complétés. Enfin, certains régiments disposant d'un effectif incomplet verront leurs moyens augmentés.

— La priorité à l'opérationnel est le premier principe qui a guidé le choix du gouvernement. La 1^{re} armée aura donc autorité sur deux corps d'armée renforcés. Notre force de manœuvre pourra agir sur deux directions, si le gouvernement le décide, avec le renfort éventuel de la Force d'action rapide (FAR), là où cela paraîtra nécessaire.

— Les moyens étant ce qu'ils sont, « Armées 2000 » réalise, avec trois « pions » (les deux corps d'armée et la FAR), le meilleur équilibre entre la puissance et la souplesse. Ce dispositif donnera à l'autorité politique les moyens de faire face à tout moment aux divers types de crises que l'avenir, pourrions-nous dire, nous réserve.

Un ensemble cohérent

— Pourquoi avoir choisi de supprimer le corps d'armée de Metz, alors que le corps d'armée de Lille, créé en 1984 dans une ville dont votre ami Pierre Mauroy est le maire, a une justification qui continue d'être discutée ?

— Les maires de Lille, de Metz, de Strasbourg sont tous mes amis. Permettez-moi de dire que les décisions intéressant la défense de la France ne doivent pas être, et ne sont pas, prises en fonction d'intérêts locaux ou partisans.

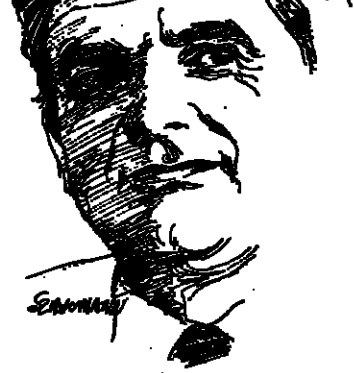
— La politique de défense de la France est déterminée en fonction de l'intérêt supérieur du pays. Il s'agit de regarder une carte de l'Europe, de rassembler quelques souvenirs historiques pour comprendre, sans longs discours, la vulnérabilité des grandes plaines du Nord de l'Europe. Conserver un corps d'armée de Metz, qui n'est qu'un corps d'armée, ne peut être qu'une décision de circonstance.

— Pour assurer la souplesse, il est toujours tentant de démultiplier les organismes et donc, selon votre expression, d'augmenter le nombre de « pions ». Or, dans toutes les organisations, il faut préserver une taille critique. Nos trois corps d'armée actuels ont une dimension trop petite, nettement inférieure à celle des corps d'armée britanniques, allemands ou américains.

Se voulant « socialiste et patriote » et dénonçant « l'insouciance coupable » des antimilitaristes de gauche, le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, expose dans un entretien au Monde, à la veille du défilé militaire du 14 juillet à Paris, les raisons qui l'ont amené à proposer un plan « Armées 2000 » de réorganisation des forces. Rejetant « l'esprit de routine », ce projet, qui se traduira par la disparition du corps d'armée de Metz et par des dissolutions de régiments, vise à renforcer la capacité opérationnelle et à développer l'esprit interarmées des unités appelées à manœuvrer ensemble.

— Qui peut penser en effet qu'une manœuvre en Centre-Europe ne serait pas d'emblée aéroterrestre ?

— Voilà les raisons qui ont guidé mes choix. Elles n'ont rien à voir avec la politique politicienne. Que s'est-il passé si j'avais concentré l'ensemble de notre dispositif à



l'extrême pointe nord-est du territoire français ? De quelle cécité aurais-je pu être montrée en négligeant, aux yeux des censeurs professionnels, le point réputé faible du dispositif ?

Quinze unités dissoutes

— En réalité, le plan « Armées 2000 » n'est-il pas dicté par des mesures de réduction des effectifs et par la dissolution des commandements de matériels destinés à l'armée de terre, au point que ce plan est davantage un plan « Armées-peu de chars » qu'une préparation à l'avenir ?

— « Armées 2000 » ne supprime aucun emploi. Son but est de parvenir, d'ici à 1992, à une organisation nationale et par conséquent durable de notre dispositif militaire. Elle sera aussi plus économique, mais ceci est une conséquence de cela.

« Armées 2000 » répond essentiellement à trois objectifs : priorité à l'opérationnel, cohérence et simplicité de l'organisation, développement de la coopération interarmées.

— L'armée « pensée de char » que vous avez évoquée serait celle qui se reconstruirait sur elle-même, se polissant dans le culte du passé, craintive à l'égard de tout ce qui fait changer ses habitudes, refusant de s'adapter aux défis de l'avenir. Les ambitions du plan « Armées 2000 » sont à l'opposé de cette caricature.

— Cela étant, il est vrai que les armées sont astreintes depuis plusieurs années à des défilations d'efficacité. De nombreuses unités au sein des régiments ont été, au fil des ans, mises en réserve ou en tout cas sont loin d'être à l'effectif complet. La politique dite de « l'échelonnement » avait atteint ses limites, bref, comme on dit couramment, il fallait « remettre les compteurs à zéro ». C'est pourquoi j'ai dû me résoudre à prononcer la dissolution de quinze unités dont neuf régiments, sur proposition de l'état-major de l'armée de terre. Croyez que je mesure pleinement le déclin que cela peut représenter pour beaucoup, mais c'est l'intérêt du pays et de sa défense qui doit commander.

— Pour l'avenir, l'armée de terre va disposer de matériels ultra-modernes : le char Leclerc, les hélicoptères de combat HAP, HAC, de nouvelles générations de missiles, des moyens performants de surveillance du champ de bataille, etc. Comment comparer ces matériels avec ceux de la génération précédente à l'aune de la seule quantité ? C'est la qualité qui sera de plus en plus déterminante, dès lors bien sûr que nous saurons maintenir notre outil de défense à son seuil de suffisance.

— Or tel est bien la volonté du gouvernement : notre effort d'équipement militaire croîtra en 1991 de 1,8 % en volume, et de 4 % chacune des trois années suivantes.

— L'état-major de l'armée de terre prépare la mise sur pied de nouvelles unités (grande unité Hadra, régiments d'artillerie lance-roquettes

multitudes, régiments de surveillance du champ de bataille).

— Nos armées doivent remplir un grand nombre de missions à l'intérieur d'une enveloppe financière qui avoisine à peine 3,7 % du PIB. Pour toutes ces raisons d'avenir, le plan « Armées 2000 » était devenu indispensable.

— Grâce à l'effort, à la disponibilité, au sens du service public, je n'hésite pas à le dire, au patriotisme de tous ceux qui, militaires et civils, servent la défense de notre pays, notre outil de défense est de grande qualité. Le rapport coût-efficacité est certainement parmi les meilleurs du monde, compte tenu de la variété des missions qu'assument nos forces armées. De la dissuasion nucléaire aux actions humanitaires, elles sont à même de couvrir toutes les situations.

— Ceux qui servent la défense méritent la considération du pays. L'esprit de défense n'est peut-être pas très à la mode. Mais il y a plus de vrai sens éthique à se préoccuper de l'avenir de notre défense qu'à la négliger. J'aimerais vous convaincre que tel est bien le sens de l'action que je mène au nom du gouvernement.

Une insouciance coupable

— N'y a-t-il pas quelque paradoxe à vous voir défendre le budget militaire quand on sait que vous représentez un courant du Parti socialiste : le CERES, puis Socialisme et République, depuis bientôt vingt ans ?

— Je pourrais vous faire remarquer qu'en matière de défense je n'ai jamais dévié de mes choix depuis que je suis entré dans la vie politique. Le fait d'être socialiste et patriote à la fois n'est paradoxal que pour les esprits superficiels. Il y a plus de moralité véritable dans la veille que dans l'insouciance. Dès qu'il s'agit de la liberté du pays — et ces affaires se jouent dans la longue durée, l'Histoire a tranché depuis longtemps : une saine vigilance correspond à ce que la République peut attendre de ceux qui prétendent la servir. L'insouciance peut un temps flatter l'opinion. A la longue, elle est toujours coupable. C'est la raison pour laquelle j'ai à cœur de faire que le Parti socialiste montre sa capacité à assumer pleinement le destin du pays, sur la base des grands choix opérés par le président de la République, en maintenant notre défense à son seuil de suffisance. Ni plus ni moins.

— Un parti de gauche peut aussi être un parti de gouvernement.

— Soumise depuis des décennies à des défilations de ses effectifs, l'armée de terre a-t-elle, avec votre plan « Armées 2000 », atteint son étage ou, comme le bruit en court, avez-vous dans l'esprit de la ramener à 150 000 hommes ? Ce qui poserait le problème du service militaire.

— Ce bouillonnement est tellement gros qu'il s'élève de lui-même. Croyez-vous que je me battrais comme je le fais pour défendre le principe même de la conscription, si elle était vraiment mon intention ?

— L'armée de terre française, avec 290 000 hommes, a une taille intermédiaire entre l'armée britannique (160 000 hommes) et l'armée allemande (340 000 hommes). Ce qui correspond parfaitement à la situation de la France, qui n'est pas une île et qui, n'étant pas directement « au contact », comme l'Allemagne, dispose aussi d'une dissuasion nucléaire. La spécificité de la France est d'avoir à la fois une vocation maritime et une vocation continentale : à Belfort, on est en Europe centrale.

Pas de politique de Gribouille

— Le maintien de la conscription, sous réserve de quelques inflexions, assure à nos armées, et d'abord à l'armée de terre, une ressource abondante et de qualité. A l'heure de la dissuasion, le service militaire maintient serré le lien entre l'armée et la nation. Il y a quelque démagogie à proposer sa suppression. Il correspond à la tradition française et républicaine. Sur douze pays de la Communauté, un seul y a renoncé. Je ne suis pas sûr qu'il ne le regrette pas ; mais il est impossible de le rétablir quand on l'a supprimé. Voilà pourquoi il faut y réfléchir à deux fois. Dans le consensus français sur la défense, le service national joue un rôle majeur : il matérialise la volonté du pays de se défendre par lui-même et de maintenir son indépendance.

— Pour ma part, je ne ferai pas une politique de Gribouille. Autant je souhaite renforcer le nombre, d'ailleurs réduit, de spécialistes qu'il est cher de former et dont nos armées ont besoin pour certains matériels, autant j'entends maintenir le service militaire en le rendant plus juste et plus valorisant. J'annoncerai en septembre des mesures dont certains m'ont été suggérées par M. Guy-Michel Chauveau, parlementaire en mission.

— Cela dit, vous avez raison de souligner que le maintien de la conscription induit un volume de forces qui ne peut guère être inférieur au volume actuel, la ressource excédant même légèrement le besoin jusqu'en 1994.

Propos recueillis par JACQUES ISNARD.

FAITS DIVERS

Terreur au village

(Suite de la première page.)

Assez incide pour conduire sa Golf GTI noire tout en rechargeant et en épuisant son fusil, le forcené ouvrait le feu sur chaque passant, sur chaque silhouette. Un garçonnet à bicyclette, un groupe de vieillards devisant sur un pas-de-porte, un retraité cueillant ses framboises, un enfant jouant devant chez lui, au total vingt-deux personnes furent ainsi tour à tour prises pour cibles et abattues.

La dispersion des projectiles — cartouches de plomb pour gros gibier ou balles à ailettes dont les impacts ont transpercé des voitures, écorché des murs, pulvérisé des vitres — explique la redoutable efficacité de chacun des tirs, parfois opérés à bout portant. En quelques minutes, des cadavres ou des blessés gisaient dans les quatre rues du bourg. « Je discutais avec un voisin près de l'abreuvoir et on se disait que, cette année, les pèlerins du 14 juillet étaient bien bruyants », raconte M^{me} Suzanne Lanoix, soixante-quinze ans.

« Et puis j'ai vu Stani et ses deux sœurs, Marie et Juliette, allongées au milieu de la rue. Les trois pauvres vieux perdaient tout leur sang. Mon Dieu ! Juste après on a découvert les petits enfants... C'était à n'y pas croire, un cauchemar. »

Ce « cauchemar » avait débuté quelques instants plus tôt, dans la ferme familiale des Dornier. M. Daniel Maillard, qui venait d'épouser Corinne Dornier, vingt-six ans, en fut le témoin : « Après avoir bu deux ou trois pastis, Christian n'a pas voulu manger. Nous avions fini de déjeuner, et je me trouvais aux toilettes lorsque j'ai entendu des coups de feu. J'ai tout de suite compris, et je me suis enfui par la fenêtre. » Christian Dornier venait

de tuer sa mère, Jeanne, cinquante-sept ans, sa sœur Corinne et Marcel Léchêne, quarante-cinq ans, un père de six enfants, immédiatement de la famille. Ayant blessé son père, Georges, soixante-trois ans, il forcé le poursuivit à pied et en tirant, jusqu'à ce que celui-ci trouve refuge chez un voisin.

Se munissant de cartouches, Christian Dornier monta alors dans sa voiture et commença à tirer systématiquement. Johann Robez-Masson, dix ans, serait sa première victime de hasard. Le petit garçon fut projeté à plusieurs mètres par la décharge du fusil. Quelques instants plus tard, ce fut le tour de Johnny, quatorze ans, son frère d'adoption. Entre-temps et sur moins de 300 mètres, Stanislas Périllard, soixante-dix-neuf ans, sa sœur Marie, quatre-vingt-un ans, Louis Caenot, soixante-sept ans, Louis Liard, cinquante ans, et la petite Pauline Faivre-Pierret, cinq ans, avaient été mortellement atteints, tandis que six personnes, dont une adolescente de quatorze ans, étaient sérieusement blessées.

Après avoir été mis en fuite par le fils du maire, le meurtrier prenait la route de Baume-les-Dames. Louis Girardot, quarante-sept ans, était abattu au milieu de son champ de betteraves. Il mourut un peu plus tard à l'hôpital de Besançon. Le capitaine René Sarrazin, commandant de la compagnie de gendarmerie de Baume-les-Dames, qui se rendait sur les lieux, fut touché au bras au moment où le fourgon croisait la Golf noire de Dornier. Un kilomètre plus loin, deux automobilistes, Georges Perrin, quarante ans, instituteur à Antecourt, et Marie-Alice Champroy épouse du maire de Vailly (Doubs), étaient tués net à proximité du carrefour où le fugitif opérait un demi-tour.

En croisant le véhicule de gendarmerie, Dornier ouvrait une nouvelle fois le feu, et, alors qu'une course-poursuite s'engageait, il faisait une dernière victime en abattant mortellement Pierre Beauf, qui circulait sur la route de Vernes. Enfin, à l'entrée de ce dernier village, le forcené se portait en embuscade pour attendre ses poursuivants. Ce devait être l'ultime fusillade.

En ripostant, les gendarmes l'atteignaient d'une balle au ventre et parvenaient à l'arrêter avant de le faire hospitaliser sous haute surveillance.

Tandis que les secours s'organisaient pour évacuer les blessés vers le centre hospitalier de Besançon, que M. Georges Peyronne, préfet du Doubs, venait sur place et que le maire recevait un télégramme de condoléances du premier ministre,

sur la place de Luxol, les habitants sous le choc, obtenaient la terrible confirmation du décompte des morts. Le chagrin collectif, les larmes, la compassion l'emportaient alors sur l'horreur.

M. Roger Clausse, maire de Luxol depuis vingt-cinq ans, utilisait les mêmes pauvres mots pour tenter d'exprimer son émotion. « C'est affreux, c'est monstrueux. On est tous effondrés et traumatisés pour longtemps. Comment prévoir une chose aussi impensable ? Notre village était préservé, sans histoires. Au dernier recensement, on était cent vingt-huit... » Le temps semble s'être arrêté à Luxol. Avec son épicerie-tabac pour seul commerce, ses modestes bâtisses de pierre, ses étables, ses granges, ce gros hameau franco-comtois était tout occupé aux travaux des champs lorsque

l'homme au fusil vint y semer la mort. Si tout le monde ignore « ce qui a pu se passer dans sa tête », beaucoup de villageois découvrent le meurtrier comme un garçon renfermé, mélangé et depuis quelque temps franchement dépressif. « Il ne parlait plus à personne lui, et voilà un mois, il avait tiré sur un voisin sans l'atteindre, confiait le mieux renseigné. Et puis, samedi dernier, il n'avait pas assisté au mariage de sa sœur Corinne. Dans un sens, cela valait peut-être mieux... »

Alors qu'il devait logiquement reprendre l'exploitation agricole — tout à fait viable — du vieux père, et avoir même suivi un stage de formation, le projet avorta, et l'exploitation fut mise au nom de sa mère. Ce fut peut-être le déclin.

ROBERT BELLERET.

Les précédents

EN FRANCE

— Le 6 octobre 1976, à Marseille, quatre hommes masqués font irruption au Bar du téléphone et tuent dix personnes.

— Le 19 juillet 1981, c'est la tuerie d'Aurillac (Cantal). L'inspecteur Jacques Massé, ancien responsable marseillais du Service d'action civique, et cinq membres de sa famille sont tués par un commando.

— Le 5 août 1983, à l'Hôtel Sofitel d'Avignon, sept personnes sont tuées au cours d'un hold-up.

— Le 6 octobre 1983, un jeune boucher de Saint-Martin-le-Nouveau (Oise), Pascal Dolique, tue au couteau son amie et cinq

membres de sa famille. Une septième personne meurt d'une crise cardiaque alors que le tueur, se réfugiant chez elle, était venu lui raconter le drame.

— Le 11 novembre 1984, crime raciste à Châteauriant (Loire-Atlantique). Frédéric Boulay, vingt-trois ans, tire des coups de feu contre un salon de thé fréquenté par des membres de la communauté turque, faisant deux morts et cinq blessés.

— Le 6 juin 1985, Guy Martel, âgé de quarante et un ans, sème trois heures durant la terreur dans les départements d'Ille-et-Vilaine et des Côtes-du-Nord. Il tue sept personnes, dont son père. Il y a cinq blessés.

A L'ÉTRANGER

— En septembre 1982, en Pennsylvanie, un gardien de prison tue à coups de fusil treize personnes, dont cinq de ses enfants, avant de se rendre à la police.

— En juillet 1984, à San Leandro (sud de la Californie) un forcené tue à coups de fusil vingt et une personnes dans un restaurant Mac Donald et en blesse dix-neuf autres, avant d'être abattu par la police.

— En août 1987, à Hungerford (sud-ouest de l'Angleterre), seize passagers sont tués par un homme qui se donna ensuite la mort.

L'affaire Perrot
Une journaliste
a été placée
en garde à vue
pendant 24 heuresROUEN
de notre correspondant

Une journaliste rouennaise, Isabelle Horians, a été placée, le 10 juillet, en garde à vue durant vingt-quatre heures pour être interrogée par la brigade criminelle de Paris dans le cadre de l'enquête sur le meurtre de l'avocat Jacques Perrot (mari de l'ex-jockey Daric Bourbon), assassiné à Paris en décembre 1985.

Isabelle Horians, actuellement journaliste à l'Union, à Reims, travaillait au Havre libre lorsque fut assassiné, en mai 1988, un représentant de commerce du Havre, Bruno Dassac (le Monde du 8 juin). Les enquêteurs qui n'excluent pas l'existence de liens entre ce dernier meurtre et celui de Jacques Perrot — la belle-mère de celui-ci, Elisabeth Coss-Bourbon, est toujours soupçonnée, inculpée de complicité dans le meurtre de Bruno Dassac — ont voulu interroger la journaliste qui avait été la première à enquêter sur les relations qu'entretenait Bruno Dassac dans le milieu parisien des courses et des jeux. Cet interrogatoire n'a, semble-t-il, rien donné. Un carnet d'adresses a néanmoins été saisi au cours d'une perquisition effectuée au domicile de la journaliste.

Le rédacteur en chef du Havre libre, Roger Campion, a vigoureusement protesté mercredi, dans les colonnes de son journal, contre l'interpellation de son ancienne collaboratrice. « Les difficultés qu'éprouvent les enquêteurs à faire aboutir leurs investigations, estime le journaliste, ne peuvent en aucun cas légitimer l'indigne décision qu'ils ont prise. »

Société

ENVIRONNEMENT

Epuration défaillante, pollution agricole, sites menacés

Le littoral français doit être mieux protégé

En raison de la pollution agricole, et faute de systèmes d'épuration suffisants, la protection du littoral français laisse très largement à désirer. M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, vient de proposer une série de mesures pour remédier à cette situation préoccupante.

Les rivages français ne sont plus ce qu'ils étaient. Passons sur les aiguilles oubliées dans le sable; des balayeurs et des machines spéciales y pourvoient. Les algues et les méduses qui prolifèrent un peu partout sont déjà plus difficiles à éliminer. Autre indice inquiétant: il est de plus en plus fréquent que les bûches et les moules soient interdites à la consommation. On dénombre aussi, une trentaine de plages qui, au regard des normes de salubrité, sont impropres à la baignade. Les déversements d'égouts en sont la cause. Moins visible mais non moins préoccupante est la pollution chimique, qui, au dire des experts, s'aggrave dans les estuaires.

Sur la terre ferme, ce n'est pas plus brillant. Les routes en rocaille, les constructions à pieds dans l'eau, et toutes sortes d'aménagements disgracieux dévalent les derniers espaces naturels. Après dix-huit ans de politique de l'environnement, le vote de nombreux textes et des dépenses de milliards, on s'aperçoit que les «dépôts du progrès» subissent les défenses que l'on a tenté de leur opposer. Sur plus de 6 000 kilomètres de rivages, un formidable capital touristique s'effiloche chaque jour davantage. Sa surveillance elle-même, atomisée entre cinq réseaux différents, a besoin d'un réseau remis en ordre.

Cette situation embarrassante pour un gouvernement qui voudrait séduire les Verts a amené M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, à proposer, lors d'un récent conseil des ministres, une

vingtaine de mesures d'urgence portées mais qui auraient en commun de ne pas coûter grand-chose aux finances de l'Etat.

La première bataille à livrer, peu glorieuse mais indispensable, concerne les égouts. Il faut savoir que 60 % des eaux sales rejetées par les communes littorales vont à la mer sans traitement. Sur chacune des côtes, on pourrait afficher le «tableau d'honneur» des villes dont les stations d'épuration sont insuffisantes, mal réglées ou inexistantes. Dunkerque, Calais, Boulogne, Dieppe, Saint-Malo, Saint-Brieuc sur la Manche; Lorient et La Rochelle sur l'Atlantique; Marseille, Toulon, Saint-Tropez, Nice et Menton sur la Méditerranée.

Les baigneurs attendent

Pour la Côte d'Azur, par exemple, le plan décennal d'épuration lancé en 1980 par Gaston Defferre est resté en panne. Paradoxalement, c'est au nom de la décentralisation, voulue par l'ancien ministre de l'intérieur, que l'Etat s'est abstenu de verser sa quote-part de crédits. Les communes en ont pris prétexte pour ne pas tenir leurs engagements. Conséquence: il reste 770 millions de francs de travaux à faire, et il faut reporter l'échéance de 1990 à 1995. Les baigneurs attendent.

Pour l'ensemble des côtes françaises, M. Brice Lalonde voudrait porter le taux d'épuration des effluents domestiques de 40 à 60 %. Les experts considèrent cet objectif comme «ambitieux» et en chiffrent le coût à 10 milliards de francs sur dix ans.

Le deuxième front est dans les campagnes. Là, ce sont les élevages industriels qui font problème. En Bretagne, par exemple, on dénombre 6 millions de porcs, 2,7 millions de bovins et 95 millions de poulets dont les déjections provoquent une pollution massive des eaux souterraines, des rivières et, finalement, de

la mer. Deux rapports, l'un du pêcheur-écologiste Jean-Claude Pierre, l'autre du conseiller à la Cour des comptes Jean Amet, viennent de sonner l'alarme. Pour endiguer cette calamité, il faudrait dépenser 650 millions de francs en cinq ans. Qui va payer?

Contrairement aux industries et aux villes, les pollueurs ruraux ne paient aucune redevance aux agences de bassin. L'intention du gouvernement est de les mettre à contribution comme les autres. Ce devrait être fait à partir de 1992. Deux ans ne seront pas de trop pour calculer sur quelle base... et pour préparer les éleveurs à cette échéance.

D'ici là, on aura peut-être inauguré à Lamballe, au cœur du pays cotochennier, la première station d'épuration française de liser, inspirée de ce que font déjà les Hollandais. Mais il faut trouver 35 millions de francs d'investissement et 3 à 4 millions annuels de fonctionnement. Cette station-pilote transformerait en engrais 100 000 tonnes de purin par an, soit 1,5 % de la production bretonne. On voit le chemin qui reste à parcourir!

Une loi en suspens

Autre urgence: l'application de la loi sur la protection du littoral votée en 1986 après bien des difficultés et avec un immense retard. Or ce texte n'est pas encore entré en vigueur faute du décret d'application. On attend sa parution d'un jour à l'autre. Dunes, falaises, marais côtiers, landes pourraient enfin être décorés non construits. Quelques créneaux dans le mur de béton. Mais ce sont les mairies, chez eux, qui devront inscrire ces dispositions dans les plans d'occupation des sols. Les 100 communes littorales qui, pour le moment, ont déjà adopté un POS, le mettront-elles en révision pour se conformer à la loi? Une gigantesque partie de bras de fer va se jouer entre les élus, les associations et les promoteurs. L'Etat propose un texte d'intérêt public. Il appartiendra à l'opinion de le faire appliquer ou pas.

Enfin, les écosystèmes marins et leurs hôtes sont eux-mêmes menacés. On se prépare donc à allonger la liste des espèces protégées sur lesquelles ne figurent jusqu'ici que des oiseaux et des mammifères. En Méditerranée sont interdits la pêche au mérou et de la grande cigale, ainsi que le ramassage du corail. Pour l'Atlantique, M. Lalonde songe à relancer l'idée de parcs marins, seuls capables d'assurer une protection efficace sur des secteurs entiers. Encore une entreprise difficile. Devant la levée de bouillies d'une poignée de ramasseurs de coquillages et de plaisanciers, ses prédécesseurs avaient capitulé. Les rivières et les eaux littorales bénéficieront-elles cette fois du minimum de détermination sans lequel aucune politique de protection ne peut réussir?

MARC AMBROISE-RENDU.

Conflit en voie de règlement à la Météorologie nationale

Le personnel technique de la Météorologie nationale, en grève depuis cinq semaines, s'est prononcé le jeudi 13 juillet sur les propositions du ministre des transports (Le Monde du 13 juillet). Des assemblées générales se sont tenues dans toute la France pour décider si les syndicats (CGT, CFTD, FO) pouvaient signer les accords. Sur 1 062 votants, il y a eu 815 voix pour, 156 contre et 91 abstentions. La signature de l'accord devrait avoir lieu dans la soirée de jeudi.

A Paris, le vote s'est déroulé à bulletin secret. En province, le personnel a parfois voté par téléphone, comme dans la région de Toulouse.

Cependant, si la CFTD et FO avaient clairement appelé à encaisser les propositions du ministre, la CGT, bien qu'approuvant les mesures financières, les promotions et la création de quarante postes d'ingénieurs divisionnaires, refusait de signer les accords si ceux-ci n'étaient pas amendés. Ce syndicat déplorait l'absence de mesures de «réévaluation globale» et de réforme statutaire des fonctionnaires de catégorie A (ingénieurs divisionnaires).

Comment convaincre ces régions de partager les frais d'un grand et nécessaire nettoyage? Victime de l'insuffisance du nombre d'épurations - dont la moitié sur surplus ne fonctionnent pas - des abus de désherbants, d'insecticides et surtout d'engrais (+ 32 % sur quinze ans), le P6 draine, chaque année, l'équivalent de 82 000 tonnes d'azote et de 11 000 tonnes de phosphore. Or on n'a jamais rien trouvé de mieux pour la prolifération des algues que le phosphore et l'azote...

PATRICE CLAUDE.

SPORTS

CYCLISME: le Tour de France

Kelly dans la sérénité

Victime d'une chute à proximité de l'arrivée, Rudy Dhaemans a laissé la victoire à un autre Belge, Mathias Hermans, mercredi 12 juillet, au terme de la onzième étape Luchon-Bagnac. Laurent Fignon conserve le maillot jaune, tandis que le maillot vert du classement par points est solidement accroché sur les épaules de Sean Kelly.

BLAGNAC de notre envoyé spécial

Stephen Roche a quitté le Tour... et il quittera aussi l'équipe Fagor-MBK la saison prochaine. A la suite de son départ, trois hommes ont dû se partager la présidence irlandaise dans le peloton, trois hommes qui se complètent à défaut de se ressembler pour former une pittoresque communauté restreinte au sein de la caravane. Ce sont Martin Earley, Paul Kimmage et, naturellement, Sean Kelly.

Earley est cinquantenaire du classement général à l'issue d'une dernière heure de Laurent Fignon. La performance demeure modeste, mais il a réalisé un exploit que cent cinquante coureurs lui envient et que le plupart n'égaleront pas: il a remporté une étape (à Bordeaux) atteignant ainsi, contrairement à beaucoup d'autres, le but qu'il s'était fixé. Kimmage occupe de son côté la cent sixième et ultime place avec un retard de 1 h 16 minutes. On pourrait croire qu'il fait de la figuration. Erreur. Chaque soir, dans sa chambre, il s'installe devant sa machine à écrire et rédige un article exclusif pour un journal irlandais dont il est envoyé très spécial en attendant de devenir journaliste professionnel. Dans le cadre de cette activité insatiable, il interviewe quotidiennement son ami Kelly. Lequel n'a pas gagné à Blagnac l'étape qu'il convoitait. Pourtant, l'ancien spécialiste de

Paris-Nice possède le maillot vert et ceci compense largement cela. Son avance est telle qu'il semble désarmé à l'abri de toute surprise.

Des erreurs

A l'inverse de son coéquipier Martin Earley, le plus populaire des routiers irlandais n'a pas encore franchi la ligne d'arrivée en vainqueur dans ce Tour de France. Mais personnellement, il pense qu'il est en train de réussir le meilleur Tour ou du moins le plus tonifiant de sa carrière.

Kilomètre 1789

La petite ville de Martres-Tolosane (Haute-Garonne) est arrivée, mercredi 12 juillet, dans l'histoire du Tour de France. Située au kilomètre 1789 de l'épreuve, elle a donné lieu à la prime du Bicentenaire de la Révolution, dotée de 17 890 F de prime, et remportée par le Belge Joseph Hoox, au cours de l'étape Luchon-Bagnac.

Elle a également marqué le départ du Tour féminin, qui s'est déroulé dans une atmosphère folklorique avec animations et costumes d'époque et qui a connu de ce fait un vaste instantané.

gue carrière. A trente-trois ans, après dix expériences diverses, il a retrouvé son équilibre et le plaisir de pédaler dans une épreuve qui lui laisse davantage de souvenirs amers que de joies réelles. Quatrième en 1984, quarante-huitième l'an dernier, il n'a jamais justifié les pronostics de ceux qui croyaient à ses chances de remporter un jour ce Tour du maillot jaune sur les Champs-Élysées. Comment expliquer qu'un athlète de son gabarit, capable de passer en tête au sommet d'un col et de remporter indifféremment une course contre la montre ou un sprint de peloton, ait

échoué de façon systématique dans une compétition de longue haleine qui s'adresse en priorité aux coureurs complets?

Kelly fut souvent pénalisé par un calendrier démentiel qui l'obligeait à se disperser. Des erreurs qu'il reconnaît. Cette saison, pour la première fois, il a modifié son emploi du temps en allégeant son programme mais les multiples campagnes qu'il a engagées sur les routes d'Europe ont hypothéqué ses réserves et l'âge a émaillé son punch. Réaliste, il a choisi des objectifs raisonnables en harmonie avec ses possibilités du moment: le maillot vert à coup sûr, la Performance 92 accessoirement, une étape peut-être. Et il a déconvoqué dans l'accomplissement de sa nouvelle tâche un bien inestimable: la sérénité.

JACQUES AUGENDRE.

Les classements

ONZIÈME ÉTAPE

Luchon-Bagnac

1. Mathias Hermans (P-B, Paternina), 158,50 km en 3 h 37 min 47 s (moyenne: 43,667 km/h); 2. Giovanni Fidanza (Ita.), à 3 s; 3. Eddy Planckaert (Bel.), à 4 s; 4. Teun Van Vliet (P-B), à 5 s; 5. Sean Kelly (Ir.). Tous même temps.
- Classement général. — 1. Laurent Fignon (Fra., Super U), 49 h 49 min 36 s; 2. Greg LeMond (E-U), à 7 s; 3. Charly Mottet (Fra.), à 57 s; 4. Pedro Delgado (Esp.), à 2 min 53 s; 5. Andrew Hampsten (E-U), à 5 min 18 s.

TOUR FÉMININ

PREMIÈRE ÉTAPE

Martres-Bagnac

1. Monique Knol (P-B), les 76 km en 1 h 53 min 34 s (moyenne: 40,132 km/h); 2. Jutta Niehaus (RFA), à 2 s; 3. Jeanne Longo (Fra.), à 3 s; 4. Viola Paulitz (RFA), à 4 s; 5. Valérie Simonet (Fra.), à 2 s.
- Classement général. — 1. Monique Knol (P-B, Pays-Bas), 1 h 53 min 0 s; 2. Jutta Niehaus (RFA), à 3 s; 3. Jeanne Longo (Fra.), à 12 s; 4. Susan Ellis (E-U), à 17 s; 5. Viola Paulitz (RFA), à 18 s.

Marée brune sur l'Adriatique

ROME de notre correspondant

M. Carlo Donat Cattin, spécialiste des déclarations choc et, accessoirement, ministre italien de la santé, jure qu'il n'y a «aucun risque toxique» et que les baigneurs peuvent faire tranquillement tout ce qu'ils veulent. Comme disent les enfants, bonjour les crânes! Car, pour mettre les pieds dans cette espèce de macération couleur fécule, melancolique et gélatineuse, mieux vaut avoir l'estomac bien accroché. Ou, à défaut, une bonne paire de bottes d'ébourier.

Adieu les vacances mer-bleue-et-sable-blond! Sur la Riviera adriatique, la marée brune est de retour. Rouges, vertes, marron, par centaines de tonnes les algues, comme l'été dernier, les algues, les algues gorgées d'azote, de phosphate et de nitrates, crachant au-dessus d'elles comme de gigantesques limaces rampantes, une immense traînée de bave blanchâtre. De Venise jusqu'à Ancône, sur 300 kilomètres de long et que quelques dizaines de mètres de large, un jour ici, un jour là, visibles le matin, disparues l'après-midi, ou l'inverse, les «plagues multicolores», pour parler comme les experts, sont revenues et les touristes s'enfuient par charniers entiers.

A cause du P6

Catastrophe économique sans précédent pour une région baignée des deux côtés de la mer Adriatique. Entre Rimini, qui se veut le Las Vegas latin, Cattolica, Riccione et les autres petits paradis estivaux de son littoral, la Riviera adriatique reçoit chaque année, plus de cinq millions de touristes dont un tiers d'étrangers, en majorité occidentaux. Chiffre d'affaires saisonnier pour les hôtels, boîtes de nuit, restaurants, pizzerias, parcs aquatiques et autres distractions de masse: 50 milliards de francs. Or, depuis la réapparition à l'horizon, il y a une semaine, du cloaque voyageur, près d'un tiers des réservations ont été annulées, et les petits malins chez les tours-opérateurs qui avaient ficelé des «forfaits vacances propres» pour vaincre les réticences étrangères vont couler cher à leurs assureurs.

«La saison touristique est d'ores et déjà terminée», annoncent certains. Seuls les marchands de pinces et les machos du cru, venus là «non pour la mer mais pour les filles», ne trouvent rien à redire. Et encore les belles Taurinnes à la chair cuite réclament de se faire plus rare cette année.

A Sanigaglia et à Jesolo, en revanche, deux stations balnéaires carrément sinistrées, c'est déjà la révolte. Des centaines d'hôteliers agités s'en prennent aux médias de tous bords et de toutes nationalités, accusés d'exagérer, de déformer la vérité, pour vendre du papier et faire fuir les clients.

Il y a un an déjà, en août 1988, un dossier complet sur la multiplication des algues en haute et basse Adriatique avait été remis par le laboratoire de biologie marine et le Centre national de recherche (CNR) aux ministères concernés. Rien ou presque n'a été fait. Il a fallu attendre le 10 juillet pour entendre le gouvernement annoncer la création d'un fonds spécial de 55 milliards de francs, à dépenser sur plusieurs années, et le déblocage d'une enveloppe de 25 millions de francs pour ramasser les algues et accélérer le nettoyage du bassin du P6.

Car, même si les scientifiques ne sont pas d'accord entre eux sur les causes exactes du phénomène, un certain consensus se dégage tout de même autour de la culpabilité du grand fleuve transalpin. Ou plutôt autour de ceux, industriels, communes et agriculteurs qui l'exploitent. Long de 652 kilomètres, le P6 arrose quatre grandes régions — Piémont, Lombardie, Emilie-Romagne et Vénétie — qui forment le principal foyer industriel d'Italie et son plus riche réservoir agricole.

Comment convaincre ces régions de partager les frais d'un grand et nécessaire nettoyage? Victime de l'insuffisance du nombre d'épurations - dont la moitié sur surplus ne fonctionnent pas - des abus de désherbants, d'insecticides et surtout d'engrais (+ 32 % sur quinze ans), le P6 draine, chaque année, l'équivalent de 82 000 tonnes d'azote et de 11 000 tonnes de phosphore. Or on n'a jamais rien trouvé de mieux pour la prolifération des algues que le phosphore et l'azote...

PATRICE CLAUDE.

Le vélo, cet oublié

BLAGNAC de notre envoyé spécial

Et si on parlait du vélo? Quand il s'agit de la plus renommée des épreuves cyclistes, il ne semble-t-il, y avoir à dire qu'à se précipiter. Il se trouve pourtant que le vélo finit par être le grand absent dans tout ce qui se dit et s'écrit quotidiennement du Tour de France. Autant, dans la compétition automobile ou équestre, l'homme et sa monture ne sauraient être dissociés, chacun ayant sa part dans une victoire comme dans un échec, autant l'épreuve cycliste fait la part belle aux coureurs, sans finalement se soucier de sa machine et, moins encore, de la marque qui la produit.

Le fait que les fabricants de cycles aient renoncé à patronner une équipe n'est pas étranger à cette situation. Succèsivement, des sociétés de vieille renommée comme Mercier, Lejeune, Gitane et, plus récemment, Peugeot, ont cessé d'avoir dans le peloton professionnel des équipes arborant leurs maillots. Au mieux, elles apparaissent sur un casard ou sur un autre nom de financiers plus importants et, surtout, plus fortunés. Des vingt-deux équipes qui participent aujourd'hui au Tour, une seule est entièrement patronnée par une corporation, SH, et il s'agit d'une équipe espagnole. Mais qui pourrait dire que Pedro Delgado a gagné le Tour 88 sur cycles Pinarello?

Il n'empêche que les vélos sont là, qu'on peut les regarder, les admirer éventuellement en reconnaissance, chaque matin, au moment du départ. Tous, techniquement, sont très proches les uns des autres et, en même temps, tous différents d'une équipe à une autre. Pourquoi tel constructeur aura choisi, pour monter un cadre, tel ou tel de ces fabricants de tubes d'acier que sont l'anglais Reynolds, l'italien Columbus ou le français Vitus?

Pourquoi a-t-il opté pour un dérailleur, un pédalier et des freins français produits par Mavic, plutôt que ceux de l'italien Campagnolo ou du japonais Shimano?

Directeur général de Raleigh-France, Jean-Claude Gaborit explique tout cela d'une façon fort simple. Depuis cette année, Raleigh fournit les vélos de l'équipe Super U, celle de Laurent Fignon. Le contrat a été signé pour trois ans, étant entendu que Raleigh, constructeur anglais, ne saurait avoir recours qu'à un fabricant de tubes de même nationalité, en l'occurrence Reynolds. Après quoi il s'agit de dessiner la configuration d'un vélo le plus affidé possible, en collaboration évidemment avec Cyrille Guimard, le directeur sportif et, plus encore peut-être, avec le «sorcier» du groupe Armel André, qui pense être parvenu aujourd'hui, après dix ans de recherche, à ce qu'il appelle «une approche scientifique de la dimension d'un cadre par rapport au coureur à qui il est destiné».

Le «sorcier»

Ainsi, les vélos de Fignon et de ses équipiers sont fabriqués à Nottingham, le siège de Raleigh, maison centenaire depuis deux ans, dans un atelier spécial, dirigé par un autre «sorcier», Gerald Desvies, le responsable de ce qui est devenu la configuration d'un vélo le plus affidé possible, en collaboration évidemment avec Cyrille Guimard, le directeur sportif et, plus encore peut-être, avec le «sorcier» du groupe Armel André, qui pense être parvenu aujourd'hui, après dix ans de recherche, à ce qu'il appelle «une approche scientifique de la dimension d'un cadre par rapport au coureur à qui il est destiné».

A côté du vélo pour la course en ligne, il y a aussi celui pour le cyclo-cross, la piste et les épreuves contre la montre; il y a aussi les roues afférentes, les boyaux et même aujourd'hui les pneumatiques, puisque ce sont maintenant des pneu-

ques qui sont montés sur les roues de l'équipe Super U.

En moyenne, chacune de ces machines représente au prix de revient environ 10 000 F. Cela veut dire que, pour un particulier soucieux d'obtenir un modèle identique dans le commerce, il faudra débourser entre 15 000 et 25 000 F. Cela veut dire aussi, dans le cas de Raleigh, que la firme investit dans la compétition au moins 2 millions de francs.

Pour nous, dit Jean-Claude Gaborit, la compétition professionnelle est une vitrine. Nous ne visons pas par elle le grand public directement, qui, à 80 %, ignore tout à fait que Fignon est équipé par Raleigh. Ce sont, en revanche, nos détaillants qui le savent et nous pensons que ceux-ci, dans nos points de vente, parce qu'ils sont en général des amoureux de la bicyclette, auront tendance à proposer à leur clientèle la marque sur laquelle aura été gagné le Tour de France.

On ne saurait évidemment comparer ce qui est comparable. Personne, pas plus Jean-Claude Gaborit, adepte inconditionnel du tube d'acier, que Bernard Hinault, qui, devenu le prestigieux représentant de Look, et de son cadre en fibre de carbone, ne songerait à dire qu'en compétition cycliste la vélo à la même importance que le bolide de formule 1 en automobile. Cependant, ils se retrouvent l'un et l'autre pour faire valoir qu'à une époque où les différences entre les meilleurs sont infimes, la machine, dans un contre la montre, fait la décision si, par rapport à celle du concurrent, elle pèse quelques centaines de grammes de moins.

Tout en faisant la part des modes, comme celle qui, depuis deux ans, secamote le câble de frein, chacun s'ingénie, d'année en année, à perfectionner cette antique et si simple mécanique qu'on appelle une bicyclette.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

QUE FAIRE AVEC OU SANS LE BAC ?

Tout sur les 25 000 formations et les 3 000 établissements de l'enseignement supérieur.

36.15 LETUDIANT

● AUTOMOBILISME: Gerhard Berger quitte Ferrari. — Le constructeur italien Ferrari a annoncé, mercredi 12 juillet, que Gerhard Berger ne conduira plus ses voitures la saison prochaine.

● VOLE: annulation du Tour de France. — La douzième Tour de France à la voile qui devait partir de Rouen, lundi 17 juillet, n'aura pas lieu.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

هكذا من الأصل

Le Monde DES LIVRES

... La Monde • Vendredi 14 juillet 1989 15

Les droits de l'homme noir

De Saint-Domingue
à la Nouvelle-Calédonie,
la question coloniale ne cesse de renvoyer
aux Français leur propre image.

QUE l'on nous permette, en cette apothéose du Bicentenaire, de dédier cinq livres à trois catégories de citoyens : aux « révisionnistes » de tout poil qui cherchent à reléguer les idéaux de la Révolution au placard des ringardises de l'histoire ; aux jacobins qui salonnent gravement sur les mérites de 1789 et les inconvénients de 1793 ; aux crétiens qui réduisent aujourd'hui cet héritage aux embarras de la circulation dans le centre de Paris.

Nous voulons parler des quatre ouvrages décapants que Liliane Crété, Pierre Puchon, Jacques Thibaut et le duo Jean-Pierre Biondi-François Zuccarelli consacrent, sous des angles convergents, à la question coloniale sous la Révolution, auxquels on peut ajouter l'opuscule collectif tiré d'un séminaire organisé sur le même thème à l'université Paris VII, en janvier dernier.

— S'il est, en effet, une question révolutionnaire qui demeure de pleine actualité, en nous renvoyant avec insistance notre propre image, comme le ferait un miroir pervers insensible au temps, c'est bien celle-là, surtout si l'on ne chasse pas une autre vision, la référence obsédante à la Nouvelle-Calédonie qui s'impose immédiatement à l'esprit, en surimpression, dès qu'on redécouvre cette face trop occultée — trop gênante ? — de notre histoire contemporaine.

Beau sujet de méditation pour les belles âmes : étant constaté que la Révolution a officiellement commencé en 1789 et que la Convention n'a supprimé l'esclavage que cinq ans après, le 16 pluviôse de l'An II (4 février 1794), avant que ce fleau ne soit réhabilité, à l'initiative de Bonaparte, le 30 floréal de l'An X (20 mai 1802), puis définitivement aboli par la II^e République, le 27 avril 1848, pourquoi n'a-t-il pas fallu

moins d'une Révolution, d'un Empire, de deux restaurations, d'une monarchie bourgeoise et d'une République pour étendre l'universelle Déclaration des droits de l'homme à l'homme noir ?

Magistralement mis en scène par ces hardis historiens de la France du grand large, authentiques empêcheurs de tourner en rond dans la galerie manichéiste des idées reçues, le tribunal de l'histoire coloniale délivre cinq enseignements de portée éternelle qu'on n'a, de toute évidence, jamais vulgarisés dans les écoles d'administration.

L'égalitarisme absolu de Brissot

1) L'indifférence de l'opinion publique pour les questions d'ordre moral rend illusoire toutes les tentatives de décolonisation en douceur.

Ne nous voilons pas la face : si les généreux révolutionnaires du siècle des Lumières démentaient, dans leur grande majorité, d'affreux conservateurs vis-à-vis des hommes de couleur, c'est tout simplement parce qu'ils étaient les dignes représentants d'un pays qui avait fait de la traite des noirs et de l'esclavage dans ses colonies deux des principaux piliers de sa prospérité commerciale sous l'Ancien Régime.

Les travaux exhaustifs de Liliane Crété jettent un éclairage cru sur cette toile de fond. Quand elle jugeait sulfureux l'égalitarisme absolu prôné en 1789 par Brissot et sa Société des Amis des Noirs, sur le modèle des idées à la mode en Angleterre, la Constituante se trouvait en harmonie avec l'air du temps. C'est l'acharnement d'une poignée d'intellectuels, longtemps isolés par leurs pairs, et non la pression populaire,

qui a permis à la France de mériter ensuite son titre de championne des libertés.

2) La France est sans cesse écartelée, dans ses politiques à l'égard des populations de l'outre-mer, entre la défense des grands principes et celle des petits intérêts.

Révolution ou pas, rien n'a changé. Aujourd'hui, au Palais-Bourbon, le moindre débat sur l'avenir des anciennes colonies fait écho aux échanges de 1789.

Il a fallu que Paris apprenne l'exécution à Saint-Domingue, le 9 février 1791, du jeune métis Vincent Ogé, coupable d'avoir pris au mot les Amis des Noirs, les Brissot, Mirabeau et autres Condorcet, et condamné au supplice de la roue après avoir soulevé les autres mulâtres contre les colons blancs, pour que la Constituante descendît à considérer comme « citoyens actifs » — quatre cents hommes — les hommes de couleur (les affranchis et les métis que l'on dénommait ainsi, dans l'île, pour les différencier des esclaves).

3) Les invariables tergiversations du pouvoir central, en présence, outre-mer, de situations de crise, se traduisent, tout aussi invariablement, par des révoltes sur le terrain.

Si la Révolution avait tenu toutes les promesses de sa Décla-

ration des droits de l'homme blanc en les appliquant aussi à l'homme noir, la France n'aurait peut-être pas perdu Saint-Domingue, devenue en 1804 Haïti, la première nation noire moderne, au terme de plusieurs révoltes d'esclaves menées par des hommes qui se réclamaient des idéaux de 1789. Tragique paradoxe illustré de main de maître par Jacques Thibaut et Pierre Puchon.

4) Les réformes fondamentales se font toujours, outre-mer, sous la pression des martyrs.

Il a fallu que Paris apprenne l'exécution à Saint-Domingue, le 9 février 1791, du jeune métis Vincent Ogé, coupable d'avoir pris au mot les Amis des Noirs, les Brissot, Mirabeau et autres Condorcet, et condamné au supplice de la roue après avoir soulevé les autres mulâtres contre les colons blancs, pour que la Constituante descendît à considérer comme « citoyens actifs » — quatre cents hommes — les hommes de couleur (les affranchis et les métis que l'on dénommait ainsi, dans l'île, pour les différencier des esclaves).

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 19.)



Tonnac-Louvet

John Irving le manipulateur

Quelques tours de magie
pour dépeindre les doutes
et les amertumes
de l'Amérique contemporaine

JOHN IRVING est un professionnel de l'imagination qui sait, en temps utile, croire aux miracles, aux anges et peut-être même aux fantômes. Le romancier américain, qui a enchanté la critique par la fantaisie cruelle de son *Monde selon Garp*, n'est pas tombé de la dernière pluie littéraire et la facture de son septième roman s'en ressent parfois. Une prière pour Owen semble être l'œuvre volontairement baroque d'un écrivain qui, se sachant reconnu, travaille dans la veine de l'inspiration prometteuse qui lui a valu le succès.

Sans quitter ses chemins de prédilection, John Irving a pourtant su atteindre cette magie qui, contrairement aux miracles, est un art dont les effets s'obtiennent par le travail. L'histoire du microscopique Owen, cet ange transiende et prophétique, est un conte souvent poignant et drôle, dont la construction à double fond ne manque pas d'intérêt.

Un Christ prématuré

L'existence même d'Owen Meany paraît tenir du prodige. Ce garçonnet minuscule, « l'être le plus petit que j'aie jamais connu », comme l'explique le narrateur, n'est-il pas né sans conception, d'une mère bien peu semblable à la Vierge Marie ? C'est du moins ce qu'affirment ses parents, propriétaires d'une entreprise de fabrication de pierres tombales et serviteurs dévoués de cet enfant qui les dépasse. Owen est, en somme, une sorte de Christ prématuré, envoyé par Dieu dans une petite ville du New-Hampshire pour mener à bien de mystérieux projets.

L'étrange destinée de cet avorton surnaturel débute cependant par une tragédie, lorsqu'il tue d'une balle de base-ball mal dirigée, la mère de son meilleur ami. Trente ans plus tard, l'orphelin raconte la vie de cet Owen étonnant qui resta son ami, l'aider à retrouver la trace d'un père inconnu et mourut finalement en voulant aider les victimes de la guerre du Vietnam.

Cette trame pathétique est habilement entremêlée d'épisodes cocasses dont John Irving paraît avoir le secret. La description d'Owen en enfant Jésus couronné, dans une crèche vivante

gagnée par la panique, est d'une irrésistible drôlerie, mais cette verve laisse parfois place à un « professionnalisme » irritant. L'auteur semble se couler avec délectation dans son propre rôle d'écrivain baroque, accumulant les détails picturaux et fournissant au lecteur une quantité d'explications bavardes dont l'utilité n'est pas évidente.

Surtout, la progression romanesque est guidée par un parti pris d'efficacité parfois trop transparent pour être savoureux. Cette maîtrise bien orchestrée correspond à un désir explicite de l'auteur qui affirme : « Je suis un metteur en scène conscient de mon public et délibérément manipulateur. » Calme et visiblement habitué à commenter son œuvre, John Irving n'a vraiment rien de l'amateur inexpérimenté.

Sous le hâle discret de cet enfant du New-Hampshire, qui partage son existence entre Long Island et Toronto, se cache une ferme volonté de conduire le lecteur là où il le veut. « Je suis responsable de l'implication émotionnelle du lecteur », observe-t-il, avant d'ajouter, qu'il se sent proche en cela de romanciers tels que Thomas Hardy, Tolstol ou Flaubert. « Un roman est un travail achevé et un roman est un vague journal de bord, déclare John Irving. C'est une histoire avec un début et une fin. Tout le reste n'est qu'exercices autobiographiques pour montrer aux copains qu'on est capable d'écrire. »

Une prière pour Owen se présente donc comme un roman parfaitement policé, paré d'éléments récurrents qui servent à faire rebondir l'histoire d'Owen Meany et de son cher ami Johnny Wheelwright.

Le héros miniature, qui semble fasciné par les créatures dépourvues de bras, se prend de passion pour un animal empaillé privé de ses pattes avant, pour un mannequin de couturière naturellement manchot et pour un totem indien curieusement réduit à l'état de tronc. Enfin, la fameuse balle de base-ball, mystérieusement disparue à la suite de l'accident, réapparaît à la fin de l'ouvrage et Owen meurt d'avoir saisi au vol une grenade ressemblant fort à cette balle meurtrière.

RAPHAËLE RENOUE.

(Lire la suite page 21.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

de l'Académie française

La Crève, de Frédéric Dard

La mort à l'œuvre, minutieusement

AVANT d'inventer San Antonio (139 titres à ce jour), Frédéric Dard a débuté en 1946 par un récit tiré à cinq cents exemplaires, et jamais réimprimé. *La Crève*, que réédite le Fleuve noir, est inspiré par un fait vécu. A la Libération, l'auteur a assisté à l'exécution sommaire d'un milicien. Il imagine la dernière nuit du supplicié, en compagnie de sa sœur et de ses parents.

Rien n'est facile et vain comme de prédire l'avenir après coup. Voir San Antonio se profiler dans ce premier texte ne serait même pas malin. On n'y rencontre pas l'ombre des trivités dont s'enchantent les fameux commissaires. La permanence se situe plus en profondeur. Elle est dans une désespérance noire, que n'explique pas entièrement la situation décrite. On devine chez Dard une complicité active, et qui ne fera que s'accroître de livre en livre, avec ce qui détruit les corps et les âmes, un plaisir, qui n'est pas du sadisme, à voir la chertogne et le mal moral gagner du terrain, une jouissance à épier leurs progrès minutieux, méthodiques. Comme si on ne paraît bien que des mouvements épousés du dedans.

DONC, la famille Lhargne — rien que ce patronyme ! — se terre, tandis que font rage les combats de la Libération. Le soleil, la lune et les éclairs d'explosifs rythment une vie végétative d'attente, tendue vers le châtiment.

Le père n'a rien fait de mal, il creusait des routes dans la montagne, c'est même comme ça qu'il a rencontré la mère, servante d'hôtel ; il boit beaucoup, au robinet, à sa bouteille de marc ; elle soutient un ventre flasque, alourdi d'un fibrome. Ce sont les enfants qui ont bêtement choisi le mauvais camp. La fille, Hélène, aime à pleurer, son corps avait besoin de se sentir écrasé par un homme, par de la chaleur. On l'a souvent vue au

bras d'un officier de la Kommandantur. Fin 1944, ce sont des choses qui vous coûtent les cheveux, sinon la tête...

La fille, Petit Louis, c'est plus grave. Il a cassé du maquisard avec la milice. Il a joué à la mitrailleuse. Il aime son bruit de soutane dont les boutons sautent à la queue leu leu. Si les FFI l'attrapent, son compte est bon. Or la famille n'a rien trouvé de mieux que de se réfugier dans l'appartement d'un autre milicien enfilé avec la Wehrmacht. A qui la faute, tout ça ? L'engagement d'un côté ou de l'autre tenait à si peu de chose, surtout chez des gens aussi simples, réduits à des bouffées d'instinct, à des intuitions étourdies.

En moraliste à la française, Dard invite à ne pas juger. Il se place sous l'invocation de La Bruyère. L'homme est dur, injuste, ingrat, fier, égoïste : s'emporter à contre n'aurait pas plus de sens que d'en vouloir à la pierre de tomber, au feu de monter en l'air. C'est question de nature, point. Écrire, pour qui part de cet axiome, équivaut à vérifier en toutes circonstances la chiennerie universelle, et à trouver dans cette vérification une jubilation qui, elle-même, confirme l'hypothèse de base.

LES quatre Lhargne attendent une sanction de leurs contemporains ; mais pas seulement cela. Le temps opère en eux son travail de sape, que la guerre ne fait qu'activer. On dirait que la vie ne résiste au temps que par surprise. Ainsi d'un antique pommier dont les Lhargne se souviennent, et qui continuait à produire des pommes alors que son tronc était déjà mort, creux. En somme, ces moments ultimes qu'ils peuplent d'appréhensions et de réminiscences les font ressembler au pommier en survis.

(Lire la suite page 17.)

JUAN RAMÓN JIMÉNEZ

Sonnets spirituels

Introduction et traduction de Bernard Sese

L'œuvre poétique de Juan Ramón Jiménez brille comme une constellation solitaire et brillante dans le panorama de la littérature du vingtième siècle.

Collection Bilingue

Aubier

MAX KÖMMERELL

Le chemin poétique de Holderlin

Traduite et présentée par Dominique Le Bihan et Erik de Rubery, qui ont consacré à Holderlin pas le commentaire éminent du grand poète que Jan Mar Kommerell.

Aubier

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

LITTÉRATURE FRANÇAISE

Le regard de Beckett

Aux surabondantes festins auxquels, traditionnellement, les éditeurs conviaient les lecteurs au sein de l'été, il est légitime d'opposer les vertus du rare, la fine pointe, l'arc exactement tendu d'un livre où chaque mot, chaque phrase, place son juste poids. Donner un instant toute la place aux trente-sept petites pages d'un texte de Samuel Beckett, *Le monde et le pantalon*, écrit en 1945 à l'occasion d'expositions des frères Van Velde, c'est rétablir un nécessaire équilibre que l'éclatante saturation des biens empêche d'éprouver.

« C'est là qu'on commence enfin à voir, dans le noir. Dans le noir qui ne craint plus aucune aube. Dans le noir qui est subit et mielleux et noir d'un ciel vide, d'une terre fixe. Dans le noir qui défile l'esprit. » Comme dans son théâtre, comme dans ses romans, Beckett laisse venir la lumière, accorde son regard à un monde en train de naître. Quelque chose apparaît — ici la peinture d'Abraham et de Gerardus Van Velde, gagnée sur le rien qui l'enveloppe et qui est comme sa condition d'existence.

Exercice du regard, réflexion métaphysiquement libre sur l'art des deux peintres, sur cette peinture solitaire, solitaire de la solitude qui se couvre la tête, de la solitude qui tend les bras », *Le monde et le pantalon* est aussi, est bien plus, une leçon de très haute intégrité intellectuelle, de force expressive, de la fois rigoureuse et jubilante, concentrée sur son objet.

PATRICK KÉCHICHIAN.
★ LE MONDE ET LE PANTALON, de Samuel Beckett. Ed. de Minuit, 44 p., 49 F.

Michaux en équilibre

Qui êtes-vous ? C'est ce que l'on demande au premier venu, et c'est le titre d'une collection des éditions de la Manufacture. C'est aussi une question plus sérieuse posée fictivement à Henri Michaux par Brigitte Ouvry-Vial. Etrange interrogation pour celui qui sait que l'une des premières œuvres de Michaux s'intitule *Qui je suis*. Que dira de l'homme qui observait ainsi une distance avec lui-même, qui toujours a souhaité rester dans l'ombre, qui accusait les photographes chamoiseurs de lui « voler son être », qui rêvait le je et se sentait même à l'appartenance à la Poésie, par peur de la voir rimer avec académie ?

Dès les premières pages, l'auteur, avec humilité et pertinence, rappelle cette phrase de Michaux : « Quand je songe qu'il y a deux ou trois ans que je suis imaginé avoir reconstitué la vie de Rimbaud d'après ses correspondances ! » Ces quelques lignes agitent-elles comme une sorte d'avertissement envoyé d'outre-tombe ? Michaux se plaçant au côté de Rimbaud et répondant au célèbre et provocateur : « Je suis un Autre » par « Moi n'est qu'une position d'équilibre » ou « On veut trop être quelqu'un ». C'est peut-être ce voile délibérément jeté sur lui-même qui incite à la découverte, à l'investigation. La nécessité s'impose alors d'une étude sans trêve.

Accordant une attention particulière aux dates de publication, aux modes de travail de Michaux et à ses correspondances, Brigitte Ouvry-Vial n'a pas pour projet de broder le portrait du poète, mais plutôt de suivre des chemins, des parcours achevés et inachevés qui le laissent à mi-chemin entre plénitude et incohérence. Michaux, misanthrope, zootrope, épanouissement, secret, voyageur... Michaux et la conscience du vivre, l'éclosion du penser et son éternel « problème de l'être ».

L'entreprise est ardue : il s'agit de faire comprendre le pourquoi et le comment d'un cheminement singulier ; le passage de l'anarchisme le plus total d'un artiste puisse faire preuve d'un concept aucune valeur ni définitive ni éternelle, car il pense que les mots sont toujours en-deçà ou au-delà de la sensation à la production effective et reconnue d'une « œuvre littéraire ». C'est peut-être ce qui explique que le poète soit aussi peintre. La déception qu'il éprouve face à l'insuffisance des mots, Michaux l'exprime par ce cri : « Avec la peinture, je me sens journa, je suis vieux avec l'écriture. »

Toutes ces vies de Michaux, tous ces « espaces du dedans », Brigitte Ouvry-Vial les effleure tout juste, afin de ne pas entamer le vivant, la force de l'incandescence, par la volonté de révéler un portrait qui tournerait vite à la caricature. Comme Michaux ne faisait qu'effleurer cet « infini incessamment qui tressaille ». C'est avec cette circonspection, cette retenue et ce respect qu'il convient de traiter de Michaux. Et puis avant tout il faut le lire...

EMMANUELLE DALANÇON.
★ HENRI MICHAUX, de Brigitte Ouvry-Vial, La Manufacture, collection « Qui êtes-vous ? », 254 p., 88 F.

ESSAI

Le phénix idéologique

Henri Madelin, qui fut provincial de France des Juifs, dans son dernier livre, s'attache à regarder en sociologue le phénomène idéologique. Son investigation a du prix parce qu'il recherche dans une grande clarté les avatars du sujet, de Marx à nos jours, et surtout parce qu'il souligne les pierres dont on l'avait plus ou moins volontairement recouvert.

Contrairement aux idées reçues, « la modernité multiplie les idéologies » : elles gagnent en extension

ce qu'elles perdent en intensité, du fait que tout est remis en question et qu'il faut un fil conducteur pour se retrouver dans la masse des choix à opérer, comme l'avait bien vu Jean Baudrillard. Sur une longue période, l'idéologie ressemble au phénix de la légende, renaissant constamment de ses cendres.

Henri Madelin a poussé son analyse dans trois directions originales, en étudiant les rapports de l'idéologie avec la télévision, les utopies et la foi. Les utopies pourraient-elles sauver les technologies dévorantes ? Notre auteur n'est pas loin de le penser. Mais à condition d'inventer des « utopies concrètes », une des tâches de la politique étant de « tendre à inscrire dans le possible le maximum de souhaitable ». Aucune institution en tout cas, même l'Eglise, dont Henri Madelin est l'un des représentants, n'est à l'abri d'une tentative d'exclusion.

« Garder-vous des idées ! » A la lumière de ce petit livre dense, la chaîne à tous les faux dieux qui peuplent notre horizon est rendue plus visible.

PIERRE DROUIN.
★ LA MENACE IDÉOLOGIQUE, d'Henri Madelin, éd. de Cerf, 190 p., 69 F.

HISTOIRE

Entre perfection et damnation

A l'origine de la belle quête menée par Anne Sauvy, une suite de douze images en taille-douce, connues sous le titre d'*Images morales*, de *Tableaux didactiques* ou de *Miroirs de l'intérieur*. En associant huit courtes légendes et quatre tableaux des fins dernières, la série oppose l'état bienheureux et éternel à l'état de l'homme qui, regrettant ses péchés, s'en purge par la pénitence et la vertu, à la damnation qui attend celui qui « relâche ses bonnes résolutions et se laisse vaincre par les tentations du diable, du monde et de la chair ». De ces images fortes, exemplaires de la pastorale de la peur décrite par Jean Delumeau, Anne Sauvy a su retrouver les origines et les usages. Elles font partie du très abondant matériel iconographique (cartes peintes, tableaux, huiles, transparents et lumineux, images gravées) utilisé par les prédicateurs lors des retraites et des missions pour frapper les sens, fixer les mémoires, obliger à un examen de conscience. Pour figurer ce chemin de perfection (ou de damnation) imprimé en 1682, le Père Huby, un jésuite, a puisé largement dans les allégories cordiales disponibles : ainsi la *Carte des cours*, grand parchemin peint mené par deux missionnaires bretons, Michel Le Nobletz et le Père Maunoir, jésuite comme Huby, ou les illustrations de l'*Oratoire du cœur*, méthode d'oraison publiée avec succès par un prêtre breton en 1670.

Le plus étonnant dans l'histoire des cours est, sans doute, leur extraordinaire longévité : jusqu'au vingtième siècle, l'iconographie des images morales a été réemployée à de multiples reprises, sur des supports divers (voyez l'immense succès des livrets imprimés sous le titre de *Miroir des âmes*), aussi bien en France qu'en Europe et, plus encore, via les missionnaires, en Asie et en Afrique. Dernier et brillant avatar de la série du Père Huby : sa publication, à Pretoria, par une maison d'édition pentecôtiste, sous forme de livrets ou d'affiches imprimées en 258 langues et tirées à des millions d'exemplaires. Avec deux formules : l'une pour les pays d'Afrique noire, l'autre pour les pays de race blanche...

ROGER CHARTEAU.
★ LE MIROIR DU CŒUR QUATRE SIÈCLES D'IMAGES SAVANTES ET POPULAIRES, d'Anne Sauvy, éd. de Cerf, 382 p., 150 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

La mort à l'œuvre, minutieusement

(Suite de la page 15.)

A mère sait, viscéralement, que la putréfaction a commencé au secret d'elle-même. Elle est déjà du côté de l'inerte. Elle manque de vocabulaire pour délimiter l'angoisse qui la ronge. Il n'y a pas de doute : l'instruction aide à affronter des heures aussi cruciales. Le père Lhargne n'est pas mieux armé. Il a fallu le drame de la guerre et de ses choix abrupts pour que s'imposent à lui certaines notions comme celle de vérité, cette chose qui vous poursuit, narquoise, ou de présent, qui n'en finit pas de mordre du passé. Leurs enfants, c'est à peine s'ils ont décidé de les mettre au monde. Cela s'est fait à pile ou face, dans un sourire. Et les voilà tous faits aux pattes ; et trop tard pour apprendre les grands mots dont on fait les grands sentiments !

Hélène, la fille en chaleur, disposait de plus d'instruments intellectuels pour saisir la situation et s'y mouvoir. Elle a une idée du grand amour qu'elle n'a pas connu. Pour elle, le futur existe. Pas pour Petit Louis. Lui, il n'a pas senti ses actes mûrir en lui. Il est resté en enfance. Des photographies témoignent de ce temps où il voudrait retourner pour mourir, comme il se blottit encore dans le giron pourrissant de la mère. Pour sa dernière pensée, il choisirait un jour de lessive d'autrefois, où les odeurs étaient si fortes, si portantes d'été. Pourquoi le temps rendrait-il ridicules des instants qui ne le furent pas ?

ES libérateurs entrent en ville. Les chars marchent sur leur chenillage comme des mariées sur leur traîne (l'image est de Dard, bien sûr). La foule barbote dans l'extase veule. Il n'y a pas si longtemps, elle acclamait Pétain. Maintenant, elle lèche ses effigies, elle se taille le chemin de l'oubli à coups de hache.

Hélène sort du refuge, se pend au bras d'un marin vainqueur. Un agent la reconnaît. On la tond. Ses cheveux teints en roux forment, à ses pieds, un buisson d'automne. Son crâne nu lui fait l'air d'un homme ridicule. Retrouvera-t-elle jamais le goût de son propre corps, après cette mutilation opérée dans des saies rires ? Elle ne peut que conduire la meute justicière vers le repaire familial. La même qui, petite fille, apportait si gentiment les pantoufles du père, retour du chantier !

Pour Petit Louis, ce sera la mort sans phrases, décrétée par un « officier » qui rend la sentence en mâchant du cachou. L'ex-milicien sera traîné dans la cour d'école où, naguère, il jouait aux quatre coins. Il se souviendra d'un grain de beauté près d'un nombril, résumé des douceurs sur le point de le quitter. La détonation, ce sera à ses parents de se la rappeler.

Au fond, leur huis clos d'attente restera un assez bon souvenir. Les heures étaient immenses et lourdes comme des vies entières. La pour leur ouvrait les yeux. Elle les aidait à sauver des tribus de passé, de bonheur innocent ; à se tenir chaud.

A beaucoup d'égards, la Crève n'annonce pas la suite des œuvres de Dard. On a l'impression de croiser des influences instantanées. Certaines descriptions de foules ou de dégoûts intérieurs rappellent l'unanimité de Jules Romains et les glances de Sartre. Le texte pourrait très bien figurer au catalogue des Editions de Minuit, non loin des agonies beckettiennes et de la *Douleur*, de Marguerite Duras, à ceci près que l'auteur, ici, n'est pas impliqué dans la vengeance, et qu'il éveille plutôt la compassion pour les victimes. A posteriori, il faut saluer les éditeurs lyonnais qui eurent à la fois le courage de publier un tel témoignage, un an seulement après la Libération, et le coup d'œil pour y déceler un écrivain.

Beaucoup d'images frappantes émaillent le récit et annoncent, quant à elles, le narrateur disert de l'œuvre à suivre. La plupart de ces images visent à suggérer la mort de tout. On n'en remarque que mieux celles qui célèbrent la vie, notamment les joies passées, liées à la campagne. Ainsi d'une certaine chanson qui apaise un instant l'effroi des personnages, comme le ferait... la vue d'un chou emperlé de rosée !

★ LA CRÈVE, de Frédéric Dard, Fleuve noir, 140 p., 69 F.

LA BANDE DESSINÉE

Nemo émerge du sommeil

Le Petit Nemo n'est pas loin de déborder la Belle au bois dormant dans le Livre des records. Ne s'est-il pas endormi le 15 octobre 1906, voilà plus de quatre-vingts ans ? C'est à cette date, en effet, que le *New York Herald* accueillait la première planche de *Little Nemo in Slumberland*, par Winsor McCay, insurpassable chef-d'œuvre de la bande dessinée que les éditions Milan nous restituent aujourd'hui. Faut-il le rappeler ? Nemo est un petit garçon qui, chaque nuit, vit des aventures, les unes merveilleuses, d'autres angoissantes, au Pays des Songes où l'a convoquée la princesse du lieu, la propre fille du roi Morphée. Invariablement, cette tranche de rêve se termine par le réveil, souvent brutal, du « Petit Personne ». Quel autre nom pour un héros sans aucune vie diurne connue, et dont les échappées dans l'imaginaire (la vraie vie...) sont vouées à l'éphémère ?

Il faut saluer le travail technique dont témoigne le premier volume de cette intégrale de *Little Nemo*, appelée à en compter quatre. Les couleurs sont remarquablement reproduites d'après les éditions dominicales des journaux d'époque, le lettrage est parfait ; par rapport à l'édition Horay de 1969, c'est le jour et la nuit. Domages, toutefois, que le format ne soit pas assez grand pour rendre pleinement justice à la magnificence des dessins.

Telle quelle, en tout cas, cette résurrection de Nemo déchire le sommeil de notre mémoire. Nous vivons publiés tout ce que la BD devait à Winsor McCay (1887-1934), ce stakhanoviste de la planche à dessin, qui donna libre cours à son génie non seulement dans la presse (*Little Sammy Sneeze*, *Hungry Henrietta*, *Dreams of the Rabbit Fiend*, *The Pilgrim's Progress of Mister Bunyon*, *Poor Jake* sont autant de séries mémorables), mais aussi sur les scènes des vaudevilles et dans le domaine du cinéma d'animation, dont il est considéré comme le principal pionnier américain, et le meilleur représentant jusqu'à Walt Disney. Mais tenons-nous en à la bande dessinée. Son nouvel album n'ont pas encore dix ans quand McCay les met en ébullition. Semaine après semaine, il fait de



Little Nemo une exploration systématique de toutes les possibilités expressives du média. Ses planches, imprimées au format géant du quotidien, il les conçoit comme des affiches : le titre en barre toute la largeur, les cases sont disposées selon un principe de composition global qui, pour la première fois, exploite et souligne l'unité formelle de la page.

A l'intérieur de cette grille, une action, qui passe souvent par les métamorphoses progressives d'un motif, accroche le regard par son rythme visuel. Une invention toujours renouvelée, des couleurs d'un raffinement exemplaire, tout contribue au ravissement du lecteur. Le lecteur qui redécouvre aujourd'hui *Little Nemo* renouera avec deux enfances : la sienne, et celle d'un art. Voilà bien une initiative éditoriale d'intérêt public !

(L'intégrale de *Little Nemo in Slumberland*, de Winsor McCay ; volume 1 : 1906-1907. Milan, 96 p., 114 F.)

Le rêve n'est pas un sujet étranger à l'œuvre de Max Cabanes. Le dernier volume paru de sa belle série fantastico-onirique « Dans les villages » ne s'intitule-t-il pas *Le Rêveur de réalité* ? Son nouvel album s'écarte pourtant résolument de tout ce à quoi il nous avait habitués. Ce piéton de l'imaginaire y

renoue avec son enfance et relate, en cinq épisodes, quelques moments intenses de son éducation sentimentale. Originaire de Bédiers, il n'était pas loin d'avoir renié sa région et sa famille en se sauvant à l'âge de quinze ans. Sans doute cet album constitue-t-il une manière de réparation. Le petit Max nous y est dépeint sans trop de complaisance ni d'attendrissement. Il a — déjà — des filles pleines la tête, les épiques, les convoites et les déteste tour à tour, sans vraiment comprendre pourquoi les garçons lui préfèrent des filles plus mûres. Cabanes a adopté un ton qui relève d'une tradition bien française, évoquant surtout des souvenirs cinématographiques (on songe à Pliat, à Eustache et à Pascal Thomas). Avec, en plus, l'accent et la lumière du Midi, une lumière dont l'acquiescement nous restitue l'exacte vibration. Les images sont belles et l'ouvrage a beaucoup de charme.

(Collin-Maillard, de Cabanes. Castelman, 83 p., 74 F.)

C'est d'une autre palette que proviennent les couleurs bousées et opaques de Piliuc, chez qui domine le gris. Mais lui aussi vient de troquer son univers habituel — les rats de la série *Pauch blues* — pour un autre registre. *La Mémoire et la Boue* inaugure la « Geste de Gilles de Chin et du dragon de Mons », une épopée médiévale. L'originalité de cette nouvelle série ne tient ni à l'identité du héros, un chevalier solitaire rentrait au pays après dix années de croisade, ni au destin qui lui est promis : un dragon à occire, une princesse à épouser. Elle réside plutôt dans l'austérité d'un style qui refuse le grand spectacle et semble contourner les lois du genre pour atteindre à une forme d'indépendance. Toujours à mi-chemin d'une gravité aux accents parfois pathétiques et d'un cynisme volontiers bouffon, Piliuc confirme ici qu'en dépit de moyens graphiques limités il construit peu à peu une œuvre d'auteur.

(La Mémoire et la Boue, de Piliuc. Vents d'Ouest, 54 p., 67 F.)

THIERRY GROENSTEIN.



L'été meurtrier chez Calmann-Lévy

- Derniers titres parus :
- MEURTRE A WALL STREET
ERIC NORDEN
 - MEURTRE EN HAUTE COUTURE
LÉA SHANNON
 - MEURTRES DANS LA PUB
DANIEL ROBERT
 - MEURTRE A LA BOURSE
CLAUDE SOULA

● HISTOIRE

La raison sexuée

A U cours de ce livre, un double propos : comprendre les modalités spécifiques de l'exclusion des femmes de la res publica lorsqu'elle prend forme de la démocratie, esquisser une « étude » à la fois philosophique et historique de la représentation de la différence des sexes. Le point de départ est donné par un texte paradoxal, en forme de plaidoyer et de provocation, le *Projet de loi portant défense d'apprendre à lire*



Un club de femmes pendant la Révolution.

au féminin, rédigé par le babouiniste Sylvain Maréchal en 1801.

Déplaçant un vieux motif qui voulait interdire les femmes d'écriture (pensons aux *Maximes d'Amphile* : « Le mari doit, dans les bonnes coutumes, / écrire tout ce qui s'écrit chez lui »), Sylvain Maréchal va plus loin encore puisque l'article 12 de sa loi de fantaisie énonce : « La raison veut que les maris soient les seuls livres de leurs femmes, livres vivants, où nuit et jour elles doivent apprendre à lire leurs destinées. »

Ce texte et les réponses féminines qu'il a suscitées constituent pour Geneviève Fraisse une bonne entrée pour penser la contradiction existant entre la réformation du lien social à partir de la liberté et de l'égalité des individus — principes qui définissent la nature fondamentalement « démocratique » des régimes, même autoritaires, issus de 89 — et l'exclusion des femmes de la citoyenneté politique.

Méticuleusement menée, sa démonstration met à nu le dispositif principal conduisant à tel rejet — à savoir « sexuer la raison des femmes », — ce qui enracine dans la spécificité de leur nature, « prouvée » par les discours médicaux, leur incapacité politique et leur vocation au privé. Le constat de Geneviève Fraisse rejoint ainsi celui d'une



historienne américaine, Joan B. Landes, qui vient de publier un livre consacré à la « masculinisation » de la sphère publique à l'époque révolutionnaire (*Women and the Public Sphere in the Age of the French Revolution*, Cornell University Press).

Mais l'exclusion féminine n'est pas intrinsèque à la démocratie : celle-ci saurait inclure la différence sexuelle, d'une double manière : par l'entrée des femmes dans les divers lieux de l'espace public, par la « réappropriation » de ce qui est le sujet féminin, notamment par l'éducation. Ce qui est souligné heureusement la profonde historicité des définitions les plus apparemment fixes dans un discours de nature.

ROGER CHARTIER.

★ MUSE DE LA RAISON. LA DÉMOCRATIE EXCLUSIVE ET LA DIFFÉRENCE DES SEXES, de Geneviève Fraisse, Albin, 226 p., 120 F.

La crème et le lait

Arlette Jouanna montre comment la noblesse française a perdu, entre le seizième et le dix-septième siècle, la plus grande partie de son pouvoir.

DES images triviales retrouvent une virulence inattendue quand on se laisse mener par elles, sans peur de filer la métaphore. En 1540, Guillaume de La Perrière comparait les nobles à la crème sur le lait. Il poursuivait en dénonçant la pauvreté, la sécheresse, la rusticité du fromage social qui se fabriquerait sans cette crème. Il offrait ainsi une solution à un problème délicat : comment concevoir un groupe qui se définit par une spécificité de nature et demeure pourtant consubstantiellement lié au reste de la société ? Comment dire ensemble l'exclusion et l'ouverture ? Car, entre le milieu du quinzième siècle (la fin de la guerre de Cent Ans) et la fin du seizième, la noblesse de France se renouvelle très massivement, et la différence qui la constitue comme « état » ou ordre (le second), n'arrive pas à se formuler en termes juridiques précis.

C'est par cette image et ce constat qu'Arlette Jouanna ouvre son livre sur l'histoire du mécontentement nobiliaire de 1559 à 1661, un livre magistral d'histoire politique et d'histoire sociale. A un moment où tant d'ouvrages écrits par des universitaires, sans parler des autres, sont menacés de biographisme déclaré ou rampant, il faut saluer ce vrai livre de professeur.

La monarchie « mixte » contre la monarchie absolue

Cette appellation ne veut pas dire que sa lecture secrète l'ennui comme le lait de Guillaume de La Perrière la crème, bien au contraire, mais qu'il est doué de belles qualités de clarté, d'information foisonnante, d'honnêteté intellectuelle. A cet égard, la première partie, consacrée aux

« implications politiques de la condition nobiliaire », apparaît comme un tour de force : Arlette Jouanna construit un tableau d'une densité et d'une netteté rares qui présente, en cent pages, des décennies de recherche sur l'aristocratie, les occupations de la noblesse, son poids économique, ses comportements sociaux, ses valeurs, sa diversité.

Qui rend noble ? La métaphore de la crème répondait aussi à cette question fondamentale. Les nobles sont-ils produits par la lente macération des dynamiques d'ascension sociale ? Il suffirait d'avoir les moyens de « vivre noblement » pendant deux ou trois générations pour accéder effectivement au second ordre et à ses privilèges. Ce modèle à long terme prévaut, mais le modèle concurrent s'impose au dix-septième siècle : seul le roi a le pouvoir de faire des nobles.

Dans le premier cas, le groupe tire ses forces de lui-même : « meilleure part » de la société, il a vocation à la conduire et à la contrôler en exerçant pleinement des prérogatives que nul pouvoir ne saurait remettre en cause. Dans le second cas, la noblesse reste un pilier du régime monarchique mais dans une logique du service, hors du sanctuaire où se trament les mystères de l'Etat. Monarchie « mixte » ou monarchie absolue ?

La première, fondée sur un conseil élargi, où se manifesterait la symbiose du roi et de sa noblesse, et sur la réunion périodique des Etats généraux, fait figure d'idéal brandi pendant plus d'un siècle de luttes nobiliaires. On le retrouve aussi bien en 1574, à l'occasion de « la guerre des malcontents », qu'en 1658-1659, quand des nobles « conspirateurs des forêts » tentent de ranimer les cendres de la Fronde.

Mais, entre ces deux dates, les rapports de force ont changé du tout au tout. Arlette Jouanna retrace leur évolution à travers le récit minutieux des combats menés, non pas par la noblesse dans son ensemble, mais par des minorités actives de nobles qui montent à cheval et prennent les armes pour intervenir à leur mode dans les débats cruciaux qui transforment le système politique.

Le tournant des guerres de religion

De ce point de vue, la crise des guerres de religion apparaît bien comme un moment déterminant. La division religieuse commence par favoriser l'éclosion de réflexions sur la « constitution » du royaume, l'organisation de la société. Les revendications nobiliaires semblent alors fusionner avec le « bien public », avant de se trouver au contraire écartelées par la logique de confessionnalisation des conflits. La victoire militaire et la conversion d'Henri IV achèvent de ruiner l'antonomie nobiliaire.

Les nobles protestants, longtemps les meilleurs soutiens du Béarnais, sont ramenés à un statut et à des préoccupations de minorité religieuse, alors que les ultracatholiques sont entraînés dans la faille de la Ligne. Le Bourbon trouve ainsi la voie dégagée pour une politique autoritaire qui encourage un mouvement de recomposition de la société des dominants.

Le recentrage du système sur la personne royale au temps d'Henri IV et de Louis XIII favorise l'approfondissement des clivages qui travaillent le corps de la noblesse. Les princes bénéficient de l'exaltation dynastique, et les grands, en général, de la proxi-

mité du monarque. Et, même dans la révolte, ils ne remettent plus en cause l'absolutisme. A l'inverse, la noblesse moyenne, qui ne séjourne pas à la cour, se trouve éloignée des lieux où se prennent les décisions, où s'élaborent les conduites et les valeurs nouvelles, où se lancent les modes.

La centralisation des réseaux de clientèles autour du roi ou des ministres durcit les hiérarchies et déstabilise les comportements traditionnels qui faisaient une place à une relative égalité nobiliaire et plaçaient l'amitié et les amis au centre des pratiques de sociabilité, et au cœur de l'action politique. Il reste à cette noblesse moyenne le choix de servir à l'armée — mais ce choix ne concernera jamais qu'une petite minorité de gentilshommes, — et de jouer, loin des affaires de l'Etat, de patrimoines souvent consolidés.

Arlette Jouanna propose au fond une réévaluation de l'importance historique des révoltes nobiliaires. Non seulement elle en fait un symptôme et un point d'observation pour les évolutions sociopolitiques les plus larges, mais encore elle n'est pas loin de leur attribuer la nostalgie puissante d'une occasion ratée, l'occasion d'évoluer vers une monarchie constitutionnelle à l'anglaise, à partir des valeurs de représentation et de conseil qui fondaient leur programme et qu'elles parvinrent parfois à mettre en pratique, dans l'éphémère enthousiasme des prises d'armes et des manifestes qui les inauguraient.

CHRISTIAN JOUHAUD.

★ LE DEVOIR DE RÉVOLTE. La noblesse française et la gestation de l'Etat moderne (1559-1661), d'Arlette Jouanna, Fayard, 504 p., 160 F.

Petite bibliothèque du

Bicentenaire

● *Été 89. Lettres d'un Allemand à Paris*, texte de Joachim Heinrich Campe, traduit par Jean Ruffet, Paris, Éditions du May, 190 p., 125 F. — Le 3 août 1789, trois voyageurs allemands arrivent dans Paris révolutionnaire : Joachim Heinrich Campe, précepteur et professeur, proche du duc de Brunswick, et deux de ses élèves, Wiesel et Humboldt. Avant son départ, à la fin du mois d'août, il rédige neuf lettres, adressées à deux journalistes amis et publiées à Brunswick sous le titre *Briefve aus Paris zur Zeit der Revolution geschrieben* à la fin de 1790. Aujourd'hui traduites en français (avec, hélas, une présentation un peu maigre), ces lettres constituent un document passionnant à un double titre. D'une part, elles enregistrent avec acuité la nouvelle culture politique de la capitale, armée à quelques semaines essentielles : l'omniprésence des crises de journaux, la lecture à haute voix des affiches apposées sur les murs, la visite obligée dans les cryptes de la Bastille, « ce bastion du despotisme français », le voyage de Versailles pour assister aux débats de l'Assemblée nationale.

D'autre part, Campe dresse à chaud la généalogie de l'événement : « Il n'y a pas de doute qu'il faille considérer les Lumières — tant sur le plan philosophique que politique — comme étant à l'origine de l'heureux bouleversement qui s'est récemment produit en France. » De ces Lumières bienfaisantes, constituées comme la cause fondamentale de la Révolution, un « homme immortel » a été le héros parécaté : Jean-Jacques Rousseau, Campe, comme beaucoup d'autres, fait le pèlerinage d'Emersonville pour se recueillir sur la tombe du philosophe. Les pages qu'il consacre à cette visite comptent parmi les meilleurs témoignages sur le culte rendu à Jean-Jacques : Campe copie les inscriptions portées sur le tombeau, collecte les anecdotes sur les faits et gestes du grand homme, interroge les gens du lieu sur ses derniers moments, recopie de larges extraits du livre de

L.-S. Mercier, le *Voyage à Emersonville*, révisé l'accusation de suicide lancée par Madame de Staël et annonce la nouvelle édition des œuvres de Rousseau « d'un tiers plus importantes », dus à Mercier, « un *Lessing français* » pour notre pédagogue voyageur. L'Assemblée législative se souviendra du zèle révolutionnaire de Campe puisqu'une loi du 28 août 1792 lui accordera la citoyenneté française — aux côtés de George Washington, de Thomas Paine, d'Anacharsis Cloots, de Klopstock et de Schiller.

● *Révolution et espaces forestiers*, groupe d'histoire des forêts françaises, colloque des 3 et 4 juin, textes réunis par Denis Woronoff, préface de Michel Vovelle, Éditions de l'Harmattan, 264 p., 150 F. — Vingt-quatre communications par Denis Woronoff autour d'une hypothèse classique, formulée par Michelet : celle de la dévastation des forêts françaises durant la Révolution. Avec nuances et décalages, elles confirment la déforestation révolutionnaire, rendue possible par l'effacement des anciens propriétaires et administrateurs, exigée par les besoins de l'économie de guerre et les progrès de la sidérurgie et, surtout, portée par la revanche des usages collectifs. Contre la définition nouvelle de la propriété, les communes paysannes, souvent appuyées par les municipalités, reconquirent un espace revendiqué par les cahiers de 89 et bon pour la récolte du bois de chauffage, la pâture ou les défrichements.

● *Naissance du code civil. La raison du législateur*, travaux préparatoires du code civil rassemblés par P.-A. Fenet, extraits choisis et présentés sous la direction de François Ewald, Flammarion, 409 p., 160 F. — Résultat d'un travail de séminaire, ce volume rassemble autour de neuf thèmes des extraits des débats qui ont précédé la promulgation du code civil le 21 mars 1804. Puissant dans le « Fenet » (c'est-à-dire le *Recueil complet des travaux préparatoires du code civil*

publié par Pierre-Antoine Fenet au début du dix-neuvième siècle), l'équipe rassemblée par François Ewald s'attache au procès de fabrication du droit, plus qu'à ses énoncés, et trace, dans les positions affrontées, la philosophie du droit implicite qui fonde les dispositifs normatifs du code. Rendant à nouveau accessibles des textes essentiels (par exemple le *Discours préliminaire* prononcé par Portalis devant le Conseil d'Etat), ce livre fait la part belle aux questions de notre présent : ainsi, la définition de la nationalité, les requêtes de la filiation et de l'adoption, ou encore le traitement juridique des intégrités.

● *Colporter la Révolution*, préface de Geneviève Bollmeier. Ville de Montreuil, Bibliothèque Robert Desnos, 111 p., 119 F. — Servent de catalogue à une exposition consacrée au livre de colportage de la Bibliothèque bleue aux journaux et pamphlets révolutionnaires, ce volume réunit trois belles études consacrées au détournement de l'ancienne littérature de colportage pour la propagande révolutionnaire (Lise Andrieu), aux almanachs publiés sous le titre du *Messager bourgeois* (Véronique Sarrazin) et aux catéchismes de la première révolution, entre 1789 et 1791 (Jean Hébrard, qui accompagne son texte d'un très utile répertoire bibliographique des catéchismes révolutionnaires).

● *Bibliographie critique des Mémoires sur la Révolution*, écrits ou traduits en français, d'Alfred Fierro, préface de Jean Tulard, Service des travaux historiques de la Ville de Paris, 482 p., 250 F. — Un très remarquable instrument de recherche qui recense 1 502 Mémoires, autobiographies, relations ou souvenirs écrits par des acteurs ou des témoins de la Révolution. Mêlant noms célèbres et hommes ordinaires, ce répertoire est complété par un utile index thématique.

● *Lettres bougrement patriotiques de la Mère Duchêne* suivi de *Journal des Femmes*, 1791, pré-

face et notes de Ouzi Elyad, les Éditions de Paris/EDHIS, 197 p., 87 F. — Les deux journaux reproduits dans ce volume (à savoir les dix-huit numéros des *Lettres bougrement patriotiques de la Mère Duchêne* parus entre février et avril 91 et les trois numéros de la *Mère Duchêne*, *Journal Patriotique* publiés en mars de la même année) constituent les exemples uniques d'une presse féminine visant à rallier aux thèses patriotes et jacobines les femmes du peuple. Bien datée et présentée par un historien israélien, spécialiste des *Père Duchêne*, ces deux journaux, dans leur éphémère, témoignent pour les incertitudes de la mobilisation féminine, à la fois désirée et redoutée.

● *L'impossible Tareur*, Obédience, 87 p., 82 F. — Une élégante mais sèche réédition de cinq textes essentiels, difficiles à trouver, dus à Saint-Just, Robespierre, Couthon et Louis Blanc, qui permettra à chacun d'apprécier les raisons et les dispositifs de la Terreur.

R. C.

● *Les Aventures de la raison*, de Michel Vovelle, Belfond, 190 p., 89 F. — Sous la forme d'un entretien avec Richard Figuière, le cheminement de celui qui s'impose comme l'un des principaux représentants de l'histoire des mentalités, avant de devenir le directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution française et le président de la commission scientifique du Bicentenaire.

● *Dictionnaire historique de la révolution française*, d'Albert Soboul, PUF, 1 113 p., 495 F. — Mis en chantier par Albert Soboul, publié après sa mort sous la direction scientifique de François Gendron et Jean-René Suratteau, cet ouvrage rassemble plus d'un millier d'articles signés de quelques-uns des principaux historiens français de la période, parmi lesquels Jean-Paul Bertaud, Marcel Dorgny, Claude Mazaurie, Raymond Monnier, Michel Vovelle.

● *Pour les droits de l'homme*, histoire(s), image(s), parole(s),

Artis 89, Syros-Alternatives, 407 p., 395 F. — Un superbe album (bilingue franco-anglais) en trois parties : des portraits de révolutionnaires, du Vénézuélien Miranda à l'Égyptien Taharawi ; des affiches, dues à des artistes catholiques, de l'exposition « Images internationales pour les droits de l'homme et du citoyen » ; et des textes d'auteurs contemporains sur les divers aspects de la question.

● *Les Déclarations des droits de l'homme*, du débat 1789-1793 au Préambule de 1946, textes présentés et commentés par Lucien Jaume, GF-Flammarion, 376 p., 28 F. — Une analyse des thèmes qui fondent la problématique des droits de l'homme, suivie d'une recension des principaux textes soumis au Parlement.

● *Critiques des droits de l'homme*, de Bertrand Sibon, PUF, coll. « Philosophie », 125 p., 32 F. — De Burke à Marx en passant par Bentham, Maistre, Constant, Comte, Hegel, l'histoire du rejet d'un concept par plusieurs penseurs de la première moitié du XIX^e siècle.

● *Permanences de la Révolution. Pour un autre Bicentenaire*, ouvrage collectif, La Brèche-PEC, 310 p., 108 F. — Vingt contributions, signées, entre autres, d'Etienne Balibar, Daniel Bensaïd, François Dosse, Patrick Tort, contre une commémoration consensuelle marquée par la « dépolitisation médiatique » et la « réconciliation générale au centre ».

● *Naissance du journal révolutionnaire, 1789*, de Claude Labrosse et Pierre Réat, Presses universitaires de Lyon, 320 p., 113 F. — L'exploration aussi exhaustive que possible de la presse parisienne de 1789.

● *Religion et France révolutionnaire*, de Yann Fauchois, Herscher, 160 p., 360 F. — En contrepoint d'une importante iconographie, l'histoire du choc entre la Révolution française et l'Eglise catholique, suivie de celle des « religions de la Révolution ».

● *L'Abbé Grégoire, le prêtre-citoyen*, de Pierre Fauchon, Ed. de la Nouvelle République, 142 p., 90 F. et *Mémoires de l'abbé Grégoire*, Ed. de Sarrailh, 346 p., 160 F. — L'abbé de celui qui fut l'un des artisans de l'émancipation des juifs et que Stendhal désigna en 1819 comme « le plus honnête homme de France ».

● *Deux mille prêtres normands face à la Révolution, 1789-1801*, de Pierre Flament, Perrin, 306 p., 130 F. — L'analyse systématique du comportement des 8 223 prêtres du diocèse de Sées, dans l'Orne, jusqu'au Concordat de 1801.

● *Mémoires d'un chouan*, 1792-1802 de Claude-Augustin Tercier, et *Mémoires politiques et militaires 1793-1794*, de Kléber, Tallandier, 452 p., 145 F. et 348 p., 140 F. — Deux documents importants sur les guerres de Vendée.

● *Quiberon, la répression et la vengeance*, de Jacques-Philippe Champagne, Perrin, 368 p., 140 F. — L'histoire de l'expédition de Quiberon, en juin 1795, menée de Grande-Bretagne par une armée d'émigrés et noyée dans le sang.

● *Atlas Historie de la Révolution*, de Christian-Bernard Hirtz, Tallandier, 120 p., 177 F. — Un panorama de la France de 1789 en dix-sept cartes régionales, accompagnées d'une liste des principales villes et des lieux de naissance des personnages illustres.

● *Journées révolutionnaires à Toulon*, de Maurice Crook, Éditions Jacqueline Chambon, 124 p., 95 F. — Le récit de six journées décisives, de 1789 à 1798, par un historien britannique.

● *Le Renard et les Raisins, la Révolution française et les intellectuels allemands, 1789-1848*, de Lucien Calvié, EDI, 190 p., 80 F. et *Révolutionnaires français et allemands, 1789-1871*, présenté par Lucien Calvié, Elug, 138 p., 65 F. — Un ensemble de recherches sur les « articulations » de l'idée révolutionnaire en Allemagne, à travers les œuvres de Kant, Novalis, Hegel, Heine, Marx, etc.

Les droits de l'homme noir

(Suite de la page 15.)

Mais il a fallu beaucoup d'autres morts, à Saint-Domingue, pour que, trois ans plus tard, la Convention votât l'abolition de l'esclavage, ne fasse plus d'exceptions dans l'égalité civique et jette enfin les bases d'une politique civile d'assimilation. Trop tard... Toussaint Louverture, le nouveau Spartacus, rallié à la République, avait déjà supplanté son ordre noir au pouvoir blanc. Un pouvoir qui allait le faire crouler à mort, quelques années plus tard, par la volonté de Napoléon, dans la prison jacobine du fort de Joux, celle-là même - douloureuse ironie du des-

tin - qui avait naguère muselé Mirabeau.

5) Ces martyrs finissent toujours par gagner.

Vincent Ogé, Toussaint Louverture... Sans oublier Louis Delgrès, l'officier guadeloupéen qui, lui aussi, préféra la mort à la restauration bonapartiste de l'esclavage. Remords d'une Révolution désespérément nombriliste malgré ses prophètes de l'humanisme. Mauvaise conscience d'une Révolution inachevée. Vainqueurs pourtant, au bout du compte. Il n'y a plus d'esclaves en France. Mais qui jurait qu'il n'y a plus de négriers ? Qui oserait prétendre que l'égalité règne entre les citoyens d'outre-mer et ceux de la métropole ? Le ministère des DOM-TOM a même créé une commission à ce sujet...

Et Jean-Marie Tjibaou, dira-t-on ? Comment ne pas y penser, en effet, bien que l'esclavagisme ait épargné la Nouvelle-Calédonie ? Mais à quoi bon en reparler ici, même si tous ces pans d'histoire renvoient à l'assassinat de ce Kanak tranquille qui invoquait si souvent les valeurs républicaines ? Sous la Révolution, la Nouvelle-Calédonie n'était même pas encore française...

ALAIN ROLLAT.

★ LA TRAITE DES NÈGRES SOUS L'ANCIEN RÉGIME, de Liliane Clément, Perrin, 328 p., 110 F.

★ TOUSSAINT LOUVERTURE, de Pierre Pluchon, Fayard, 658 p., 150 F.

★ LE TEMPS DE SAINT-DOMINGUE, L'ESCLAVAGE ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, de Jacques Tillys, Jean-Claude Lattès, 385 p., 150 F.

★ 16 PLUVIOSE AN II, LES COLONIES DE LA RÉVOLUTION, de Jean-Pierre Blanchet et François Zaccarini, Desclée, 204 p., 125 F.

★ LE BICENTENAIRE ET CES ÎLES QUE L'ON DIT FRANÇAISES, collectif autour de Dominique Glémé, Editions Skira et Syllepse, 144 p., 80 F.

Les archives de la police

Les auteurs des *Mystères de Paris* en l'an 1789 ont mené des recherches dans les archives inédites des commissaires de police parisiens de l'époque révolutionnaire. Ainsi peuvent-ils mettre sous nos yeux les pièces authentiques d'une trépanation d'affaires politico-judiciaires, chaque rapport de police étant introduit par un commentaire d'une exemplaire sobriété. Certains dossiers concernent des personnages illustres : Beaumarchais, les protagonistes de l'affaire du Collier, Mirabeau, La Fayette, Marat. D'autres intéressent des personnages de moindre envergure, mais hauts en couleur, du curé « de plus en plus rouge » de Chevroux au chanteur de Saint-Nicolas-des-Champs. D'autres enfin nous présentent sous un jour d'une précision inédite des épisodes comme le dieste des farines en 1789.

GERALD ANTOINE.

★ LES MYSTÈRES DE PARIS EN L'AN 1789, de Michel Blot et Pascal Payan-Appezzeller et Sylvie Massolier, 238 p., 94 F.

Bicentenaire

● Les Hommes de Londres, d'Olivier Blanc, Albin Michel, 256 p., 120 F. — Une étude documentée sur le rôle du gouvernement anglais dans l'histoire de la Terreur.

● Le Gouvernement de la Terreur, l'année du Comité de salut public, de Robert R. Palmer, préface de François Furet, traduit de l'anglais (États-Unis) par Marie-Hélène Dumas et revu par Guy Desgranges, A. Colin, 361 p. — Chronique de la dictature de l'an II, parue aux États-Unis en 1941 et devenue un classique de l'historiographie révolutionnaire.

● Les Deux Révolutions françaises, de Guglielmo Ferrero, le Livre de poche-bibliothèque, 218 p., 32 F. — Réédition de l'ouvrage publié en 1951 d'après les notes de cours du célèbre historien italien, mort en 1942.

● La Protestation populaire en France, 1789-1820, de Richard Cobb, Presses-Pocket, coll. « Agora », 322 p., 37 F. — Réédition en livre de poche de l'étude de l'historien britannique parue en anglais il y a vingt ans sous le titre *La Police et le peuple*.

● Charlotte Corday, de Bernadine Melchior-Bonnet, Tallandier, 250 p., 98 F. — Réédition d'une biographie compréhensive, mais non dévotionnelle, de la meurtrière de Marat.

● Les Gardes rouges de l'an II, d'Antoine Hadengue, Tallandier, 274 p., 98 F. — Réédition du récit, paru en 1930, des actions menées par les « hébertistes » en 1793-1794.

● Cinq Mémoires sur l'instruction publique, de Condorcet, texte présenté, annoté et commenté par Charles Coutel et Catherine Kintzler, Edilig, 298 p., 120 F. — Premier volume des *Œuvres de l'instruction publique* de l'auteur de l'*Esquisse d'un tableau des progrès de l'esprit humain*.

● La Grande Ronde du Père Duchesne, rue Saint-Antoine, de Jean-François Vilar, Epigramme, 70 p., 84 F. — Le récit des premiers

massacres de septembre à travers le point de vue de Jacques-René Hébert, tel que l'imagine le romancier Jean-François Vilar.

● Femmes, culture et révolution, de Elke Harten et Hans-Christian Harten, traduit de l'allemand par Belle Chabot, Jeanne Etoré, Olivier Mannoni, Des femmes-Antoinette Fouque, 580 p., 180 F. — Un essai sur la place des femmes dans la Révolution, suivi d'une série de textes (discours, pétitions, projets, chansons, etc.) dus à quelques « citoyennes » méconnues. On y ajoutera, paru chez le même éditeur, un autre recueil de motions et remontrances féminines : 1789, *Cahiers de doléances des femmes*, préface de Madeleine Rebérioux, introduction de Paule-Marie Duhet, nouvelle édition augmentée, 218 p., 95 F., et une cassette réunissant quelques-uns de ces textes lus par Silvia Montfort.

● Chants de la Révolution française, choix établi par François Mourou et Elisabeth Wahl, le Livre de poche, 224 p., 22 F., et Chansonnier révolutionnaire, textes choisis et présentés par Paul-Edouard Lavyer, Poésie-Gallimard, 318 p., 31 F. — Deux anthologies de chansons d'époque qui, malgré quelques recoupements, présentent un large échantillon de la production révolutionnaire.

● La Révolution française, d'Albert Mathiez, et les Origines intellectuelles de la Révolution française, de Daniel Mornet, la Manufacture, 584 p. et 632 p., 125 F. chaque volume. — Deux grands textes de 1922 et de 1933, réunis en coffret.

● Les Grandes Journées de la Constituante, Girondins et montagnards, Le 10 août, d'Albert Mathiez, Ed. de la Passion, respectivement 128 p., 85 F., 306 p., 120 F. et 128 p., 85 F. — Réédition de trois grands classiques de l'historiographie révolutionnaire parus respectivement en 1913, 1890 et 1934.

Vertus de l'Inde un 14 juillet

● LA PHILOSOPHIE, par Roger-Pol Droit

BICENTENAIRE oblige. Il convient d'écarter, pour ces jours-ci, une cocarde tricolore. Quand on souhaite évoquer la remarquable conjonction de trois ouvrages consacrés respectivement aux rituels du sacrifice dans l'Inde ancienne, à la place singulière des renoncements, enfin aux pratiques et aux traités de la médecine traditionnelle de l'Ayurveda (la « Science de la longévité »), l'opération paraît malaisée. Détrompez-vous. Qui veut trouver des liens directs entre l'Inde et la Révolution française n'a que l'embaras du choix.

On peut se contenter de citer Michel, unissant sans vergogne dans le *Sibde de l'humanité* (1983), brahmanisme et sans-culottes : « De l'Inde à 89 descend un torrent de lumières, le fleuve de Droit et de Raison. » Il peut également se souvenir, en historien moins enflammé, que l'Inde a constitué, de Voltaire à Jaucourt et de Diderot à l'abbé de Raynal, un des enjeux du discours philosophique des Lumières, comme l'Inde a montré les travaux de Sylvia Murr (1).

Si l'on fréquente les archives, on pourra en examiner d'étonnantes documents, comme ce petit recueil de l'an II intitulé *Morale des Orientaux*, composé par un compatriote nommé Miger. Dans la préface à sa compilation de fragments approximatifs des *Puranas* ou de la *Bhagavad Gita*, l'auteur accommode l'Orient à la mode des valeurs républicaines : « C'est au moment où les vertus sont mises à l'ordre du jour qu'il convient de publier ces belles maximes : en les transcrivant, je croyais écrire l'histoire des Français républicains. »

Bref, entre le Bicentenaire et l'Inde, la relation, évidemment artificielle, n'est pas impossible. D'autant que l'actualité s'en mêle : ce 14-Juillet est fêté à Delhi dans le cadre d'une « Année de la France en Inde », symétrique de l'« Année de l'Inde » qui se déroule en France en 1988-1989... Une fois versé ce tribut aux festivités de l'heure, attachons-nous à l'essentiel : trois recherches disséminées, mais qui explorent avec une commune rigueur certaines représentations collectives de l'Inde historique, dont la présence est encore forte dans la réalité indienne d'aujourd'hui.

Indianiste et anthropologue, Charles Malamoud conjugue exemplairement la grande érudition et la réflexion la plus fine. En une quinzaine d'études rédigées entre 1968 et 1987, il interroge les textes sacrés du brahmanisme ancien (*Vedas*, *Brahmanas*, *Kalpa-Sutras*, principalement) pour saisir comment les rituels du sacrifice ont fourni, en Inde, matière et occasion à l'élaboration des catégories de la pensée. Certes, des couples de notions tels que continu-discontinuité, répétition-différence, immédiat-différé, implicite-déployé sont présents, sous quelque forme, dans toutes les cultures. Celle de l'Inde ancienne a pour particularité fondamentale de les construire à travers une réflexion ample et profonde qui est tout entière centrée sur la logique du rite et sur les moindres détails du dispositif sacrificiel.

Il ne faut donc pas considérer le sacrifice comme un acte parmi d'autres, une pratique délimitée à laquelle viendraient se juxtaposer les registres divers des conduites humaines, de la politique à la mystique, ou de la morale à l'économie. Il convient plutôt de comprendre le sacrifice comme le cadre de référence premier qui sert à penser l'homme et le monde. Avec un luxe de détails lumineux ou savoureux, Charles Malamoud donne à voir la cohérence interne de cette conception. Modèle de tout acte, le sacrifice fonde la pensée du politique aussi bien que la représentation des dieux. Il régit les faits et gestes les plus quotidiens, des prescriptions alimentaires à l'apprentissage des textes.

AUX définitions aristotéliciennes de l'homme (animal doué de raison, animal politique), doit être confrontée celle du *Veda* : « De tous les animaux aptes à être victimes sacrificielles, l'homme est le seul qui soit apte aussi à faire des sacrifices. » Cette anthropologie de l'animal sacrificiel, Charles Malamoud en explicite les traits fondamentaux. Il en élabore bon nombre de recueils obscurs, avec une minutie qui n'entrave jamais la clarté des analyses.

Reste le titre de ce recueil. Il sonne curieusement : *Cuire le monde*. Il transpose, de

façon littérale, une expression sanskrite (*lokapakti*) qui déroute plus d'un philologue. Certains l'ont rendue par « bonne renommée », d'autres par « perfectionnement du peuple ».

Les travaux de Charles Malamoud montrent que le terme est à prendre à la lettre : le sacrifice est une cuisson. L'homme y transforme, par le feu, soi-même et le monde. Mieux : le sacrifice « recuit », plutôt qu'il ne traite une matière crue. Il prolonge, répète, entretient un ordre cosmique, divin et humain, qui est lui-même le produit de toutes sortes de coctions. Cette extraordinaire valorisation du cuit constitue l'un des traits majeurs de l'imaginaire indien. Elle donne lieu à des transpositions multiples. Limitons-nous à deux exemples : le renoncement, la médecine. La figure du renoncant (*samnyasin*) occupe en Inde une place très particulière. Il

cine galénique d'Europe. Elle vaut pour la médecine ayurvédique indienne, dont des milliers de praticiens sont toujours en activité. Un livre à tous égards merveilleux nous fait pénétrer, avec une sensibilité docte, dans cet entrelacs d'odeurs et de discours.

FRANCIS ZIMMERMANN a jeté l'ancre sur la côte malabare, au Kerala, dans l'Inde du Sud. Les Romains savaient déjà utiliser — Strabon en témoigne, et Pline — le retournement des vents de mousson pour aller d'Arabie au Malabar l'hiver, et en revenir l'été. A Chengannur, ils faisaient caisson de cerises locales (poivre, gingembre, cardamome...) et aussi de cannelle, girofle ou muscade venues de l'insulande.

Autour de ce foisonnement d'épices, l'élaboration des remèdes va nouer, en une spirale sans fin, le savoir de Francis Zimmermann disant les fils et désignant les mailles, les gestes de la cuisine paysanne et la rhétorique d'un discours savant. On passe en effet sans rupture de ces fourneaux quotidiens, où mijotent interminablement des plantes dont une lente ébullition condense et active, croît-on, les sèves et les sucs, à ces grands chaudrons où se préparent, des jours ou des mois sur les bords, les huiles médicinales.

La cuisson, de nouveau, « C'est ou mieux fois encore » une huile « guérit plus vite encore ». Que guérit-elle ? Un déséquilibre des humeurs, dû lui-même à une coction insuffisante, laissant persister dans le corps des résidus crus ou mal cuits. Pierre résumé. Car toute une bibliothèque se condense dans les fourneaux, commande aux diagnostics, et traverse les thérapeutiques. Tandis que les plantes réduisent, les discours profitent. Les noms des syndromes, ceux des remèdes, leurs compositions même, s'articulent en des formules stéréotypées, surabondantes, combinables et souvent... substituables les unes aux autres. Maniant avec une égale aisance le sanskrit et le malayalam, Francis Zimmermann met patiemment en lumière les mécanismes de cette rhétorique savante. Il en analyse les figures, et reconstitue le système classificatoire à facettes de la nomenclature et de la pharmacopée traditionnelle.

Le principal acquis de son travail est d'établir avec force que l'Ayurveda appartient au même univers de pensée que le galénisme. Tous deux sont fondés sur une même théorie des humeurs (vent, bile, flegme), qui conduit à une même classification des fièvres. En ce domaine, Europe et Inde partagent plus que des idées générales, et tout conduit à penser que bien des échanges intellectuels ont accompagné les échanges d'épices.

Ces brèves indications ne peuvent rendre compte de la richesse d'un livre qui devient, à la fois, un livre de l'histoire de la médecine, de l'histoire des sciences et de la philosophie, le *Discours des remèdes au pays des épices* conduit à des méditations multiples sur l'entrecroisement de la terre, des corps et des mots, sur l'imbrication des faits de mentalité et des faits sociaux, sur le trame de la tradition dans la réalité indienne d'aujourd'hui.

Ce travail très savant n'oublie pas de prendre le lecteur par la main. Il ménage de subtiles équilibres entre les vives tentations du terrain et l'aridité des traités sanskrits, comme entre la sympathie pour les maîtres indiens et la distance de l'observateur. Aussi n'y a-t-il aucune raison, sans délaissier pour autant les feux de Bengale de notre République, de se refuser cette fête intellectuelle, du côté d'anciens régimes du savoir.

★ CUIRE LE MONDE, rite et pensée dans l'Inde ancienne, de Charles Malamoud. Ed. La Découverte, coll. « Textes à l'appel », 336 p., 240 F.

★ UPANISHAD DU RENONCEMENT, traduction du sanskrit, introduction et notes par Aiyette Degrâce-Fahd, Fayard, coll. « L'Esprit intérieur », 462 p., 180 F.

★ LE DISCOURS DES REMÈDES AU PAYS DES ÉPICES, de Francis Zimmermann, Fayard, coll. « Médecine et sociétés », 312 p., 190 F.

(1) Voir notamment « Les conditions d'émancipation du discours sur l'Inde au siècle des Lumières » in *Inde et Littérature*, coll. « Parashakti », vol. 7, Ed. de l'ÉHESS, 1983.



Jürg Altwegg
QUERELLES
de Français

La nouvelle
trahison
des clercs

JÜRGEN ALTWEGG
Querelles de Français

L'histoire des intellectuels dans la vie politique française vue par un journaliste allemand, collaborateur de la "Frankfurter Allgemeine Zeitung". Un tumultueux jeu de rôles où histoire, politique et vie culturelle se mêlent intimement, sous le regard partial, volontairement polémique de Jürg Altwegg.

GRASSET

RELIGIONS

Ibn Arabi,
le « saint des saints »

Claude Addas propose la première biographie complète de celui qui, au tournant du douzième et du treizième siècle, contribua à faire de l'islam plus qu'une religion : une culture et une civilisation.

par Tahar Ben Jelloun

EN cette époque de confusion et d'intolérance, il faut lire ou relire les textes des mystiques musulmans. Leur vie comme leurs écrits ont été l'expression d'une liberté absolue. Ce qui a enrichi et renforcé le message islamique, offrant au croyant des œuvres fondamentales qui font partie aujourd'hui du patrimoine universel. Des poètes comme Al Hallaj, Niffari (I) (X^e siècle) et Ibn Arabi (XII^e siècle) ont contribué de manière déterminante à faire de l'islam plus qu'une religion : une culture et une civilisation fondées sur l'amour, le renouement et le dépouillement. Si Al Hallaj a payé de sa vie ses audaces — il a été condamné pour avoir affirmé être la Vérité, une façon de se confondre avec Dieu. — Niffari, surnommé « l'errant », et Ibn Arabi, dit « le Cheikh al Akbar », ont réussi à traverser leurs époques sans faire aucune concession et en laissant à l'humanité des œuvres maîtresses qui nous aident à « percevoir l'indicible » ou à atteindre « le Soufre Rouge », c'est-à-dire l'essence du degré spirituel du saint.

L'itinéraire intellectuel et spirituel d'Ibn Arabi, maître du soufisme arabo-islamique, est bien sûr exceptionnel puisqu'il s'agit non seulement d'un saint, mais d'un « sceau des saints », « sultan des gnostiques », héritier par excellence du « sceau de la prophétie ». Il empruntera des chemins circulaires ; quant à son ascension, c'est « un voyage qui ne s'est pas effectué ailleurs qu'en lui-même ». Claude Addas retracera cet itinéraire avec rigueur et minutie dans la première biographie

complète de ce « saint des saints ». C'est ainsi un portrait de l'époque tumultueuse où a vécu Ibn Arabi entre l'Andalousie, le Maghreb et l'Orient.

Né en 1165 à Murcie en Andalousie, au moment où l'islam triomphe hors des terres arabes, il connaît très tôt, à peine adolescent, l'illumination lors d'une retraite. Après cette découverte, il estimera que ses années antérieures — temps avant la lumière, d'avant la connaissance, d'avant la révélation de l'islam — auront été inutiles.

L'itinéraire du soufi

L'itinéraire du soufi consiste en trois étapes : l'illumination due à l'intervention divine ; la conversion faite de renouement et de dépouillement, en vue de réaliser la servitude pure et suprême à l'égard de Dieu ; enfin la *fatra*, traversée du désert au terme de laquelle Dieu l'accueille. Ibn Arabi brille les étapes. Il accomplit d'un bond le parcours initiatique et parvient très vite à la Quête, aidé par une triple intervention prophétique, celles de Jésus, Moïse et Mohammed, dont il se sent proche au point de se considérer comme investi par eux, se comportant avec ses disciples comme un prophète dont l'ambition est de « s'acquitter de son engagement envers Dieu ».

Il entretient avec Dieu un rapport direct et permanent et prétend avoir vu « tous les prophètes depuis Adam jusqu'à Mohammed », établissant une différence entre prophète et saint : la révélation du prophète apporte une législation, celle du saint en confirme l'authenticité (2).

Il fréquente plus les cimetières que les livres. Il ne prendra connaissance des textes classiques du soufisme que tardivement, surtout lors de son voyage en Orient. Ignorant la philosophie grecque et montrant peu d'intérêt pour les philosophes arabes (il n'aime pas Al Farabi, l'auteur de la *Cité idéale*, qu'il tient pour impie), il a cependant une grande estime pour Averroès, qu'il rencontre à l'âge de quinze ans. Au cours de ses retraites solitaires, il converse avec les morts, et Dieu lui envoie des versets coraniques en « pluie d'étoiles ».

Pour lui, « le Coran ne cesse jamais de voyager vers le cœur de ceux qui le préservent ». Il a sa grande vision à Cordoue : les Elus de Dieu — prophètes et saints — se sont rassemblés pour le féliciter d'avoir été désigné comme « le sceau de la sainteté muhammadienne ». A partir de cet événement capital, sa quête du Soufre Rouge (symbole alchimique de la transformation de l'argent en or) connaît des développements rapides.

« Un visage sans nuque »

Avant de partir pour la Syrie, il fera un séjour à Fès où il accèdera « à la Demeure de la Lumière ». Là son pouvoir visionnaire sera plus fort et plus précis : comme le Prophète qui déclarait « voir dans son dos », Ibn Arabi se présentera comme « un visage sans nuque », un œil total, capable de saisir l'ensemble de l'espace. Fès, qu'il appelle « Nûr » (Lumière), sera une étape privilégiée de son itinéraire peut-être aussi importante que l'étape de La Mecque.

Damas est à l'époque un centre culturel très riche, plus prié que Le Caire. Dans son livre *Futuhât*, Ibn Arabi écrit à propos de la Syrie, qu'on appelle Sham : « Habite le Sham si tu peux, car il est établi que l'Envoyé de Dieu a dit : « Prenez soin du Sham, car c'est la terre que Dieu a préférée et il y choisit l'élite de Ses serviteurs ». D'après ses biographes, l'Égypte n'appréciait pas beaucoup l'œuvre d'Ibn Arabi. S'ils l'avaient pu, les théologiens du Caire l'auraient probablement condamné à mort pour ses audaces et ses visions qui le mettaient presque sur le même plan que les prophètes des trois religions révélées. Il dira lui-même : « Je n'écris rien que n'ait été projeté vers moi, je n'écris rien que ce qui m'a été inspiré. Je ne suis ni prophète ni envoyé, mais simplement héritier ».

Son œuvre et son action dépassent l'aire arabe et islamique. Leur portée s'exprime dans sa conviction d'avoir été le « Messager de la Miséricorde divine », porteur d'un universel message d'espérance. Il meurt à Damas en 1240, laissant une œuvre considérable qui ne cesse d'exercer une influence déterminante sur la mystique islamique.

TAHAR BEN JELLOUN.

★ **IBN ARABI OU LA QUÊTE DU SOUFRE ROUGE**, de Claude Addas, Gallimard, 416 p., 130 F.

(1) Les éditions de l'Éclat (Combas, 30250 Sommières) publient le *Libre des stations de Niffari*. Ce texte, très bien traduit par Musti Kabbal, paraît pour la première fois dans son intégralité. Il est suivi d'une postface d'Addas, « Vers une étrangeté familière » (180 p., 58 F.).

(2) Cf. l'ouvrage de Michel Chodkiewicz *Le Sceau des saints : prophète et saint dans la doctrine d'Ibn Arabi*, Gallimard, 1986.

La traversée
de la Méditerranée

Deux livres qui viennent à point si l'on veut connaître l'islam avant de le juger.

VOICI deux livres qui tombent à pic. Le premier, da à Mohammed Arkoun, vise à répondre aux questions que se posent réciproquement nos sociétés d'Occident et l'islam, et que les deux parties, sous peine de devenir antagonistes, devraient aussi se poser sur eux-mêmes : définition du fait religieux, rapport à la science et au pouvoir, vision du monde et des autres. L'universitaire, spécialiste reconnu de ces problèmes, a voulu les transcrire sous une forme simple et accessible à tous : pari réussi, pour l'énorme majorité des pages. Autant dire que la lecture de ce petit livre s'impose, ici, à tous ceux qui s'interrogent loyalement sur l'islam.

Islam ou monde musulman ? Arkoun tient, avec d'autres, à distinguer, quand il le faut, entre le noyau original et essentiel, contenu dans le message du Coran, et les formes qu'il a reçues, dans toute sa longue histoire, de son inscription dans des sociétés souvent très différentes : non seulement penser le temps et l'espace, mais aussi, bien entendu, son rapport à l'État, d'où la fameuse question de la possibilité d'une laïcité en pays d'islam.

Le symbole du dialogue

Tout cela (on le devine ne serait-ce qu'à travers la forme choisie pour l'exposé : questions et réponses autour de grands thèmes) vise non pas à la dissertation savante, encore moins à la polémique que peuvent entraîner les brûlures de l'actualité, mais à fournir, pour aujourd'hui, les clés d'une compréhension réciproque. Pour Arkoun, elle passe par une remise à plat générale de tous les concepts hérités de part et d'autre de la Méditerranée : Méditerranée symbolique, si nous en saisissons la chance, d'un dialogue que tout le monde appelle de ses vœux sans toujours savoir, pouvoir, ou parfois même vouloir, sincèrement l'engager.

Il faut, dit Arkoun, nous défaire les uns et les autres de la « clôture dogmatique » où nous enfonçons « les théologies traditionnelles et les idéologies de combat ». « On ne minimisera pas l'importance, pour la paix sociale et le respect des droits de l'homme, de la séparation moderne des pouvoirs législatif, judiciaire, exécutif, spirituel ; mais on n'oubliera pas que ces pouvoirs renvoient tous à des questions plus radicales qui se situent en amont de tous nos discours politiques, juridiques et religieux : l'être, la valeur comptent toujours parmi nos questions ouvertes qui motivent notre

recherche, nos combats, nos satisfactions » (p. 42).

C'est dans cet esprit que doit, nous dit Arkoun, se définir non pas le laïcisme, mais la laïcité, « progrès majeur de l'esprit », « ouverte, pratique comme une attitude critique devant tout acte de connaissance » (p. 37). D'où nous concluons à la nécessité de veiller à ne pas donner d'armes à ceux qui l'attaquent : car elle appartient — on devrait l'appartenir — à personne, mais à tous.

L'autre livre, signé Daniel Gimaret, est résolument différent : de taille, de propos et de ton. Il s'agit ici d'exposer l'un des modes les plus communs de la piété musulmane, qui consiste à évoquer l'Être par des noms se référant à ses qualités, ainsi qu'y invite le Coran. La tradition fixe au nombre de 99, le dernier (ou plutôt le premier) étant celui de Dieu lui-même (Allah), ou bien un autre que Dieu tient secret, ou un autre encore réservé à quelques initiés, étant bien entendu, de toute façon, que cette liste ne saurait épuiser l'évocation, s'agissant de l'Être infini.

Daniel Gimaret déclare, dans sa préface, qu'il ne voit pas « comment un non-arabisant absolu pourrait être concerné par un tel travail ». C'est trop de modestie. Sans doute le livre n'est-il pas de ceux qui se lisent en quelques heures dans le métro, ou en pensant à autre chose. Mais sans parler des arabisants et islamisants, pour qui il constituera un indispensable instrument de travail et de réflexion, il me semble que bien d'autres en tireront profit.

Ils y découvriront la signification exacte, selon les théologiens musulmans, du nom même de Dieu et pourront, après eux, se le représenter comme le fait un musulman, autour de quelques thèmes : la vie, l'éternité, la perfection, la puissance, la science, la justice, la vérité, la bonté et le pardon. De la même façon, on prendra dans ce livre l'exacte mesure des débats soulevés, de la mise au point progressive de la liste ou des listes, de leur réception plus ou moins large par la communauté musulmane.

Libre difficile ? Je ne sais. On plutôt, je sais bien qu'en ces temps, hélas, de controverses, plus que de dialogues vrais, un livre comme celui-ci vient, avec celui de Mohammed Arkoun et comme je le disais, à point. Au moins pour tous ceux-là qui souhaitent connaître avant de juger.

ANDRÉ MIQUEL.

★ **OUVERTURES SUR L'ISLAM**, de Mohammed Arkoun, éd. J. Grancher, 189 p., 69 F.

★ **LES NOMS DIVINS EN ISLAM**, de Daniel Gimaret, éd. du Cerf, 448 p., 295 F.

Ces chrétiens parlant comme le Christ...

Un érudit belge nous introduit chez les syriaques, la plus méconnue des communautés chrétiennes orientales.

AVANT d'évoquer le livre, parlons de la collection « Fils d'Abraham » dans laquelle il s'insère. Après un ouvrage général consacré aux révélées des trois grandes religions et des monographies sur les adventistes du Septième Jour et les babais, le travail du dominicain belge Claude Sélis, *Les Syriens orthodoxes et catholiques*, arrive en éclaireur d'une série d'une douzaine de livres, tous dus à des spécialistes et consacrés à des religions peu ou mal connues comme celle des falachas (juifs noirs d'Éthiopie), des sikhs, des druzes, des maronites, des samaritains, des nestoriens, des chaldéens, etc.

L'initiative des éditions Brépols de Belgique mérite d'être louée, car elle met à la disposition du public cultivé ou simplement des curieux qui pensent, comme Baudelaire, que le monde serait bien ennuyeux sans les religions, des petits livres (moins de trois cents pages) donnant, avec cartes, graphiques, clichés et bibliographie, l'essentiel sur telle ou telle croyance, dans ses aspects historiques, culturels, théologiques, etc.

D'aucuns trouveront peut-être que le texte de l'orientaliste belge est parfois trop érudite et généralement écrit sur le strict mode universitaire. Ces reproches ne sont peut-être pas tout à fait injustifiés mais il faut prendre *Les Syriens orthodoxes et catholiques* comme une mini-encyclopédie sur le sujet et n'y chercher ni écriture ni émotion. A ce sujet, le « roman vrai » de Nicolas Sandray, *Le Maître des fontaines* (Denoël) (voir *Le Monde* du 18 août 1978), qui a pour toile de fond la chrétienté syrienne, à notre époque, pourrait fournir un agréable complément



au travail de Claude Sélis, du moins à ceux assez heureux pour trouver ce livre devenu précieux.

On pourra regretter, en tout cas, l'opaque graphie dite savante choisie par le Père Sélis alors qu'il s'adresse en principe à un public non expert (Siraz au lieu de Chiraz, Mossoul au lieu de Mossoul et ainsi de suite) et également le titre ambigu d'un volume qui, en effet, ne traite pas des habitants chrétiens de la Syrie mais des syriaques. Ce n'est pas du tout la même chose même si le patriarche syriaque orthodoxe siège depuis 1924 en Syrie — pays où vivent une partie de ses fidèles. (Irakien, le patriarche actuel, Ignace Zakka I^{er}, régnait depuis

1980). Pour ne donner qu'un autre exemple de ce méli-mélo, les melkites de Syrie sont syriens et catholiques mais non syriaques... Clemenceau grondait un jour devant le bûcheron touffu des rites chrétiens orientaux : « Je ne me sens pas très syriaque... »

Mais beaucoup d'autres syriaques — par le rite et la langue, — une langue dérivée directement de l'araméen parlé par Jésus et une bonne partie de ses contemporains d'Orient — vivent en Irak, en Turquie, au Liban, en Israël, en Cisjordanie, sans parler d'une importante diaspora aux Amériques et même en France (trois mille personnes à Paris, Lyon et Marseille).

Ces syriaques orthodoxes — nommés aussi jacobites — sont de nos jours moins de deux cent mille, auxquels on peut ajouter les quelques deux millions de syriaques orthodoxes encore plus oubliés vivant dans l'Inde et appelés également « chrétiens de saint Thomas », allusion à l'apôtre évangéliste supposé du subcontinent. Ces syriaques indiens disposent depuis 1974 d'un patriarche, sorte de vicaire-patriarche, établi au Kerala et grand électeur lors de l'élection patriarcale.

Le tableau serait incomplet si on ne mentionnait pas les syriaques catholiques (moins de cent mille âmes) vivant actuellement en Irak, Syrie, Turquie, Égypte, Israël, Jordanie et Liban, pays où leur patriarche — depuis 1968, Antoine II Hayek, successeur du « terrible » cardinal Gabriel Tappouni — s'installa en 1898.

Et ce n'est pas tout : existent en Inde trois cent mille syriaques catholiques appelés *syro-malankars*. Ce sont des orthodoxes ralliés à Rome mais complètement indépendants du patriarche établi au Liban. Le Père Sélis, qui connaît toutes les nuances de l'araméen et les moindres événements de la longue histoire d'une communauté aussi typée que rare, est naturellement comme le poisson dans l'eau au milieu des rites, schismes et ralliements. Pour l'amateur, c'est un plaisir de le suivre dans ce dédale, parfois aride, toujours surprenant.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ.

★ **LES SYRIENS ORTHODOXES ET CATHOLIQUES**, de Claude Sélis, coll. « Fils d'Abraham », éd. Brépols, Turnhout, Belgique, 298 p. (non compris 14 photos inédites en couleurs), 115 F.

Arc-en-ciel mahométan

MALGRÉ son titre, *Aux cinq couleurs de l'islam*, c'est un petit volume noir comme le deuil éternel des chutes, comme le drapeau des Abbassides et celui des plagues dangereuses. Mais l'intérieur en est écarlate, charnu, brûlant de vie et d'érudition. Un compagnon d'été idéal pour l'orientophile, tel est l'effet produit sur nous par le dernier recueil de Vincent Mansour Monteil.

Beaucoup en veulent à notre linguiste, à notre islamologue, disciple rebelle de Louis Massignon (*Le Livre de feu*, Végèce, 1987) et redécouvreur culotté de Lawrence d'Arabie (*Le Levrier fatal*, Hachette, 1987), beaucoup lui en veulent car il s'est converti à l'islam (sunnite) en 1977 en Mauritanie ; car il n'a cessé de défendre la révolution (chétive) en Iran.

Mais ne sont-ce point là ses droits, que notre société de toutes-les-licences devrait lui consacrer sans mauvaise grâce aucune ? « Ne jugez point ! », demandait André Gide, après le Christ. Et s'il faut juger Monteil, limitons-nous à la longue œuvre de cet homme d'actions et

d'études, combattant en Corée, diplomate à Téhéran, savant au Sénégal, etc.

Son dernier livre, *Aux cinq couleurs de l'islam*, est un raccourci de ces parcours, de cette existence pleine comme un œuf : onze chapitres mûris autour du monde musulman, des juifs d'Ifrane au Maroc jusqu'aux Musulmans-Noirs des États-Unis en passant par « Ce que nous devons aux Arabes », puis l'islam turc ou indo-iranien ou malais ou sénégalais. Chaque texte tissé de choses vues, à la Victor Hugo, de savoirs à l'ancienne avec retour systématique aux sources (et sur les « lieux du crime »), le tout sous l'évocation de Massignon et également d'Ibn Barut, le « fils du canon », ce grand chroniqueur médiéval ténébreux dont Monteil, dans son ouvrage, résume en connaisseur les Voyages, entrepris, eux aussi, sous l'arc-en-ciel islamique.

J.-P. P.-H.

★ **AUX CINQ COULEURS DE L'ISLAM**, de Vincent Mansour Monteil, Maisonneuve et Larose, 312 p., 135 F.

هكذا من الأصل

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Quelques très grands Russes

★ **LE POÈTE ET LA CRITIQUE, LE POÈTE ET LE TEMPS**, de Marina Tsvetaïeva, traduits du russe par Véronique Lesky, Ed. Le Temps qu'il fait, 64 p. et 88 p., 50 F et 66 F (Distr. Diogenes).

★ **AVERSE DE LUMIÈRE, LES FLAGELLANTES**, de Marina Tsvetaïeva, traduit du russe par Denise Yoccoz-Nougat, Ed. Clémence Hiver, relié 16,2 cm x 11,4 cm, 64 p., 680 F (Distr. Diogenes).

★ **ANDRÉ BIELY ; VELEMIŘ KHEILNÍKOV ; ALEXSEI VEIZOV ; MARINA TSVETAÏEVA**, traduits et présentés par André Markovitch, quatre petits volumes (Série x 5,7 cm sous plastique, Ed. Clémence Hiver, 28 p., 100 F).

★ **AUTRES RIVAGES**, souvenirs de Vladimir Nabokov (traduit de l'anglais par Yvonne Davet) (Prix Hippocrate-Kaminsky 1961), nouvelle édition revue et augmentée, compléments de textes traduits par Michel Akor, Gallimard, 330 p. (avec un index et 16 pages de photos), 150 F.

★ **LE GOUVERNEUR**, de Leonid Andreïev, traduit du russe par Serge Perle et Tzvetar de Witzen, Le Temps qu'il fait, 116 p., 72 F (Distr. Diogenes).

C'ÉTAIT à prévoir. Que Marina Tsvetaïeva (1892-1941), la géniale, deviendrait la grande découverte de la fin du vingtième siècle. Cela ne s'est pas fait tout seul, évidemment, et il a fallu le mieux, entièrement de quelques chercheurs, de quelques journalistes qui, souterrainement, clandestinement, ont travaillé avec acharnement pendant des décennies à ressusciter une morte, dont les vers, et le nom même, étaient voués à l'oubli. Mais les poètes ne meurent pas. Et leur génie finit par leur survivre.

D'abord, c'est le destin terrible de Marina l'émigrée, revenue au pays pour se pendre (1), qui retentait l'attention après qu'on eut appris à connaître un peu cette créature de passions dans le *Journal d'Ilya Ehrenbourg*, qui, dès le début, joue un rôle non négligeable dans l'estimation du poète. Puis ce fut la publication de cette extraordinaire *Correspondance* de trois de l'été 1926 que Marina mena, sans les rencontrer, avec Boris Pasternak et avec Rainer Maria Rilke (Gallimard, 1983). Pourtant, ce sera la découverte de ses vers qui va stupéfier, d'abord grâce à la lecture du volume anthologique réuni par Eve Mallet sous le titre de *Tsvetaïeva, la Jeunesse* (La Découverte, 1986), dans lequel la traductrice nous révélait Tsvetaïeva, poète.

Depuis, grâce à la passion de «petits» éditeurs, on voit apparaître de petits livres qui sont comme des joyaux et qui, chaque fois, témoignent du don extraordinaire d'une femme qui, à chaque vers, s'affirme poète : «Si je ne faisais pas des vers, ma vie ne serait pas la mienne, je ne serais pas moi-même», disait-elle. Étrangement, ce ne sont pas des bribes, mais des œuvres véritables que ces petits livres de Tsvetaïeva dans lesquels elle révèle à merveille diverses facettes de sa personnalité. Pas moins de cinq titres nouveaux nous sont, en effet, donnés à lire. Deux œuvres «théoriques» sur le rôle du critique dans la création artistique, *Le Poète et la Critique*, *Le Poète et le Temps*, sont une réflexion du poète sur l'art et la création.

«Le premier devoir d'un critique de poésie est de ne pas écrire lui-même de mauvais vers. Ou — du moins — de ne pas en publier. (...) La première vertu d'un critique est la clémence. Or celle-ci — s'il écrit et s'il publie — il est aveugle à double titre», écrit-elle dès son arrivée en France en 1925, entrant en contact avec les milieux russes de l'époque. *Le Poète et la Critique* est une série de réflexions singulières et polémiques dans lesquelles elle s'exprime, avec sa vigueur et son don des formules, sur le rapport de l'écrivain avec ses lecteurs par l'intermédiaire du critique.

Surtout, elle va définir ce qu'elle edge d'elle-même : «Rédiger le lecteur par d'élegants clapotis verbeux n'est pas le but de la création. Mon but, lorsque je commence à écrire, n'est de réjouir personne, ni moi-

même, ni un autre, c'est de créer l'œuvre la plus parfaite possible. La joie vient plus tard, après l'achèvement.»

Chez Clémence Hiver, Brigitte Rax continue à nous faire approcher la diversité de l'œuvre de Marina : après *Indices terrestres* et *Mon Pouchkine* (Clémence Hiver, 1988), voilà deux petits volumes cartonnés, faciles à glisser dans n'importe quelle valise, dans n'importe quelle poche. *Averse de lumière*, qui date de 1922 ; c'est la découverte de Pasternak avec la lecture, à Berlin, de *Ma course la vie*, tombée sur elle «comme une averse», une «averse de lumière» ; éblouissement que, bouleversée, elle fait percevoir au lecteur : «Ceci n'est rien d'un compte rendu : j'ai seulement cherché une issue pour ne pas étouffer. Pasternak : le seul de mes contemporains pour qui ma cage thoracique se soit révélée trop étroite.»

L'autre texte, *Les Flagellantes*, écrit en 1934 au lendemain de la mort d'André Bely, «mal dans sa peau, mal dans sa vie», évoque le souvenir de l'enfance dans la Russie profonde, à Taroussa, et la fascination de la petite Marina pour les sectes de vieux-croyants.

Enfin, encore plus petits, mais pesant plus que leur poids, quatre livres minuscules, traduits, préfacés, annotés par cet amoureux des poètes qu'est André Markovitch qui a choisi

Une seconde édition, «définitive», revue, corrigée et augmentée, avait paru en 1986, alors que l'auteur était revenu vivre en Suisse. C'est cette version, revue, corrigée et commentée, que vient de publier Gallimard. Excellente occasion de lire ou de relire cette autobiographie non chronologique, mais savamment composée, de l'auteur de *Préface* et de la *Défense Loujine*, dans laquelle, avec la minute de l'entomologiste, Nabokov a procédé à des ajouts, des précisions, des coupes même. Précisions qui ne changent pas vraiment notre vision du célèbre romancier, mais qui nous le font mieux appréhender dans sa complexité et dans la création d'un style original.

«M'appliquer à me rappeler de façon vive et nette un peu du passé, c'est à quoi j'ai pris, toute ma vie, un extrême plaisir et j'ai lieu de croire que cette même santé, presque pathologique, de la faculté de revoir en esprit le passé est un trait de caractère héréditaire», nous dit Nabokov, qui rappelle «un certain endroit dans la forêt où [son] père s'arrêtait pleureusement pour évoquer le papillon rare que, le 17 août 1883, son précepteur allemand avait pris pour lui dans son filet». Il s'attache à situer avec précision les propriétés de sa famille autour de Pétersbourg, à préciser la personnalité de ce père, chef de l'opposition à la Douma, puis membre du cabinet Karsinski, qui sera tué à Berlin en 1922 pour avoir protégé son ami Mikoulov des belles de deux fascistes russes.

Et, comme on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même, Nabokov n'étonnera personne en prêtant une attention soutenue et perspicace à l'auteur auquel il s'est «le plus intéressé». Surtout, naturellement, «il appartenait à une génération qui, à l'école, était sérieuse. Parmi les jeunes écrivains formés dans l'exil, il était le plus solitaire et le plus arrogant. Dès la parution de son premier roman, en 1925, et pendant les quinze années suivantes, jusqu'au moment où il disparaît de façon aussi inattendue qu'il était apparu, son œuvre ne cesse de susciter un intérêt vif et assés malin chez les critiques. Est-ce par modestie que, à propos de son aïeul, Nabokov a procédé à de longues coupes nous cachant que, jadis, il avait aimé l'invitation au supplice et la Défense Loujine de ce Sine dont il ne nous dévoilera pas l'identité ?

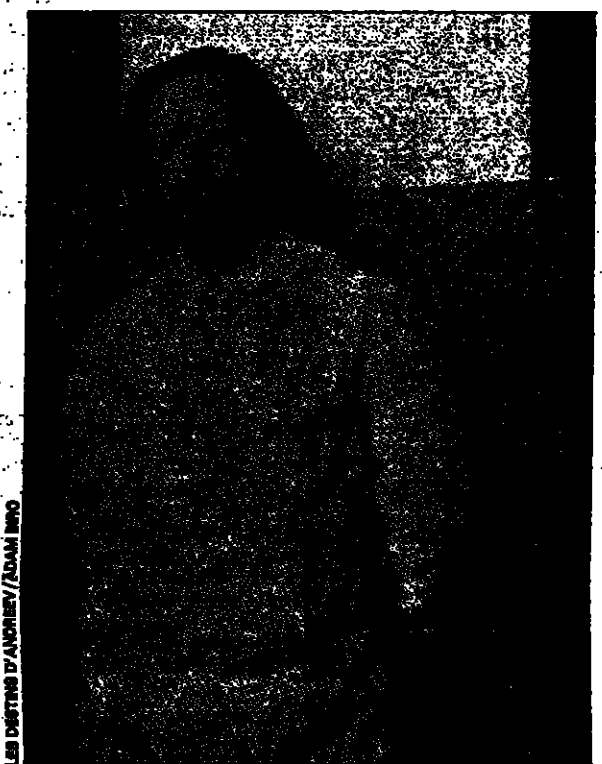
REMONTONS encore dans le temps, lors de la révolution de 1905, quand Vladimir Nabokov avait cinq ans, pour admirer une étonnante nouvelle d'un écrivain plutôt méconnu : le Gouverneur, de Leonid Andreïev (2), qui reparait dans une traduction publiée au début du siècle par la Librairie académique Perrin et remaniée par Lily Denis pour Julliard en 1973. Écrit pendant l'été de 1905, ce récit nous montre un Andreïev plutôt favorable aux révolutionnaires — lui-même vient de séjourner en prison pour avoir hébergé une réunion clandestine de socialistes-démocrates et il devra partir, un temps, pour l'étranger avant de revenir s'établir en Finlande.

Le Gouverneur, c'est, en quelque sorte, une «chronique d'une mort annoncée». Le gouverneur d'une petite ville a mené une révolte et fait tirer sur les grévistes affamés : trente-cinq hommes, neuf femmes, trois enfants sont morts. Dès le lendemain de la fusillade, la ville entière sait que le gouverneur va être tué ; lui-même sait qu'il est condamné. Il ne se soustrait pas à son destin, marchant lucidement vers cette fatalité qui est une justice supérieure. «Hier, j'ai rêvé de votre enterrement, lui écrit une lycéenne anonyme. Et derrière le cercueil, il n'y avait que des agents de police. Et elle conclut : «Je vous plains car j'étais votre fille, car j'ai grand-père de vous.»

C'est une extraordinaire réflexion sur le pouvoir, sur la mort. A ne pas manquer.

(1) On pourra lire la biographie écrite en français : *Marina Tsvetaïeva, un itinéraire poétique*, Solin, 1987.

(2) Voir le bel album de photographies antérieures prises par Andreïev à partir de 1908 : *Les Destins de Leonid Andreïev* (Adam Biro éd., 1989).



Leonid Andreïev.

quatre cycles des années 20. Quatre grands : Remizov (*Le Destin de feu*, d'après Héraclite), Khlebnikov (*Le Président de la Tchénka*, inédit en russe jusqu'en 1988), Bely (*Petit Train forain sur la petite planète Terre*), Tsvetaïeva (*Les Arbres*, extrait de *Après la Russie*). En attendant une bonne douzaine de proses et de vers de Tsvetaïeva à paraître sous peu. Pour, chaque fois, nous ravir.

REMONTER le temps. Revenir au moment de l'enfance perdue, tel était le projet de Vladimir Nabokov en nous livrant sous le titre français de *Autres rivages* «une montagne de souvenirs personnels» de Saint-Petersbourg à son départ d'Europe en 1940. Mais en insistant particulièrement sur les premières sensations, les premiers jeux, les premières lectures, les premiers amours, les premiers poèmes dans une Russie disparue. Une première version de cette autobiographie écrite en Amérique entre 1947 et 1951 parut d'abord sous le titre de *Conclusive Evidence* («la preuve concluante») ; puis en Angleterre, sous le titre *Speak, Memory* («Parle, Mémoire»), avant d'être intitulé en français, dix ans plus tard, *Autres rivages* (Gallimard, 1961).

Le nouveau roman de crimes de

P.D. JAMES



348 pages
98 F

Fidèle à son écriture naturaliste, P.D. James jette une lumière crue sur le monde qu'elle décrit : celui, chargé d'angoisse et de superstition, d'un milieu rural sans soleil où, par contraste, les sentiments les plus anodins prennent l'ampleur de passions destructrices...

FAYARD

John Irving, le « manipulateur »

(Suite de la page 15.)

S'il n'est pas sans défauts, ce procédé romanesque permet à l'auteur d'élaborer une construction très maîtrisée, en emboîtant des histoires de portées différentes. La jeunesse d'Owen et de Johnny, tout d'abord, est une métaphore de ce que John Irving appelle « la perte d'innocence » des États-Unis. « Avec le Vietnam », souligne-t-il, l'Amérique a perdu plus qu'une guerre. Les Américains ont perdu la confiance et l'idée que leurs gouvernements faisaient les bons choix, leur disaient la vérité. »

Owen Meany, tout à sa pureté sans tache, perd la « joie de vivre » lorsqu'il apprend que le président Kennedy a une liaison avec Marilyn Monroe. « Il était profondément choqué, explique le narrateur, que JFK — un homme

marité ! — pût se taper Marilyn Monroe, sans parler des autres. » Parce qu'il était un jeune père, Irving n'est pas allé au Vietnam. Il raconte avoir éprouvé un certain malaise à l'époque de la guerre. « J'étais comme détaché de ma génération, et de mes frères qui mouraient et souvenaient. Je me suis senti coupable d'avoir tant de chance. » Fondamentalement indigné par l'attitude des États-Unis, il souhaite aujourd'hui que la vérité soit proclamée, une bonne fois pour toutes.

Cette allégorie historique se superpose à son tour aux rapports qu'entretient le narrateur avec le souvenir du jeune Owen, têt disparu. La foi, colossale du petit génie saugrenu qui se prend tout à tour pour « l'instrument » de

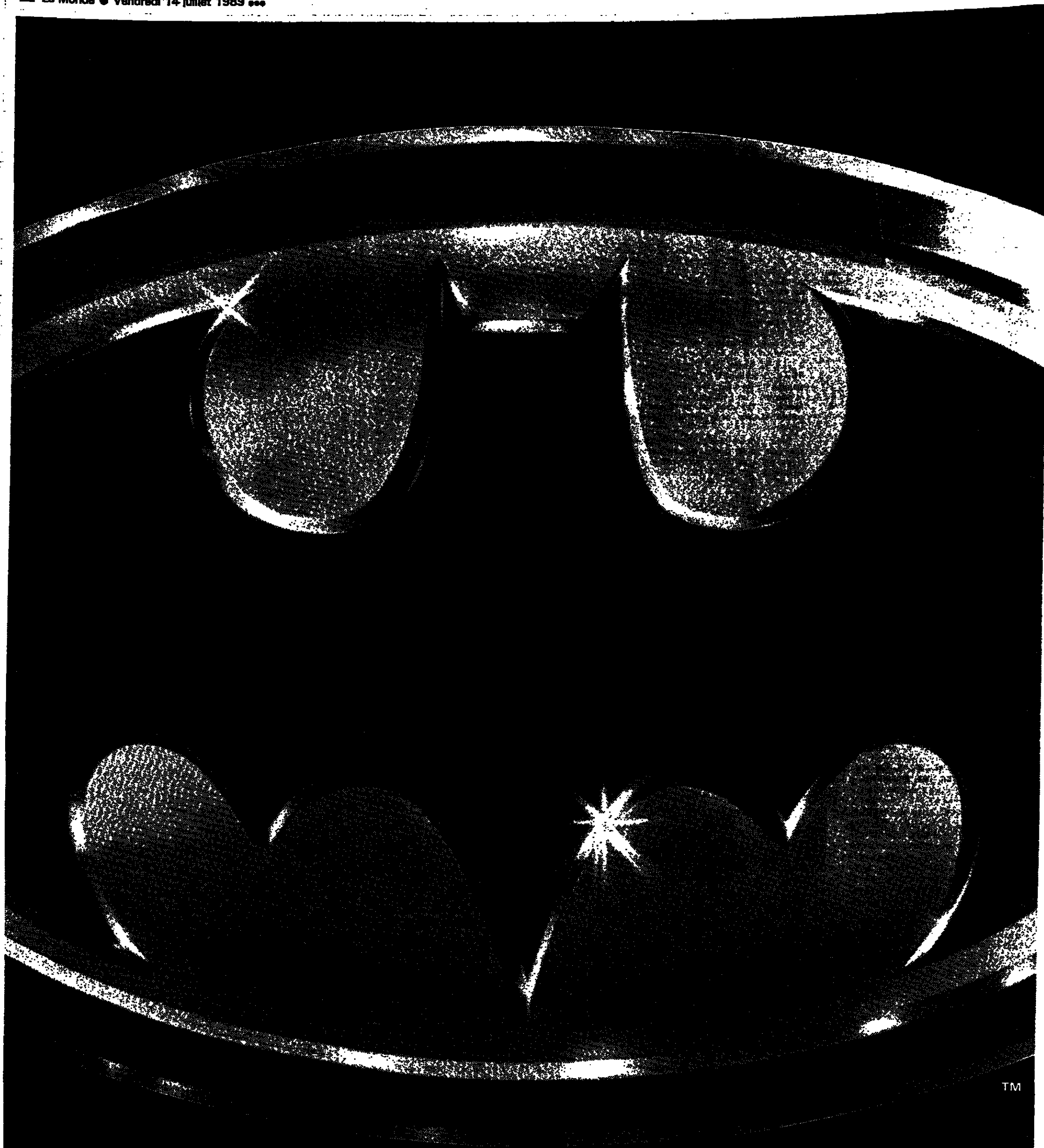
Dieu, le pape et le petit Jésus lui-même, met en relief les incertitudes qui rongent le narrateur. Celui-ci est exaspéré par la morgue de ses compatriotes, par la politique de l'ancien président Reagan, et par la médiocrité belliqueuse du monde. Il incarne les doutes et les amertumes de l'Amérique contemporaine. Owen, au contraire, a l'envergure d'un prophète qui « sait tout », jusqu'à la date et l'heure de sa propre mort. Chacune de ses phrases est transcrite en lettres majuscules, signe sans doute de son caractère exceptionnel.

Il est une espèce d'ange héracléen, malgré sa petite taille, un pur esprit, bien qu'il soit pourvu d'organes génitaux considérables : un être destiné à s'envoler dans les limbes vers lesquels le projettent ses camarades, qui s'amusent sans

cesse à le soulever. Surtout, il est la preuve, rassurante peut-être, que le hasard n'existe pas.

« Ça le rendait furieux quand je qualifiais d'accidents les choses qui nous arrivaient, déclare le narrateur. Sur le thème de la prédestination, il disait accusé Calvin de mauvaise foi ! Il n'y avait pas d'accidents. » Irving lui-même paraît reprendre cette maxime à son compte lorsqu'il compare le romancier à un démiurge. Il se fait un devoir d'avertir le lecteur, tout au long du récit, que l'auteur, lui, connaît le dénouement de l'histoire. La prophétie, en l'occurrence, n'a rien d'un miracle.

RAPHAËLE RÉROLLE.
★ **UNE PRIÈRE POUR OWEN**, de John Irving, traduit de l'anglais (États-Unis) par Michel Lebrun, Le Seuil, 569 p., 135 F.



13 SEPTEMBRE

DISTRIBUE PAR WARNER BROS. (Transatlantic) Inc.

TM & © 1994 DC COMICS INC.

FROM WARNER BROS.
A WARNER COMMUNICATIONS COMPANY



هكذا من الأصل

La lo

Bastille

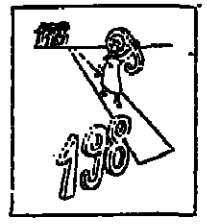
[illegible]

« Les g

[illegible][illegible]

• Chicago

Choyanetski
I was present at the
trial of the
and the
and the
and the



Symboles 1789

La Bastille

par Guy Chaussinand-Nogaret (*)

La Bastille, la forteresse aux huit tours et aux courtines fortifiées, avait connu depuis sa construction sous Charles V jusqu'à sa démolition en 1789, de nombreux avatars. La géologie de ses affectations successives module le passage de l'histoire à la mythologie, de la réalité à la légende, tandis que sa prise — puis son arasement dès le lendemain — fixent la date de naissance de son rétablissement symbolique.

Elle avait été d'abord un simple château fort destiné à défendre l'entrée de Paris. Puis Richelieu l'avait transformée en prison d'Etat pour y enfermer les victimes des lettres de cachet. Sous Louis XIV, puis sous Louis XV, on y avait logé des comploteurs, des non-conformistes, protestants ou jacobins, des esprits froids et des gens de lettres trop audacieux. Sous Louis XVI, le nombre des prisonniers n'avait cessé de croître, et, en 1789, il n'en restait que sept et le château était promis à une prochaine destruction.

Mais c'est précisément au moment où la Bastille vivait ses derniers jours que l'imaginaire s'empara de ce fantôme condamné pour le payer de tous les sortilèges, de tous les fantasmes qu'engendrait le peur entretenue par le mystère entourant l'enfermement dans cette chaudière, qui défiait la transparence des justices ordinaires et la légalité. L'imaginaire inventait des cachots maudits, des tortures diaboliques, des geôliers monstrueux et sadiques.

Au 14 juillet le peuple se rua sur la Bastille comme sur un ogre maléfique, pour exorciser sa peur et pour chasser tout ce que, dans la monarchie, il redoutait et haïssait. Car la Bastille n'était pas seulement l'entre-deux des supplices infernaux. Les gens d'esprit se divertissaient à ses dépens et la raillerie allait bon train. « La Bastille est de droit divin », écrivait un libelliste en vers.

Sur la Bastille convergèrent toutes les critiques contre le régime. La France de Louis XVI était un Etat de droit où subsistait, comme reliquat d'un passé révolu, et à l'état résiduel, des abus que la conscience moderne considérait comme les survivances scandaleuses d'une ancienne barbarie. Or la Bastille, avec ses murs inexpugnables et ses canons menaçants, cette sinistre construction médiévale, ne symbolisait-elle pas justement tous les aspects de la modernité condamnée : la féodalité qui refusait de mourir, l'arbitraire des lettres de cachet, l'injustice de l'indigence sociale, des exemptions fiscales et de tous les privilèges exécrés.

Au moment où la France, royauté qui brève le sujet au nom d'une histoire citoyenneté, réclamait ses droits et rêvait de Constitution, de souveraineté et de justice, la Bastille fut drapée en stérile négative du Mal, où convergèrent tous les rejets d'un absolutisme devenu le repoussoir du bon gouvernement.

Lorsque la foule attaqua la citadelle, elle ne força pas seulement des portes-lévi moyenâgeux : elle distilla ses terreurs ancestrales et abrita le signe symbolique d'un pouvoir qui, aussitôt, cessa d'être craint et d'exister. La monarchie absolue s'engloutit dans les ruines de la Bastille, et un nouveau régime s'éleva sur son emplacement arasé.

La disparition fut le prétexte haut et la manifestation sensible d'un nouvel événement, de la naissance d'une ère de liberté où l'homme devait triompher et le droit s'imposer contre les superstitions, les préjugés et l'ignorance. La Bastille devint le symbole fécond de la dignité retrouvée et, quelle que fût la part d'injustice que fit la part d'illusion dans la foi naissante en la nouvelle espérance, rendit possible l'affirmation de la souveraineté nationale et la Déclaration des droits de l'homme.

Du 14 juillet, la République fit, après bien des hésitations, la fête nationale, en signe de réconciliation et, en signe de victoire. Le symbole n'a sans doute pas fini d'émouvoir les passions marginales ; il réunit, pourtant encore un large consensus et la mémoire n'en est pas éteinte. Bastille n'est pas morte.

(*) Guy Chaussinand-Nogaret est, notamment, l'auteur de 1789, La Bastille en prise, Complexe, 1989.

La logique du marché contre la liberté de la presse

Un entretien avec Max Gallo (*)

« La libre communication des pensées et des opinions », dont la liberté de la presse est l'une des principales expressions, a été proclamée en 1789. Mais on s'est en même temps inquiété de l'abus qui pourrait en être fait. Comment expliquer-vous cette contradiction ?

— Il faut rappeler que la liberté de la presse a d'abord été conquise dans les faits avant de l'être dans le droit. Dans un premier temps, jusqu'en mai 1789, la liberté de la presse est une tolérance. Le coup d'envoi a été donné par le roi, qui a appelé les citoyens à s'exprimer dans les cahiers de doléances. A partir de la réunion des Etats généraux, avec Mirabeau notamment, la presse commence à affirmer son pouvoir. Ensuite, ce sera la profusion de nouvelles publications, par centaines. Mais la question de la liberté de la presse s'accompagne aussitôt d'une autre, qui est de savoir qui utilise cette liberté. Cette question est toujours d'actualité.

— Robespierre lui-même, qui avait plaidé en 1789 pour une liberté illimitée, finit en 1792 par « les folles-chausures faussées dans leurs mailles la destinée des peuples » et qu'un homme comme La Fayette, habillé à « bien payer » ou à « caresser les faiseurs de journaux », tente de s'élever, selon lui, à la dictature « sur des tas de papiers ».

— C'est en fait que ces titres nouveaux, qui donnent l'impression d'un foisonnement et d'un pluralisme exceptionnels, vont être, dans leur grande majorité, des organes royalistes. Cela ne justifie évidemment pas la censure qui va s'exercer à partir de 1792, mais la question soulevée par Robespierre ne cessera d'être présente au siècle suivant. Le dix-neuvième siècle sera en effet une période de combats permanents contre ceux qui voudront empêcher la libre expression des idées. Le Second Empire est à cet égard un moment exemplaire, dont témoigne en particulier quelqu'un comme Jules Vallès, puisque le pouvoir choisit de frapper à la caisse en multipliant, par le système du cautionnement, des interdictions d'ordre économique et non pas d'ordre politique. Mais le résultat sera que la presse, alors en plein développement, n'aura pratiquement le droit de rien dire et que seuls auront droit à la parole ceux qui seront capables de se mouvoir facilement dans l'économie de marché, c'est-à-dire ceux qui auront de l'argent.

— Au vingtième siècle, l'expérience politique a largement démontré que ce n'est pas par des interdictions ou des limitations de la liberté de la presse que l'on peut pallier ses effets pervers — qu'il s'agit illustrer de nier — mais la question de savoir qui donne voix à ceux que j'appellerai les « sans voix » se pose avec beaucoup plus de force encore. Y a-t-il une place aujourd'hui pour des idées hérétiques par rapport aux idées communes dans un marché de l'information dont l'importance économique s'est accrue considérablement, où le poids des investissements fait de la rentabilité un souci prioritaire ?

— Les conditions économiques empêchent donc, selon vous, le plein exercice de la liberté de la presse ?

— Oui, mais ce ne sont pas les seules. Une autre question, qui renvoie aux « folles-chausures » dont parlait Robespierre et à laquelle on réfléchit peu parce que les journalistes — et ils ont raison — ont l'épiderme sensible, est de savoir à quel groupe social appartient ceux qui font l'information. Est-ce que leur appartenance à une catégorie particulière de la population, leur niveau de vie, leur type de sociabilité n'influencent pas la manière dont ils réfléchissent et interprètent le monde ? Personnellement je le crois. La liberté de la presse est un correctif à cette vision partielle des choses, mais est-elle suffisante ? Je n'ai pas vraiment de remède à proposer, mais ce dont je suis sûr, comme historien et comme observateur, c'est que le problème du rapport entre la réalité telle qu'elle est et la réalité telle qu'elle est transcrite reste entier, pour des raisons qui tiennent à la fois aux données du marché de l'information et aux caractéristiques sociales et idéologiques des journalistes.

Le marché et le pouvoir

— Toutes les tentatives pour établir un meilleur équilibre, que ce soient les initiatives de l'UNESCO pour un « nouvel ordre mondial de l'information » ou celles du gouvernement Mauroy, dont vous étiez le porte-parole, pour contraindre la toute-puissance du groupe Hémant, ont été perçues comme des menaces contre la liberté de la presse.

— La solution ne passe certainement pas par des mesures réglementaires ou législatives. A mon avis, elle passe, dans le domaine de l'audiovisuel, par la coexistence d'un pluralisme ouvert, qui assure le pluralisme, et d'un secteur qui échappe à la logique du marché pour entrer dans celle du service public.

— C'est la formule qui a prévalu pendant des années en France et qui s'est traduite par une tutelle gouvernementale sur les médias.

— La différence, c'est que, à l'époque, le service public était en situation de monopole. Aujourd'hui le monopole n'existe plus. Il ne faut évidemment pas que la notion de secteur public soit synonyme de celle de secteur gouvernemental. De même que dans l'enseignement il y a, à côté des établissements privés, des établissements publics qu'on ne saurait accuser d'être sous l'influence du pouvoir politique, de même un

système mixte doit pouvoir fonctionner dans l'audiovisuel.

— Peut-on vraiment dire qu'aujourd'hui le secteur public de l'audiovisuel est indépendant du gouvernement, alors que le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel est un proche du président de la République nommé par lui ?

— Je crois que la situation a beaucoup évolué. On peut discuter de la manière dont est composé le CSA, de son mode de recrutement, du choix de son président. Mais l'essentiel, c'est que

raies ou de manifestations publiques, s'expriment des points de vue politiques. Je ne crois qu'à cette opinion publique-là, mesurée par des votes, organisée dans des syndicats ou des partis. Un gouvernement digne de ce nom ne doit tenir compte que de ces réalités-là.

Apprendre à maîtriser l'image

— Les journalistes ne peuvent-ils pas se considérer comme des porte-parole de l'opinion ?

— L'opinion d'un editorialiste



les acteurs du service public, c'est-à-dire les journalistes, échappent à cette logique gouvernementale. Depuis 1981, beaucoup de progrès ont été faits, et le cordon ombilical a été sinon coupé, au moins largement entamé.

— La presse n'est-elle pas, depuis la Révolution française, l'expression de l'opinion publique ?

— Je ne sais pas ce que c'est que l'opinion publique. Je vois bien que, à certains moments, à l'occasion de consultations électo-

ne reflète qu'une partie de l'opinion. Il appartient, je le répète, à une couche sociale particulière, qu'on appelle la classe politique, et dont je fais moi-même partie, comme vous. Ce groupe fonctionne presque d'une manière endogamique. Est-ce cela, l'opinion publique ? Je n'en suis pas convaincu. Il est important que ceux qui gouvernent soient conscients de ce rapport ambigu qu'entretient la presse avec l'opinion, de la complexité de ces liens.

TF1-« LE MONDE » : MESSAGES SUR LA RÉVOLUTION

« Les grandes idées ont survécu »

Richard von Weizsäcker, président de la RFA

En collaboration avec TF1, le Monde publie les réponses à trois questions posées à un chef d'Etat ou de gouvernement. Aujourd'hui, le président de la République fédérale d'Allemagne, M. Richard von Weizsäcker.

— Qu'a apporté, à votre avis, la Révolution française au monde ?

— C'est surtout finalement la démocratie et les droits de l'homme. En arrière-plan des actions. C'est le mouvement le plus important des temps modernes, le mouvement

populaire politique. Moi, je préfère les penseurs aux acteurs de la Révolution française. Non seulement Rousseau, mais surtout Montesquieu, qui, à mon avis, nous a donné les analyses les plus profondes de l'absolutisme : il nous a montré aussi comment on peut appliquer l'idée générale à une situation concrète.

— Qu'est-ce que la Révolution française a apporté spécialement à votre pays ?

— Deux choses. Premièrement, c'est l'influence sur les intellectuels, les poètes, les penseurs. Ils étaient

plein d'enthousiasme pour les idées de la Révolution, surtout la souveraineté populaire qui les a beaucoup impressionnés. Mais, deuxièmement, la Révolution est venue en Allemagne en uniformes de soldats de guerre d'occupation. Et les grandes réformes prussiennes se sont développées dans une guerre de libération contre la France, contre Napoléon. Ainsi, il y avait aussi des intellectuels qui étaient déçus par ce qu'on pouvait voir, dans la pratique, des grandes idées. Mais finalement, chez nous aussi, ce sont les grandes idées qui ont survécu. Et notre philosophe Kant, par exemple, l'a exprimé : « L'inclination de la nature humaine au Bien, c'est ce qui survit. »

— A l'aube de l'an 2000, est-il nécessaire de trouver un autre message de portée universelle ?

— C'est difficile de trouver un message qui n'ait vraiment comparé aux idées de la Révolution française. Mais à mon avis, ce serait surtout la protection de la nature, de l'univers, de la création si vous voulez. La protection de l'environnement, c'est non seulement la protection des hommes d'aujourd'hui, mais aussi la protection de la postérité.

Propos recueillis par PIERRE THIVOLET.

Il y a deux cents ans

« Si le roi se porte à faire arrêter le duc d'Orléans, la combustion sera à son comble. »

Le baron Bernard Guillaume de Goltz (1730-1795) fut ministre plénipotentiaire à la cour de Versailles à partir de 1772, où il contribua à rendre plus amicales les relations entre les deux puissances. Dans les premiers temps de la Révolution, il rendit de grands services à sa cour. Un long séjour en France, beaucoup de tact et de finesse, lui avaient fait parfaitement connaître les hommes et les choses ; et sans dépenser beaucoup d'argent, suivant l'usage des Prussiens, il sut plus d'une fois se procurer des renseignements utiles. Il quitta Paris en mai 1792, dès que la guerre fut déclarée à l'Autriche.

Bernhard Wilhelm von der Goltz, le 13 juillet 1789.

« Pendant que se faisait le châtiment de cette dépeche, les événements les plus importants se sont rapidement succédés. L'ordre donné au sieur Necker de quitter la France fut à peine connu du peuple de Paris qu'il s'attroupa, il y a quelques heures, à son foyer ordinaire, le Palais Royal. Quelques milliers, tant ouvriers que gens sans aveu, se sont liés par serment de s'armer à l'instar en faveur du Tiers Etat. Ils ont trouvé prêts à se joindre à eux nombre de soldats des gardes françaises et d'autres régiments. »

« Dans ce moment, ils coururent à l'Arsenal pour prendre des armes, et il ne serait pas impossible que, pendant la nuit, leur nombre n'augmentât à quarante mille hommes. Il est inconcevable comment le gouvernement, connaissant la mauvaise disposition des troupes, a frappé un coup d'autorité. Le peuple réclame le sieur Necker et exige la tête du duc de Broglie. Le nom du comte d'Artois est en exaltation. Les places publiques sont remplies de troupes et de canons ; mais, jusqu'à présent, il n'y a pas de sang répandu. »

« On apprend que le peuple de Versailles est aussi en mouvement ; mais il faut voir ce que feront les Etats généraux. Si le roi se porte à faire arrêter le duc d'Orléans et quelques membres, la combustion sera à son comble, non seulement ici, mais dans toutes les provinces. »

(Documentation établie par Corinne WICHARD)

ÉPOQUE
revue éditée par le Club
« Citoyenneté et intégration »
N° 1
Nouvelle série
Citoyenneté et Révolution française
Les juifs et la Révolution française.
L'origine du libéralisme au XVIII^e siècle.
89-92 : quand lire, c'est faire.
Le numéro : 35 F
50, rue Diderot, 92600 Asnières

Bicentenaire

Le mécano de la générale

Il est 5 heures du matin, jeudi 13 juillet. Gabin saute de sa locomotive, la queue pleine de saut d'habitude, il conduit le train à vapeur des Cévennes, depuis Anduze jusqu'à Saint-Jean-du-Gard. Cette nuit, il a descendu les Champs-Élysées sur une réplique de la machine de la Bête humaine et, de ce voyage, il dit qu'il est « génial ».

Gabin, alias Michel Pothin, vingt-quatre ans. Les yeux bleus, aussi bleus. Une ressemblance certaine malgré l'accent cévenol. Le conducteur de train avait fait, à Anduze, des photos qui sont parvenues à Paris par un hasard qui lui échappe. Un assistant de Jean-Paul Goude est venu le chercher sur sa locomotive, il n'a jamais vu le film de Renoir.

Il est 5 heures, et la générale de l'Opéra Goude se termine. Les Parisiens sont venus mais pas aussi

nombreux que prévu, malgré l'insistance de la préfecture de police à annoncer une répétition que l'équipe aurait souhaitée discrète. Ils ont applaudi solennellement les étudiants chinois à vélo, et joyeusement le Marching Band américain. Ils ont regardé des balais aux danseuses soviétiques et regardé, sidéré, la neige tomber en été sur les Champs-Élysées. Et certains sont restés bouche ouverte, ébahis, tout le temps que les Tambours du Bronx, de bons petits gars de Nevers en T-shirts noirs, lunettes noires et cheveux rasés, ont frappé sau-

gement leurs bidons sur une si belle avenue. Deux spectateurs, au moins, reviendront vendredi. L'un parce qu'il y a « beaucoup de messages dans certains cortèges, les Chinois ou les Africains ». L'autre, parce que le défilé « va faire rêver tous les beaufs ». Après tant de publicité et de polémiques, plusieurs spectateurs ne voient pas « ce qu'il y a de si révolutionnaire » dans ce carnaval zébré d'éléphants sinon qu'il se déroule en plein mois de juillet.

Les pieds dans les confettis de neige, la tête dans un rayon bleu, le chargé du Bicentenaire au ministère de la culture, Christian Dupeyron, est son-

neur : « Dire qu'on est sur les Champs-Élysées », mais un peu soudain : « Il y a encore du boulot. » Il faut resserrer l'espace entre les chars, sans parler du son et de l'éclairage totalement défectueux à la Concorde.

La locomotive de Gabin rentre sa gare sur Tuilerie. Les Nivernais du Bronx s'envoient des bras d'honneur et grognent contre leurs projecteurs en panne. Les Américains n'arrivent plus à s'arrêter de jouer. Des centaines d'hommes en uniformes de gendarme et de soldat attendent encore leur tour de défiler sur les Champs-Élysées, mais eux ne sortent pas des cantons à dessin de Jean-Paul Goude. C'est l'armée qui vient répéter son opéra du 14 juillet. Il est 5 heures, Paris s'endort.

C. L.

Jean-Paul Goude, lutin planétaire

La fantaisie de Jean-Paul Goude se résume, dans la vie, à porter tous les jours le même pantalon confortable, à le frotter par une ceinture et à porter sa casquette de base-ball à l'envers lorsque la côte est rude à monter. L'effrayant personnage habite Paris, il roule en 206 et il a un enfant de neuf ans. Il ne grimpe pas à l'Obélisque lorsque le son est étonnamment placé de la Concorde. Il ne trépegne pas, il ne secoue rien. Il fait des folies avec sérieux. De la danseuse avec rigueur. C'est son métier.

A quarante-huit heures du 14 juillet, le réalisateur, maître de ballet, chef d'orchestre, pionnier des images, artisan des idées neuves et créateur « tout simplement » de la Marsaillaise, selon les qualifications de son dossier de presse, parle toujours d'une voix calme, même s'il torture une alumette. Et le spécialiste du show-bizz qui veille sur sa sécurité depuis quinze jours le trouve encore « équilibré ». On aimerait savoir, bien sûr, savoir pourquoi l'inventeur des petits lutins décomplexés de Kodak tient tant à dissimuler ses cheveux au fin fond de cette casquette sombre de country-club ? Pourquoi il préfère les yeux noirs alors qu'il a les yeux clairs ? Et comment il se peut qu'un dossier de presse si exhaustif que le sien ne mentionne pas la date de sa naissance à Saint-Mandé, d'un père français et d'une mère américaine.

Mais ce serait une longue histoire, et la répétition générale de l'ordre institué la Marsaillaise sur les programmes et Bleu-Blanc-Goude sur le livre édité pour l'occasion (1) doit commencer dans quelques heures. Il n'y a peut-être pas, de toute façon, de mystère à percer : Jean-Paul Goude est l'homme de la vision instantanée. C'est tout. Il a l'œil instantané. Cio-cio, il voit. Cio-cio, il a vu. Il faudra cou-

per les cheveux des danseurs ou leur faire « des petites queues de cheval, gominées-drées ». Cio-cio, il s'en va photographier ailleurs, en grimper l'escalier du Jeu de paume, quatre à quatre.

« Apparition disparition »

Ce mercredi soir, Jean-Paul Goude est assis, pensif, dans son quartier général. Il revient d'un montage d'un clip qu'il a réalisé en Chine et que seule verront les adeptes du Bicentenaire télé, soit quelques 600 millions de spectateurs puisque la retransmission sera diffusée en direct ou en différé par cent onze chaînes. Le spectacle, côté télévision, ne l'inquiète pas. Mais il se fait du souci pour la partie live que suivront, assis, sur les gradins de la Concorde, ceux qui croient encore être les privilégiés du Bicentenaire. « J'aurais bien voulu satisfaire tout le monde. Mais, ironiquement, les gens qui seront debout et dans une position inconfortable verront le meilleur spectacle, la vraie parade. »

Le créateur serait même un peu découragé. Et lui que l'on « désigne comme d'un air » selon l'expression du producteur Charles Gassot, qui est capable de tout remettre en question en une seconde parce qu'un détail n'atteint pas la perfection, se demande s'il n'aurait pas dû obéir à son « instinct » plutôt qu'à celui d'accepter la « figure imposée » de la Concorde : une cérémonie très premier degré, avec Jesse Norman en Walkyrie de la patrie, alors que sur les Champs-Élysées les Tambours marchent au pas décalé avec leurs drapeaux dans le dos et que les Britanniques se font arroser avec fièvre par leurs propres pompiers. Un arrêt sur l'image, alors qu'une parade « c'est une apparition et une dispa-

rition. » « Je l'avais dit au ministère de la culture. Vous voulez le beurre et l'argent du beurre : à la fois une parade et un show étonnant sur une place. » Mais le ministère a tenu bon. Il fallait bien que le spectacle s'immobilise puisque la République aime à s'asseoir.

Une petite Marianne dorée sur le grès de sa chemise, un morceau de sparadrap sur la monture des lunettes, l'artiste traverse une crise de doute : l'avant-dernière répétition a été « désastreuse ». La son « épuisante ». Après cette catastrophe, il a pris une chambre dans un hôtel de la rue de Rivoli et il a voulu s'endorcir. Une heure à peine. Il s'est réveillé « avec la peur de sa vie ». Cela fait deux nuits sans sommeil, et il n'a plus vingt ans, on l'a compris. Les Russes sont impossibles. Le créateur est allé cinq fois à Moscou depuis janvier. Au dernier moment, il a eu l'autorisation de travailler avec le chorégraphe Boris Heffman, qu'il n'a pu rencontrer que cinq minutes. Mais il ne faut pas critiquer les Russes, « c'est trop facile ». « On n'a pas les mêmes valeurs, mais on a trouvé des points communs : la période constructive des années 20. »

Les « tribus »

Les deux cent soixante-dix Soviétiques justement, soldats, étudiants et danseurs, ne sont pas venus aujourd'hui chercher leurs costumes. N'en ayant pas, ils se sont mis au chômage. Les vêtements, réalisés en URSS et revendus avec diplomatie par Azeddine Alaïa, sont pourtant prêts, et l'équipe a travaillé toute la nuit. « Il ne faut pas les laisser faire. Ils font cela depuis janvier. C'est comme dans la rue, quand les gens disent : je n'ai pas repus le télex, donc je ne bouge pas. Il faut leur apporter. » Jean-Paul Goude. On aurait pu prendre des faux Russes. Mais on a voulu faire les choses dans les règles. Leur participation témoigne de l'ouverture des pays socialistes à la culture populaire occidentale. Il a tout de même fallu prendre des Françaises parmi le groupe des danseuses du Lido, dont deux vraies artistes du cabaret, les Soviétiques n'ayant pas envoyé pour un invité aussi ostentatoire que les top-modèles qui réclamaient la publicité.

Suggérer à l'artiste que tout n'est peut-être pas si dramatique l'entraîne vers un nouvel abîme. « Bien sûr, c'est un enrichissement personnel, mais c'est aussi une tragédie. » Star de la rue, Jean-Paul Goude est effrayé lui-même par les proportions prises dans les médias par une fête des « tribus planétaires » de ce que sont les hommes sur la planète deux siècles après le bouleversement de 1789. Il a maîtrisé toute la communication de la Marsaillaise, mais à deux jours du « jamais vu » les choses lui échappent : « La barre est placée de plus en plus haut. La chute peut être d'autant plus rude. »

Mais Goude rebondit vite, tout aux images constructivistes de boules, de locomotives et de boîtes qu'il a dans la tête. Cio-cio, il repart et s'en va passer une dernière fois les troupes en revue sur les Champs-Élysées, depuis une jeep. Les couleurs sombres, sur le polaroid, ont déjà séché. « Je ne m'estime pas battu encore. »

CORINNE LESNIES.

(1) Bleu-Blanc-Goude : fac-similé du cahier de Jean-Paul Goude. Édité par Nathan-Image et produit par Téléma-Image.

A l'Élysée

1789 enfants pour une aubade au président

1789 enfants venus de 44 pays se sont rendus, le mercredi 12 juillet, à l'Élysée, pour chanter — devant les chefs d'État invités par François Mitterrand — *Noir et blanc*, une chanson de Bernard Lavilliers qui jouait les chefs d'orchestre. Une idée de Jean-Louis Foulquier, le créateur des « Francophonies » de la Rochelle, festival des musiques francophones qui a lieu cette année pour la cinquième fois.

« Très peu protocolaires »

En sortant sur le perron de l'Élysée, après le dessert, les chefs d'État invités par François Mitterrand ont découvert les 1789 adolescents répartis dans la cour gravillonnée du Palais. Des hôtes bruyants, excités et volubiles. « Ils sont très peu protocolaires », commente Bernard Lavilliers en riant, « c'est vivant ! ». Les plus consciencieux reprennent, à mix-voix, les paroles du refrain de *Noir et blanc* en consultant le texte photocopié qui leur a été distribué dans la matinée, les autres se bousculent en pouffant de rire à l'idée de chanter à l'Élysée.

Arrivés en métro par rames spéciales à 21 heures, ils avaient passé l'après-midi à répéter au parc des Expositions de la porte de Versailles en compagnie de Bernard Lavilliers. « On n'a pas beaucoup travaillé », admet un collègue de Saint-Georges-sur-Loire. Lavilliers est arrivé en retard et il faisait très chaud. Mais, de toute façon, on connaît bien la chanson : ils nous avaient envoyés des cassettes pour que l'on puisse s'entraîner tout seuls chez nous. »

Programme chargé

« Encore quelques instants de patience et de calme », supplie un haut-parleur au milieu du brouhaha. La troupe siffle et soupire d'impatience en attendant le président. José Ndjadjadom et Nii Mantey Mensah, eux, patientent dans leur coin. L'un vient du Tchad, l'autre du Ghana. José, dix-sept ans, a gagné le concours en écrivant une dissertation sur l'influence de la révolution française en Europe, et Nii Mantey a dessiné une balance en équilibre sur les plateaux portant l'un les pays pauvres, l'autre les pays riches. Depuis leur arrivée, le week-end dernier, le programme est chargé : ils ont couru de la Gode à la tour Eiffel et du Louvre au château de Versailles. « On est gâtés », constate Nii Mantey. Ils nous accueillent très bien, et ce soir on va voir Mitterrand à 50 mètres, alors que je n'ai

jamais vu mon président à moi face à face. »

A 22 heures, le président et ses invités apparaissent sur le perron. La foule applaudit. Les plus agiles grimpent sur les épaules de leurs voisins pour « mieux voir ». En haut des marches, François Mitterrand sourit en agitant la main. « Vous êtes prêts ? », demande Bernard Lavilliers, qui a gardé ses bottes et sa boucle d'oreille argentée. On va dédier cette chanson aux invités du président, mais aussi à tous ceux qui gardent la conscience des droits de l'homme. A la musique démarre. Les enfants suivent, vaillent que vaillent, claquants des mains. Les paroles sont un peu approximatives, tous ne chantent pas toujours en rythme, mais Bernard Lavilliers, juché sur son estrade, rattrape les dérapages en reprenant lui aussi le refrain. La cour est plongée dans une semi-pénombre. Les adolescents bougent en cadence sous les yeux des chefs d'État alignés en haut des marches du perron.

« Impeccables et concentrés »

Dès la fin du morceau, François Mitterrand, qui n'a pas cessé de sourire, applaudit avec enthousiasme ces chanteurs qui scandent « une autre » en trépanant au milieu de la cour de l'Élysée. « Vous avez été formidables, professionnels, impeccables et concentrés », lance Bernard Lavilliers à ses troupes. Le président, qui est venu serrer des mains au premier rang, en veut, lui aussi, une autre. Mais rien n'a été prévu. Pourquoi ne pas biser *Noir et blanc* ? Le président s'installe sur l'estrade en compagnie de Bernard Lavilliers et Jean-Louis Foulquier et frappe des mains pendant que les jeunes chanteurs qui ont maintenant envahi les marches du perron entament à nouveau leur refrain.

« Bravo » conclut Bernard Lavilliers pendant que le président regagne le palais sous les applaudissements. « Un discours ! » scandent les adolescents en frappant dans leurs mains. Mais le président disparaît après un dernier au revoir et des remerciements. « Il est vraiment bien, concède Claudia Yannarella, arrivée du Venezuela il y a quatre jours. Je n'avais appris que le refrain mais personne ne s'en est aperçu. » On pourrait faire mieux maintenant, suggère un voisin. Mais les haut-parleurs appellent déjà à se rendre devant la grille du Coq, et la cour se vide peu à peu, jonchée de rubans, de confettis et de paquets de bonbons.

ANNE CHEMIN.

Dans cent deux pays

500 à 700 millions de téléspectateurs pourront suivre le spectacle

Il y en aura 500 millions, peut-être même 700 millions, de par le monde, à pouvoir suivre, intégralement sur leur petit écran, la parade la plus folle jamais imaginée pour célébrer une révolution. 500 à 700 millions, répartis dans cent deux pays à découvrir — en direct pour la majorité d'entre eux, en léger décalé motivé par le décalage horaire pour les autres — le spectacle imaginé par Jean-Paul Goude.

Rarement — jamais ? — événement français aura connu semblable promotion. La liste des télévisions intéressées par l'événement n'a cessé de croître depuis qu'au Marché international des programmes de Cannes, au printemps dernier la Mission du Bicentenaire avait dévoilé les premiers secrets de la fête. Quarante-huit d'entre elles, à ce jour, ont acheté les droits de retransmission du spectacle, les autres — notamment les pays d'Afrique grâce à Canal France international — pouvant en disposer librement au titre de la diffusion culturelle.

De Canada à l'Australie, et à la Nouvelle-Zélande, de la Suède à l'Afrique en passant par la Belgique, l'Italie, le Maroc et le Gabon, de la Corée à la Floride, au Mexique, au

Brésil, des téléspectateurs célèbrent donc le Bicentenaire de la Révolution, démontrant, ainsi que le souligne la Mission et le ministère de la culture, que la manifestation n'est décidément pas réservée à un petit nombre de privilégiés.

Des tarifs adaptés

Le coût total de cette production 17,5 millions de francs. Une somme rondelette pour une opération filmée par Jean-Paul Goude qui mobilisera une quarantaine de caméras et une équipe de plus de deux cents professionnels. Mais une dépense largement couverte par les recettes provenant des droits de retransmission. TF 1 et Antenne 2, qui retransmettent toutes deux le défilé en direct de 21 h 35 à minuit — mêmes images avec un commentaire différents — verseront chacune 3,25 millions de francs ; FR 3, qui se contentera d'un résumé le lendemain matin, paiera, elle, 200 000 F. Quant aux chaînes étrangères, elles fourniront une recette de 8 millions de francs. Encore les contributions des quarante-six chaînes payantes

varieront-elles considérablement selon leur rayonnement, leur solvabilité, et... les lois du marché dans leur propre pays.

La plupart des contrats ont été négociés de façon bilatérale entre la Mission et la chaîne intéressée (à l'exception des pays d'Amérique latine où un distributeur a acheté puis revendu les droits). Les prix s'élevaient donc de 100 000 à 280 000 dollars pour les grands pays (600 000 F à 1,5 million de francs) de 15 000 à 50 000 dollars (96 000 F à 320 000 F) pour d'autres. Il y eut quelques duels (Canal Cinq de M. Bertinotti a mis le spectacle en télévision publique) et des exemples d'entente (BBC 1 passera le relais à BBC 2 qui laissera Channel 4 (qui consacre par ailleurs quatorze heures à l'événement) diffuser elle aussi la dernière demi-heure du spectacle. Les réseaux américains ont débarrassé en bataillons, pour assurer la couverture du sommet, mais c'est une chaîne câblée (Arts and Entertainment) qui, possédée par ce Bicentenaire, regroupe trente-huit millions de foyers, diffusera le spectacle dans son intégralité.

AGENDA

Paris

EXPOSITIONS

« Les protestants à Paris sous la Révolution ». — Événements et personnages ayant marqué l'histoire du protestantisme de 1787 à 1804. Pour répondre aux questions sur la situation et le rôle des réformés pendant la période révolutionnaire. « Les protestants à Paris pendant la Révolution », jusqu'au 15 septembre, tous les jours sauf le lundi, de 12 h à 20 h. Église réformée de Saint-Martin, 17 rue Saint-Antoine, 75004 Paris. Tél. 43-79-82-59.

« 1789, une année sans pareille ». — Étude sociale de l'année 1789 d'après les cahiers de doléances. Du 14 juillet au 30 septembre, tous les jours de 15 h à 18 h. Grande aux dîmes, ville haute, 77160 Provins. Tél. 64-00-59-00.

ANIMATION

« Illumination de la façade du Palais Bourbon ». — Les colonnes de l'Assemblée nationale servant d'écran géant, des projections d'images éclairant la façade, s'effient en surimpression. Passez le pont de la Concorde, du 8 au 16 juillet, du 29 juillet au 6 août et du 19 au 27 août, de 19 h à 24 h, chaque soir.

COLLOQUE

« Musique, Histoire, Démocratie ». — Un colloque différent des autres ! Les intervenants ne prendront pas uniquement la parole mais aussi leurs instruments de musique... Forum, concerts et tables rondes musicales sur les thèmes historiques et les Droits de l'homme. Du 17 au 20 juillet, Musée des arts et traditions populaires, centre d'ethnologie française, 6 route du Mahatma Gandhi, 75016 Paris. Tél. 40-67-90-00.

EXPOSITIONS

« Le cadre de vie dans les Vosges pendant la Révolution ». — Cadre de vie, problèmes économiques, armes, pratique du culte, sont les sujets abordés par cette exposition. Du 15 juillet au 21 août, du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 17 h 30 (16 h 30 le vendredi). Archives départementales, allée des Hêtres, « la Voivre », 88000 Épinal. Tél. 29-31-98-00.

« La Révolution dans l'Aube ». — Un tableau de la France et du département en 1789. Exposition organisée par les Archives départementales. Du 13 juillet au 30 octobre, du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 17 h 30. Archives départementales, 131, rue Edouard-Pédon, 10000 Troyes. Tél. 25-80-00-45.

Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne

THEATRE

« L'Alsace sans culottes ». — De David Lang, mise en scène de Gian Girolami, musique de Pierre Vesilii, décor de Jean Baur. — Grande et petite histoire à travers les yeux d'une troupe ambulante qui circule en Alsace en 1792 pour donner en représentations sa vision d'un monde en plein bouleversement. Le 14 juillet, à Sarrebruck (RFA), place du Château ; le 15 juillet, à Sarreguemines (France), place du Château ; le 23 juillet, à Stuttgart (RFA), place du Château ; le 28, à Thann (68), place du Marché. Le spectacle tournera tout l'été en passant par Oberbronn (67), Wörth (67), Masevaux (68), Eguisheim (68), Celles (67) et bien d'autres villes avant d'être le 18 août à Strasbourg (67), place Kléber. Les

représentations sont à 20 h 30, le spectacle est gratuit. Renseignements : 88-22-28-84.

SPECTACLES

« La mort de Danton ». — De Georg Büchner. — Plus de deux cents comédiens, choristes et musiciens réunis autour de ce texte du dramaturge allemand. Du 14 au 23 juillet, à 21 h. Marché couvert, quartier des Tanneurs, 68000 Colmar. Tél. : 89-24-99-33 (réservations dans les Caisses d'épargne d'Alsace).

SON ET LUMIERE

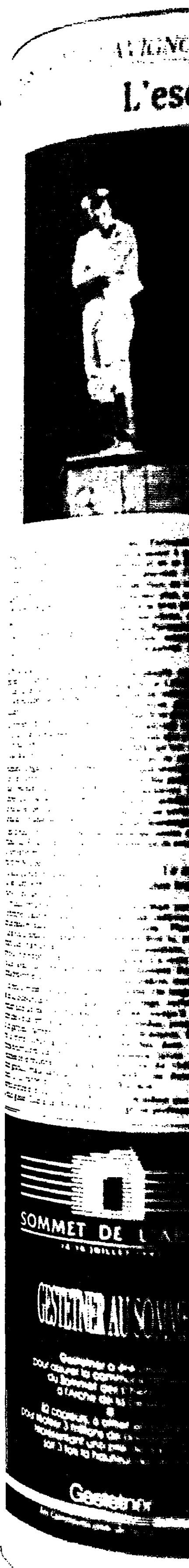
« Les soirées de Jean d'Heurs ». — L'histoire de la famille Colleson, paysans du château, entre 1789 et 1792 : trois cents figurants et acteurs participent au spectacle. Les 13, 14, 15, 21, 22, 27, 28 et

29 juillet, à 22 h 30. Château de Jean d'Heurs, 55000 Lisle-en-Rigault. Tél. : 29-45-18-18.

« Vindovers ». — Une production géante avec cinq cents acteurs, trente chevaux, mille deux cents costumes. Quatre siècles d'histoire locale retracés et une large place aux heures de la Révolution. Une tribune de trois mille places. Jusqu'au 5 août, les vendredis et samedis, à 22 h. Château de Vendœuvre-sur-Barrois, 10140. Tél. : 25-41-44-76.

« Minut-Information ». — La Mission du Bicentenaire propose des informations sur minut (taper 3615, puis 889) : six mille réalisations et manifestations répertoriées dans toute la France.

مكتبة الأنجلو



FESTIVAL D'AVIGNON : « la Célestine » à la Cour d'honneur

L'escalier des anges



Lambert Wilson dans « la Célestine »

Le Festival d'Avignon a commencé avec l'une des plus belles pièces jamais écrites. Des milliers de gens la verront, car c'est Jeanne Moreau qui joue la Célestine.

Au bord d'un toit, une jeune femme se tient debout. Elle va se jeter. Elle n'a pas la force de résister à sa vie : son homme vient de se tuer, un accident.

Elle envoie chercher son père. « Regarde ta fille bien-aimée, lui dit-elle : prends en garde ta vie, car elle est si précieuse, si précieuse, si précieuse... » Et elle s'en va.

Secondes d'égarement du père devant le corps délaissé : « O monde ! monde ! Divertissement d'hommes qui tournent en rond ! Pour qui ai-je construit des arbres ? Pour qui ai-je planté des arbres ? »

Ainsi prend fin la Célestine, de Fernando de Rojas. Par ce tête-à-tête incroyable entre le père et la fille, entre Mélibée et Pistolet, il lui a fallu qu'elle le fasse venir là, pour se tuer : « en plein dans sa figure ». C'est un châtiment, parce qu'il refusait cet amour de sa fille et d'un homme, Calixte. Mais c'est un acte de passion, aussi : Fernando de Rojas a voulu nous dire, avant notre départ, que l'élan de la fille pour le père avait été empêché, avait été tué. Qu'elle l'avait follement aimé sans jamais pouvoir le lui dire.

Un peu comme une contrepartie de ce suicide-déclaration, il y a au premier acte un moment d'abandon entre une vieille femme, la Célestine, et un garçon, Parmeno, dont elle a été la mère, sinon adoptive, du moins nourricière. La Célestine fait l'étonnée de la reconnaître, il a beaucoup grandi, mais sans doute elle ment. Il lui rappelle comme elle le servait contre elle, dans le lit, quand il était gosse. Elle a la tête à autre

chose. Fernando de Rojas donne à la Célestine un rôle de médiation : se fait et ne se fait pas, tout ensemble : souvent l'un des deux êtres refuse, fuit, ne veut pas se souvenir, ou ne sait plus, ou ne sait même plus tendre le bras pour essayer de saisir quelque chose, au passage. Tout à l'heure, Parmeno, avec un voyou de sa farine, assassinera la Célestine. Pour d'autres raisons, bien sûr. Croit-il.

Le peuple espagnol a raison de soigner la Célestine comme un trésor de sa mémoire. C'est l'une des plus belles pièces qui aient été écrites. Elle n'est pas d'après la première édition est de 1499. Et ce n'était pas une pièce, exactement. Il semble qu'un homme qui était magistrat, ou juriste, qui en tout cas avait une pratique vraie, longue, des crimes, des passions ou des péchés, des carences qui suscitaient les crimes, il semble que cet homme, un jour, ait eu envie d'écrire, pas tout à fait un hommage à tous ces défunts, mais en moins un témoignage, une preuve qu'ils avaient été écoutés.

Le mystère des traductions

Ce n'était pas destiné à être joué sur des théâtres, devant de grands auditoires. Plus probablement ce devait être lu, par lui-même, Rojas, ou un assistant, devant une réunion d'amis. Ce texte était un récit, avec par moments des dialogues vifs, de vrai théâtre, mais aussi, souvent, des tirades très longues, des monologues très longs, surtout dans le fait que Rojas, lorsqu'il avance une vérité inattendue, prend soin de l'entourer de précédents, de citations qu'il va chercher dans la Bible, dans les auteurs latins (il n'y avait pas encore de théâtre espagnol, en 1499), ou dans Virgile, Sénèque, Boccace...

De même que Fernando de Rojas, juge ou professeur de droit, s'entou-

rait de jurisprudence, d'un ensemble de décisions passées de juristes de même Fernando de Rojas s'entourait de toute une « jurisprudence littéraire », qui n'est jamais en soi, qui n'est que l'éclat et l'enrichissement d'idées déjà sidérantes des idées de premier jet. En fait, le scénario de la Célestine est simple : il y a deux amoureux et une entremetteuse, avec quelques personnages autour, trahis et prostitués.

Mais la manière de Rojas n'est pas simple : il n'est pas seulement un auteur, il est comme un juge, un avocat, un ami, un père, un fils, de chacun de ses personnages. Et il a, en même temps, une énergie épique de grand poète. Pas seulement des images, mais des regards neufs de l'esprit, sur la condition de vivre.

Ce qui a été présenté dans la cour du Palais des papes en ouverture du Festival d'Avignon est de toute beauté. La traduction est de Florence Delay. Si elle était intégrale, la pièce durerait la nuit entière, comme le Soulier de satin. Mais la jurisprudence littéraire de Rojas est beaucoup plus ardue, moins écoutable, tout de même, que Claudel. Vitez n'a pas osé la « totale » de la Célestine. Florence Delay a gardé toutes les scènes, et, dans pratiquement toutes les répliques prolongées, elle a resserré, synthétisé. C'est très bien fait.

La traduction elle-même est comme toutes les traductions : tantôt elle est plus proche du texte que les traductions antérieures, tantôt elle est plus éloignée (cela, c'est le mystère éternel des traductions, aucune n'est fidèle). Bien sûr, l'original espagnol est très ancien, très particulier aussi, et chaque traduction de la Célestine donne le sentiment que « nous sommes dans un total malentendu de syntaxe », comme disait Jean Giono au procès Domini. Mais c'est à prendre ou à laisser, et sans hésiter il faut prendre : cette pièce est géniale.

Magnifique interprétation

La mise en scène est un sommet de cet art, c'est Antoine Vitez des grands jours. Simplicité, clarté, calme, la plus grande dimension d'esprit et de poésie que les chemins les plus défilés puissent offrir.

Vitez a fait imaginer par Yannis Kokkos un décor qui ne donne pas l'impression d'être trop étendu : c'est un fragment de maison, en bois, juste un escalier qui tourne un peu, avec quelques portes, quelques recoins. C'est très fort d'avoir fait ça, parce que l'escalier fait affleurer une infinité d'événements, d'intrigues ou pas, une infinité de moments de vie. C'est par l'escalier qu'arrive la sage-femme, et l'on voudrait que, pour elle, le ménage ait été fait dans la cage, et il y a des règlements municipaux ou autres qui fixent les mesures des volumes des escaliers afin que les cercueils puissent être descendus, et de l'un à l'autre c'est toute la vie qui va et vient, les pas qui changent.

Kafka, Dostoevski, ont des escaliers terribles. Celui de la Célestine, celui de Kokkos-Vitez, fait songer à l'édifice d'un fossile dans les découpures duquel les êtres apparaissent, disparaissent, par enchantement. Vitez a ainsi mélangé avec une élégance souveraine le montage brutalement de Rojas, qui fait valser les lieux

aussi vite qu'un film de Godard (je ne sais pas pourquoi je dis Godard).

Sous l'escalier gît une masse monstrueuse, vous diriez une pierre vivante, échouée, qui serait aussi un minotaure. En fait, comme il y a des entrées de miroir, c'est là l'entrée des royaumes du noir, du mal, des arrières de la Célestine. Au-dessus de l'escalier, des anges charmants, réceptionnistes très dévoués, annoncent un ciel respirable. Donc décor de la Fable, image tout-univers. Irréel. Très beau.

Magnifique interprétation. Valérie Dréville, qui joue Mélibée, la jeune amoureuse d'un caractère violent, est lumineuse, énergique, elle irradie une « douleur d'or », si l'on peut dire, comme une guerrière du cœur. Jean-Yves Dubois, qui joue Parmeno, ce pseudo-fils de la Célestine, invente l'image mi-clownesque, mi-réveuse, d'un gosse de l'Assistance, hors du monde, une fuite en avant, une solitude épouvantable, mais une gentillesse.

Jean-Luc Boutté apporte, lui, sa tendresse dure et courtoise à la figure du père de Mélibée. Roger Mirmont a une force de présence, un accent de vivacité, une noirceur généreuse, dans le rôle d'un être pas vraiment défini, apparemment un serviteur, ou plutôt une ordonnance, mais plutôt un aventurier. Excellents Christine Fersen, Elisabeth Catruux, Mariel Mayetta, Olivier Crocquill (servantes prostituées, après ordonnance). Excellent aussi Lambert Wilson, Calixte, le jeune amoureux, dans un rôle pas tout d'une pièce, car Rojas a indiqué une passion, une franchise, une audace, mais aussi des touches de comique, et Lambert Wilson donne tout cela, vraiment comme un jeu.

Enfin c'est Jeanne Moreau. C'est peut-être à elle que le Festival doit d'avoir vu la totalité de tous les sièges disponibles de toutes les représentations, d'avance. Elle ne se laisse pas le moins du monde écraser par un rôle écrabouillant. Elle aurait pu reprendre un peu le jeu qu'elle avait remarquable, dans le film d'Orson Welles, *Fastaff*, où elle interprétait le rôle d'une femme de tavernier qui fait croire que Shakespeare connaissait la Célestine de Rojas. Non, Jeanne Moreau invente une Célestine hors de tous les poncifs du personnage. Elle n'est pas usée par les ans, elle n'est pas votée par les larmes, elle n'a pas une voix d'alcoolique.

L'art de Jeanne Moreau, singulier, étonnant, c'est que toutes les usures, les souffrances, les avanies, et sans doute les abjections de la Célestine se sentent crispées en une apparence très fine de fraîcheur, de détachement, presque d'insouciance. Il y a tout un monde d'oubli de la Célestine de Jeanne Moreau ne laisse paraître que par éclairs qu'elle entend tout ce qui se dit. C'est très intérieur. C'est aussi comme une ébauche, tant c'est peu appuyé. Le seul défaut, peut-être, c'est qu'à force de jouer au plus fin sans y toucher, Jeanne Moreau ne « sourient » pas sa voix : de loin, pas mal de mots sont perdus. Mais le public n'en souffre pas, tant la pantomime de cette Célestine est frappante.

MICHEL COURNOT.

★ Cour d'honneur à 22 heures. Jusqu'au 22 juillet.

CINÉMA

Rétrospective Patrick Dewaere

Un garçon pressé

Voilà donc revenu, au cinéma, le temps des reprises. Films mythiques, hommages, œuvres de répertoire : on joue sur les coups de cœur, les souvenirs, le charme du passé. Il faut faire mieux qu'à la télévision où reviennent, d'ailleurs, sempiternellement, les mêmes programmes.

Les films d'Hitchcock et de Capra vont reparaitre sur nos écrans. Mais, tout compte fait, on préfère l'inattendu : Action Graines et Dix Bis (c'est Agathe Mémard) est organisé, avec le concours de Studio Magazine, une rétrospective de quatorze films avec Patrick Dewaere (1). Ce n'est pas vraiment du passé, même si Patrick Dewaere n'est plus là. C'est un peu de notre vie à tous, les spectateurs, un peu de l'histoire de notre société dans les années 70, et quelque chose d'important pour l'histoire du cinéma français.

Le 16 juillet 1982, l'acteur Patrick Dewaere se suicide à son domicile parisien, en se tirant une balle dans la bouche. Né le 26 janvier 1947, il avait donc trente-cinq ans. Trois jours plus tard, il devait commencer le tournage d'*Edith et Marcel* sous la direction de Claude Lelouch. L'histoire d'amour d'Edith Piaf et du boxeur Marcel Cerdan. Il aurait été Cerdan. Les raisons de ce suicide, on ne les a pas sues, on n'avait pas à les connaître. Certains journaux avancèrent, discrètement, un « mal de vivre », en rapport avec la réalité du personnage de marginal que Patrick Dewaere joua souvent à l'écran. Pas si souvent que cela, d'ailleurs, mais un acteur célèbre comme l'était le petit Breton né Patrick Maurin (il avait pris, appartenant à une famille d'artistes, le nom d'une de ses grandes-mères) devient forcément une personne publique. D'où les clichés. Ses films nous restent.

Films d'auteur, films commerciaux, parfois en alternance. Les membres de la famille Maurin aiment les expériences. A vingt et un ans, Patrick entre dans la troupe du Café de la Gare, dirigée par Jean-Marie Bouillou, et y rencontre Coluche et Miki-Mou. En 1972, Claude Farnio fait jouer la bande dans *Thénos*. Mais la première grande image de Patrick Dewaere, c'est Pierrot, un loupard de banlieue, dans *Les Valseuses*, de Bertrand Blier. Les « valseuses », entendez les ticsules. Nous sommes en 1973, et c'est la première fois, dans le cinéma français, qu'on parle avec autant de naturel des attributs sexuels masculins. Après avoir chaperonné une voiture avec son copain Jean-Claude (Gérard Depardieu), Pierrot a été blessé d'un coup de revolver aux « valseuses ». A travers la trépidation du film, où Miki-Mou se révèle à côté des deux fameux compères, on a oublié la fragilité de ces personnages de durs qui deviennent des paumés en cavale, obédés par la peur de perdre leur virilité (encore que celle de Depardieu, ici, s'affirme triomphante), et qui sont des romantiques sans le savoir : ils n'ont guère d'instruction et pas d'éducation.

Loupard romantique

Admettons que *Les Valseuses* ait donné à Patrick Dewaere un statut de loupard romantique. Ce qu'avait si bien compris Bertrand Blier et qui est à la base de tout, c'était l'inquiétude d'une société brutalement touchée par la crise économique. C'était l'errance, le besoin d'aventure et la révolte instinctive des « graines de banlieue » qui n'avaient pas de bon terrain pour s'épanouir. Il faut suivre cette trace-là dans la rétrospective, et c'est assez facile, car, à un ou deux films près (*Adieu poulet*, de Granier-Deferre, et *Le Juge Fayard dit le shérif*, de Boisot), elle est organisée sur l'itinéraire d'un garçon pressé de mourir à pleines dents la pomme de la vie, de refuser les conformismes, de tout connaître : l'action, le risque, l'amitié, l'amour. Cabochard, réleur, obstiné, sentimental et bagarreur, Patrick Dewaere l'a été constamment, mais cela n'a pas fait de lui un personnage monolithique. Une seule fois, et ce n'était pas loin derrière *Les Valseuses*, il a joué au « macho » trop ouvertement pour qu'on n'ait pas senti, chez le moniteur de colonies de vacances qu'il était, une faiblesse secrète, une pulsion refoulée : c'était dans l'étonnant premier film

de Claude Miller, *La Meilleure Façon de marcher* (1975).

Lui, il a toujours marché vite. Couru même, beaucoup bougé. Il ne tenait pas en place. Garçon pressé ? Oui ! Chez l'adulte arrivant à la trentaine, puis la dépassant, il est toujours resté des traces d'adolescence. S'il a retrouvé, deux fois, Bertrand Blier (*Préparez vos mouchoirs*, 1977, et *Beau-père*, 1981) pour des rôles d'homme mal installé dans la vie, mais osant la fantaisie d'une certaine bohème, s'il a été un chômeur s'évadant jusqu'à la folie dans le rêve du cinéma d'autrefois (*F. comme Fairbanks* de Maurice Dugowson), ce n'était pas par hasard.

Patrick Dewaere a collé directement au contemporain comme Gérard Depardieu. Mais celui-ci, loupard d'origine, s'est élevé à la force du poignet et par son talent jusqu'aux dimensions des monstres sacrés qu'auroient un mythe. Enfant de la banlieue, Patrick Dewaere a couru à travers son époque, dont il est, dans certains films, un reflet troublant. Qui mieux que Jean-Jacques Amann dans *Coup de tête* (1976), sur un scénario de Francis Veber, pouvait en faire un ouvrier d'usine, footballer insolent et agité, victorieux d'un milieu bourgeois qui veut lui inculquer de force les « règles » sociales ? Coups de pied dans le ballon, coups de poings et... coups de tête bien assés dans des gueules de faux-jeton. Au cinéma, ce sera sa plus grande victoire.

A la fin des années 70, le monde de Patrick Dewaere a pris des couleurs sombres, et *Série noire*, d'Alain Corneau (1979), est vraiment tout un programme. Un roman de Jim Thompson est transposé dans une banlieue parisienne zonarde, glauque, lugubre, sans la misère et la peur, et le « loser » américain du livre se transforme en représentant de commerce qui se cogne la tête comme un fou pour en faire jaillir des idées, veut échapper à sa condition, chaparde, est poussé au crime et pris dans une machine infernale. Survolté, frénétique comme jamais, Patrick Dewaere creuse avec génie la tombe d'un romantisme désespéré au milieu du marécage de l'existence. C'est un immense acteur de composition.

Course après le temps

Pour lui, délaissant son univers favori des cadres travaillés par la crise de la cinquantaine, Claude Sautet plonge en milieu ouvrier, réalise *Un mauvais fils* (1980), où l'acteur, en ex-drogue cherchant à établir des relations affectives avec son père (Yves Robert), se heurte aux difficultés quotidiennes du paysage social de l'époque. Physiquement, Patrick Dewaere n'a guère changé. On dirait que le temps ne le marque pas, mais, au cinéma, il court toujours après le temps. Honorable universitaire habillé BCBG, le voilà qui suit dans une Espagne comme saisi de folie, une inconnue qui l'a abordé dans la rue : *Plénitude*, de Luc Béraud (1981), est un de ces films méconnus où passe l'ange du bizarre, ce qu'on n'aime pas beaucoup en France. Après les coups de tête, Patrick Dewaere est aux coups de foudre : *Plénitude*, *Beau-Père* et *Hôtel des Amériques*, d'André Téchiné (1981), où, dans Biarritz comme touchée par le réalisme poétique, il veut absolument se faire aimer de Catherine Deneuve. Nous en sommes au dernier retour en arrière. L'itinéraire est accompli. Allez voir Patrick Dewaere. Il a si bien représenté la sensibilité et la fragilité modernes des hommes qui ne peuvent composer avec une société déshumanisée.

JACQUES SICLER.

(1) Du 12 au 25 juillet, Grand Action, 5, rue des Ecoles, 75005 Paris. Tél. : 43-25-44-40.

● Le Printemps de Bourges dépose son bilan. — La SARL Printemps de Bourges devait déposer son bilan jeudi 13 juillet au tribunal de commerce de Bourges. Créée en 1977 pour défendre la chanson française, cette manifestation connaît en effet de graves difficultés financières. Depuis trois ans, les spectateurs sont moins nombreux et les recettes commerciales font défaut. Lors des dernières festivités, le Printemps de Bourges a perdu plus de 4 millions de francs et le montant du déficit global s'élève à plus de 8 millions de francs. Selon la direction, le dépôt de bilan est « le seul moyen d'établir les bases saines du futur Printemps de Bourges », dont la quatorzième édition se tiendra du 11 au 18 avril 1990, soit durant six jours au lieu des neuf traditionnels.

SOMMET DE L'ARCHE
14-16 JUILLET 1989

GESTETNER AU SOMMET

Gestetner a été choisi pour assurer la communication écrite du Sommet des Chefs d'Etat à l'Arche de la Défense

82 copieurs, 6 offset en batterie, pour réaliser 3 millions de documents en 72 h., représentant une pile de 300 mètres, soit 3 fois la hauteur de l'Arche.

Gestetner (1) 45 73 47 00

Les Communicants de l'écrit

Culture

MUSIQUES

« The Fairy Queen » au Festival d'Aix-en-Provence

Shakespeare contre Purcell ?

On sort de The Fairy Queen tout ébloui par le spectacle et un peu frustré. On aimerait tellement entendre la musique de Purcell toute la soirée...

C'était une étonnante aventure, en 1682, que celle de la *Fairy Queen* (la Reine des fées), un immense spectacle de théâtre et grande musique, qui devait durer quelque cinq heures et adjoint à une mécanique adaptation du *Songe d'une nuit d'été*, de Shakespeare (1), de sublimes ou malicieuses scènes chantées ou dansées de Purcell, le plus souvent à la fin d'un acte.

Le Festival d'Aix-en-Provence a fait le beau pari de remonter l'œuvre dans son esprit original, en lui donnant une longueur acceptable (trois heures et quart) et en représentant aussi souvent que possible le texte même de Shakespeare (le Monde du 11 juillet).

Musicalement, William Christie et les Arts florissants renouvellent les miracles d'Aix, et l'on fond de bonheur en écoutant la grande oration du Sonnet ou les airs divins de la Nuit, du Mystère et du Secret, la déclamation de la Nymph, abandonnée comme Didon, ou, dans le défilé des saisons, l'entrée de l'Hiver, couvert d'un linoléum, sur une boulevardante descente chromatique qui nous plonge dans une sorte d'asile métaphysique.

Les épisodes comiques ne sont pas moins charmants : maintes danses

nervueuses et gaies de tous styles, des airs pleins de sève, parfois fort ironiques, comme celui du poète ivre, et le superbe final chinois, fort intéressant pour l'époque, images d'un paradis idéal, qui s'achève par une vaste chorégraphie à la manière de Lully.

Tout cela est magnifiquement réalisé, avec une abondance de chanteurs et de choristes merveilleux qui défie l'énumération. Les décors de Deirdre Clancy sont un peu secs, surtout la forêt, bien peu enchantée, avec sa bouche de Léviathan et ses stèles géantes, tandis que les costumes sont le plus souvent somptueux, exceptés ceux de Pauliers féeriques, qui rejoignent les plats évocations du « Bois sacré » au siècle dernier.

Connexions ténues

Côté danse, on retrouve la même connivence de la compagnie Ris et danceries avec les Arts florissants que dans *Aix*, bien que le « naturalisme » anglais, un peu raide, convienne moins bien à Francine Lancelot et Béatrice Massin que la grâce et l'élégance parfaite des seigneurs français.

Toutes ces merveilles ne peuvent dissimuler le grave déséquilibre qui régit entre la pièce de théâtre et la musique. Pour les spectateurs anglais ou anglophones, la poésie et le lyrisme shakespeariens sont une musique qui suffit à les combler, mais, pour les autres, ces interminables tunnels en langue étrangère manquent souvent de charme. Il aurait peut-être mieux valu donner à Aix l'adaptation française du *Song*

d'une nuit d'été par un Peter Brook, en conservant, bien entendu, toute la partie musicale en anglais (2).

Restant la compagnie Peter Hall férocité et bondit sous la direction d'Adrian Noble, avec la capricieuse Titania de Gemma Jones, l'obscure prinzesse de Roger Allam, quatre amoureux de flammes et des artisans si comiques dans leur paradis que la traduction, ici, n'est pas nécessaire.

Mais, en dehors même de ce problème de langue, la pièce de Shakespeare paraît d'un poids si écrasant que la musique de Purcell paraît vraiment minuscule, désarticulée par des interruptions trop longues. Mieux vaut laisser chacun de ces chefs-d'œuvre vivre librement sa vie, d'autant que leurs connexions littéraires sont assez ténues. Et, si l'on veut de la musique, l'on fasse appel à un autre chef-d'œuvre, un véritable opéra sur le *Song d'une nuit d'été*, celui de Benjamin Britten.

Mais il fallait que la démonstration fût faite avec cet élan que lui a donné le Festival d'Aix-en-Provence. Le spectacle mérite d'être vu et, surtout, entendu.

JACQUES LONCHAMPT.

Prochaines représentations les 17, 20, 25, 28 juillet (21 à 15), sous le patronage de Spic Trid de Foch.

(1) Le librettiste, selon Roger Savage, avait coupé 950 vers, en avait modifié 400 et gardé intacts 750 seulement, ajoutant 200 vers de son cru.

(2) Le Festival remet à chaque spectacle le livret complet... en anglais, avec traduction des paroles chantées, ainsi qu'une petite lampe de poche (éditions Acte Sud).

DANSE

« Meublé sommairement », de Dominique Bagouet

Bagouetissimo

Pour la clôture du Festival Montpelliér-Danse, Bagouet fait équipe avec Emmanuel Bove. Le double charme opère très fort.

Méfiez-vous de Dominique Bagouet ! C'est un redoutable chasseur de papillons. Vous le regardez batifoler au loin dans la prairie et, soudain, vous vous trouvez dans son filet sans avoir compris comment.

Prenez par exemple son *Meublé sommairement* qui vient de présenter en création mondiale au Festival Montpelliér-Danse, dans la cour Jacques-Cœur. L'image de la prairie n'est peut-être pas fortuite : un immense rideau vert pâle occupe le fond de la scène, des paravents du même vert varquent les coulisses et six banquettes toujours du même vert sont disposées de part et d'autre du plateau. Cela démarre assez lentement. Les danseurs semblent faire leurs gammes, se mettre en jambes, en doigts, en bras.

L'un, puis un autre, font du jogging. Vous ne percevez pas de rap-

port évident entre leur danse et le texte que lit la comédienne Nelly Borgeaud. Peu à peu, ces voix, ces mots, ces gestes vont ligotter sur votre siège plus sûrement que Gulliver par les Lilliputiens.

Dominique Bagouet professe des affinités électives avec l'écrivain Emmanuel Bove. Il avait mis en scène au TNP, en 1984, *Mes amis*, aventure « tellement intense », dit-il, qu'elle devait le conduire à récidiver. Il a choisi, cette fois, la nouvelle *Affliction*, d'Alexandre, où Bove raconte avec ses mots pudiques, simples et lisses comme des galets, la vie ordinaire d'un homme ordinaire. Bien sûr, Nelly Borgeaud pose son livre et dit le texte par cœur en déambulant autour des danseurs ou parmi eux. Elle aussi est simple et pudique, elle est juste, parfaite.

La danse n'illustre pas le texte. Elle l'accompagne, elle tisse avec lui des rapports désinvoltes mais très fins, très subtils. Parfois, l'un ou l'autre se tait, laissant l'espace et le temps à son partenaire. Assez tard, entre sur la pointe des pieds un troisième partenaire, la musique — Raymond Boni à la guitare et Geneviève

Sorin à l'accordéon, sur une petite estrade au fond, apportent un comédien léger, amusant sans y toucher, ravissant.

Dans ce qui semble une deuxième partie, le texte raconte l'attirance d'Alexandre pour une certaine Louise, ses tentatives timides pour la retenir. La chorégraphie s'ordonne ici en quatre duos successifs, merveilleux de poésie et de tendre drôlerie. Bagouet lui-même, en faux malade, faussement à l'aise, y est irrésistible. Les danseurs ont troqué les petites robes et pantalons à rayures bleues et noires du début pour des robes du soir orange et des complets noirs. C'est le troisième duo, celui qui nous parle de Nicolas, l'enfant d'Alexandre et de Louise, ce sont des shorts et T-shirts blancs.

Le mot « fin » n'apparaît ni dans le récit ni dans la danse ; les choses s'arrêtent comme ça, sur une phrase en l'air, un mouvement doux. Dominique, on était parti pour la nuit.

SYLVIE DE NUSSAC.

ARTS

Richard Artschwager au Centre Pompidou

Le monomane du formica

Entre pop et conceptuel, une œuvre ironique. Lourde, très lourdement ironique.

La notoriété de Richard Artschwager, en Europe tout au moins, est assez récente. Quoiqu'il soit né en 1923, cet artiste américain ne connaît la gloire que depuis le début des années 80. Constaté grand homme, il bénéficie d'une rétrospective itinérante organisée par le Whitney Museum, lequel, on le sait, s'est voué à la défense et à la promotion des seuls Américains. Elle fait halte au Centre Pompidou, où l'on avait déjà vu quelques pièces d'Artschwager il y a cinq ans. Le principe de ses travaux est simple et immuable : s'inspirant d'un meuble aussi basique que possible, une table rectangulaire, une chaise droite, un portillon de métro, un lutrin de temple réformé, Artschwager exécute une copie agrandie dudit objet.

Il change les pieds en pilastres énormes, il alourdit les lignes, il hypertrophie la géométrie de la chose, il pousse le haut-parleur ou le cadre pour tableau jusqu'au monumental. Mais un monumental nécessairement désirable : plans et surfaces sont revêtus de formica, tantôt

couleur bois, tantôt gris perle, tantôt rose, un formica luisant et froissé, d'une froideur parfaite. Qu'il n'y ait plus la moindre place pour l'élégance, que les angles soient si aigus qu'ils en deviennent dangereux, que chaque objet semble écrasant et hostile, grotesque au moins, inquiétant au mieux, telles sont les règles de l'exercice.

Appliquées à la peinture, elles ont incité Artschwager à reproduire des vues d'intérieurs bourgeois ou de grands magasins, en noir et blanc, sur un fond grameux de matière plastique plâtreuse. Le relief mît à la perception de l'image, qui est elle-même d'une triste pauvreté, pauvreté délibérée. Artschwager obtient de la sorte quelque chose comme de mauvaises clichés de journaux, confus et brouillés, et se montre en la circonstance disciple appliqué du Lichtenstein du début des années 60.

L'idée du grossissement monstrueux des objets n'est pas d'avantage sa propriété, Oldenburg et Wesselmann en ayant tiré parti à leurs manières. Comme eux, Artschwager relève du pop art et met en pratique une critique de la consommation étendue à tous les accessoires de la vie ordinaire. Comme

eux et comme Andy Warhol, il a été fasciné par la standardisation et l'uniformité modernes. Il lui est apparu que l'Amérique n'était plus qu'un immense dragstore, ou une cuisine stérilisée. Fort bien. On ne saurait mettre en doute le bien-fondé d'une conviction si largement répandue qu'elle a pris force de lieu commun.

Mais il manque à Artschwager ce qui fait le charme de Wesselmann et de Lichtenstein : la légèreté, le sens de l'ellipse et de l'allusion — autant dire l'essentiel. Il lui manque absolument le baroque et l'élégance incomparables que Warhol mettait en œuvre dans le moindre de ses sérigraphes.

Sa pesanteur est lassante, son ironie trop appuyée et insistante pour ne pas fatiguer. Cohérence ? Sans doute, mais la cohérence amuse quand elle tourne à la monomanie. Du formica. Encore du formica. Une fois la première surprise passée — et elle passe vite, — il ne reste plus qu'à vérifier qu'Artschwager ne se renouvelle jamais. C'est un plaisir un peu mince.

PHILIPPE DAGEN.

* Galeries contemporaines, Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 17 septembre.

Communication

Un entretien avec Mme Catherine Tasca

« Le gouvernement ne saurait être accusé d'étrangler les chaînes privées »

Après avoir fait adopter par le Parlement la loi sur la présidence commune à Antenne 2 et FR 3, le gouvernement poursuit par touches successives sa réforme de l'audiovisuel. Deux décrets réglementant la programmation des chaînes aux heures de grande écoute et les rapports entre producteurs et diffuseurs sont soumis pour avis au

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Ces textes modifient l'économie des télévisions et font planer une menace supplémentaire sur l'avenir de la Cinq et de M 6. Mme Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, se défend, dans un entretien, qu'elle nous a accordé, de vouloir asphyxier les chaînes privées.

« Qu'attendez-vous du futur président commun à Antenne 2 et FR 3 ? »

« Le gouvernement a beaucoup travaillé sur ce projet. Il attend de la présidence commune une unité de stratégie essentielle au redressement des chaînes publiques. Et il attend des équipes que ce président mettra en place qu'elles relèvent le défi lancé aux entreprises du secteur public par la concurrence du privé. L'audiovisuel public doit saisir aujourd'hui la chance que lui offre le rapport d'orientation élaboré par le gouvernement : celle de pouvoir se projeter dans l'avenir, de faire des projets à cinq ou dix ans, de s'engager sur des objectifs et un calendrier précis comme le font toutes les entreprises en développement, en assumant sa responsabilité spécifique sur le plan culturel. La notion nouvelle de contrat d'objectif constitue la vraie chance de rénovation du secteur public. C'est aussi un élément de clarification des rapports entre l'Etat et les chaînes publiques qui évitera, de part et d'autre, beaucoup de malentendus et de déceptions. »

« Le reste dépendant des malentendus ou au moins des ambiguïtés : que va devenir FR 3 ? »

« Les deux orientations définies par le gouvernement sont claires. Le programme national de FR 3 doit être réellement compétitif, celui d'Antenne 2 pour satisfaire le plus grand nombre d'attentes. Cela suppose une harmonisation en profondeur du rôle des deux chaînes dans une stratégie commune de conquête des publics. Dans le même temps, le réseau régional de la chaîne doit être valorisé. C'est un volontarisme très fort du gouvernement, qui se démarque ainsi de tous ceux qui ont souhaité se séparer des stations régionales. »

« Que répondrez-vous à ceux qui souhaitent que FR 3 s'allège de ses centres de production régionaux ? »

« Le gouvernement croit à l'utilité d'un appareil public de production. FR 3, comme la SEF, joue un rôle spécifique de régulation des flux de production et des emplois en assumant des fonctions que le privé ne peut remplir. En outre, ces centres régionaux sont un élément essentiel de la politique de décentralisation. Mais, pour jouer pleinement ce rôle, ces unités doivent savoir s'insérer dans le concert des autres. Sur une intégration totale entre les fonctions de producteur et de diffuseur au sein de FR 3 pourrait avoir des effets négatifs. Aussi est-il nécessaire de clarifier la situation et de toujours viser la vérité des coûts. »

« L'impatience des responsables de la SEPT »

« Mécontentes du satellite, la SEPT demande un réseau hertzien pour diffuser ses programmes culturels. Y êtes-vous favorable ? »

« Le gouvernement a toujours été clair sur cette question : dès l'origine — et ses dirigeants le savent bien, — la SEPT a été conçue pour favoriser la réussite du satellite, contribuer au succès des nouvelles normes de télévision et promouvoir un projet culturel européen. On ne va pas renoncer à ce triple objectif à la première difficulté ! Que diraient les industriels et les opérateurs

privés qui participent à l'aventure si leur partenaire public était le premier à s'en désengager ? »

« Je comprends l'impatience des responsables de la SEPT. Mais les difficultés de réception ne sont que temporaires. Qu'est-ce qu'un ou deux ans dans l'histoire d'une mutation industrielle et technologique ? Souvenez-vous des débuts de la télévision. En revanche, il est clair que la SEPT doit temporairement fortifier sa collaboration avec FR 3 pour se faire connaître et trouver ce rapport au public que le satellite ne lui assure pas encore. »

« Laisser le temps aux lois »

« La Cinq et M 6 sont en situation économique difficile, et le gouvernement s'apprête à leur imposer, par décret, de nouvelles obligations. Voulez-vous leur ces deux chaînes privées ? »

« Annoncement. Mais je suis surprise par votre soudaine mansuétude pour ces deux chaînes. Le gouvernement n'est en rien responsable de leurs graves difficultés. Celles-ci sont bien antérieures à l'adoption de ces nouvelles règles et ne sont même pas liées à leurs cahiers des charges actuels puisqu'elles ne les ont jamais respectés, à des degrés divers il est vrai. En réalité, il faudrait que la Cinq et M 6 définissent de vraies stratégies. Leurs grilles de programmes sont restées mouvantes, déstabilisées. De plus, le marché publicitaire n'a jamais en la capacité de faire vivre tous ces diffuseurs. Et les difficultés continueront tant que ce problème ne sera pas résolu. »

« Faire un amalgame entre les textes que nous préparons et la situation de ces deux chaînes serait tout à fait erroné à la vérité. Quel est votre objectif ? Le gouvernement souhaite renforcer l'identité culturelle nationale et européenne des programmes aux heures de grande écoute. Ce qui compte pour nous, ce n'est pas seulement le « prime time » des publicitaires, c'est-à-dire le « petit » créneau de 20 heures à 22 heures dans lequel les chaînes réalisent l'essentiel de leurs recettes, mais des tranches horaires plus larges, celles où le public le plus diversifié et le plus nombreux réclame un vrai choix de programmes. »

« C'est ainsi, par exemple, que les après-midi du mercredi et du vendredi nous apparaissent comme des temps forts de l'écoute du public. Le gouvernement a choisi une voie réaliste et ne peut être accusé de vouloir étrangler les chaînes privées : diffuser une majorité d'œuvres françaises et européennes au cours de ces heures (une soixantaine par semaine) (1), c'est-à-dire vraiment une contrainte inacceptable qui ôterait aux télévisions la souplesse nécessaire pour adapter leur programmation ? Je ne le crois sincèrement pas. »

« Mais il y a dans ces décrets d'autres obligations... »

« Oui, et elles ont toutes pour objectif de promouvoir et de consolider la production audiovisuelle française et européenne. Si l'on veut développer une industrie de programmes forte, il faut tout d'abord que plus d'argent s'y investisse. C'est la raison pour laquelle il est souhaitable que toutes les chaînes consacrent à la production d'œuvres

constituant un réel patrimoine économique et culturel 15% au moins de leur chiffre d'affaires. Si l'on veut, par ailleurs, sauvegarder une création vivace, diversifiée et pluraliste, il faut aussi renforcer la production indépendante en lui réservant une part substantielle des commandes des chaînes. »

« Il faut enfin favoriser la commercialisation des programmes en empêchant les télévisions de geler sur une trop longue période leurs droits d'exploitation. Ce sont des idées simples et valables pour tous les diffuseurs, privés, comme publics. Elles sont à la croisée des préoccupations des diffuseurs et des producteurs et, de ce fait, ne satisfiront pleinement ni les uns ni les autres. Les chaînes souhaitent garder la maîtrise des programmes qu'elles financent et contrôler la production. Mais cette tentation menace un pluralisme créatif auquel le gouvernement est extrêmement attaché. Je sais que les producteurs indépendants souhaitent, à l'inverse, des règles plus protectrices. Mais regardons au-delà de nos frontières : les garanties de commande que ces dispositifs leur apportent sont uniques au monde. J'ajoute que la concentration sur ces questions n'est pas achevée : les deux parties pourrions faire valoir leurs arguments devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Celui-ci rendra un avis public sur le projet du gouvernement, qui prendra en compte cet avis. Le débat n'était pas aussi transparent au temps de la CNCL. »

« Sur un plan plus général, il me semble naturel que de tels débats suscitent des craintes et de vives oppositions, car il s'agit à chaque fois de concilier la logique économique et des objectifs culturels, ce qui n'est pas simple. Cela explique les fortes contradictions d'intérêt, voire les fluctuations des positions exprimées par toutes les professions concernées. »

« Pour compenser ces nouvelles contraintes, c'est-à-dire les temps d'assouplissement, comme le suggèrent certains parlementaires socialistes, la limitation des interruptions publicitaires à une seule coupure dans les séquences ? »

« Le dossier n'est pas ouvert. On ne peut pas revenir tous les six mois sur une décision législative. Il faut laisser du temps aux lois. »

« En revanche, il serait peut-être souhaitable d'unifier le temps maximal de publicité autorisé pour toutes les chaînes privées au niveau de deux minutes par heure. Cela ne valait pas de la loi. Il appartiendrait au CSA d'en décider. »

« Que pensez-vous de la décision du CSA qui repousse la programmation des films interdits au moins de treize ans au-delà de 22 h 30 ? »

« Je ne me place pas sur le seul terrain de la morale. Je constate qu'une grande partie des téléscripteurs sont sensibles à ce problème. Cela justifie que le CSA entreprenne une action. Pour moi, la vraie réponse réside dans l'amélioration des programmes et dans la qualité de la production. »

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN, PIERRE ANGEL-GAY.

(1) NDLR. — De 12 heures à 23 heures les mercredi, samedi et dimanche ; de 12 à 14 heures et de 18 à 23 heures, les autres jours.

La dixième université d'été de Carcans-Maubuisson

L'Europe audiovisuelle se retrouve le 28 août en Gironde

Depuis 1979, l'université d'été de la communication donne rendez-vous chaque année dans un petit village de Gironde aux professionnels. Durant une décennie à Carcans-Maubuisson, on a ainsi discuté successivement, à l'ombre des pins et à quelques mètres de l'océan, l'irruption des radios libres, les convulsions du paysage audiovisuel, les mutations de la presse écrite, la naissance des multiples services de télécommunication. Ces forums foisonnant et étendus ont peu à peu devenu un carrefour obligatoire pour tous les grands décideurs du secteur comme pour les responsables politiques.

L'édition 89 ne faillira pas à la tradition. Le premier ministre, M. Michel Rocard, inaugurerait l'université le 28 août. Il sera suivi tout au long de la semaine par d'autres membres du gouvernement : Catherine Tasca, Jack Lang, Paul Quilès, Roland Dumas, Lionel Jospin, Robert Chapeau, Roger Bambuck et Michèle André. Ils retrouveront à Carcans-Maubuisson les principaux responsables de l'audiovisuel public et privé, producteurs et créateurs dans une série d'ateliers et de débats.

Mais cette dixième université d'été s'ouvre aussi sur l'Europe. Une

forte délégation venue de l'Espagne, toute proche, participera aux travaux ainsi que des professionnels belges, allemands, norvégiens, yougoslaves sans oublier les Québécois, associés aux Européens dans le programme TV 5. Présence des hommes mais aussi des images puisque France Télécom et Télédiffusion de France assurent la réception par satellite à Carcans de l'ensemble des chaînes européennes. Si on y ajoute les démonstrations de télévision en haute définition, l'un-

iversité d'été devrait préfigurer les enjeux et les débats des années européennes de l'audiovisuel organisées quelques semaines plus tard à Paris dans le cadre d'Eureka.

Chaque des cinq soirées sera consacrée à la projection d'un film européen (Allemagne, France, Italie, Grande-Bretagne, Hongrie) dans le cadre de rencontres sur le jeune cinéma d'auteur.

* Université d'été de la communication organisée par le CREPAC d'Aquitaine (tél. : 56-29-04-09).

« Une précision de M. Bagouet, PDG de « Nice-Matin ». — À la suite de l'article « Les quotidiens régionaux face à l'apprentissage des groupes » (le Monde du 12 juillet) M. Michel Bagouet, PDG de « Nice-Matin », nous a indiqué qu'il détenait 27,88 % de son journal (et non 20 % comme nous l'indiquions). « Le capital de Nice-Matin est largement détenu par seulement trois groupes familiaux : M. Bagouet, M. Bessière, en ajoutant que sa succession, s'il est heureusement, n'est pas encore ouverte. »

[M. Gérard Bagouet, directeur général du quotidien et fils de M. Michel Bagouet, n'a pas jugé utile

de répondre à nos questions concernant la structure du capital de « Nice-Matin ». C'est sur la base de plusieurs sources confidentielles que nous avons dressé ce pourcentage.]

« M. Etienne Mougeotte vice-président de TF1. — Conservant ses fonctions de directeur général de l'antenne de TF1, M. Etienne Mougeotte vient d'être nommé vice-président de la chaîne. Il devrait également être président de TF3. Film du Pelout, secrétaire général de TF1 depuis avril 1987, est promu directeur général adjoint, chargé de la gestion et du développement. »

مكتبات النجف

Spectacles

expositions

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

RICHARD ARTSCHWAGER. Galerie d'art contemporain, rue de la Chapelle. Jusqu'au 17 septembre.

JOVY MARQUES D'ARTISTES. Ateliers d'artistes. Jusqu'au 26 août.

CULTURE DE L'OBJET. Galerie du Cid. Entrée : 15 F (jeudi pour les moins de 13 ans). Jusqu'au 28 août.

DESSINS DE MATISSE. Salle d'art graphique. Jusqu'au 27 août.

MAGiciens DE LA TERRE. Grande galerie 50 étages. Entrée : 32 F, 50 F (billet coupe Grand Palais et Centre Georges Pompidou). Jusqu'au 14 août.

PAUL DE NOUËR. Galerie du forum. Jusqu'au 3 septembre.

OBSERVATOIRE BANLIERES N° 6. Galerie de la B.P.I. Jusqu'au 3 septembre.

CARL FREUDER REUTHERWARD. Musée d'art moderne. Jusqu'au 11 septembre.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France (40-49-40-14). T.l.j. et mar. de 9 h à 21 h, sam., dim. et jours fériés de 9 h à 17 h 30.

1889. LA TOUR EIFFEL ET L'EXPOSITION UNIVERSELLE. Entrée : 30 F. Jusqu'au 15 août.

CHARLES BAUDLAIRE - ACQUISITIONS RÉCENTES DE L'ÉTAT. Exposition d'œuvres. Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 septembre.

CHARLES LAMOREL - PEINTURES. Exposition d'œuvres. Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 octobre.

OR ET COULEUR : LE CADRE DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XIX^{SIÈCLE}. Exposition d'œuvres. Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 24 septembre.

LES PETITES FILLES MODERNES. Exposition d'œuvres. Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 24 septembre.

EMILE ZOLA - PHOTOGRAPHIES DE SA FILLE DENISE (1887 - 1962). Exposition d'œuvres. Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 17 septembre.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.l.j. et mar. de 12 h à 22 h. Exposition "Journées du 30 juin au 19 juillet. La mise au jour du 15 juillet".

LES DONATEURS DU LOUVRE. Hall Napoléon - niveau souterrain. Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 21 août.

L'INSPIRATION DU POÈTE. Pavillon de Flore. Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 24 septembre.

MICHEL-ANGE DESSEINATEUR. Galerie-Médici. Entrée : 25 F + 7 F (réservation du droit d'entrée au musée). Jusqu'au 31 juillet.

UN COLLECTIONNEUR PENDANT LA RÉVOLUTION. Jean-Louis Stedier (1752 - 1813). Pavillon de Flore (2 étages). Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 24 juillet.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, rue de Valenciennes (47-23-41-27). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. jusqu'au 29 août.

JEAN FAUTIER. Exposition rétrospective. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 septembre.

RETOUR DE MUSÉE. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 octobre.

NAM JUNE PAIK. La 8e Street. Jusqu'au 30 octobre.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 14 JUILLET

• Les hôtels du faubourg Saint-Germain. 10 heures, métro Solferino.

• Du quartier de l'Odéon au couvent des Cordeliers. 14 heures, métro Mabillon.

• Du faubourg Saint-Marcel à Saint-Médard. 18 heures, métro Glacière (Paris pittoresques et insolites).

• Promenade révolutionnaire du faubourg Saint-Antoine à la Bastille, sur les traces des insurrections de 1789. 11 heures et 15 heures, métro Ledru-Rollin (P.-Y. Jastot).

• Le faubourg Saint-Germain révolutionnaire. 11 h 30, devant le 70, rue de Valenciennes.

• Personnalités illustres et folles architectes du 19^{SIÈCLE}. 15 heures, métro Gambetta, sortie avenue du Père-Lachaise (Arts et Costumes).

• Promenade révolutionnaire du faubourg Saint-Antoine à la Bastille, sur les traces des insurrections de 1789. 14 h 30 et 17 heures, métro Ledru-Rollin (M.-C. Lamière).

• Ruelles et jardins du vieux Belleville. 14 h 30, métro Ternes, sortie (Régénération du passé).

• Mémorabilia, quartier d'artistes : du bâtiment Lavoisier à Lapin agile. 15 heures, métro Abbesses (C. Moris).

• Hôtels et jardins du Marais. 14 heures, 15 h 30 et 17 h 30, métro Saint-Paul (C.-A. Mance).

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenhower.

LES ENVOIS DE JACQUES LARTIGUE. Cinq photographes en noir et blanc de 1904 à 1944. Galerie nationale. T.l.j. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 décembre.

Musées

1789 - IRIS L'ÉTOILE DES HÉROS. Costumes et textiles français de la Révolution à l'Empire. Musée des Arts et Métiers. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 octobre.

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin. 38, rue de Richelieu (47-23-41-27). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

ANTILLES 89. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 septembre.

LIANT NAIÏT ITALIEN. Musée d'art naïf Max Frenay, Halle Saint-Pierre, avenue de Herbe, 2, rue Rosmarin (42-54-74-12). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 30 octobre.

BOGARTS - POGNY. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-23-27). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 1 octobre.

MARGARET BOURKE-WHITE. Rétrospective. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

CERES LES ESPRITS. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-30-40). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 15 septembre.

CHRONIQUES SICILIENNES. Photographies de Letizia Battaglia et Franco Zucchi. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

COLLECTION - PASSION - DATION : L'ALGÈRE DE PHILIPPE ZOUHMER. Musée de la Poste, 34, bd de Valenciennes (43-20-15-30). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 16 septembre.

CRAFT TODAY USA. Objets contemporains américains. Musée des Arts décoratifs, galerie des joues, 107, rue de Rivoli (42-40-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 14 h à 15 h. Fermé exceptionnellement les 14 et 15 juillet. Entrée : 20 F. Jusqu'au 27 août.

DE LA RIVIERA À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 21 août.

DEMACHY, POYO ET LES AUTRES. LE PICTORIALISME DANS LES COLLECTIONS. Du 1^{er} au 3^{1er} septembre. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

DESSINS D'INGERS DU MUSÉE DE MONTAUBAN. Pavillon des Arts, 101, rue Valenciennes (42-33-82-50). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 11 août.

ROLAND DORÉ, SCULPTEUR. Musée national des Monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (47-27-35-74). T.l.j. et mar. de 9 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 septembre.

SYLVAIN DUBUSSON. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-40-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 14 h à 15 h. Fermé exceptionnellement les 14 et 15 juillet. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 juillet.

EXTENSION DE LA GALERIE CONTEMPORAINE 1945-1989. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-40-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 14 h à 15 h. Fermé exceptionnellement les 14 et 15 juillet. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 juillet.

TONI GRAND. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Valenciennes (47-05-01-34). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 18 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 septembre.

GRUAIU. Musée et patrimoine. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I-le-Saint (47-20-85-23). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 24 septembre.

HOMMAGE AU MAÎTRE UNG-NO LEE. 1894 - 1964. Musée Corvisart, 7, av. Vélazquez (45-63-50-75). T.l.j. et mar. de 14 heures, 15 août, 1 et 11 novembre de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 12 novembre.

IMAGES DE LA RÉVOLUTION 1789 - 1989. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'honneur (45-55-30-11). T.l.j. et mar. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30. Entrée : 16 F. Jusqu'au 31 août.

LE LARMOYEUR. Musée de la vie républicaine - Musée Renoir-Schaffner, 16, rue Chapelle (48-74-09-30). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 30 octobre.

MAGiciens DE LA TERRE. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jurès (42-40-27-28). T.l.j. et mar. de 12 h à 20 h. Entrée : 32 F, 50 F (billet coupe Centre Georges Pompidou et Grande Halle). Jusqu'au 14 août.

MORIS KREINER 1908. Quatrième biennale de la jeune photographie en France. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

MONTMARTRE À L'ÉPOQUE RÉVOLUTIONNAIRE. Musée de Montmartre, 12, rue Cortès (46-06-61-11). T.l.j. et mar. de 14 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 12 août.

MUCHA. La collection Yves Kallid. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (42-46-13-09). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 17 juillet.

LES MAURES DE LA RÉVOLUTION 1789 - 1989. Musée de la vie républicaine - Musée Renoir-Schaffner, 16, rue Chapelle (48-74-09-30). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 30 octobre.

MÉTAL, ÉPOQUES ET DEUX. Jardin des Plantes, galerie minière, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (43-36-54-26). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h, sam. dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 30 janvier.

OGUËS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-31-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'au 22 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 27 août.

LE PANTHON : DE L'ÉGLISE DE LA NATION AU TEMPLE DES GRANDS HOMMES. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 30 septembre.

PARCS ET PROMENADES DE PARIS. Pavillon de l'Alcazar, 21, boulevard Malesherbes (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 3 septembre.

PRIX NERCE 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREK-DEL GRAVURE LACOURRIÈRE 1979 - 1989. Bibliothèque Nationale, rue de Valenciennes, 6, rue des Petits-Champs (47-03-41-25). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 29 juillet.

QUAND PARIS DANSAIT AVEC MARIANNE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-45-12-73). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 27 août.

QUAND ROBIN EXPOSAIT. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Valenciennes (47-05-01-34). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 18 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 septembre.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LES HÔTELLERS PARISIENS. Musée des Invalides, 47, quai de la Touraille. T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 30 octobre.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET ARTS DU SPECTACLE 1789 - 1989. Bibliothèque Nationale, rue de Valenciennes, 6, rue des Petits-Champs (47-03-41-25). T.l.j. et mar. de 9 h à 18 h 30. Entrée libre. Jusqu'au 18 novembre.

RÉVOLUTION FRANÇAISE SOUS LES TROPHÉES. Musée national des Arts décoratifs et costumes, 293, av. Daumesnil (43-43-14-64). T.l.j. et mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, sam. dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 30 septembre.

HENRI LE SIDAINE. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 16 août.

LES SÉCLES D'OR DE LA MÉDECINE. Pavillon de l'Alcazar, 21, boulevard Malesherbes (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 30, sam. dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 30 septembre.

THÉÂTRE ET KILLIGAN EN ASIE. Conférence, musique, marionnettes, cabaret. Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-99-42). T.l.j. et mar. dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 décembre.

TRAFFIC D'INFLUENCES. Musée de laque et art asiatique, Centre XVP. XVIII^{SIÈCLE}. Bibliothèque Nationale, cour d'honneur (45-55-30-11). T.l.j. et mar. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30. Entrée : 16 F. Jusqu'au 31 août.

Jeudi 13 juillet

30-11). T.l.j. et mar. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Entrée : 16 F. Jusqu'au 31 août.

LE LARMOYEUR. Musée de la vie républicaine - Musée Renoir-Schaffner, 16, rue Chapelle (48-74-09-30). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 30 octobre.

MAGiciens DE LA TERRE. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jurès (42-40-27-28). T.l.j. et mar. de 12 h à 20 h. Entrée : 32 F, 50 F (billet coupe Centre Georges Pompidou et Grande Halle). Jusqu'au 14 août.

MORIS KREINER 1908. Quatrième biennale de la jeune photographie en France. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

MONTMARTRE À L'ÉPOQUE RÉVOLUTIONNAIRE. Musée de Montmartre, 12, rue Cortès (46-06-61-11). T.l.j. et mar. de 14 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 12 août.

MUCHA. La collection Yves Kallid. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (42-46-13-09). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 17 juillet.

LES MAURES DE LA RÉVOLUTION 1789 - 1989. Musée de la vie républicaine - Musée Renoir-Schaffner, 16, rue Chapelle (48-74-09-30). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 30 octobre.

MÉTAL, ÉPOQUES ET DEUX. Jardin des Plantes, galerie minière, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (43-36-54-26). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h, sam. dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 30 janvier.

OGUËS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-31-13). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'au 22 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 27 août.

LE PANTHON : DE L'ÉGLISE DE LA NATION AU TEMPLE DES GRANDS HOMMES. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 30 septembre.

PARCS ET PROMENADES DE PARIS. Pavillon de l'Alcazar, 21, boulevard Malesherbes (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 3 septembre.

PRIX NERCE 1989. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 4 septembre.

PREK-DEL GRAVURE LACOURRIÈRE 1979 - 1989. Bibliothèque Nationale, rue de Valenciennes, 6, rue des Petits-Champs (47-03-41-25). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 29 juillet.

QUAND PARIS DANSAIT AVEC MARIANNE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-45-12-73). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 27 août.

QUAND ROBIN EXPOSAIT. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Valenciennes (47-05-01-34). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 18 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 septembre.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LES HÔTELLERS PARISIENS. Musée des Invalides, 47, quai de la Touraille. T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 30 octobre.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET ARTS DU SPECTACLE 1789 - 1989. Bibliothèque Nationale, rue de Valenciennes, 6, rue des Petits-Champs (47-03-41-25). T.l.j. et mar. de 9 h à 18 h 30. Entrée libre. Jusqu'au 18 novembre.

RÉVOLUTION FRANÇAISE SOUS LES TROPHÉES. Musée national des Arts décoratifs et costumes, 293, av. Daumesnil (43-43-14-64). T.l.j. et mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, sam. dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 30 septembre.

HENRI LE SIDAINE. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 16 août.

LES SÉCLES D'OR DE LA MÉDECINE. Pavillon de l'Alcazar, 21, boulevard Malesherbes (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 30, sam. dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 30 septembre.

THÉÂTRE ET KILLIGAN EN ASIE. Conférence, musique, marionnettes, cabaret. Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-99-42). T.l.j. et mar. dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 décembre.

TRAFFIC D'INFLUENCES. Musée de laque et art asiatique, Centre XVP. XVIII^{SIÈCLE}. Bibliothèque Nationale, cour d'honneur (45-55-30-11). T.l.j. et mar. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30. Entrée : 16 F. Jusqu'au 31 août.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, 38, rue de Richelieu (47-23-41-27). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

ALLIAGES ET ALLIANCES. Des M-Jeux et des ames d'Ormeau. Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (40-51-38-35). T.l.j. et mar. de 12 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 octobre.

EGYPTE - ÉGYPTE. Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (40-51-38-35). T.l.j. et mar. de 12 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 octobre.

EGYPTE - ÉGYPTE. Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (40-51-38-35). T.l.j. et mar. de 12 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 octobre.

EGYPTE - ÉGYPTE. Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (40-51-38-35). T.l.j. et mar. de 12 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 octobre.

EGYPTE - ÉGYPTE. Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (40-51-38-35). T.l.j. et mar. de 12 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 octobre.

EGYPTE - ÉGYPTE. Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (40-51-38-35). T.l.j. et mar. de 12 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 octobre.

EGYPTE - ÉGYPTE. Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (40-51-38-35). T.l.j. et mar. de 12 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 octobre.

EGYPTE - ÉGYPTE. Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (40-51-38-35). T.l.j. et mar. de 12 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 octobre.

EGYPTE - ÉGYPTE. Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (40-51-38-35). T.l.j. et mar. de 12 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 octobre.

EGYPTE - ÉGYPTE. Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (40-51-38-35). T.l.j. et mar. de 12 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 octobre.

EGYPTE - ÉGYPTE. Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (40-51-38-35). T.l.j. et mar. de 12 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 octobre.

EGYPTE - ÉGYPTE. Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (40-51-38-35). T.l.j. et mar. de 12 h à 20 h. Entrée :

Les ministres des finances du G 7 réunis à Paris les 15 et 16 juillet

Le « sommet de Bercy » sera consacré à la dette et aux monnaies

La tradition est désormais bien sacrée. Les sommets des sept principaux pays industrialisés permettent de dresser le bilan de la situation économique et monétaire pour affiner et renforcer une concertation devenue essentielle à la recherche d'une croissance stable dans le monde. Le poids même des nations représentées en illustre la portée. A eux sept, les chefs d'Etat — et leurs ministres des finances, — présents du 14 au 16 juillet à Paris, gèrent près des deux tiers de la richesse mondiale et 51 % du commerce international. La conjoncture actuelle ne prête pas

aux décisions spectaculaires. Après la très vive expansion économique de 1988, il s'agit de trouver un cheminement délicat entre l'apaisement des tensions inflationnistes qui réapparaissent et la sauvegarde de la croissance. Mieux coordonner l'action budgétaire de chacun s'annonce difficile, les Etats-Unis notamment ayant peu de chance de parvenir à réduire autant qu'ils l'espèrent leur propre déficit. Une fois de plus, la politique monétaire (les taux de change et les taux d'intérêt) sera au centre des discussions du

groupe des Sept. La baisse du dollar, ces derniers jours, après une flambée de deux mois, permettra aux gouvernements de banques centrales et aux ministres des finances de se contenter de réaffirmer leur volonté de contrôler l'évolution des parités dans des marges établies depuis février 1987 et les accords du Louvre.

Le profil pourrait également être relativement bas sur le dossier explosif de la dette. Même si les grandes lignes d'un accord ont été dégagées sur le Mexique et les banques créancières, le temps risque de manquer pour présen-

ter, lors du sommet, un projet définitif constituant la première preuve du bien-fondé de la nouvelle stratégie de réduction de la dette défendue par la France, par le Japon, et auquel le secrétaire américain au Trésor, Nicholas Brady a associé son nom. Il est par contre un domaine où l'absence de discussion serrée est de bonne augure, celui du commerce international. Pour la première fois depuis 1985, ce thème ne domine pas les frictions majeures, preuve des progrès réalisés ces derniers mois au GATT et de l'attitude plus attentiste des Américains.

Un lent cheminement vers la paix dans la guerre des taux

A l'exception des Etats-Unis depuis peu, les politiques monétaires se sont sensiblement durcies dans la plupart des pays industrialisés, les taux d'intérêt s'élevant de façon presque continue pour atteindre des niveaux très élevés. En janvier, le président de la Banque centrale allemande, M. Karl-Otto Poehl, confiait que la politique monétaire de l'Allemagne serait « nettement moins expansive que jusqu'à présent ». Dès le 10 juillet 1988, le président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan, avait prévenu le Congrès que la Fed « pourrait être amenée à privilégier une action restrictive plutôt qu'une action de relance ».

Bien entendu, la raison d'une telle détermination réside dans la volonté des autorités monétaires de lutter contre la poussée d'inflation sensible dans la plupart des grands pays industrialisés. Accélération pour surcroît mais dangereuse puisque l'expérience montre que les récessions économiques sont souvent précédées par des périodes où les coûts de production se révèlent insuffisants, poussant les prix à la hausse et générant de fortes tensions salariales. Le cycle de croissance, commencé il y a plus de six ans aux Etats-Unis, a été interrompu — et provoque encore — de vives tensions sur l'appareil de production incapable de répondre, dans des délais normaux, à la demande qui lui est adressée.

Les politiques monétaires se sont donc progressivement durcies face au risque d'inflation mondiale. On le voit à la montée des taux à court terme passés aux Etats-Unis de 7 % en 1986-1987, à 8 % en 1988 et à plus de 9 % actuellement, après avoir culminé à presque 11 % fin mars. Même phénomène en Grande-

Bretagne, avec des taux qui sont passés d'un peu moins de 10 % en 1987, à 14 % actuellement mais aussi en RFA (4 % à 7 %) et au Japon (4,3 % à 5,3 %) (1).

On a beaucoup dit que si les autorités monétaires s'étaient trouvées dans l'obligation de resserrer autant le crédit depuis le début de 1988 c'est parce qu'elles avaient « lâché » trop de liquidités après le krach boursier d'octobre 1987. Leur action était liée au souci de rétablir la confiance et d'afficher leur volonté de jouer un rôle de prêteurs en dernier ressort en cas de crise. Or, il semble bien, à l'examen des statistiques, que seuls les Etats-Unis aient nettement relâché leur politique monétaire à la suite du krach. Encore que, dès le printemps 1988, la Fed l'instinct d'émulsion américain, ait recommencé à serrer les écrous.

Les craintes qui se manifestent maintenant s'expliquent principalement par les tensions nées dans de nombreux pays sur les coûts de production : les hausses de salaires ou des charges salariales qui leur sont liées s'accroissent alors même que les progrès de productivité se ralentissent. On embauche de moins en moins et à des coûts de plus en plus élevés, les besoins en main d'œuvre qualifiée étant devenus très importants (le Monde des 4, 5 et 6 mai 1989).

La vigueur de la croissance économique, très supérieure à ce qui était prévu, est bien à la base de l'inflation actuelle aggravée, faut-il le rappeler, par d'autres phénomènes tels que la hausse des prix des matières premières et du pétrole ou la spéculation aux Etats-Unis qui a fortement renchééri les prix alimentaires. Faut-il alors faire grimper les taux d'inté-

rêt à des sommets vertigineux comme l'a fait M. Paul Volcker à la fin des années 70 et au début des années 80 pour casser une prospérité qui confine maintenant à la surchauffe ? Depuis quelques semaines s'annonce un ralentissement de la croissance économique aux Etats-Unis et les taux d'intérêt ont déjà faibli. Le pire pourra donc probablement être évité. La réunion début juillet du comité de l'Open Market de la Fed — qui décide des orientations de la politique monétaire américaine — semble même avoir opté pour un assouplissement du crédit.

Sauf indices alarmants en matière d'inflation, il est donc probable que la baisse des taux américains se poursuivra au cours de l'été. Aucune détente ne s'est, en revanche, produite de ce côté-ci de l'Atlantique, la Grande-Bretagne maintenant sa position par des taux assésés tandis que Bonn réajuste à nouveau ses taux pour renforcer le deutschemark par rapport au dollar.

Un combat multiforme

En fait, les principaux pays industrialisés ne combattent pas tous l'inflation de la même manière. Certains privilégient l'action par les impôts d'intérêt ; d'autres visent la maîtrise des parités de change qui empêche le coût des importations de jouer sur tous les tableaux à la fois. Le fait nouveau — et plutôt encourageant — est que les politiques nationales sont « harmonisées » les unes vis-à-vis des autres, ou moins contradictoires. L'égarement des nations est toujours là, mais moins aigu.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont clairement adopté la première tactique. En Grande-Bretagne surtout, où le budget, déjà suréquilibré, empêche le gouvernement d'utiliser davantage l'arme des finances publiques pour freiner la demande. Le relèvement des taux d'intérêt reste donc l'arme suprême. Une situation à peu près identique à celle des Etats-Unis au début de la décennie, qui s'était traduite par des taux d'intérêt montés jusqu'à 20 % et qui avait entraîné la violente récession de 1981-1982 dont tout le monde se souvient outre-Atlantique parce qu'elle avait causé de véritables ravages sur l'emploi. La plupart des économistes estiment que les taux américains — qui atteignent déjà 15 % — devront, quant à eux, être à nouveau relevés pour que l'économie soit assainie. A ces niveaux-là, une récession paraît, hélas ! probable.

Des pays comme la France affichent de plus en plus clairement la priorité qu'ils accordent au maintien des taux de change et cessent de revendiquer une politique autonome en matière de taux d'intérêt. Ainsi, le thème de la hausse du coût de l'argent, largement développé par l'équipe de M. Pierre Bérégovoy à partir du printemps 1988, a aujourd'hui disparu. Les récents discours du président de la Banque de France, M. Jacques de Larosière, sous-entendent que la France n'hésiterait pas, si besoin était, à relever ses taux pour défendre la parité du franc vis-à-vis du mark. Et pour qu'aucun doute ne subsiste à ce sujet, la France a immédiatement imité les Allemands lorsque ceux-ci ont augmenté, le 29 juin dernier, leur taux de l'escompte et leur taux Lombard.

L'Allemagne fédérale, enfin, surveille à la fois les taux d'intérêt et les taux de change. Cette double préoccupation fait d'elle l'un des pays les plus restrictifs en matière monétaire. Toute dépréciation du mark vis-à-vis du dollar se traduit par un renchérissement des prix des produits importés — c'est ce qui vient de se passer —, alors que tout gonflement de la masse monétaire est perçu comme générateur d'inflation. Après avoir relevé trois fois ses taux directeurs depuis le début de l'année, la Bundesbank n'a pas, pour l'instant, donné signe d'une volonté de mettre un terme au resserrement en cours. Le Japon se trouve dans une situation presque similaire, bien que les risques de dérapage y soient beaucoup plus faibles. En deux ans, son taux de l'escompte n'a d'ailleurs été modifié qu'une seule fois, passant de 2,5 % à 3 % il y a quelques semaines. Ces politiques monétaires prudentes sont partout accompagnées par des politiques budgétaires strictes, sauf en RFA où les finances publiques jouent nettement un rôle restrictif.

Une courbe inversée

Les politiques monétaires actuelles sont-elles donc efficaces ? Depuis plusieurs mois maintenant, les taux d'intérêt à long terme sont inférieurs aux taux à court terme aux Etats-Unis ainsi que dans quelques autres pays. Or la logique voudrait que plus on engage son argent sur une longue période, meilleure doit être sa rémunération ; cela pour compenser l'immobilisation des sommes investies et le risque accru par la durée. L'inversion actuelle de la hiérarchie des taux, qui ne peut être que provisoire, s'explique par le

fait que les opérateurs ont actuellement confiance dans la capacité des autorités monétaires à lutter contre l'inflation et n'éprouvent pas le besoin de faire monter les taux à long terme pour préserver les revenus des obligations.

La baisse des taux longs aux Etats-Unis peut ramener une hiérarchie normale du coût de l'argent. Une « sortie par le bas » — l'argent court rapportant de nouveaux moins que l'argent prêt sur de longues durées — assainirait la situation, l'activité se ralentissant d'autant plus lentement que le coût du crédit baisserait. Mais les opérateurs peuvent perdre confiance dans la capacité des autorités politiques et économiques à maîtriser l'inflation, ce qui pousserait les taux d'intérêt à long terme à la hausse. L'activité économique déjà fléchissante aux Etats-Unis pourrait alors se trouver brutalement stoppée. En Europe, où la croissance économique reste, pour l'instant, très forte, le contrecoup pourrait être brutal. Heureusement, cette hypothèse semble actuellement peu probable. D'autant moins probable que différents facteurs inflationnistes semblent se réduire, à travers notamment la baisse des prix pétroliers.

Les politiques monétaires restrictives se sont révélées jusqu'à présent efficaces. Elles devront le rester pour contourner, à l'automne prochain, des revendications salariales qui s'annoncent fortes et dures dans beaucoup de pays industrialisés.

FRANÇOISE LAZARE.

(1) Pour la RFA et le Japon, le premier pourcentage représente un taux moyen sur l'année 1987, le second correspond au taux d'intérêt à court terme en vigueur fin juin.

La proposition d'un banquier français

Mobiliser par avance le produit des exportations pour réduire la dette

Comment tirer le parti maximum des sommes — nécessairement modestes par rapport à l'endettement international — mises par le Fonds monétaire et la Banque mondiale au service du plan Brady de réduction de la dette de pays tels que le Mexique, le Venezuela, les Philippines, le Maroc, etc. ? Ce seraient environ 20 milliards de dollars que ces deux institutions seraient en mesure de mobiliser à cet effet. Les seuls pays d'Amérique latine doivent aux banques commerciales quelque 250 milliards de dollars. Même si le plan Brady, à la vocation en principe universelle, mais qui vise, en réalité, trois, quatre (ceux qui viennent d'être cités), à la rigueur cinq ou six pays, soigneusement sélectionnés en fonction des préoccupations politiques du jour, la disproportion est criante.

Dans l'idée de multiplier par un facteur de 10 à 20 — pas moins ! — l'effet de ces 20 milliards, un banquier de chez Lazard Frères, M. Hélios de Pourtalès, qui a créé, il y a une douzaine d'années, une cellule très active de conseil financier auprès d'un certain nombre de pays endettés, propose une formule originale, qu'il a mise, dit-il, au point à partir d'une suggestion faite par un économiste argentin du nom d'Ignacio Alvarez de Toledo. La curiosité qu'elle a déjà suscitée dans les milieux bancaires et l'intérêt qu'elle pourrait présenter pratiquement (surtout à l'utilisation qu'elle fait des mécanismes de l'échange).

On part de l'idée simple qu'un pays endetté ne peut, à la longue, assurer le service de sa dette que sur ses ressources d'exportation. Voici, très schématiquement, l'économie du projet consistant à permettre la mobilisation anticipée du produit d'une fraction des exportations portant sur des matières premières cotées. On suppose — ce qui correspond à la réalité — qu'un certain nombre de banques (en général de dimension moyenne) sont désignées de se décharger des risques encourus vis-à-vis de pays du tiers-monde, quitte à subir une perte en vendant au rabais les créances qu'elles possèdent sur ces pays ; on constate aussi

que plusieurs de ces pays en question, afin de réduire leurs charges d'intérêt, seraient eux-mêmes disposés à leur racheter ces créances s'ils en avaient le moyen. Un tel rachat signifierait par définition l'extinction de la dette.

Des risques extrêmement faibles

Tel pays débiteur, qui exporte — admettons — du café ou du pétrole, proposerait à un pays créancier importateur un contrat portant sur la vente, par exemple, de 20 % de sa production annuelle pendant dix ans. Sur la base d'un prix de référence, ce contrat aurait aujourd'hui une certaine valeur, qu'on appelle, dans le jargon financier, sa valeur actuelle. Celle-ci représente le capital qu'il faudrait placer maintenant à intérêts composés pour obtenir, d'ici à la dernière échéance, la somme représentant la valeur des exportations pendant la même période. A partir du taux d'intérêt aujourd'hui en vigueur, on peut donc calculer cette valeur actuelle.

Reste à déterminer les importateurs à se porter acheteurs de tels contrats. L'expérience montre, dit Hélios de Pourtalès, que les risques de non-livraison dans le commerce international portant sur les matières premières sont extrêmement faibles. Ainsi peut-on imaginer qu'un organisme, jouissant d'un grand crédit (noté par les agences spécialisées américaines d'un triple A), accepterait de garantir la bonne livraison des contrats. Avec un capital de 20 milliards de dollars qui lui serait fourni par le Fonds monétaire et la Banque mondiale, cet organisme pourrait accepter, nous dit M. de Pourtalès, de garantir la livraison d'un flot de marchandises, représentant une valeur dix, quinze, voire vingt fois, supérieure à ce capital. La multiplication des petits pains, en quelque sorte, mais, assure son promoteur, cette innovation financière ne déboucherait pas sur l'inflation. A condition de prendre les mesures nécessaires, on pourrait au contraire mettre en place un


dispositif grâce auquel les pays endettés emprunteraient les devises nécessaires pour racheter une partie de la dette et les prêteurs de ces devises recevraient une sérieuse garantie.

Le pays débiteur exportateur escompterait auprès d'une banque commerciale, le contrat à long terme ; autrement dit, il en toucherait tout de suite la valeur actuelle. Moyennant quoi il rachèterait sa dette. Quant à la banque escompteuse, elle serait payée des intérêts et remboursée au fur et à mesure que la livraison des marchandises serait effectuée. Pour assurer au système le maximum de souplesse, qu'exige le commerce international, il serait entendu qu'en cas où le prix du marché s'écarterait, en plus ou en moins, du prix de référence figurant dans le contrat à long terme, la durée de ce contrat serait — selon le cas — diminuée ou allongée afin de maintenir le parallélisme entre, d'une part, les recettes de la vente et, d'autre part, les remboursements aux banques prêteuses.

Des contrats d'Etat à Etat ?

Mais l'escompte est une technique conçue pour mobiliser des traites à trois ou six mois. Peut-on systématiquement en étendre le champ d'application à des créances représentatives de livraisons dont le prix et la date sont incertains. Le système est ingénieux. L'est-il trop ? Sa mise en vigueur n'impliquerait-elle pas la conclusion de contrats d'Etat à Etat pour des opérations de commerce international qui se traitent normalement au gré des initiatives privées ? Les importateurs sont-ils prêts à s'engager auprès d'un fournisseur pour des périodes aussi longues même si le prix convenu au départ n'a la valeur d'un « cours de référence » ? Il reste que le mécanisme préconisé établirait un lien entre les titres financiers et l'univers des transactions portant sur le « physique ». C'est un solide motif pour explorer la voie ainsi ouverte.

PAUL FABRA.



Liberté Égalité Amitié

Puissent les liens d'amitié entre les deux démocraties, le Pakistan et la France, être renforcés à l'occasion de la visite du premier ministre Mohatma Benazir Bhutto.

Habib Bank Limited

SIÈGE : Habib Bank Plaza, Karachi-75650, Pakistan.
Tél : 2786 HBAK PK. Télécopie : 021-228162. Téléphone : 219111 (50 lignes).
SUCURSALLE DE PARIS :
93, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.
Cable : HABIBBANK. Tél : 612182F. Téléphone : 47-20-58-65 ou 47-20-23-76.

Économie

SOCIAL

Selon l'UNEDIC

300 000 emplois salariés ont été créés en 1988

Selon l'UNEDIC, qui vient d'arrêter ses chiffres définitifs, près de 300 000 emplois salariés supplémentaires ont été créés en 1988 (296 416 exactement), les effectifs s'étant accrus de 2,3 %. Une semblable hausse ne s'était pas produite depuis 1971.

L'augmentation n'est pas exceptionnelle mais générale. Elle concerne aussi bien les hommes que les femmes, les petites entreprises que les moyennes, pratiquement tous les secteurs d'activités et toutes les régions.

Cette bonne nouvelle... rétrospective est connue au moment même où l'INSEE fait état, dans sa note de conjoncture, de prévisions optimistes pour 1989 (le Monde du 12 juillet). Le retour à la santé de l'économie française auquel on assiste depuis dix-huit mois, au moins, est ainsi plus que confirmé. Mais cela prouve aussi que l'ampleur du mouvement est actuellement telle qu'elle surpasse les analyses. Les estimations doivent être corrigées à la hausse, a posteriori.

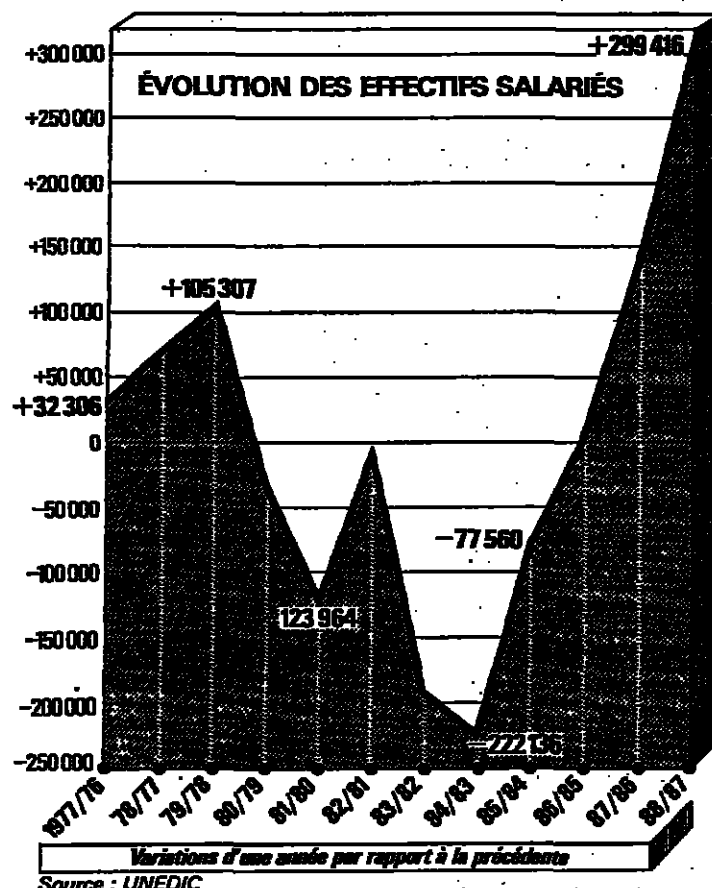
Il y a encore quelques mois, l'UNEDIC annonçait triomphalement une croissance de l'emploi de 2,1 %, soit 265 000 salariés de plus (le Monde du 6 avril), alors que l'INSEE, plus réservé, tablait sur une augmentation de 1,7 % et évaluait la progression de l'emploi total - salariés et non salariés - à 200 000 personnes de mieux en activité (le Monde du 3 mai).

L'embauche des entreprises moyennes

En attendant que, dans les toutes prochaines semaines, l'Institut national de la statistique et l'Institut qui gère le régime d'assurance-chômage aient, comme d'habitude, harmonisé leurs évaluations, en se rapprochant du chiffre de l'UNEDIC, il faut apprécier cette révision des statistiques à sa juste valeur. Elle s'explique d'un fait nouveau : la série d'événements qui se sont déroulés au cours des mois passés.

Au total, on comptait 13 139 325 personnes employées, au 31 décembre 1988, dans toutes les entreprises assujetties à la cotisation ASSE-DIC, c'est-à-dire dans un champ différent de celui de l'INSEE qui ne comprend que les secteurs marchands non agricoles et y ajoute les salariés des grandes entreprises nationales ainsi que ceux du secteur public de la santé.

Dans cet ensemble, constitué des domaines les plus dynamiques, l'UNEDIC constate un certain nombre d'évolutions significatives. D'abord, et pour la première fois depuis de nombreuses années, la progression de l'emploi masculin a



été quasiment identique à celle de l'emploi féminin (+ 2,3 % contre + 2,4 %). Mieux : on a enregistré 177 263 embauches supplémentaires d'hommes et 122 153 de femmes.

Les petites entreprises ne sont plus les seules à créer de l'emploi massivement. Certes, celles qui emploient plus de 500 salariés voient encore leurs effectifs diminuer (- 2,98 %), mais toutes les autres, à la taille plus modeste, augmentent leur main-d'œuvre. Ce sont même les entreprises comprises entre 100 et 199 salariés qui ont connu le rythme de création de postes le plus important avec 4,9 % de croissance, soit 66 870 emplois de plus.

Enfin, et cela est confirmé par les indications de l'INSEE, la reprise des embauches n'est pratiquement plus influencée par les formules de traitement social ou par la politique de l'emploi, comme cela avait pu être le cas en 1986 avec les travaux d'utilité collective (TUC) et en 1987 avec les stages d'insertion à la vie professionnelle (SIVP) notamment. Le développement devient donc plus sain au point que, hors SIVP, l'augmentation des effectifs dépasse les 300 000 (303 290) avec + 2,5 % et serait encore de 2,4 % si on incluait tous ceux que l'UNEDIC ne recense pas.

Dans le champ INSEE, toujours selon les statistiques du régime d'assurance-chômage, le saut serait de 2,1 % hors SIVP et de 2 % en les comprenant.

Toutes les régions progressent

D'autres signes montrent que le mouvement de reprise tend à gagner des secteurs d'activité ou des régions qui paraissent ne pas pouvoir sortir de la crise. Toutes branches confondues, le secteur industriel connaît pour la première fois un très net ralentissement de ses pertes d'emploi (- 0,6 % en 1988 contre - 2,5 % en 1987 et - 2,8 % en 1986). Les industries de biens d'équipement professionnel (- 0,7 % contre - 3 % en 1987), de biens d'équipement ménager (- 3,7 % contre - 6,2 %) ou de biens de consommation (- 1 % contre - 3 %) s'éloignent de la zone de dépression, par exemple.

Mais les industries de biens de consommation ont retrouvé un solide positif (+ 0,5 %) et le bâtiment-travaux publics a continué sa progression avec 32 400 postes de travail supplémentaires créés (+ 2,6 % contre + 1,1 % en 1987). Quant aux activités du tertiaire, prises globalement, elles ont accentué les effets de

leur dynamisme. Elles sont passées d'une augmentation de 3,2 % en 1987 à une croissance de 3,9 % en 1988.

Avec les services, il est possible de découvrir les ressorts de cette relance. Tandis que les organismes financiers perdent du terrain (- 1,8 %) après le krach d'octobre 1987 sans doute, et que les commerces voient leur dynamique cesser (+ 1,7 %), en raison du recul des commerces de gros alimentaires (- 1,3 %), les services marchands s'emballent (+ 6,5 %). Parmi ces derniers, les services aux entreprises emploient littéralement en affichant une hausse de 13,6 %, correspondant à la création de 129 200 emplois supplémentaires, mais cela est dû, pour l'essentiel, à l'extraordinaire poussée des sociétés d'interim, aujourd'hui accusées d'avoir trop tiré profit de la situation. En un an, leurs effectifs ont augmenté de 39,4 % et correspondent à 71 000 postes de travail supplémentaires.

Le chômage a peu reculé

Parallèlement, la reprise s'est diffusée sur tout le territoire. Là aussi pour la première fois depuis bien longtemps, toutes les régions ont accru leurs effectifs salariés et celles qui étaient encore déficitaires en 1987 ont pu largement compenser au cours de 1988. Y compris le Nord-Pas-de-Calais, la Lorraine et la Picardie, pourtant gravement touchés par la récession. Au classement de la réussite, les gagnants sont même inattendus puisqu'il s'agit du Centre (+ 3,7 %) et de la Basse-Normandie (+ 3,8 %).

Et la suite, après tant de comminiques de victoire ? L'UNEDIC, encore elle, affirme que le premier trimestre de 1989 dépasse tous les records. Environ 130 000 emplois de mieux auraient été créés en trois mois alors que l'INSEE table sur 50 000.

Quel que soit le résultat final, il reste cependant que cette embellie ne se prolonge pas sans réellement modifier sur le chômage, ainsi que le souligne l'INSEE lui-même dans sa dernière estimation. Au plus bas, quant à ses répercussions, la création d'emplois n'aura réduit le chômage que de 25 000 demandeurs et, au plus haut, que de 40 000, comme s'il était difficile d'attaquer un stock d'inscrits à l'ANPE de plus en plus chargé de chômeurs de longue durée.

Tout en estimant que le dynamisme retrouvé est suffisant pour « absorber la croissance tendancielle de la population active et même faire reculer le nombre de chômeurs », l'INSEE ne se fait pas trop d'illusions sur sa capacité à diminuer le nombre de demandeurs d'emploi, en valeur absolue. C'est

ci, écrit-il, « pourraient ne diminuer que légèrement ». L'effet favorable de la reprise risquant d'être compensé par les conséquences du déclin progressif des mesures de traitement social qui ont longtemps distendu la réalité.

Difficile à expliquer, politiquement, cette situation ne serait que le contrepoint des abus que les gouvernements successifs ont pu commettre, pour la bonne cause, au plus fort des restructurations industrielles. Et cela risque d'être d'autant plus difficile à justifier que l'INSEE s'inquiète d'un autre accroissement potentiel, provoqué par l'inscription de l'ANPE de 70 000 des 350 000 bénéficiaires du RMI (revenu minimum d'insertion), « avec un effet plus marqué au second semestre ».

Le débat à venir portera également sur la nature et la stabilité

relative des emplois créés. Là aussi, une divergence apparaît en filigrane entre l'UNEDIC et l'INSEE. La première prétend que l'embauchement constaté sur l'année ne se décomposait pas vraiment et y voit, comme le ministre du travail, la menace à venir d'une précarité accrue des statuts de travail. Le second assure que la crête est dépassée et, comme l'un des deux syndicats de la profession, l'UNETT, parle d'un retour au calme. Selon l'Institut national, l'emploi reviendrait dans son lit, après les excès passés, et les contrats à durée indéterminée l'emporteraient à nouveau.

Dans quelques mois, et à moins d'une nouvelle correction des appréciations, toujours possible, les faits trancheront sur ce point fondamental.

ALAIN LEBLANC

Cinq mille manifestants à Paris

Apaisement dans l'affaire des « dix » de Renault

L'apaisement semble prévaloir dans l'affaire des dix militants licenciés de Renault-Billancourt, après la désignation, mardi 11 juillet, d'un médiateur par le ministre du travail. La manifestation organisée par la CGT à Paris mercredi - un dimanche assez peu suivi - pour la réintégration des « dix » et d'autres militants licenciés ou sanctionnés apparaît plus comme un point d'orgue que comme une nouvelle escalade dans un bras de fer, autant politique que social, entre la CGT et le Parti communiste, d'un côté, et le gouvernement et le PDG de Renault, M. Raymond Lévy, de l'autre. Les « dix » ont d'ailleurs cessé leur occupation dans l'usine de Billancourt.

C'est la même orientation qui a été prise par le Parti socialiste, qui a approuvé mercredi l'attitude du gouvernement « visant à rechercher, par la nomination d'un M. Bon Officier, des solutions humaines dans le calme, le dialogue et la conciliation ».

« Défendre les droits de l'homme, en 1989, c'est faire respecter les libertés syndicales. Mitterrand, réintègre les « dix » ! » Dernière cette banderole, quelques mille personnes (quarante mille selon les organisateurs) ont défilé mercredi à Paris, dans une atmosphère plutôt détendue, de la République à la Madeleine, où le cortège s'est dispersé dans le calme. A l'exception d'un cordon de gendarmes barrant la rue Royale, les forces de l'ordre étaient d'ailleurs très discrètes.

Le cortège était conduit par les dix militants de Renault, suivis des responsables de la CGT, MM. Louis Vianet, numéro deux de la confédération, Bernard Lacombe, Michel Warschawski et Alphonse Vironès, notamment. Plusieurs dirigeants du Parti communiste étaient aussi présents dans le cortège, comme MM. André Lajoinie, Paul Laurent, Gaston Pissonnier et Philippe Herzig, ainsi que des élus communistes et une délégation des Jeunes communistes. Au nom des « dix », l'un d'eux, M. Jean-Pierre Lamia, a une nouvelle fois protesté contre la « décision injuste des Vercors » et affirmé leur détermination de « continuer la lutte ».

Quelques trois cents salariés de Billancourt étaient présents en tête du défilé avec des délégations d'autres usines Renault, Flins, Cléon et Sandouville. Ils étaient suivis par des salariés des impôts en grève actuellement, du Trésor et des douanes et d'autres services publics, comme les PTT et EDF, puis par les sections des différents syndicats de la région parisienne. La CGT avait, notamment, voulu élargir la manifestation à divers entreprises dans lesquelles des militants ont été sanctionnés, comme France-Glaces Flins à Beauvais ou Air France. Un numéro spécial de l'Idiot International, rédigé par des journalistes de la Vie ouvrière, énumère quelques cent vingt salariés « persécutés parce qu'ils sont syndicalistes ».

« Anarchie, répression ! » ont scandé les manifestants. « Les députés ont voté, maintenant il faut appliquer » ou « Mitterrand, ça suffit, liberté à la Régie ». Mais les critiques à l'égard du président de la République étaient assez modérées, comme la déclaration de M. Louis Vianet, soulignant que « le succès, éventuel, de la mission du médiateur, dépend de l'étendue du champ et du mandat fixés par le président de la République et le gouvernement ».

Quelques heures avant la manifestation, sur RTL, M. Vianet avait indiqué que l'hypothèse d'une réintégration des « dix » dans une autre usine que Billancourt « faisait partie de la négociation ». De leur côté, les « dix » dans leur déclaration de départ de la manifestation, ont annoncé qu'ils « avaient décidé de suspendre l'occupation de leur poste de travail », afin de « mener leur volonté d'aboutir par la négociation ». Ils se déclaraient « prêts à rencontrer » le médiateur désigné par le gouvernement.

Un premier contact avec les « dix », le syndicat CGT, de Renault et un représentant de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT était prévu jeudi 13 juillet au matin. M. Lacombe a déjà rencontré M. Lévy, mardi, qui, maintenant, cependant son opposition à une réintégration à Billancourt ou dans une filiale de la Régie.

CORRESPONDANCE

A propos d'un dessin de Planta

Après la publication d'un dessin de Planta dans le Monde du 11 juillet, nous avons reçu le communiqué suivant :

Les ouvriers du Livre CGT du journal le Monde protestent contre la parution, dans le numéro daté 11 juillet 1989, d'un dessin représentant les adhérents de leur confédération à des voyous, notamment par la revendication d'un « droit de sacquer et d'incendier l'outil de travail ».

Ils estiment qu'il ne peut s'agir, en l'occurrence, d'une présentation humoristique de l'actualité, mais d'une interprétation malhonnête et grossière d'événements dont leurs camarades de travail.

Ils rejettent cette façon - que ne retiennent pas l'extrême droite - de dénigrer et d'abaïser des militants qui demandent le respect de leurs droits : retrouver leur emploi et faire vivre dignement leur famille.

La crédibilité du caricaturiste et du journal qui publie ses dessins suppose qu'ils s'appuient sur des faits et non sur des préjugés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Les Sicav du Groupe des Banques Populaires

Des placements adaptés à vos objectifs :

SICAV ACTIONS, pour dynamiser vos placements en accédant à tous les marchés

SICAV OBLIGATIONS, pour valoriser votre capital à moyen ou long terme

SICAV COURT TERME, pour gérer vos liquidités en les gardant disponibles.

SITUATION À FIN JUIN 1989				
AU 30.06.1989	Montant liquidités de l'actif en F	Montant dettes en F	Actif net en MF	Performance depuis le 30.12.88 (après cotisations)
SICAV ACTIONS				
FRUITFRANCE	866,12	21,64 (31.02.89)	3.677,36	+ 9,67 %
PLANINTE	1.038,24	29,32 (31.02.89)	437,78	+ 13,62 %
VALOREM	559,21	15,08 (31.02.89)	459,13	+ 10,63 %
FRUITVALOR	550,94	15,74 (31.02.89)	630,84	+ 11,63 %
A.A.A.	972,32	22,78 (31.02.89)	697,73	+ 8,38 %
FRUITMINO	28,95	0,84 (31.02.89)	174,69	+ 8,24 %
FRUIT-EPARGNE	28,07	1,20 (31.02.89)	126,19	+ 5,56 %
SICAV OBLIGATIONS				
FRUITDOR	238,95	4,15 (31.02.89)	1.184,40	+ 2,98 %
FRUIT-CAP	32,70	1,07 (31.02.89)	894,28	+ 3,85 %
SICADEN	711,41	13,50 (31.02.89)	319,04	+ 2,83 %
FRUIT-PREMIERE	11.537,80	902,00 (31.02.89)	644,50	+ 3,03 %
FRUIT-ECU	558,27	28,12 (31.02.89)	350,78	+ 2,23 %
SICAV COURT TERME				
FRUITVAR	4.261,14	238,06 (31.02.89)	1.466,81	+ 3,41 %
VALORG	1.632,67	49,88 (31.02.89)	894,89	+ 3,40 %
FRUIT ASSOCIATIONS	29,32	0,98 (31.02.89)	6.546,48	+ 3,68 %
FRUIT COURT	116.565,32	3.627,86 (31.02.89)	11.730,90	+ 3,98 %



BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

European Open.



BAUDRY ET ASSOCIÉS

L'Europe avait déjà les yeux tournés vers l'Espagne. Et, aujourd'hui, pour en suivre les progrès, les observateurs vont devoir regarder très haut. Voici Hispasat, premier satellite espagnol de télécommunications. Avec lui, l'Espagne effectue une percée remarquable dans l'espace. Avec Hispasat, Matra Espace, maître d'œuvre, salue la victoire de toute une équipe et notamment

de ses partenaires espagnols : partenaires institutionnels, partenaires industriels, tous ceux qui vont apporter maintenant une contribution essentielle au succès du programme. Hispasat restera l'exemple d'une coopération réussie. Et cette victoire vient rappeler que chaque challenge dans l'espace est avant tout un grand sport d'équipe.

MATRA ESPACE

Ensemble nous ferons l'espace.

Marchés financiers

La COB aurait « épinglé » injustement plusieurs établissements financiers

« Les paroles s'envolent, les écrits restent... » Les fonctionnaires de la Commission des opérations de Bourse méditeront pendant un an ce proverbe en relisant la page 101 du vingt et unième rapport annuel de la COB rendu public le 3 juillet dernier (Le Monde du 4 juillet) et qui met en cause deux banques, Arjil et Paluel-Marmont, dans la gestion d'une SICAV appelée GH Matif.

Cet ouvrage peaufiné pendant des mois, relu et corrigé avant d'être remis au président de la République et présenté ensuite à la presse, devrait être la référence en matière financière. Il dresse un panorama complet de l'année écoulée relatant également l'ensemble des infractions décelées sur différents marchés. Il ne souffre donc pas d'erreurs. Surtout lorsque l'organisme qui le rédige, la COB cherche à renforcer sa crédibilité.

Or, dans le chapitre le plus incisif du rapport concernant la gestion des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), la Commission épingle une SICAV, GM Matif, pour de nombreuses irrégularités commises en 1987 mais dans le même temps, elle se trompe d'établissement gestionnaire. La Commission assure que cette SICAV était « gérée exclusivement pendant la période donnée par une banque (banque Arjil), puis par un établissement financier (Paluel-Marmont Finance) et ayant pour dépositaire une société de Bourse (Goy-Hauvette) ». La réaction des deux gérants supposés a été prêle. Arjil a rappelé qu'à cette époque son rôle « consistait simplement à effectuer des opérations sur les marchés dans le cadre défini par le conseil d'administration à passer les ordres correspondants à la charge Goy-Hauvette, qui, seule, avait la responsabilité de leur exécution et de leur suivi ». Plus brièvement,

Paluel-Marmont a rappelé, pour sa part, n'avoir « pris en charge la gestion de cette SICAV qu'à compter du 15 mars 1988, date postérieure aux faits incriminés ».

Cette dernière prise en compte par le secrétaire général de la COB, qui, par retour du courrier, s'est engagé à faire paraître une mise au point concernant Paluel-Marmont dans le prochain bulletin mensuel de la Commission. Une procédure analogue serait envisagée pour Arjil, la Commission apportant des précisions, sans toutefois porter de jugement ni remettre en cause son analyse.

Deux autres banques, la BNP et le CCF ne se sont pas plus laissées mettre à l'index sans réagir. Ces établissements ont été critiqués pour l'insuffisance d'informations fournies à la clientèle sur les SICAV et les fonds communs de placement. Sans remettre en cause ce qui a été constaté, à savoir l'absence dans certaines agences de fiches signalétiques, documents obligatoires décrivant ces produits, ces deux banques ont indiqué qu'elles fournissaient parallèlement de nombreux autres documents mieux adaptés aux besoins du public que ces fiches réglementaires.

L'ensemble de ces observations contribue une fois de plus à ternir l'image d'infailibilité et de rigueur que devrait se donner la COB en tant qu'organisme de surveillance des marchés financiers. Un autre incident va dans ce sens. Il s'agit d'une maladresse du président de la COB et de son entourage, le 3 juillet dernier, lors de la présentation du vingt et unième rapport annuel. M. Jean Farge avait alors nié qu'une enquête sur le marché des actions Darty fut en cours.

DOMINIQUE GALLOIS.

Un groupe d'investisseurs rachète Sicli

Le voile a été levé, mercredi 12 juillet, sur l'identité des acheteurs de la société Sicli, premier fabricant d'extincteurs français avec 60 % du marché et spécialiste de la protection industrielle, dont la cotation était suspendue depuis le 24 mai.

Il s'agit d'un holding français, en cours de création, dont le capital sera détenu à 66 % par LBO France, Bankers Trust Company et Wasserstein Perella (à parts égales). Le solde, soit 34 %, reviendra au groupe britannique NU Swift, qui cède à ce holding les 88 % de Sicli qu'il avait racheté en 1985 à la Lyonnaise des Eaux. Le cours de cession est fixé à 652,50 F par action Sicli, 12 % au-dessus du dernier cours coté de 582 F, ce qui valorise l'entreprise à 2,5 milliards de francs.

Le financement de l'opération est effectué en « LBO » : 425 mil-

lions de francs seront payés comptant, et 2 milliards de francs seront empruntés, à raison de deux tiers d'emprunts classiques et d'un tiers d'emprunts « Mezzanine », c'est-à-dire non gagés et avec un taux d'intérêt plus élevé, le tout assorti de bons de souscription d'actions du holding, instrument encore très peu utilisé en France. L'opération est dirigée par la Banque Morgan, assistée de la Barclay Bank, du CCF et de Kleinwort Benson. Par la suite, les cadres dirigeants de Sicli pourraient entrer dans son capital à hauteur de 10 % par le biais d'options. D'autre part, NU Swift rachètera à Sicli sa dernière acquisition (octobre 1988), la société américaine HP Cleaning. Enfin, Sicli rachètera au public les titres de sa filiale Générale Incendie encore en circulation au prix de 595 F, ce qui représenterait 60 millions de francs.

Les banques libanaises de Paris s'unissent pour éviter un troisième dépôt de bilan

Les banques libanaises de la place de Paris (au nombre d'une douzaine) ont décidé de se porter au secours de la Lebanese Arab Bank (LAB). Cet établissement, dont le total de bilan atteint le milliard de francs, est en effet mal en point. Après le dépôt de bilan de la United Banking Corporation (UBC) et la faillite de la Banque de participations et de placements (BPP) du financier libanais Roger Tamraz, les financiers libanais souhaitent éviter de ternir définitivement leur image en France.

A l'initiative du gouverneur de la Banque du Liban, qui a tenu une réunion à Paris, les établissements libanais ont été fermement invités à jeter les bases d'une solidarité active

entre eux. Des discussions ont donc lieu depuis plusieurs jours entre les représentants de tous les établissements libanais et ceux de la Lebanese Arab Bank pour étudier les conditions d'une reprise partielle ou totale des actifs de la LAB. La Banque de France et son bras séculier, la Commission bancaire, suivent de bien entendu les débats de très près. Tout d'abord parce qu'un changement d'actionnaire nécessite l'approbation des autorités de tutelle, et ensuite parce que l'intervention d'une banque française ne serait dédaignée par personne.

Bien que M. Antoine Sacre, directeur général de la Lebanese Arab Bank, minimise les difficultés de son établissement, le passif semble important. Selon nos informations, il atteindrait quelques dizaines de millions de francs pour les dépôts en francs mais serait beaucoup plus important pour les dépôts en dollars qui constituent la majeure partie des banques libanaises ouvertes à Paris. Quant à l'origine de ces difficultés, elles seraient dues à une politique de crédit quelque peu aventureuse.

La Lebanese Arab Bank France est filiale à 26,5 % de la Lebanese Arab Bank de Beyrouth, une des dix premières banques libanaises. Son second actionnaire est la famille Torbey (25 %). YVES MAMOU.

[Né en janvier 1951 à Fribourg en Suisse, M. Mamou est diplômé de Polytechnique (1970), de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (1973) et de l'Ecole nationale d'administration (1977). Inspecteur des Finances (1978), il a été chargé de mission à la direction du budget (1981-84) avant de devenir conseiller technique de M. Bédégovoy de 1984 à 1986. Adjoint au chef de service de l'inspection générale des finances de 1986 à 1988, il est revenu au cabinet de M. Bédégovoy en juillet 1988 en qualité de directeur adjoint, aux côtés du directeur de l'époque, Alain Bouffil.]

• Unilever rachète Fabergé et Elizabeth Arden. — A Rotterdam la multinationale Unilever (produits alimentaires, déodorants, produits de toilette et d'hygiène corporelle) a annoncé, jeudi 13 juillet, qu'elle avait finalement trouvé un accord avec le milliardaire américain Nikkei pour le rachat des parfums Fabergé et des cosmétiques Elizabeth Arden pour 1,5 milliard de dollars (environ 10 milliards de francs) — (Correspondant).

NEW-YORK, 12 juillet ↑

L'avance continue

Pour la septième séance consécutive, la hausse a été un rendez-vous, mercredi, à Wall Street. Malgré une certaine irrégularité due aux indésirables ventes bénéficiaires entrainées par une reprise assez longue, le mouvement s'est poursuivi au fil des cotations. A la clôture, l'indice des industrielles s'élevait à 2.525,63, avec un nouveau gain de 18,02 points. Le bilan de la journée a toutefois été moins bon que ce résultat. Sur 1.993 valeurs traitées, 842 ont monté, 614 ont baissé et 537 n'ont pas varié.

Selon les professionnels, la détente enregistrée sur le front des taux a continué d'attirer les investisseurs à grande échelle. Mais nombre d'entre eux ont néanmoins fait preuve d'une prudence accrue. D'importantes statistiques économiques doivent être publiées vendredi, concernant la production industrielle, les prix à la production, les capacités d'utilisation et ventes au détail. A l'évidence, le marché va être très attentif à surveiller si, oui ou non, l'économie américaine effective comme prévu un atterrissage en douceur. L'activité a diminué, et 150,55 millions de titres ont changé de mains, contre 171,59 millions.

VALEURS	Cours de 11 juillet	Cours de 12 juillet
Alcoa	64 3/4	65 1/4
AT&T	58 3/4	59 1/4
Boeing	50 3/8	50 5/8
Chemical Bank	28 1/4	28 3/4
Eastman Kodak	47 1/2	47 1/4
Exxon	44 1/2	45 1/2
General Electric	44	44 3/8
General Motors	41 1/8	41 1/2
IBM	113 5/8	114 5/8
Intel	59 1/8	59 1/2
ITT	59 1/8	59 1/2
Johnson & Johnson	50	50 5/8
McDonald	41 1/2	41 1/2
Merck	105 5/8	105 1/2
United States Steel	28 1/2	27 1/2
IBM	58 3/4	59 1/4
Verizon	58 3/4	59 1/4
Wells Fargo	58 3/4	59 1/4

LONDRES, 12 juillet ↑

Poursuite de la hausse

Malgré une réduction des gains en début de séance, les cours des valeurs ont continué à monter, mercredi, à Londres. Le marché britannique a été en progrès de 5,8 points, à 2.256,7. Le marché s'est montré actif durant une séance émaillée en raison de la grille des transactions de la bourse de Londres. 728,5 millions de titres ont été échangés, contre 639,7 millions la veille. Une forte activité spéculative a été notée sur les actions de la British Petroleum (BP), les titres de la British Airways (BA) et de la British Airways (BA). Les investisseurs ont été attirés par l'avance vertigineuse de la veille. La plupart des secteurs ont terminé en hausse, notamment les titres de la construction (Countryside), les pétroliers (Lampson), les assurances (General Accident), les magasins (Great Universal Stores) et les aéronautiques (British Aerospace). Dans le secteur agro-alimentaire Cadbury a bondi en raison de rumeurs évoquant le lancement prochain d'une OPA par le groupe suisse Nestlé. Abbey National s'est nettement améliorée après l'introduction en Bourse avant de reculer sous l'effet des prises de bénéfices. Les fonds d'Etat ont continué en hausse, tandis que les mines d'or ont resté inchangées.

FAITS ET RÉSULTATS

• Ciba-Geigy lance 800 millions de francs en Italie. — Le groupe pharmaceutique suisse Ciba-Geigy a décidé d'investir 150 millions de francs (800 millions de francs dans la reconversion et l'industrialisation de ses installations de Torre-Azzurra, près de Naples. La nouvelle installation est appelée à devenir l'un des pôles européens du groupe pour les spécialités pharmaceutiques en cachets et comprimés et pour le développement biotechnique de nouveaux produits. Ciba-Geigy, qui emploie trois cent quatre-vingt-dix personnes à Torre-Azzurra pour la production de l'antibiotique Rimactan et de la Desferal, seul produit existant pour soigner la thalassémie, sorte de leucémie sévère dans les pays méditerranéens, compte consacrer 100 millions de francs (470 millions de francs) à la production de substances pharmaceutiques et 50 millions (235 millions de francs) pour le Desferal et le développement biotechnique. Ce rachat des activités se situe dans le cadre du plan de restructuration des activités européennes du groupe suisse décidé au printemps dernier, qui consiste à rassembler, en Italie, la fabrication des produits durs et, en France, celle des produits liquides. La reconversion du site napolitain a, en outre, pour but d'accroître la compétitivité pour lutter contre la concurrence des antibiotiques fabriqués à l'Est et en Extrême-Orient.

• Scania rachète 14,7 milliards de francs de chiffre d'affaires. — Le groupe Scania, qui gère les participations et les filiales de la SNCF

PARIS, 13 juillet ↑

Bien disposé

A la veille du long week-end du 14 juillet, la Bourse a continué sur un ton positif, mercredi, à Paris. Le marché a été marqué par une certaine irrégularité due aux indésirables ventes bénéficiaires entrainées par une reprise assez longue, le mouvement s'est poursuivi au fil des cotations. A la clôture, l'indice des industrielles s'élevait à 2.525,63, avec un nouveau gain de 18,02 points. Le bilan de la journée a toutefois été moins bon que ce résultat. Sur 1.993 valeurs traitées, 842 ont monté, 614 ont baissé et 537 n'ont pas varié.

Selon les professionnels, la détente enregistrée sur le front des taux a continué d'attirer les investisseurs à grande échelle. Mais nombre d'entre eux ont néanmoins fait preuve d'une prudence accrue. D'importantes statistiques économiques doivent être publiées vendredi, concernant la production industrielle, les prix à la production, les capacités d'utilisation et ventes au détail. A l'évidence, le marché va être très attentif à surveiller si, oui ou non, l'économie américaine effective comme prévu un atterrissage en douceur. L'activité a diminué, et 150,55 millions de titres ont changé de mains, contre 171,59 millions.

TOKYO, 13 juillet ↓

Nouveau fléchissement

Malgré un début de séance prometteur, l'affaiblissement a, de nouveau, été noté à Tokyo. De fait, après une modeste progression matinale, la tendance s'est inversée au début de l'après-midi. L'indice Nikkei s'est effondré à 33 631,6, soit à 70,56 points (-0,21 %) en dessous de son niveau précédent.

L'impulsion donnée par le raffermissement du dollar a été contrecarée par les ventes faites en fin d'après-midi par les arbitrageurs pour le dernier jour des transactions sur le marché japonais. « Dans un marché comme celui-ci, mieux vaut regarder ce qui se passe », notait M. Keiji Ikeda, courtier chez James Capel.

D'une façon générale, l'activité a été faible, avec 530 millions de titres échangés, contre 600 millions la veille. Quelques actions, les alimentaires et les maisons de négoce ont monté.

CHANGES

Dollar : 6,3680 F ↓
Le dollar s'est déprécié, jeudi 13 juillet, sur le marché des changes de Tokyo, où il a obtenu la cote de 139,05 yens, contre 140,50 yens mercredi. Beaucoup d'intervenants sont restés à l'écart en attendant l'ouverture du marché des Sept vendredi à Paris et la publication, ce jour-là, de nombreux indicateurs économiques américains. Le dollar était en baisse en Europe, où il s'échangeait à 6,3680 F, contre 6,3780 F un fixing de mercredi.

FRANCOFRONT 12 juillet 13 juillet
Dollar (en DM) ... 1,755 1,775
Tokyo 12 juillet 13 juillet
Dollar (en yen) ... 140,50 139,05
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)
Paris (13 juillet) ... 91/95/98
New-York (12 juillet) ... 91/95

• Ensis décline 10,15 % de la SPEP, le holding de Schneider. — La société Ensis, firme à vocation d'investissement, qui dirige M. Jean-Charles Naouri, a renforcé sa participation dans la SPEP, holding de Schneider, dont elle était détentrice, directement et indirectement, 10,15 %.

PARIS:

Second marché (réaction)					
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis & Associés	411	411	Le Figaro du soir	282	282
Appel	338	338	Le Monde	275	275
BAC	340	340	Le Parisien	146	146
Banque Paribas	602	602	Le Progrès	280	280
Banque de France	828	828	Le Quotidien	184 50	184 50
Banque de Paris	415	415	Le Républicain	21 20	21 20
Banque de l'Est	980	980	Le Soleil	186	186
Banque de la Réunion	2105	2105	Le Télégramme	182	182
Banque de Madagascar	855	855	Le Télégramme	184	184
Banque de l'Indochine	780	780	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	881	881	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	1705	1705	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	390	390	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	822	822	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	270 50	270 50	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	417 50	417 50	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	880	880	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	987	987	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	341	341	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	1010	1010	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	480	480	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	1460	1460	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	1200	1200	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	548	548	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	208	208	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	112 50	112 50	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	18 06	18 06	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	243	243	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	446	446	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	848	848	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	236	236	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	820	820	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	246	246	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	260	260	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	148 50	148 50	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	300	300	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	842	842	Le Télégramme	182	182
Banque de l'Indochine	288	288	Le Télégramme	182	182

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

Marché des options négociables le 12 juillet 1989

Nombre de contrats : 5 907					
VALEURS	PRIX exercice	Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Accor	760	13	—	40,50	—
COE	440	14,50	25	11	16
EN-Agences	528	24	—	16	—
Eurochem SA-PLC	110	13,50	17,10	2,70	5
Lafarge-Capex	1550	150	150	13	—
Michelin	130	13	—	7	10
MMI	1400	35	—	—	—
Paribas	480	55	53	4	—
Peugeot	1350	40,50	39	—	134
Saint-Gobain	680	65	84	4,51	—
Société générale	480	35	49	6	—
Thomson-CSF	280	28,20	27	4,30	—

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 12 juillet 1989
Nombre de contrats : 48 127

ÉCHÉANCES			
COURS	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90
Dernier	108,48	108,24	107,98
Précédent	108,50	108,24	107,94

Options sur notionnel			
PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente	
	Sept. 89	Déc. 89	Sept. 89
108	0,89	1,32	0,44

INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 6,3680 F ↓		PARIS (BSE, base 100: 30-12-88)	
Le dollar s'est déprécié, jeudi 13 juillet, sur le marché des changes de Tokyo, où il a obtenu la cote de 139,05 yens, contre 140,50 yens mercredi. Beaucoup d'intervenants sont restés à l'écart en attendant l'ouverture du marché des Sept vendredi à Paris et la publication, ce jour-là, de nombreux indicateurs économiques américains. Le dollar était en baisse en Europe, où il s'échangeait à 6,3680 F, contre 6,3780 F un fixing de mercredi.		11 juillet 12 juillet	
FRANCOFRONT 12 juillet 13 juillet		Valeurs françaises .. 1154	
Dollar (en DM) ... 1,755 1,775		Valeurs étrangères .. 1156	
Tokyo 12 juillet 13 juillet		(BSE, base 100: 31-12-81)	
Dollar (en yen) ... 140,50 139,05		Indice général CAC .. 482	
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		(BSE, base 1000: 31-12-87)	
Paris (13 juillet) ... 91/95/98		Indice CAC 40 .. 1754,46 1740,47	
New-York (12 juillet) ... 91/95		(OMF, base 100: 31-12-81)	
		Indice OMF 50 .. 586,25 586,11	
		NEW-YORK (indice Dow Jones)	
		Industrielles .. 2514,61 2532,63	
		LONDRES (indice Financial Times)	
		Industrielles .. 1898,3 1898,3	
		Mines d'or .. 264,7 263	
		Fonds d'Etat .. 85,98 86,06	
		TOKYO	
		12 juillet 13 juillet	
		Nikkei Dow Jones .. 33 781,2 33 631,6	
		Indice général .. 2514,61 2513,97	

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	+ ou -	+ ou -		+ ou -	+ ou -		+ ou -	+ ou -
SE-UI	6,3625	6,3675	- 35	+ 5	+ 5	+ 38	+ 95	+ 160
Scom	6,3405	6,3405	- 145	- 130	- 285	- 248	- 729	- 644
Yen (100)	140,50	140,50	+ 124	+ 163	+ 272	+ 323	+ 796	+ 879
DM	3,2004	3,2004	+ 50	+ 70	+ 113	+ 136	+ 331	+ 393
100	3,6078	3,6116	+ 34	+ 140	+ 112	+ 112	+ 279	+ 321
100	16,9171	16,2181	+ 46	+ 150	+ 116	+ 365	+ 439	+ 521
100	3,9347	3,9482	+ 62	+ 79	+ 135	+ 161	+ 481	+ 462
100	4,5252	4,5252	- 128	- 82	- 236	- 184	- 671	- 581
10,2482	10,2627	- 435	- 386	- 830	- 753	- 2333	- 2487	

BOURSE DU 13 JUILLET

Comptant (selection)

SICAV (selection)

12/7

VALEURS	% de nom.	% de coupon	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet	VALEURS	Emission	Rachet	VALEURS	Emission	Rachet	VALEURS	Emission	Rachet
Obligations								Étrangères											
Em. 8.00 % 77	124	1 230			C.I. Mobilit	840		Macdonell Ref.	...	1448	A.A.A.	1013 13	889 42	France-Indes Scur	108 58	105 40	Petrolchem Danube	174 89	171 80
8.00 % 78/79	102 10	0 027			Chem 60	2200	2200	Macdonell Unif.	...	135 50	Asiatic	239 72	227 53	France-Indes Scur	440 80	420 82	Petrolchem Danube	677 71	657 57
10.00 % 79/84	105 10	8 232			Chem 80	1280		Nagant S.A.	...	800	Asiatic	557 27	537 13	France-Indes Scur	454 82	435 82	Pharm. Chénier	246 83	245 89
13.25 % 80/89	103 00	1 482			Chem 80	354 80		Macdonell Pac.	...	220	Asiatic	652	628 43	France-Indes Scur	467 81	473 41	Pharm. Chénier	742 44	740 44
16.20 % 82/80	103 30	8 033			Chem 80	7180		Macdonell Pac.	...	146	Asiatic	638 82	618 80	France-Indes Scur	108 76	108 69	Pharm. Chénier	1121 97	1121 97
16 % juin 82	103 06	1 400			Chem 80	386		Macdonell Pac.	...	167 10	A.B.F. Acton (ex-CP)	1204 75	1176 37	France-Indes Scur	1203 67	1188 61	Pharm. Chénier	7008 12	7008 12
14.00 % 84 83	106 40	5 680			Chem 80	1100		Macdonell Pac.	...	422	A.B.F. Acton (ex-CP)	651 14	636 26	France-Indes Scur	27 84	27 84	Pharm. Chénier	5280 02	5280 02
10.00 % 84 83	118 98	7 480			Chem 80	186		Macdonell Pac.	...	484 80	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1054 05	France-Indes Scur	28 22	28 21	Pharm. Chénier	8222 83	8222 83
13.20 % 84 84	108 41	8 282			Chem 80	334		Macdonell Pac.	...	2176	A.B.F. Acton (ex-CP)	141 43	137 49	France-Indes Scur	33 51	33 51	Pharm. Chénier	1791 91	1791 91
10.20 % 85 86	114 50	4 370			Chem 80	146		Macdonell Pac.	...	1410	A.B.F. Acton (ex-CP)	122 40	120 40	France-Indes Scur	1003 60	1003 60	Pharm. Chénier	3089 34	3089 34
10.20 % 85 86	107 85	6 426			Chem 80	807		Macdonell Pac.	...	228	A.B.F. Acton (ex-CP)	128 78	125 05	France-Indes Scur	244 22	240 61	Pharm. Chénier	111 05	100 56
ORT 12.75 % 83	109 42	1 286			Chem 80	443		Macdonell Pac.	...	361	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
ORT 10 % 2000	109 42	1 286			Chem 80	1830		Macdonell Pac.	...	367 40	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
ORT 8.00 % 1987	108 45	5 750			Chem 80	1020		Macdonell Pac.	...	419 20	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
ORT 8.00 % 1988	105 85	4 403			Chem 80	1150		Macdonell Pac.	...	1480	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	3830		Macdonell Pac.	...	2100	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1880		Macdonell Pac.	...	233	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	336		Macdonell Pac.	...	700	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30
Ch. France 3 %	101 10	0 287			Chem 80	1186		Macdonell Pac.	...	1428	A.B.F. Acton (ex-CP)	1005 21	1005 49	France-Indes Scur	308 93	308 93	Pharm. Chénier	123 30	123 30

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Le sommet des Sept et les rencontres entre chefs d'Etat pour les célébrations du Bicentenaire.	10-11 Radioscopie du Parlement : la maison Fabius ; des chiffres et des hommes ; portrait de M. Lottin (PS).	12 Défense : un entretien avec M. Jean-Pierre Chevènement.	25 La Célestine au Festival d'Avignon.	29 Le « sommet de Barcy » sera consacré à la dette et aux monnaies.	Abonnements 2 Annonces classées 28 Carnet 14 Loterie nationale 14 Météorologie : en grève 14 Mots croisés 28 Radio-Télévision 28 Spectacles 27	● Admissions aux grandes écoles RES 3615 tapers LEMONDE ● Les offres d'emploi du Monde EMPLOI 3615 tapers LM
6 Appel de Nelson Mandela pour un dialogue.	- L'annulation de l'élection municipale de Clichy-sous-Bois.	13 Environnement : le littoral français doit être mieux protégé.	26 Shakespeare contre Purcell ? The Fairy Queen au Festival d'Abc.	30 Trois cent mille emplois salariés créés en 1988.		
8 Huit : les dossiers chauds du général Avril.	- La congrès du FN aura lieu début 1990.	- Tour de France : Kelly dans la sérénité.	32-33 Marchés financiers.			
- Chili : la campagne pour l'élection présidentielle.			28 Communication : un entretien avec M ^{me} Catherine Tasca.			

La réunion des « Sept » et le Bicentenaire

Contre-offensive de la majorité après les attaques sur les « fastes »

Le président de la République, le premier ministre et les responsables socialistes sont montés au créneau, mercredi 12 juillet, pour répondre aux critiques de l'opposition et du chanteur Renaud sur les « fastes » du Bicentenaire et du sommet des sept pays les plus industrialisés.

Dans un entretien accordé à la chaîne de télévision américaine ABC, dont le texte a été diffusé, mercredi, par l'Elysée, M. François Mitterrand s'est élevé contre le caractère « impérial » que revêtirait, selon ses détracteurs, la célébration du Bicentenaire de la Révolution. Dans une interview publiée dans l'Express du 14 juillet, le chef de l'Etat a, de la même façon, récusé les critiques sur le « gigantisme » de ces manifestations.

Le coût de la fête selon Matignon

Les services du premier ministre ont publié le 12 juillet le communiqué suivant : « Des éléments inexactes, pour ne pas dire fantaisistes, ayant été publiés sur le coût de la célébration du Bicentenaire, il convient de faire les mises au point suivantes :

1) Chaque année de très nombreuses festivités et manifestations sont organisées dans toute la France. Beaucoup d'entre elles, en 1989, se sont inscrites dans le cadre du Bicentenaire, mais cela n'entraîne pratiquement aucune dépense supplémentaire par rapport à ce qui se fait habituellement.

2) La France devient de toute façon l'organisateur du sommet des Sept en 1989, son coût serait demeuré constant quel qu'en soit le date, et le jumelage avec le Bicentenaire a plutôt eu pour conséquence de contracter les dépenses.

3) Les seules dépenses publiques faites par l'Etat ou la Ville de Paris et spécifiquement liées aux célébrations sont : 325 millions inscrits au budget de la Mission du Bicentenaire ; 89 millions dépensés pour célébrer le centenaire de la tour Eiffel ; entre 16 et 18 millions dépensés pour financer les mesures de sécurité, notamment les heures supplémentaires des forces de l'ordre, qui apportent le concours de leur entier dévouement.

4) Sans même évoquer l'apport inestimable que ces célébrations constituent pour l'image de la France à l'étranger, sans prendre en considération les dépenses exposées par les pays étrangers eux-mêmes pour célébrer le Bicentenaire de la Révolution française, sans s'arrêter aux rentrées de devises exceptionnelles évaluées entre 635 et 800 millions de francs, l'ensemble des collectivités publiques n'aurait pu exposer de moindres dépenses sans porter atteinte au renom de notre pays et à la qualité des festivités.

Enfin, on ne saurait sans abus inscrire dans les dépenses du Bicentenaire celles relatives à l'Arche de la Défense, même si cette dernière, qui constitue à l'évidence un des plus beaux monuments construits en région parisienne depuis fort longtemps, laisse aux générations futures une trace similaire à celle de la tour Eiffel, érigée pour le premier centenaire.

● Opéra Bastille : « Ce n'est pas impérial. » — Dans une interview accordée à la chaîne de télévision américaine ABC, M. Mitterrand évoque l'inauguration de l'Opéra Bastille le jeudi 13 juillet et affirme : « Ce n'est pas impérial. » Le chef de l'Etat estime que les critiques qui lui sont adressées sur la coïncidence entre le sommet des Sept et la célébration du Bicentenaire de la Révolution sont « peut-être d'inspiration politique ». « Quand vous recevez des amis, dit-il, vous mettez votre maison en état, vous mettez des fleurs dans les vases, vous organisez un dîner qui sera un peu plus important que ce que vous faites d'ordinaire en famille. Et on ne dira pas que vous recevez vos amis de façon impériale. Bon, c'est ce que nous allons faire aussi. »

M. Olivier Stirn, ministre délégué au tourisme, a parallèlement estimé à « 1 milliard de francs » le surcoût de devises lié aux célébrations du Bicentenaire prévues cet été pour la seule région parisienne. « Ce chiffre doit être rapporté aux 30 millions de francs qui ont été consacrés aux actions de promotion à l'étranger », a précisé M. Stirn, dans un entretien accordé simultanément à huit quotidiens régionaux. Le ministre délégué au tourisme a affirmé que « l'année 1989 sera sans doute une année exceptionnelle pour le tourisme, peut-être la meilleure que nous ayons jamais connue ».

M. Pierre Mauroy s'est, pour sa part, insurgé, dans le dernier numéro de Vendredi, l'hebdomadaire du PS, contre ceux qui « feignent de voir » dans la réunion du sommet des Sept « je ne sais quelle conspiration contre la misère du monde ». Le premier secrétaire du Parti socialiste a rappelé que « l'esprit de Cancun » du nom du lieu où M. Mitterrand a prononcé, en octobre 1981, un important discours sur les relations Nord-Sud —

irrigue toutes les décisions, les moratoires, les réchelonnements et, plus récemment, les remises de dette ». Il serait singulier, a-t-il ajouté, M. Mauroy, de s'en prendre à cette politique au moment où elle est comprise par nos partenaires et d'enrayer cet effort au moment où une nouvelle ère doit être franchie.

M. Jean-Pierre Cot, nouveau président du groupe socialiste au Parlement européen, a indiqué, sur France-Inter, que « le sommet des pays les plus industrialisés est un sommet Nord-Sud de par son ordre du jour, car c'est la première fois que ces pays vont se retrouver sur les thèmes de la dette du tiers-monde, de l'environnement et des droits de l'homme ». « La critique de gauche du sommet des riches et du sommet des pauvres » a finalement fait, selon l'ancien ministre chargé de la coopération, « le jeu de ceux qui essaient de jeter le déséquilibre sur la politique inter-mondiale de la France ».

M. Laurent Fabius a affirmé sur RTL que, « pour faire un dialogue Nord-Sud, il faut que le Nord soit

« Ce sommet est une occasion de réunir les pays les plus pauvres et les plus riches du monde à l'occasion des fêtes du Bicentenaire et une occasion pour eux de parler entre eux », a précisé le président de l'Assemblée nationale.

Le soutien de M. Barre

Le gouvernement a, cependant, reçu le soutien de M. Raymond Barre, qui a tenu à indiquer qu'il ne « s'associe pas aux critiques excessives contre le Bicentenaire », la commémoration de la Révolution française devant être « à la hauteur du plus important événement de notre histoire ».

Le service de presse de M. Valéry Giscard d'Estaing a annoncé que, « pour la première fois depuis 1981 », l'ancien président de la République sera présent au défilé militaire du 14 juillet « en hommage aux conquêtes de la liberté et en souvenir des événements qui ont déchiré la France ». En revanche, le président de l'UDF s'abstiendra pas, vendredi soir, au défilé organisé par Jean-Paul Goude.

Dans un entretien accordé à l'Express

M. Mitterrand répond aux critiques et affirme qu'il veut « faire du partage notre loi »

Dans un long entretien accordé à l'Express, daté du 14 juillet, et que l'hebdomadaire publie en cinq langues (anglais, allemand, italien, espagnol et français), M. François Mitterrand répond aux critiques sur le « gigantisme » des manifestations du Bicentenaire de la Révolution et sur les embarras qu'elles provoquent. Il se félicite de la coïncidence entre le sommet des pays industrialisés et la célébration du Bicentenaire. « Cette coïncidence avait le mérite majeur de rassembler chez nous, autour de notre Révolution, de notre Déclaration des droits de l'homme, autour de la France, et de gouverner, qui nous avaient à cœur d'être là ces jours-là, et le mérite mineur de ne pas répéter les embouteillages et autres inconvénients du même ordre à deux reprises et à quinze jours d'intervalle. (...) Je n'ai pas voulu que pour célébrer 1789 il n'y ait avec nous que les six autres représentants des pays les plus riches, et l'ai considéré, au même temps les pays les plus pauvres — le Bangladesh, le Mali, les Philippines, le Niger, etc. — qui seront donc présents.

« Quant au gigantisme, de quoi parlez-vous ? La revue du 14 juillet a toujours eu lieu (...). La représentation inaugurale de l'Opéra Bastille ne durera qu'une heure ! Reste la manifestation populaire imaginée par Goude. Ce sera une étonnante fête populaire, le temps s'y prête. Il n'y aura ni discours, ni cérémonie d'apparat, ni encens, ni enfants de chœur mais des milliers de figurants mêlés à la foule des spectateurs. Où est le gigantisme ? On avait vu plus grand, croyez-moi, le 14 juillet 1790, pour la fête de la Fédération ! »

M. Mitterrand réfute l'idée selon laquelle les Parisiens seront exclus de la fête par les contraintes de sécurité qu'impose la venue de chefs d'Etat et de gouvernement. « Le 14, on se pressera comme jamais de l'Étoile à la Concorde », souligne-t-il. Quant à la sécurité, il remarque que certains des invités de la France y sont « très attentifs ». « On n'a jamais mis de plexiglas antiballes pour moi devant la tribune de la Concorde lors du défilé militaire. Il n'y aura pas les armées prochaines. Mais, cette fois-ci, on en installe (...). On critique la fermeture du Louvre pour trois jours. Mais toutes les têtes du monde seront présentes à la Pyramide. Ce sera une publicité formidable pour le musée et pour la France (...). Quel gouvernement n'aurait pas célébré le Bicentenaire ? » Interrogé sur le fait qu'il a « un peu aimé » cette rencontre entre le calendrier (sommet des pays industrialisés) et l'histoire (Bicentenaire), M. Mitterrand répond :

« Qu'avais-je à attendre ? Je ne serai plus candidat à rien. Je suis un homme libre. Je n'ai besoin de plaire à personne. J'ai seulement l'amour de la France, de son histoire, de son message. J'essaie de faire au mieux, en restant fidèle à mes convictions. »

Dans cet entretien consacré pour l'essentiel à la liberté, M. Mitterrand note qu'elle ne s'arrête pas aux droits politiques, mais qu'elle contient aussi les droits sociaux, économiques, culturels. « Peu à peu, la nation française a acquis un fonds commun qui a considérablement élargi la base de la liberté, de l'égalité de la fraternité, où droite et gauche, en dépit de leurs différences, se rejoignent. En gros, quel... »

« Trop d'arbitraire trop d'injustice »

Le chef de l'Etat exprime à nouveau sa méfiance envers le libéralisme économique : « Il recouvre trop d'arbitraire, d'injustices. Il sert le pouvoir le plus fort, il ruine l'effort du plus faible. Il usurpe le nom qu'il se donne. » Il note aussi que la France dispose d'un système social plus évolué que dans la plupart des pays du monde.

« Mais à tout moment, ajoute-t-il, la disparité des conditions a tendance à s'accroître. Il y a de plus en plus de fortunes importantes, parfois insolentes. Le fossé s'élargit entre le plus riche et le plus pauvre. Il faut corriger cela. Par des moyens sociaux, par des moyens fiscaux. Le RMI est un début, comme l'a été à l'autre bout de l'échelle sociale l'impôt sur la fortune. L'objectif majeur : faire du partage notre loi. »

M. Mitterrand insiste également sur la solidarité et, à ce propos, sur l'absence de civilisation urbaine. « Les villes ne sont pas faites — et c'est dommage — pour la relation, la communication entre les gens. On ne se connaît pas, on se rencontre si peu... Il n'est pas de pire politique que celle qui prévaut dans la foule. L'absence de convivialité dégrade notre société. » Le chef de l'Etat suggère de nombreuses solutions (urbanisme, choix esthétiques, organisation des transports, politique du logement, etc.) et ajoute : « Attention aux petits murs de Berlin invisibles qui se dressent un peu partout dans notre corps social ! »

Au Trocadéro

Cérémonie pour les droits de l'homme

La liberté de l'homme, comme le bonheur, est simple. Elle a donné son ton à la mise en spectacle, étonnante, sans grandiloquence, de la Déclaration sur le parvis des libertés et des droits de l'homme, jeudi 13 juillet, à midi, au Trocadéro.

A la tribune, abritée du soleil, des chefs d'Etat du monde entier, installés selon un protocole symbolique, égaux entre Nord et Sud, écoutèrent avec recueillement la lecture des articles qui, en 1789, devinrent le phare de la démocratie.

A la droite de M. Mitterrand, M. Félix Houphouët-Boigny, président de la Côte-d'Ivoire, et, à sa gauche, M. George Bush. L'arrivée de ce dernier, comme celle de M^{me} Thatcher, suscita quelques huées parmi les rares spectateurs contents derrière les grilles de sécurité. M^{me} Cory Aquino, elle, fut applaudie.

La cérémonie commença à 12 h 15. Face au Champ-de-Mars, l'Orchestre de Paris joua une œuvre de François-Joseph Gossec. Parmi de Rameau et de Mirabeau, qu'il avait composée pour les festivités de la Révolution. Puis, sur le parvis orné d'un plan incliné bleu clair, commença, discrète et forme, la lecture de la Déclaration. Une jeune femme et un homme, tour à tour, récitèrent les articles. Soudain surgit sur le parvis des enfants multicolores des cinq continents portant fleurs occidentales et fruits tropicaux. Au

milieu d'eux, des comédiens qui glissent, entre deux lectures, quelques mots. Leurs voix remontaient ce que la Déclaration pouvait avoir de trop grave ou monotone. Les comédiens, les récitateurs, évoquèrent « ces hommes qui n'ont d'autre maître que leur raison, et qui disposent de la Déclaration pour étouffer le premier germe de la tyrannie, si jamais elle osait réapparaître ».

Juste-ici, la France a vécu « en égote sa Révolution. Désormais, la liberté est universelle ». Jane Birkin, en pantalon noir et cheveux au vent, dit d'une voix réveuse : « Je me figure la loi au centre d'un globe et tous les citoyens du monde en sont à égale distance. Ce sont les droits communs du citoyen. » Les enfants, après avoir couru vers l'orchestre, lancèrent au ciel un ballon garni de rubans comme des points cardinaux. Puis, la jeune troupe revint, légère et lente, au pied de la tribune, où elle déposa des rameaux et des offrandes. L'orchestre joua son dernier accord, alors qu'une centaine de colombes s'envolaient.

A 12 h 35, les chefs d'Etat s'en allèrent en silence vers leurs divers déjeuners officiels.

D. R.

Le numéro du « Monde » daté 13 juillet 1989 a été tiré à 506 106 exemplaires

Sur le vif

Libres et égaux

Vous avez vu un peu, les filles, sur les trente-neuf chefs d'Etat et de gouvernement qui vont se taper la cloche ce soir au Musée d'Orsay, il y en a trois, c'est des cheffesses, et un, le Japonais, le courage de gelashes, c'est un chef en papier, un chef qui c'est plus vrai, un chef déformé à grands coups de pied au derrière par les femmes de son pays, des femmes en colère.

Bien fait pour lui. Aux Etats-Unis, les neiges auraient eu sa peau, elles aussi. Nous, ici, ça nous titillerait plutôt, les histoires de cul de nos politiciens. On est pleines d'indulgence pour ces débordements de puissances puissances. On y voit une preuve de vitalité, de virilité. On ne sent pas que c'est une intolérable atteinte à la dignité de l'épouse-potiche et de la maîtresse-objet. Imaginez un peu l'inverse. Imaginez Butto, Thatcher ou Aquino, continuellement en rut, se tapant des gigolos sur tous les coins de table. On trouverait ça grotesque et totalement irresponsable.

Vous me direz : de toute façon, la question ne se pose pas. Pour arriver au Top 50 du pouvoir, une femme doit s'accrocher avec les ongles, avec les

dents. Elle a pas de temps à perdre en galipettes. Deux siècles après la Déclaration des droits de l'homme, ses droits, elle est encore obligée de les mendier, de les arracher péniblement un à un, à peine accordés que déjà retirés par ces salauds de mecs. Moi, le coup porté à l'avortement par la Cour suprême américaine, ça me fait bouillir à en perdre le couvercle de fumier furax.

Et, pour en revenir à Maggie, Benazir et Cory, ce qui m'inquiète, c'est qu'à force de contempler, rassurées, satisfaites, les superwomen exposées dans la vitrine de l'actualité, on en oublie de dresser l'inventaire de l'arrière-boutique. Le Point l'a fait, il n'y a pas longtemps. C'est effrayant. On n'est nulle part, ni au Parlement, ni dans les centres de décision, ni aux étages nobles des grandes entreprises. Et, quand on est quelque part, je pense à l'enseignement, ça dévale, ça paupérise immédiatement la profession. Le Tiers Etat, aujourd'hui, c'est nous, et, croyez-moi, la nuit du 4-Août, elle est pas pour demain.

CLAUDE SARRAUTE.

L'affaire Pechiney

La chambre d'accusation confirme la compétence du juge d'instruction

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a confirmé, mercredi 12 juillet, l'ordonnance rendue le 4 avril dernier par M^{me} Edith Boizette, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, qui rejetait les arguments présentés par M^{me} Max Théret et Robert Reipinger tendant à faire constater que le magistrat n'était pas compétent pour instruire sur des opérations boursières opérées en dehors du territoire français. Les deux hommes d'affaires avaient été inculpés de délit d'initié le 3 mars 1989 après la dénonciation au parquet d'un rapport de la COB faisant état de présomptions graves d'infractions commises lors du rachat de la société américaine Triangle Industrie par Pechiney.

Selon M^{me} Jean-François Paut et Alain Toucas, conseils des inculpés, l'ordonnance du 28 septembre 1987 qui prévoit le délit d'initié, n'a pour objet que de protéger le seul marché boursier français. Elle est donc inapplicable à des opérations effectuées à l'étranger où l'unique compétence est celle des autorités judiciaires locales. En outre, les avocats soutiennent que l'ordre public français ne pouvait avoir été troublé par une opération réalisée à l'étranger avant d'intervenir sur le fait qu'aucun acte caractérisant l'infraction n'avait été commis sur le territoire français.

Dans son arrêt, la chambre d'accusation présidée par M. Pierre Cahé considère que les rédacteurs de l'ordonnance, « loin de berner leurs objectifs au marché français, mettaient l'accent sur la nécessité de développer le commerce international de la place financière de Paris ». Aussi, les juges reviennent à propos du délit d'initié : « Le cloisonnement de la répression de ce délit dans divers Etats entraverait, compte tenu de l'extrême mobilité des capitaux, l'impunité de fait des opérations boursières effectuées par des nationaux ». L'« étranger au mépris de l'égalité de l'information entre investisseurs qui est la raison déterminante de l'existence du délit d'initié ».

Concernant le trouble à l'ordre public français, la chambre d'accusation constate que des opérateurs français « ont pu être lésés dans la

mesure où ils n'ont pas eu connaissance, comme les éventuels initiés, de l'énorme plus-value qu'ils avaient la possibilité d'obtenir en se procurant des titres Triangle à la Bourse de New-York pour les céder aussitôt dans le cadre de l'OPA de Pechiney ».

Enfin, les magistrats observent que les ordres d'achat ont été donnés depuis Paris. Cette circonstance leur permet de rappeler qu'« en matière de délit d'initié, ce sont les ordres passés en Bourse et non leur exécution qui réalisent l'exploitation de l'information privilégiée ». M.P.

60 millions de francs d'astreinte pour la 5

Le Conseil d'Etat, sur saisine du Conseil supérieur de l'audiovisuel, a sanctionné le 13 juillet la 5 et M 6 pour n'avoir pas respecté leurs obligations de diffusion d'œuvres européennes et d'expression française pendant leur dernier exercice. Sanction lourde pour la 5, puisque la chaîne de M. Robert Hersant se voit astreinte à payer 60 millions de francs.

CUBA

Les quatre militaires condamnés pour trafic de drogue ont été exécutés

Les quatre anciens hauts responsables militaires cubains condamnés à mort pour trafic de drogue ont été fusillés, jeudi 13 juillet, a-t-on annoncé officiellement à La Havane.

Le général Ochoa, ancien héros de la révolution cubaine, le capitaine Jorge Martinez, des Forces armées révolutionnaires cubaines, le colonel Antonio de la Guardia et le commandant Amado Padron, du ministère de l'Intérieur, avaient été révoqués puis jugés coupables vendredi dernier de trafic de drogue, de menées hostiles envers des nations étrangères, et condamnés à mort. — (AFP, Reuters.)

Centre formation professionnelle avocats.

C.F.P.A.

Préparation intensive
28 août au 22 septembre
80 % à 90 % DE REÇUS
chaque année

CEPES

57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly
Tél. : 47-45-08-18 ou 47-22-94-94.

GLOBE
D'ÉTÉ

L'ENFER DES VACANCES
UNE ENQUÊTE-CATASTROPHE